

Université Paris 8
Institut Français de Géopolitique

SAVAS CEM
246973

Mémoire de Master Intitulé
Les Relations Géopolitiques entre la Turquie et la Syrie: Du Conflit Probable à la Coopération
potentielle?

Sous la direction de

RAYMOND H. KEVORKIAN

Année universitaire 2008-2009

Les Relations Géopolitiques entre la Turquie et la Syrie: Du Conflit Probable à la Coopération potentielle?

Cem Savas

À ma mère, Dilara

Mots-clés: Géopolitique (interne et externe), géohistoire, méthode et représentation géopolitique, rapports entre les Turcs et les Arabes, Turquie, kémalisme, Syrie, Kurdes, question kurde en Turquie et en Syrie, L'Eau au Proche-Orient (question de partage – GAP et Tigre et Euphrate - entre la Turquie et la Syrie), Sandjak d'Alexandrette (Hatay).

Table des Matières

Les no de pages changer apres la mise en page

Abréviations.....	4
Introduction.....	6
I – Continuité et changement dans les relations turco-syriennes : de la chute de l'Empire ottoman au 21 ^e siècle.....	13
A – Le poids des représentations d'ordre géohistorique aujourd'hui: de la rivalité turco-arabe à la question du sandjak d'Alexandrette.....	14
1 - le déclin de l'Empire ottoman et la naissance des nationalismes turc et arabe à l'« isthme - syrien ».....	14
2 – la Turquie kémaliste et la Syrie du mandat français : identités et représentations distantes entre les deux Guerres Mondiales.....	23
3 – Affaire d'Alexandrette: Un espace litigieux dans les relations turco-syriennes aujourd'hui?.....	31
B – la Guerre Froide entre la Turquie et la Syrie : Continuité et changement dans les représentations.....	41
1 – La rivalité turco-syrienne de plus en plus enracinée dans les représentations autour des camps opposés.....	41
2 - Dynamiques de changement dans la géopolitique turque au cours de la Guerre Froide : Une ouverture géoéconomique vers le monde arabe ?.....	51
3 – Un duo géopolitique qui s'intègre vers la fin de la Guerre Froide : les questions de partage de l'eau et la rébellion kurde.....	55
C – l'Après Guerre-Froide une nouvelle ère dans les relations turco-syriennes?.....	61
1 - Vers la Surenchère de 1998 : la Guerre Froide inachevée dans les relations turco-syriennes.....	63
2 - La Crise de 1998: les représentations contrastées autour d'une véritable pratique de la « politique de force ».....	67
3 - De l'affrontement à l'amélioration, voire au « rapprochement » turco-syrien: conjoncture, perspectives et limites.....	72
La conjoncture comme source principale de la « révolution » dans les relations turco-syriennes.....	73
Sur les représentations de divers acteurs turcs et syriens : Perspectives croisées ?.....	80
Perspectives Économiques : le vrai berceau du dynamisme turco-syrien?.....	89

II – La question kurde dans les relations turco-syriennes : perspectives de régionalisation et dimensions internes.....	95
A- Les Kurdes: anatomie d'un peuple dispersé du Moyen-Orient.....	95
1 - Géographie des Kurdes: un ensemble spatial marqué par de lourds obstacles.....	95
2 - Aux origines de la question kurde: un peuple face à la « règle de quatre ».....	98
B – la régionalisation du conflit kurde au Moyen-Orient: quel futur pour le Kurdistan irakien?.....	101
1 - la Turquie face au Kurdistan Irakien : nouvelles dimensions régionales et fissures géopolitiques au sein du « partenariat stratégique » turco-américain.....	101
2 - Perspectives de coopération turco-syrienne face au défi de Kurdistan Irakien.....	111
C - les Kurdes de Turquie et de Syrie: destins croisés ?.....	115
1 - Kurdes de Turquie : entre l'intégration et la sécession.....	116
2 - les Kurdes en Syrie : destin d'une des minorités persécutées par Damas.....	127
III- L'Eau, un instrument au service d'objectifs internes et externes.....	136
1 - La question de l'eau en Turquie.....	137
A - Données géographiques et dimensions internes de la politique hydraulique turque.....	137
B – Enjeux géopolitiques externes de la politique hydraulique turque.....	145
2- La Question de l'eau en Syrie et perspectives pour la question régionale de l'eau.....	150
A – la question de l'eau en Syrie et les représentations hydrauliques syriennes.....	150
B – L'eau : motif de guerre ou clé de la coopération régionale ?.....	154
Conclusion.....	159
Bibliographie.....	162
Annexes.....	186

Abréviations:

AKP: Parti de Justice et de Développement

AP: Parti Démocrate

ANSEA : Association des Nations du Sud-est Asiatique

ASALA : Armée Secrète Arménienne de Libération de l'Arménie

BM : Banque Mondiale

CHP : Parti Républicain du Peuple

DEP : Mouvement démocratique de la société

DSI : Devlet Su Isleri (Travaux Hydrauliques d'État)

DTP : Parti de la Société Démocratique

GAP : Projet du Sud-est Anatolien

HEP : Parti du Travail du Peuple

IDE: Investissements directs à l'étranger

KUK : Libérateurs Nationaux du Kurdistan

OCI: Organisation de la Conférence Islamique

PDK : Parti Démocratique du Kurdistan

PKK : Parti des Travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkeren Kurdistan, en kurde)

CUP: Comité de l'Union et du Progrès

PGMO : Projet de Grand Moyen-Orient

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

OFM: Organisation des Frères Musulmans

OMC: Organisation Mondiale de Commerce

PDKS: Parti Démocratique Kurde de Syrie

SALSRA: Syria Accountability Act and Lebanese Sovereignty Restoration Act

SHP : Parti Populaire Social-démocrate

UE : Union Européenne

UPK : Union Patriotique du Kurdistan

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques



Introduction

Le choix de traiter des relations turco-syriennes dans le cadre d'un mémoire de recherche a été déterminé par deux motivations : premièrement, la volonté d'étudier les dynamiques et les limites de l'amélioration remarquable des relations diplomatiques, politiques, culturelles et surtout économiques entre la Syrie et la Turquie depuis 2000 et la guerre d'Irak en 2003 d'une part, et l'envie d'analyser les différents types d'acteurs en Turquie et en Syrie, les représentations collectives et les mémoires vives au sein des deux sociétés autour des dossiers principaux, d'autre part.

Avant tout, il nous faut ouvrir une parenthèse afin de mettre l'accent sur la méthode géopolitique qu'on va suivre au cours de notre étude. Comme l'indique Yves Lacoste, « par géopolitique, il faut entendre l'analyse des rivalités de pouvoir sur des territoires, qu'il s'agisse de conflits entre des États qui se disputent la souveraineté ou l'influence sur des étendues de taille variable, ou qu'il s'agisse de rivalités à l'intérieur d'un même État ».¹ Alexandre Defay, définissait pour sa part, la géopolitique comme l'« ensemble des interactions présentes et passées du politique et de l'espace géographique ».²

Comme dans toute analyse géopolitique, il nous est indispensable de raisonner en termes de pouvoirs, d'États et de territoires. Notre recherche sur les relations turco-syriennes sera centrée aussi sur cette approche géopolitique pluridimensionnel et pluridisciplinaire. Le rôle des « représentations » est d'importance fondamentale à ce propos. Yves Lacoste écrit : « une représentation, surtout si elle est collective, a une fonction : elle décrit, exprime une partie de la réalité, de façon floue ou précise, déformée ou exacte ».³ C'est pourquoi dans le cadre de ce mémoire, on va accorder une très grande importance aux représentations des divers acteurs en Turquie et en Syrie.

¹ Yves Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde Les Batailles Pour La Vie*, Paris: Larousse, 2006, p.84.

² Alexandre Defay, *Géopolitique du Proche-Orient*, Paris: PUF, 2008 p.5.

³ Yves Lacoste, *Dictionnaire de Géopolitique*, Paris: Flammarion, 1995, p. 1275.

Pour Béatrice Giblin, dans toute démarche géopolitique le raisonnement géographique demeure primordial. Donc, en tant que principe de base, il faut noter qu'il n'y a pas de géopolitique sans géographie. Et, en accord avec cette idée directrice, il est clair que la géopolitique désigne largement l'analyse des rivalités de pouvoir sur un territoire et la façon dont s'exprime chacune des forces qui y sont en présence.⁴ Dans cette perspective, nous allons illustrer les principaux dossiers par l'intermédiaire de cartes afin de mettre en place une vision géopolitique solide et compréhensive.

Dans le cadre de ce mémoire de recherche, il importe ainsi de donner une place principale à la géohistoire et aux faits géohistoriques. Puisque, comme l'illustre le titre de l'ouvrage de Yves Lacoste *La Géopolitique La Longue Histoire d'Aujourd'hui*, l'association du temps et de l'espace nous paraît fondamentale ici. Comme l'indique Béatrice Giblin, le raisonnement de l'historien est indispensable à la géopolitique.⁵ Ainsi, des mémoires vives et des représentations collectives historiques entre la Turquie et la Syrie seront surtout accentuées toujours dans leur rapport avec le présent. Parallèlement à la nécessité du raisonnement géohistorique, la géoculture est, elle aussi, un outil précieux pour étudier les relations turco-syriennes. À cet égard, la géopolitique moyen-orientale est largement ancrée sur un fond de représentations collectives, pour ce qui concerne, entre autres, la chute de l'Empire ottoman, la naissance et l'affrontement des nationalismes turc et arabe, les relations de la Turquie kémaliste avec le monde arabe et ainsi de suite.

D'ailleurs, c'est dans cette perspective géohistorique des relations turco-syriennes que le litige sur le débit du Tigre et de l'Euphrate paraît plutôt la conséquence de raisons géopolitiques bien antérieures à la construction des barrages du GAP (Projet de l'Anatolie du Sud-est), comme l'indique Yves Lacoste.⁶ Il nous reste à nous demander si le même raisonnement géohistorique à travers des allers et des retours dans l'espace temporel n'est-il pas aussi vital pour mieux saisir l'évolution de la question kurde entre les deux côtés et pour ne pas la réduire et limiter dans le seul niveau sécuritaire. Cette perspective nous fournira donc l'opportunité de bien comprendre la complémentarité de la géopolitique interne et de la géopolitique externe à travers notre recherche

⁴ Béatrice Giblin, « Editorial », in *Hérodote*, 2008, (2^{ème} Trimestre, No:130), la Découverte, p.3.

⁵ Giblin, *op.cit.*, p.5

⁶ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, *op.cit.*, p.91.

Dans notre étude, nous traitons plus spécialement trois axes principaux des relations turco-syriennes qui sont les suivants: la question du sandjak d'Alexandrette (dossier indissociable de la « rivalité turco-arabe » et du déclin de l'Empire ottoman), la question kurde et la question de l'eau. De là, on peut dire que ce sont des questions assez complexes, inséparables et croisées : la question du sandjak d'Alexandrette concernant la délimitation litigieuse des frontières et le grand « stress » du partage de l'eau, ce dernier engendrant lui-même, au cours des années, la question kurde d'où le soutien de Damas aux rebelles kurdes du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, Partiya Karkeren Kurdistan, en kurde). Outre cet amalgame, il faut de surcroît, accentuer la régionalisation de la question kurde entre la Turquie, la Syrie, l'Irak (et d'une certaine manière l'Iran), centrée sur le Kurdistan Irakien devenu de plus en plus autonome après la guerre d'Irak, outre l'analyse de la question en terme de géopolitique interne.

Depuis le début des années 1980 déjà, tout en maintenant ses liens avec l'Occident, la Turquie essaie de développer des relations diversifiées avec les pays du Moyen-Orient, avait noté Stéphane Yerasimos.⁷ À ce sujet, les relations turco-syriennes marquées par de grandes problématiques comme la question kurde, le partage de l'eau, la domination des territoires frontaliers, y compris la question de sandjak d'Alexandrette, occupent une place assez importante. De là, notre question de départ apparaît: Pourquoi la Turquie et la Syrie, deux pays se situant dans une telle proximité de géographie physique, sont devenus aussi distants à travers l'histoire, la politique et la géographie que traduisent ces trois axes de litige?

Cependant, le nouveau millénaire a vu s'ouvrir une nouvelle période remarquable de leurs relations avec l'arrivée au pouvoir de Bachar el-Assad, qui succède à son père Hafez el-Assad. Et, depuis lors, le développement des relations turco-syriennes pose de nombreuses questions d'ordre géopolitique, qui touchent non seulement à la géographie de «l'isthme syrien» mais aussi à l'ensemble de la géographie moyen-orientale englobant les entités turques et arabes.⁸

Dans le cadre de cette recherche, il est essentiel d'observer à la fois les dynamiques et les difficultés essentielles qui affectent les relations turco-syriennes dans la conjoncture actuelle,

⁷ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1538.

⁸ Yves Lacoste, *Jeopolitik, Bugünün Uzun Tarihi (Géopolitique, La Longue Histoire d'Aujourd'hui)*, Istanbul: NTV Yayinlari, 2007, p.232.

en se basant sur la géopolitique de la région dominée par l'instabilité et la fragilité sécuritaires, accrues notamment après l'intervention des puissances anglo-américaines, autour de l'idée d'un « Grand Moyen-Orient » actuellement morte et décédée, qui comprendrait une géographie s'étendant du Maroc au Pakistan et dont l'objectif serait de promouvoir dans cette vaste région la démocratisation et la libéralisation économique à travers quelques 21 pays et environ 600 millions de personnes.⁹ En outre, sur le plan des relations turco-syriennes, il est important de mettre l'accent sur les nouvelles données géopolitiques pour aboutir à une analyse cohérente des relations turco-syriennes.¹⁰

Par ailleurs, d'une part, les relations de la Syrie avec les États-Unis sont marquées par de vives tensions depuis les attentats du 11 Septembre 2001, d'autre part, on observe une indifférence et une certaine réserve dans les relations turco-américaines, surtout après 2003, dues au refus de l'armée turque de participer aux opérations en Irak et à celui d'accorder le passage aux troupes américaines. Cela a ainsi provoqué un retournement de la politique régionale et de l'opinion publique turque contre la politique moyen-orientale des États-Unis, et en faveur des Arabes.¹¹ De surcroît, Israël et l'Iran se montrent comme deux variables assez importantes dans ce grand jeu géopolitique qui affectent effectivement les relations turco-syriennes.

Tout au long de notre étude géopolitique des relations turco-syriennes, nous allons chercher à répondre aux questions suivantes: Quels sont les dynamiques de l'évolution des relations turco-syriennes, d'un probable conflit à une coopération qui ne cesse de s'accélérer de jour en jour, ayant toutefois certaines limites? Est-ce qu'on peut évoquer d'une amélioration structurelle et continue pour les prochaines décennies ou bien le paysage actuel géopolitique est-il borné par des circonstances conjoncturelles? Dans quelle mesure, est-il possible de mettre en place une coopération sécuritaire qui va également comprendre les dossiers de sécurité frontalière et de l'hydro-politique? Quels peuvent être les facteurs et les éléments qui vont rendre le rapprochement politico-économique entre la Turquie et la Syrie beaucoup plus dense? Quels sont les grands obstacles présents qui peuvent entraver une telle coopération des deux pays voisins? Comment les données géohistoriques comme la « révolte

⁹ Lacoste, *op.cit.*, p.83.

¹⁰ Yves Lacoste, « Géopolitique de l'Eau », in *Hérodote*, 2001, (3^{ème} Trimestre, no:102), la Découverte, p.6.

¹¹ Yves Lacoste, *Atlas Géopolitique*, Paris: Larousse, 2007, p.131.

arabe¹² » de 1916, la question du « sandjak d’Alexandrette¹³ » ont-elles évoluées au cours du siècle précédent et quel est leur poids dans les relations bilatérales et les représentations turco-syriennes aujourd’hui? Dans quel contexte, la question kurde (surtout du fait que le PKK a repris ses opérations depuis 2003 et que parallèlement, les Kurdes Irakiens ont obtenu une véritable autonomie), à côté de « l’hydro-conflictualité » due au GAP, continue-t-elle à dominer le cœur des relations turco-syriennes?

Pour ce faire, nous allons observer en premier lieu, les facteurs de continuité et de changement dans les relations, ce qui marque un très grand épisode du déclin de l’Empire ottoman jusqu’à nos jours, à travers une première sous-partie sur des représentations d’ordre géohistoriques clés telles la « rivalité turco-arabe » et la question du sandjak d’Alexandrette, la longue période de la Guerre Froide et enfin de l’après Guerre-Froide. Ensuite, dans une seconde partie, il nous sera indispensable d’analyser le dossier kurde qui se pose principalement sur les deux niveaux d’analyse, de géopolitique interne et de géopolitique externe. Nous allons y accentuer la régionalisation et l’instrumentalisation du conflit kurde au Moyen-Orient, en nous focalisant sur le cas actuel du Kurdistan irakien. Enfin, dans la troisième et dernière partie de notre recherche, nous allons traiter le dossier de la géopolitique de l’eau dans les relations turco-syriennes qui constitue l’une des questions les plus lourdes et susceptible non seulement de remettre en cause l’avenir des relations bilatérales turco-syriennes mais aussi la stabilité de la région toute entière. Dans cette dernière partie, nous allons également aborder sous un angle critique, la problématique assez médiatisée de la « guerre de l’eau » dans cette géographie troublée par la partition inégale des ressources hydrauliques.

Avant de passer à la première partie, il ne nous paraît pas inutile d’ouvrir ici une brève parenthèse sur les diverses difficultés que nous avons rencontrées pour mener la présente recherche. En Turquie et en Syrie, j’ai eu plusieurs types de contrainte et de difficulté que ce soit d’ordre linguistique ou de caractéristique des acteurs rencontrés. Tout d’abord, le fait de ne pas maîtriser la langue arabe a cantonné mes lectures aux ouvrages en français, en anglais et en turc, et en Syrie, cela m’a obligé de réaliser mes entretiens surtout en anglais, en français

¹² Lacoste, *L’Eau Dans Le Monde...*, *op.cit.*, p.91.

¹³ *ibid.*

et dans une moindre mesure en turc. De cette différence linguistique et de la forte divergence de l'utilisation d'alphabets latin et arabe, mon séjour en Syrie me fait penser vivement à la rupture linguistique entre la Turquie et le monde arabe, après la chute de l'Empire ottoman. En tant que jeune chercheur turc et non-arabophone, se posait une distance assez nette entre mon univers intellectuel dominé par le turc et l'alphabet latin « à l'européenne » et un monde visuel syrien dominé par l'alphabet arabe qui ne représentait pour moi pas plus que le chinois ou le japonais. Et cela, malgré le poids des appartenances historiques entre les deux pays qui s'impose par un décor culturel semblable dont j'ai été témoin lors de mon séjour dans les villes de Damas et d'Alep, 70% des monuments historiques d'Alep appartenant à l'époque ottoman, y compris la première mosquée bâtie par Sinan, fameux architecte ottoman.¹⁴ D'ailleurs, il existe un tissu proche entre les villes turques comme Antep et les villes syriennes comme Alep. Surtout, l'espace géographique entre Alep et les villes turques comme Kilis et Antep est largement caractérisé par des relations familiales étroites et de liens de parenté depuis l'Empire ottoman, entre les Turcs et les Arabes, ce qui se montre surtout dans les vacances de fête religieuse pendant lesquelles les frontières sont laissées ouvertes.¹⁵

Des deux côtés de la frontière, j'ai observé qu'il n'y avait qu'un faible nombre d'experts des deux pays et de spécialistes bien formés. Alors que j'envisageais de rencontrer divers types d'acteurs sur le terrain, à la fois en Turquie et en Syrie, le problème central qui s'est posé à moi est le langage politique des personnes rencontrées, souvent très mesurées, qu'on pourrait qualifier de « langue de bois ».

À propos d'une autre difficulté, cette fois-ci temporelle de ma recherche de terrain en Syrie, qui correspondait à la période juste après la fameuse crise « diplomatique » de Davos entre la Turquie et Israël et ses « éclats » dans le monde arabe, il faut noter que cet événement récent a eu un important impact sur les représentations des Syriens, qui se manifestent dans l'ensemble des nombreux d'entretiens que j'ai réalisés, lors des entrevues ministérielles, et surtout dans les rues de Damas et Alep comme un reflet direct de l'image « pro-turque » de l'opinion publique syro-arabe envers le voisin du Nord.

¹⁴ Entretien avec Mahmoud Zein Alabidin, Architecte, Alep, Syrie, le 19 Février 2009.

¹⁵ Entretien avec un haut responsable du Consulat de Turquie, Alep, Syrie, le 17 Février 2009.

Pour ce qui concerne les difficultés rencontrées sur le terrain syrien, caractérisé par une société assez fermée, je peux tout d'abord noter le langage politique monolithique des personnes rencontrées, proches du régime ba'athiste, qui englobe les académiciens, les chercheurs, les journalistes ou les responsables économiques. En second lieu, cette « langue de bois » est caractérisée par un discours monolithique, officiel et en général assez nationaliste, paranoïaque, voire belliciste envers le monde occidental, surtout envers l'Europe et les États-Unis.

Cependant, j'ai essayé sur le terrain syrien de diversifier le choix des acteurs pour dépasser ce ton unidimensionnel et quasi-identique. Surtout à Alep, le vrai berceau du dynamisme et de l'interaction turco-syriens, j'ai pu rencontrer des gens de nationalité syrienne formés en Turquie et qui représentent actuellement des « tenants » durs du développement des relations turco-syriennes. De surcroît, j'ai eu aussi des contacts avec des acteurs variés comme des architectes, des représentants du Forum Tiers-Monde en Syrie ou encore des responsables de pouvoir local.

Quant au terrain turc, il est clair que la société turque est beaucoup plus ouverte et hétérogène que la société syrienne. J'y ai eu l'opportunité de rencontrer plus facilement divers types d'acteur tels les militaires et les ex-militaires, les divers acteurs politiques et sociaux, etc. Cependant, il faut aussi noter que domine en Turquie un point de vue nationaliste et kémaliste qui repose sur des préjugés à propos des relations turco-syriennes. C'est pour cela que de nombreux acteurs turcs concevaient les relations avec la Syrie toujours dans le cadre d'une vision sécuritaire à travers un discours fort, officiel de l'État turc.

« *Que voulez-vous, nous n'avons rien choisi, c'est l'Histoire qui a choisi pour nous* »

Amin Maalouf

I – Continuité et changement dans les relations turco-syriennes :

De la chute de l'Empire ottoman au 21^e siècle:

Afin de bien analyser les dossiers primordiaux comme la question kurde et la question de l'eau, il est nécessaire tout d'abord de démarrer du plan géographique et historique marqué par de vives représentations collectives à travers leur rapport avec le présent, d'où le rôle de la « Grande Révolte Arabe »¹⁶ et du sandjak d'Alexandrette. De ce point de vue, on va essayer dans cette première partie de mettre l'accent sur les représentations actuelles turco-syriennes à propos de trois périodes historiques distinctes: la première période dans les relations englobant la « Grande Révolte Arabe » en 1916 et la crise de sandjak d'Alexandrette en 1936, qui s'étend du processus du déclin de l'Empire ottoman jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale ; la seconde période qui est la longue Guerre Froide de 1945 à 1991, et enfin la dernière, celle de l'après Guerre Froide qui a emmené à la crise qui s'est éclatée en 1998 et de suite, vers une amélioration remarquable dans les relations turco-syriennes.

¹⁶ Cette révolte en tant qu'un grand événement géopolitique contre l'administration turque, comme le soulignait Yves Lacoste, se basait sur une vaste géographie, des Arabes en Syrie notamment, du nord de l'Arabie et de la région du Hedjaz, d'où les villes Saintes de la Mecque et de Médine. Chérif Hussein, chef de la révolte, de l'illustre famille des Hachémites, descendant du prophète et le gardien des Lieux Saints. La Syrie se soumettait à l'Émir Fayçal, le troisième fils de Chérif Hussein. La Syrie constituait le berceau de la Révolte Arabe, parce que c'est à Damas sous le contrôle de l'émir Fayçal que le projet de soulèvement arabe dit « Protocole de Damas » contre les Turcs a été conçu et organisé. (Lacoste, *Géopolitique La Longue.. op.cit*, p.228)

A – Le poids des représentations d’ordre géohistorique aujourd’hui: de la rivalité turco-arabe à la question du sandjak d’Alexandrette

De nos jours, les facteurs géographiques et historiques affectent les relations et les représentations turco-syriennes. La géographie de la Méditerranée orientale ou Méditerranée euro-musulmane dont l’espace particulièrement nommée à travers l’appellation de l’« isthme syrien » est avant tout caractérisée par de fortes tensions régionales. Afin de comprendre cette emprise de l’histoire et de la géographie dans les relations turco-syriennes et les positions turque et syrienne, il nous paraît indispensable de se focaliser avant tout, sur cette grande zone qui, depuis déjà longtemps, ne cesse de bouger.

1 - le déclin de l’Empire ottoman et la naissance des nationalismes turc et arabe à l’isthme syrien »

Il faut tout d’abord, souligner qu’il est presque impossible de rencontrer des acteurs sur les terrains turc et syrien, qui se réfèrent à l’« isthme syrien » sur le sujet de représentations syriennes et turques actuelles, cependant son importance géographique et historique ici n’est pas à sous-estimer.

L’importance de l’isthme syrien dans le cadre de notre étude des représentations géohistoriques turco-syriennes repose sur deux éléments: d’une part, l’écatement de l’Empire ottoman, affecte de près cet « isthme syrien » en faisant de lui « la partie géopolitiquement la plus complexe du Moyen-Orient »¹⁷ et de l’autre, c’est dans cette espace géographique qu’éclate la révolte arabe avec un impact direct sur les représentations turco-arabes.¹⁸ De cet

¹⁷ Lacoste, *Géopolitique La Longue*, op.cit., p.231.

¹⁸ Selon Yves Lacoste, « on peut appeler l’isthme syrien, du nom du célèbre empire Assyrien qui s’est développé deux mille ans avant notre ère en Mésopotamie l’espace situé entre la Méditerranée et le golfe Persique, d’où les navires gagnaient ensuite les Indes. Avant même qu’il soit question de pétrole, l’importance de cet isthme était considérable en raison des caravanes qui le traversaient. Au nord des déserts, elles longeaient le verdoyant ‘Croissant Fertile’ formé par la Mésopotamie et à l’ouest par les hauteurs bien arrosées du Liban et de la Palestine ». ¹⁸ Le « Croissant Fertile » dont la Syrie constitue une bonne partie, était dominé dans l’histoire par les peuples tels Arabes, Kurdes, Mongoles et Turcs et fut un centre lié au pouvoir des tribus/clans ou des personnes. (Lacoste, *Géopolitique La Longue*, op.cit., p.231)

Pour ce qui concerne la naissance de « Croissant Fertile » comme un concept géopolitique, on peut dire que cette expression très ancienne a été référée premièrement par Henry T. Fowler dans son ouvrage intitulé *A History of the Literature of Ancient*

ensemble d'États en conflits, les relations conflictuelles entre la Turquie, l'héritière de l'Empire ottoman, et la Syrie, dans un premier temps sous mandat français, puis indépendante nous poussent à indiquer en effet l'actualité des conflits propre à cette espace géographique.

Parallèlement à cette zone de conflictualité que représente l'« isthme syrien » entre les entités turque et arabe, Elizabeth Picard souligne que la zone de contact entre la Turquie et le monde arabe ne constitue pas une ligne tangible, mais au contraire un espace géographique aux limites ethniques et religieuses imprécises.¹⁹ Le vrai enjeu du Moyen-Orient provient d'ailleurs, comme l'explique Didier Billon de l'IRIS, du fossé historique, politique, culturel qui sépare les frontières de l'Empire ottoman et la Turquie du Monde arabe.²⁰ À cet égard, le déclin de l'Empire ottoman, « l'homme malade de l'Europe » affecte dramatiquement le destin de cet « isthme syrien » en créant de nouvelles frontières et entités et de nouveaux pays dans la région.

Pour ce qui concerne les frontières de la Syrie, suite à la chute de l'Empire ottoman, elles ont été établies en 1920 par les diplomates français et britanniques qui se partagèrent alors des zones d'influence sur les territoires que l'Empire ottoman avait abandonné en 1918, peu avant son effondrement au lendemain de la Première Guerre Mondiale.²¹

En tant que représentation collective de l'histoire dans l'« isthme syrien », le point de départ du nationalisme arabe fut la Syrie. Le fait que le nationalisme arabe est très fort en Syrie provient en effet de sa proximité géographique avec la Turquie qui constitue dans les années 1920-1930 un pôle géopolitique important. Pour les Syriens, l'image de la période ottomane où sont enracinés les fondements rigides d'une aliénation identitaire, pendant quatre siècles demeure préoccupante à travers les fondements d'une aliénation.

Israël. From the Earliest Times to 135 BC. Cependant, le « père reconnu » de ce terme est un autre professeur américain, James Henry Breasted, qui affirme que le Croissant fertile est « un demi-cercle ouvert vers le Sud, situé au nord de l'Arabie, se terminant à l'Ouest dans l'angle sud-est de la Méditerranée et à l'Est dans le fond septentrional du golfe Persique » et « une sorte de frange cultivable du désert » (Vincent Capdepuy, le « Croissant fertile » Naissance, définition et usages d'un concept géohistorique, in *L'information géographique*, juin 2008, no:1308, Paris, Armand Colin, p. 89, pp.89-104)

¹⁹ Elisabeth Picard, « Aux Confins Arabo-Turcs », in *La Nouvelle Dynamique Au Moyen-Orient, Les Relations Entre l'Orient Arabe et La Turquie*, Paris: l'Harmattan, 1993, p.157.

²⁰ Didier Billon, *L'Enjeu Turc*, Paris: Armand Colin, 2006, p.281.

²¹ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1450.

Dans la géographie de l'« isthme syrien »²², la Syrie représente historiquement une porte ouverte sur les domaines géopolitiques très divers entre la Méditerranée et le Golfe persique. La Syrie est alors située dans une position géopolitique centrale dans les temps modernes par son voisinage avec Israël, la Turquie, l'Irak, la Jordanie et le Liban, d'où sa centralité historique dans le contexte de la région ottomane appelée le Bilad al-Cham, découpée ultérieurement par les mandats français et britanniques.

Vers la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, l'Empire ottoman a commencé à subir de lourdes défaites dans les Balkans et en Tripolitaine. Tout cela a joué un rôle fondamental qui a rendu l'opinion publique arabe fort pessimiste au sujet du futur de l'Empire et son possible démembrement.²³ Pour Defay, « l'homme malade de l'Europe » était face aux appétits des uns et des autres plus aiguisés au point que la situation de l'Empire s'apparente à une lente agonie tout au long de 19^e siècle avec ses difficultés financières. Devant l'Empire se posaient plusieurs défis dans un « Proche-Orient travaillé par de nouvelles forces » dont l'arabisme représentait l'une des plus importantes.²⁴

Comme le définit clairement Ilber Ortayli, historien turc de l'Université de Galatasaray, le 19^e siècle a été « le siècle le plus long » de l'Empire caractérisé par des troubles incessants et des incertitudes.²⁵ Ce siècle mit à mal les règles de fonctionnement propre à l'Empire ottoman, et cela était surtout visible en Syrie. Au début de 20^e siècle, la région proche-orientale sous le joug ottoman était, d'après Samir Amin, dans une situation de plus en plus misérable. On y comptait alors 4.800.000 habitants et des villes comme Alep ou Damas n'étaient plus les centres d'activités, artisanales, manufacturières et intellectuelles.²⁶ Par exemple, on peut noter qu'« après avoir été pendant des siècles la première ville commerçante du Bilad al-Cham, dotée des plus grands souks voûtés du monde arabe, au carrefour de l'Europe et de la

²² L'« isthme syrien » désigne géographiquement une région semi-aride dans laquelle des fleuves tels Oronte, Tigre et Euphrate offrent des possibilités d'irrigation considérables. De surcroît, à propos de la géographie du Croissant Fertile en tant qu'une partie de cet « isthme syrien », Samir Amin indique : « le Croissant Fertile n'est fertile que par comparaison avec le désert arabe qui s'étend sur son flanc sud ». Cet isthme syrien a donc une importance stratégique depuis des ères antiques. Quant au début du 20^e siècle, il est important de noter qu'elle constitue la plus importante zone pétrolière du monde, d'où son importance géostratégique. (Samir Amin, *Irak et Syrie 1960-1980*, Paris: Les Éditions de Minuit, 1982 p.13)

²³ Cahit Kayra (trad.), *Arap İhtilali ve Şam mahkemesi (La Révolte Arabe et le Tribunal de Damas)*, Istanbul: Yeditepe, 2008, p.10.

²⁴ Defay, *op.cit.*, p.61.

²⁵ Hamit Bozarslan, *Histoire Contemporaine de la Turquie*, Paris: la Découverte, 2004, p.6.

²⁶ Amin, *Irak et Syrie...*, *op.cit.*, p.14.

péninsule arabe, Alep a vu sa position commerciale régresser considérablement au cours du 20^e siècle ».²⁷

Face à cette décadence dramatique, la direction des Jeunes Turcs, afin de « sauver » l'Empire a mis en œuvre dès son arrivée au pouvoir, la « turquification » de la géographie ottomane qui constituait une véritable « ingénierie sociale ». La société syrienne sous domination ottomane était alors divisée en plusieurs populations et communautés fermées à l'extérieur.²⁸ En fait, c'est dans ce contexte de troubles internes et externes que naît de façon pragmatique et conjoncturelle un nationalisme arabe alimenté surtout par les intérêts politiques à court terme et non par des principes. Ernest Dawn, un spécialiste de l'Empire ottoman, explique que les défaites des guerres balkaniques déterminent le Comité de l'Union et du Progrès (CUP) à lancer une catégorique turquification de l'empire et c'est alors que s'enflamme le mouvement nationalisme arabe afin de créer un « Royaume Arabe Indépendant ».²⁹ Ce changement de politique a fait naître une transition rapide dans les représentations pour la majorité des Arabes, de l'ottomanisme vers le nationalisme arabe.³⁰

Même si la mémoire vive des Jeunes Turcs n'est pas trop accentuée par mes interlocuteurs sur le terrain syrien, il est quand même important de souligner ici que la politique systématique de turquification de l'Empire demeure un souvenir douloureux dans les représentations syro-arabes. Selon un haut responsable de l'Ambassade de Turquie à Damas, il serait raisonnable de soutenir que les représentations syriennes d'aujourd'hui de la période de l'Empire ottoman et surtout des dernières décennies de « joug » ottoman n'engendrent point d'un enthousiasme vif, mais il n'est pas question aussi d'une hostilité dure envers l'Empire.

D'après le Dr. Bessam Abu Abdullah, de l'*Orient Center for International Studies*, à Damas, une institution de recherche qui représente largement les points de vue officiels de l'État syrien et du Parti Ba'ath, c'est en fait la puissance française et ses forces armées qui ont

²⁷ Myriam Ababsa, Cyril Roussel et Mohammed Al-Dbiyat, « Le Territoire Syrien entre Intégration nationale et métropolisation renforcée » in *La Syrie Au Présent*, Paris: Actes Sud, 2007, p.62.

²⁸ Nikolaos Van Dam, *Suriye'de İktidar Mücadelesi Esad ve Baas Partisi Yönetiminde Siyaset ve Toplum*, (*La Lutte de Pouvoir en Syrie, Politique et Société sous Asad et le Parti Baath*), Istanbul : İletisim, 2000, p.20.

²⁹ C. Ernest Dawn, *Osmanlıcılıktan Arapçılığa (De l'Ottomanisme à l'Arabisme)*, Istanbul: Yonelis, 1998, p.8-22.

³⁰ Dawn, *op.cit.*, p.135.

« opposé » la Turquie et la Syrie, suite à la chute de l'Empire ottoman. Ces constatations traduisent clairement la paranoïa syrienne qui domine largement les représentations de diverses couches sociales du pays. Si on analyse plus en détail les représentations des chercheurs et des académiciens (liés au régime ba'athiste) des faits historiques, on peut voir qu'il y a une sévère critique envers les puissances occidentales qui, selon eux, ont engendré entièrement les conflits et les rivalités entre les Turcs et les Syriens. Ils soulignent en outre, que Mustafa Kemal a soutenu nombre de luttes révolutionnaires au Moyen-Orient et n'a pas totalement tourné le dos à son environnement proche-oriental, durant les décennies qui suivent la Grande Révolte Arabe. Et dans cette perspective, ils proposent une relecture de l'histoire aux fins politico-stratégiques. Des hauts responsables de l'économie syrienne comme Zafir Muhabbek, le Président de la Banque Centrale de la Syrie partagent aussi ce point de vue.

Si on observe brièvement l'impact de cette politique du CUP, on peut constater que la centralisation progressive de l'Empire a causé une transformation politique, sociale et idéologique dans les provinces arabes. Selon Kayalı, les trois piliers de cette politique de turquification massive et systématique des ressortissants non turcs de l'Empire, le refus accéléré de la décentralisation, les ripostes sévères contre les tentatives d'organisation des minorités religieuses étaient appliquées dans de nombreuses provinces arabes comme ce fut le cas au Hedjaz entre 1908 et 1914.³¹

Pour ce qui concerne la politique des Jeunes Turcs en Syrie, en décembre 1914, Cemal Pacha y arrive pour prendre le commandement de la 4^{ème} armée et préparer une offensive contre les Anglais installés en Égypte. Cette période de l'administration ottomane sous Cemal Pacha, l'une des trois figures principales du CUP, détériore et domine les représentations turco-

³¹ Hasan Kayalı, *Jön Türkler ve Araplar, Osmanlıcılık, Erken Arap milliyetçiliği ve İslamcılık (1908-1918) (Les Jeunes Turcs et les Arabes, l'Ottomanisme, Le Pré-Nationalisme Arabe s et l'Islamisme 1908-1918)*, Istanbul: Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2003, p.92. En outre, selon David Dean Commins, cette politique des Jeunes Turcs s'imposait aussi sur le plan éducative dans les provinces arabes, ce qui opposait de plus les Jeunes Turcs et les nationalistes Arabes en Syrie : on notait de ce propos l'accentuation et l'imposition de la langue turque dans les institutions éducatives de tous les niveaux et la décomposition des étudiants(e)s d'après leur ethnicité, d'où la fameuse ingénierie jeune-turque.³¹ Les Arabes reprochaient des Turcs de turquifier les régions où n'habitent même pas les Turcs, de purifier le turc en diminuant l'impact arabe et de préférer les sources éducatives provenant de l'ouest à la place de ceux qui sont en arabe (David Dean Commins, *Osmanlı Suriyesi'nde Islahat Hareketleri - Les politiques de Réforme et le Changement Social a la Syrie Ottomane* - Istanbul: Yonelis, 1993, p.194.

syriennes encore aujourd'hui. Cette époque était surtout caractérisée par la suppression catégorique de toute sorte d'opposition en vue d'une indépendance arabe.

Entre autres, la Syrie fut marquée par un régime de terreur à partir de 1915 malgré le fait que Cemal Pacha tout au début, a essayé de « gagner les cœurs » évoquant « les liens fraternels » qui « unissaient » Turcs et Arabes.³² En accord avec l'idéologie du CUP, toute manifestation de l'arabisme était considérée comme un acte de trahison, phénomène qui reste constant durant l'époque kémaliste et post-kémaliste envers l'ensemble de la diversité ethnique et culturelle. La période après 1915 en Syrie représente dans les relations turco-arabes un épisode de troubles marqué par de nombreuses arrestations, déportations et exécutions.³³

Dans les représentations actuelles de ces faits historiques des cadres académiques et administratifs syriens, il importe de noter le poids d'un règlement administratif instauré par les Jeunes Turcs intitulé « Seferberlik » en turc, qui contraignait les jeunes Syriens à aller se battre durant la Première Guerre Mondiale, ce qui a affecté d'une manière très diabolique une génération toute entière et qui a été transmis jusqu'à nos jours, comme une mémoire vive qui désigne la concrétisation de la représentation de la rivalité turco-arabe.³⁴

En tout cas, la consolidation d'un nationalisme turc au sein de l'Empire ne va pas sans engendrer la riposte d'un nationalisme arabe en opposition au premier. La révolte arabe, c'est un événement géohistorique qui sépare le destin des Turcs et des Arabes qui ne percevaient désormais plus leurs futurs politiques au sein d'un même État.³⁵ Dans les représentations actuelles des Turcs, cet événement géopolitique est toujours considéré comme un « véritable coup de poignard dans le dos ».

³² Pierre Guingamp, *Hafez El Assad et le parti Baath en Syrie*, Paris: l'Harmattan, 1996, p.25.

³³ Le nombre approximatif des familles syriennes déportées en Anatolie atteint 5 000 (Kayra, *op.cit.*, p.12). Abdel Hamid al Zahrawi, le Président du Premier Congrès Arabe, et Abdel Karim Khalil, un de ses collaborateurs sont arrêtés et pendus. Le 6 Mai 1916, ce sont 17 musulmans et 4 chrétiens, membres du Mouvement de la Conscience Nouvelle, qui sont exécutés à Beyrouth et Damas, parmi lesquels on peut citer Said Akl, Abdel Wahab el Inglizi, Youssef el Hani. Le martyre de ces premiers héros du nationalisme arabe montre aux réformistes qu'il est désormais vain d'espérer une entente avec les Turcs. (Guingamp, *op.cit.*, p.25)

³⁴ Entretien, avec Mahmoud Zein Alabidin, Architecte, Alep, Syrie, le 19 Février 2009.

³⁵ Derviş Kılınçkaya, *Osmanlı Yönetimindeki Topraklarda Arap Milliyetçiliğinin Doğuşu ve Suriye (La Naissance du Nationalisme Arabe dans l'Empire Ottoman et la Syrie)*, Ankara: Atatürk Araştırma merkezi, 2004, p.86.

À ce paysage géopolitique, s'ajoutait enfin une Syrie laissée aux Français avec nombre de problèmes qu'elle pose : « Liban Maronite, Liban Chiite, Pays Druse, Pays Alaouite, État de Damas, État d'Alep, sans compter les Turcs d'Antioche et les tribus arabes de la Djezireh ». ³⁶ Samir Amin pose ainsi la problématique de la Syrie du mandat français: « Comment constituer un État avec ce conglomerat, qui soutenir, contre qui? La France optera finalement pour le grand Liban et la 'petite' Syrie laquelle s'essoufflera à vouloir devenir grande, se heurte à la Palestine livrée aux sionistes et à la Transjordanie offerte par les Anglais à la famille hachémite ». ³⁷ (Voir la carte de la Syrie au mandat français)

La création des mandats en Syrie et en Irak a été envisagée à la Conférence de la Paix à Paris tenue au début de 1919. En fait, cette conférence réincarnait le caractère colonial de découpage basé sur les accords Sykes-Picot qui date de 1916. Ce processus d'élaboration des mandats qui désignaient des zones d'influence liées aux puissances françaises et britanniques a été définitivement fixé à la Conférence de San Remo en 1920.

Yves Lacoste souligne à ce sujet: « Français et Britanniques, par l'accord secret de 1916, entre Marc Sykes et Georges Picot, soulevaient les masques contre les Arabes tout en se répartissant à l'avance la Syrie et le Liban pour les uns, l'Irak pour les autres ». ³⁸ Cet événement crucial d'ordre géopolitique qui visait à la réalisation du projet du « Grand Royaume Arabe » n'a en effet jamais été réalisé du fait de l'opposition des intérêts géostratégiques des deux puissances occidentales en cas du partage du Proche et Moyen-Orient, et au contraire est resté comme une promesse faite par les Anglais à Hussein, chérif de la Mecque. ³⁹ Et la création des mandats a fait naître une grande déception chez les dirigeants arabes qui chercheront ironiquement à instrumentaliser le nationalisme arabe à l'encontre des puissances occidentales alors que c'est ces mêmes acteurs européennes qui avaient fomenté le nationalisme arabe contre l'Empire ottoman lors de la Première Guerre mondiale. ⁴⁰ À la fin de cette nouvelle partition, la Syrie contemporaine constituait seulement une petite partie de la Syrie « historique » ou « naturelle » d'où la « géographie de la grande Syrie » qui contrôlerait

³⁶ Amin, *Irak et Syrie*, op.cit., p.23.

³⁷ *ibid.*

³⁸ Lacoste, *La Longue Histoire...*, op.cit., p.73.

³⁹ Lacoste, *Dictionnaire...*, op.cit., p.1451.

⁴⁰ Oral Sander, *Siyasi Tarih 1918-1994 (Histoire Politique 1918-1994)*, Istanbul: Imge, 2007, p.71.

à la fois le Liban, la Jordanie et la Palestine, devenant de plus en plus une utopie pour les Syriens.⁴¹

Aujourd'hui, sur le terrain syrien, le poids de toute cette mémoire géohistorique à propos de la rivalité turco-arabe, le collapse de l'Empire ottoman et la création des mandats reste largement vive, beaucoup plus pour les dirigeants ba'athistes que pour les masses populaires qui sont largement indifférentes envers ces dossiers plus ou moins « oubliés » dans la mer de l'histoire. Selon Al Nayef Hassan, du département d'histoire à l'Université de Damas, il existe deux types de perception de la domination ottomane parmi les élites dirigeantes syriennes: pour certains; il y a une rivalité turco-arabe mais la Turquie d'aujourd'hui, sous l'AKP (le Parti de Justice et Développement), représente un aspect de l'Islam, cependant, pour d'autres, il n'y a aucune différence entre l'occupation française et l'occupation ottomane : ils accentuent donc l'impérialisme turc.⁴²

À ce sujet, il serait utile d'étudier à travers ces représentations présentes chez les Syriens, la distinction entre l'impérialisme ottoman et l'impérialisme occidental qui ont tous les deux leur propre mode de fonctionnement. Selon Dorothee Schmid, le modèle de l'impérialisme ottoman se bâtit au fur et à mesure de l'expansion de l'empire marquant une sorte d'impérialisme qui se base sur une construction *inner making* contrairement aux impérialismes français ou britanniques. C'est pour cela qu'il serait équitable de la qualifier comme une « colonisation à l'ottoman ».⁴³ Contrairement à la France comme une sorte de puissance complètement occidentale qui s'invitait dans le territoire syrien impliquant un pur impérialisme, l'Empire ottoman était considéré dans les représentations syriennes comme un acteur régional important et aussi un pays musulman qui implique une colonisation ou une occupation des territoires arabes extrêmement longue.

Dans ce cadre géographique, l'Empire ottoman constituait un danger beaucoup plus immédiat pour les Syriens. Cela s'explique aussi d'une manière culturelle : la différence linguistique entre la Turquie et le monde arabe demeure-t-elle la spécificité de la colonisation ottomane

⁴¹ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1451.

⁴² Entretien avec Dr. Al Nayef Hassan, Historien, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

⁴³ Entretien avec Denis Bauchard, IFRI, Paris, France, le 14 Avril 2009.

qui se lance comme occupation « libérale ». Dans le cadre de l'impérialisme ottoman, l'empire était en quelque sorte étrangère dans son propre territoire.

Basée sur la représentation mythifiée de la domination « libérale » et « tolérante » de l'Empire ottoman chez de nombreux d'académiciens turcs, il est intéressant de souligner ici le discours pro-AKP de certains interlocuteurs en Syrie: ils tiennent contrairement à cette rivalité turco-arabe un discours sur le « néo-ottomanisme ». Basé sur l'image du « retour des Ottomans » dans la région: l'AKP comme modèle démocratique et modéré et l'accentuation de la « grandeur des Ottomans » par l'AKP en tant qu'élément géoculturel dans le cadre de sa politique régionale, on peut dire qu'en Syrie, il y a aussi une représentation qui sous-entend complètement la rivalité turco-arabe, en n'évoquant point la Grande Révolte Arabe et qui considère la période ottomane comme le développement de la Syrie et aussi la continuation de l'Islam.⁴⁴ Il est assez surprenant que les gens qui tiennent ce discours sont en même temps les grands sympathisants, et parfois des « membres fidèles » de l'AKP, formés auparavant dans les universités turques, qui agissent comme les « représentants » informels de la Turquie en Syrie.

Et ces mêmes acteurs accentuent les similitudes culturels, historiques et religieuses entre les deux pays, le discours de « retour des Ottomans » dans la région en tant que mode de vie, toujours en considérant que la Turquie sous l'AKP réincarne son héritage impérial par opposition aux gouvernements précédents d'orientation kémaliste voués à l'occidentalisation. Ce même discours surestime le rôle de la Syrie dans l'Empire ottoman. Face à l'AKP, d'après les représentations des kémalistes du monde arabe et de la Syrie, aujourd'hui, c'était un acte clair de « trahison » contre un empire qui avait « protégé » les Arabes pendant très longtemps contre l'impérialisme occidental.⁴⁵ On peut dire que pour ces classes, le souvenir de la Première Guerre mondiale et de la rivalité turco-arabe en tant que catalyseur de la chute de l'Empire forment un ensemble de mémoires vives, qu'on va observer plus en détail dans la partie suivante.

⁴⁴ Entretien avec Bessam Hicazi, journaliste, Alep, Syrie, le 19 Février 2009.

⁴⁵ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, *op.cit.*, p.91.

2 – la Turquie kémaliste et la Syrie du mandat français : identités et représentations distantes entre les deux Guerres Mondiales

Selon Stéphane Yerasimos, le choc des nationalismes étant la principale force motrice dans le déclin de l'Empire ottoman, la période qui suit la Première Guerre mondiale n'est point marquée en faveur d'une entente des nationalismes turc et arabe contre les puissances occidentales en dépit d'une période assez courte de sympathie de la part des Algériens, Égyptiens ou Indiens envers la politique kémaliste « anti-impérialiste ». On peut dire qu'il y avait une représentation éphémère turque dans le monde arabe qui accordait une très grande importance aux proclamations des nationalistes turcs centrées sur la libération du calife des mains des Anglais qui occupaient Istanbul.⁴⁶ En plus, même s'il y a eu quelques tentatives idéalistes et minoritaires de créer une confédération entre la Turquie et la Syrie, deux centres tout aussi « anti-impérialistes », il était presque impossible qu'elle voit le jour.

La rivalité turco-arabe expliquée dans la sous-partie précédente constitue l'une des raisons principales qui a mis une distance à travers les représentations des Turcs envers les Arabes, y compris de plus près, les Syriens et vice-versa, entre les deux guerres mondiales. Durant la période de l'entre deux guerres, il est fort difficile de parler de la constitution du modèle de l'État-nation dans les pays arabes du Proche-Orient, à l'exemple de la Turquie kémaliste. La raison la plus évidente de ce phénomène peut être expliquée par la nette contradiction qui se pose entre l'universalisme de l'Islam et le localisme que représente le nationalisme.⁴⁷ Cette différenciation interne des régimes dans la géographie turco-arabe est un des faits qui explique évidemment la distance dans les représentations turco-syriennes.

Le développement de la conscience et la structure de l'État-nation par les pays arabes sous l'effet des idées de la Révolution Française ont eu comme conséquence un morcellement de représentations dans la géographie politico-culturelle de l'Empire ottoman qui a engendré une sorte de perception réciproque d'« autrui » valable pour les uns comme pour les autres: les Turcs tendant à se sauver de l'influence arabe afin de créer une culture « indépendante » à la

⁴⁶ Stéphane Yerasimos, « Arabes et Turcs quelques repères sur un chemin tortueux », in Elizabeth Picard (Ed.), *La Nouvelle Dynamique Au Moyen-Orient, Les Relations Entre l'Orient Arabe Et La Turquie*, Paris: l'Harmattan, 1993, p.15.

⁴⁷ Sander, *Siyasi Tarih 1918-1994...*, op.cit., p.31.

turque ; les Arabes tendant à se libérer du joug politique de ces derniers. Dans ce contexte d'aliénation identitaire réciproque, les intellectuels kémalistes ont eu tendance à dévaloriser la période des Seldjoukides et des Ottomans dans le nouvel imaginaire collectif de la Turquie. De même, les intellectuels arabes percevaient cette même période comme le règne de l'« oppression » sur l'identité arabe.⁴⁸

Certains auteurs comme Semih Vaner définissant les étapes de l'évolution des relations turco-arabes (et de là des relations turco-syriennes) soulignent qu'entre 1924 et 1948 un neutralisme passif a dominé les deux parties. Face à l'amertume de l'opinion publique turque envers les « Arabes traîtres », se posait entre les deux guerres mondiales, une représentation de la « trahison turque » dans le monde arabe, qui considérait ce dernier comme le « responsable du déclin de l'Islam ».⁴⁹ Dans la mentalité arabe, les Turcs représentaient une nation qui a fait reculer et a détruit la civilisation islamique ; Muhammed Abduh, un penseur arabe écrivait : « C'est sous la domination de ces barbares que la civilisation intellectuelle de l'islam a pâli et s'est détériorée ».⁵⁰

À ce propos, Albert Hourani, du St. Antony's College, écrit d'une façon provocante : « Vous ne pouvez pas trouver grande chose sur cette période (1516-1918) dans les ouvrages anciens de l'histoire arabe. Moi, lorsque j'ai demandé une fois à l'auteur d'un de ces ouvrages pourquoi il laisse de côté cette période dans son ouvrage, il m'a affirmé qu'il n'existait pas en effet une histoire proprement dite arabe pendant ces siècles ».⁵¹ Cette représentation collective dans la mentalité arabe a fait naître une représentation du Turc qui est l'image d'un rideau entre les arabes et le monde occidental.⁵² Cette représentation amère des Arabes envers les Turcs a été consolidée lors de la période de l'entre-deux-guerres et est devenue beaucoup plus intense à travers les politiques de bloc. Cependant, il est fort difficile aujourd'hui de retrouver

⁴⁸ Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik Türkiye'nin Uluslararası Konumu (Densité Stratégique La Position Stratégique de la Turquie)*, Istanbul: Kure Yayinlari, 2008, p.407.

⁴⁹ Semih Vaner, « L'attitude de la Turquie envers l'Orient arabe: décalages, promesses et désillusions », in Elizabeth Picard (Ed.), *La Nouvelle Dynamique Au Moyen-Orient, Les Relations Entre l'Orient Arabe Et La Turquie*, Paris: l'Harmattan, 1993, p.65.

⁵⁰ İlhan Arsel, *Arap Milliyetçiliği ve Türkler (Le Nationalisme Arabe et les Turcs)*, Istanbul: Kaynak Yayinlari, 1999, p.178.

⁵¹ Albert Hourani, « The Ottoman Background of the Modern Middle East (l'Arrière plan ottoman du Moyen-Orient Moderne) » in Kemal Karpat (Ed.) *The Ottoman State and its place in World History (l'État Ottoman et sa place dans l'Histoire Mondiale)*, Leiden: Brill 1974, p.61.

⁵² Davutoglu, *op.cit.*, p.409.

cette image historique qui semble être sous-estimée, voire oubliée dans les représentations syriennes bien qu'il est question d'une distance vive dans les mémoires collectives.

Cette situation d'ordre géohistorique s'explique, de fait, par une rupture définitive des Turcs avec l'arabité qui s'affirme dans les années 1920-1930 avec les réformes de Mustafa Kemal. Dans ce contexte, la nouvelle Turquie a mis en place un nouveau système géoculturel fondé sur l'abandon de l'alphabet arabe et son remplacement par l'alphabet latin, l'écriture de gauche à droite.⁵³ La personnalité de Mustafa Kemal ainsi joue un rôle décisif dans les représentations turques envers le monde arabe à cette époque: ayant combattu les Arabes à Damas, il imposa en fait à la grande majorité de l'opinion turque la notion de « trahison » des Arabes qui ont attaqué « traîtreusement » l'Empire ottoman.⁵⁴ « Mustafa Kemal était l'un des premiers leaders du mouvement nationaliste turc à abandonner toute référence au panislamisme et au panturquisme et à revendiquer pour la nouvelle nation turque la seule Anatolie » explique Yerasimos de ce propos.⁵⁵

En fait, cette formation de l'identité nationale et d'un État-nation turcs prend ses racines au sein d'une équipe dirigeante « turquifiée » héritière du CUP, qui visait à transformer le pays par le haut.⁵⁶ Ces opinions de Mustafa Kemal Atatürk, le « père des Turcs » qui lui était aussi un ancien membre du CUP, en tant qu'« homme unique » d'un système autoritaire à parti unique, le CHP (Parti Républicain du Peuple) a bel et bien formé les représentations du « nouvel homme » et de la « nouvelle nation » en Turquie. En d'autres termes, les conceptions d'Atatürk constituaient « un certain nombre de représentations géopolitiques fondamentales qui furent érigées en dogmes censées assurer la survie de la jeune république ».⁵⁷ Les idées de Mustafa Kemal ont beaucoup influencé aussi la délimitation des frontières de la nouvelle Turquie, d'où la ligne frontalière avec la Syrie et l'Irak, mandats des puissances occidentales, conçue comme « une séparation acceptable entre des territoires arabes et turcs de l'ex-Empire ottoman ».⁵⁸ Cette délimitation frontalière partageait en même temps les territoires peuplés par les Kurdes censés englober une nation monolithique. Pourtant, l'héritage unioniste repris par

⁵³ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...op.cit.*, p.91.

⁵⁴ Lacoste, *Géopolitique La Longue...*, *op.cit.*, p.228.

⁵⁵ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1536.

⁵⁶ Lacoste, *op.cit.*, p.1535.

⁵⁷ Lacoste, *op.cit.*, p.1537.

⁵⁸ *ibid.*

l'administration kémaliste implique avant tout le refus catégorique de reconnaître un fait kurde (qu'on va aborder largement dans une seconde partie) à l'est et au sud-est de l'Anatolie.⁵⁹ Cela émanait en effet, comme le note Raymond Kévorkian, de l'idée de l'élimination accompagnée d'une homogénéisation ethnique, considérée comme « une condition nécessaire à la construction de l'État-nation turc en tant que finalité suprême du programme des Jeunes Turcs ».⁶⁰

Cependant, au départ et pendant la guerre d'indépendance, la Turquie était dans une représentation solidaire des revendications des peuples arabes « opprimés ». Elle poursuivait un discours de la « solidarité des peuples colonisés » contre « l'impérialisme occidental ».⁶¹ De même, une bonne partie des intellectuels arabes dans les années 1920 percevaient la lutte de libération nationale turque comme la première guerre anti-impérialiste du siècle. Il ne serait pas faux de souligner que cela a eu un grand impact qui s'est étendu du Maroc à l'Indonésie. Par exemple, les leaders du monde arabe comme Messali Hadj et Habib Bourguiba rêvaient d'une collaboration dense et stratégique avec le régime kémaliste.

Abu Abdullah note qu'entre les deux guerres mondiales, les orientations nationales au sein des deux pays ont joué un grand rôle qui a dévalorisé cette éphémère représentation de « solidarité » ; à savoir que dans les représentations actuelles syriennes de cette période, la Turquie kémaliste percevait les Arabes comme des « traîtres » qui ont coopéré avec les puissances occidentales contre les Turcs et que les Arabes critiquaient sans cesse la domination ottomane, période de violence et de troubles incessants. Abu Abdullah, cependant met aussi l'accent sur un point intéressant qui domine une bonne partie des élites dirigeantes syriennes, d'après lequel, en dépit d'un discours qui s'inspire de la rivalité historique turco-arabe, il y a aussi un très grand intérêt envers la politique kémaliste qui a soutenue certains mouvements révolutionnaires au Moyen-Orient.⁶² De là, on peut dire que cette tendance « solidaire » propose encore une fois la relecture de l'histoire, en vue de trouver les « intérêts mutuels » de façon pragmatique face aux prétendus « préjugés euro-centristes » qui, dans les représentations de ces acteurs, ne cessent de « perturber » les relations avec la Turquie.

⁵⁹ *ibid.*

⁶⁰ Raymond Kévorkian, *Le Génocide des Arméniens*, Paris: Odile Jacob, 2006 p.9.

⁶¹ Vaner, *op.cit.*, p.62.

⁶² Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

Il existe dans le cadre syrien des acteurs ba'athistes, une tendance à accuser le monde occidental, notamment la France pour les problèmes actuels entre la Turquie et la Syrie, ce qui reflète une pure paranoïa. Par exemple, d'après Ibrahim Zarour, doyen de la Faculté d'Histoire de l'Université de Damas, les principaux litiges entre la Syrie et la Turquie sont dus à la création des frontières du Moyen-Orient par le biais des traités comme les accords Sykes-Picot conclus entre les Français et les Britanniques.⁶³

Mais, d'une vision objective et réaliste, on peut dire que les espoirs des Arabes envers une Turquie soutenant les « révolutions » au Moyen-Orient, ont en effet perduré jusqu'en 1924, le point tournant dans la réalisation du système culturel et idéologique kémaliste traduisant une idéologie d'occidentalisation, la suppression du califat, la romanisation de l'alphabet, la sécularisation des institutions, la Turquie tournant alors le dos à son environnement arabe.⁶⁴ Cette tendance allait largement de pair avec la macro politique de Mustafa Kemal centrée sur la conservation des acquis de la guerre d'indépendance (1918-1923) caractérisée par l'adage « *paix dans le pays, paix dans le monde* ». ⁶⁵

Les réformes sociales du système culturel kémaliste qui ont mis en place l'abolition du califat et de la loi islamique afin de créer un État laïc et pro-occidental a cassé ces espoirs ou ces représentations positives des Arabes envers les Turcs. Et réciproquement, le vif souvenir de la révolte et de la trahison arabes, a poussé la nouvelle Turquie à se désintéresser catégoriquement du Moyen-Orient et surtout de l'Orient arabe, ce qui demeure « un corollaire de sa modernisation ». ⁶⁶ Cependant, les Arabes ne savaient pas que les puissances franco-britanniques avaient déjà signé les accords secrets Sykes-Picot par lesquels ils se partageaient l'Orient arabe, avec l'idée d'installer les juifs sionistes en Palestine. Avec ce traité, les graines de discorde étaient lancées dans l'aire géographique proche et moyen-orientale, d'où la délimitation d'une façon diabolique, des frontières entre les entités politiques de la région. ⁶⁷

⁶³ Entretien avec Ibrahim Zarour, Damas, Syrie, le 14 Février 2009.

⁶⁴ Vaner, *op.cit.*, p.64.

⁶⁵ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1535.

⁶⁶ Yerasimos, *op.cit.*, p.22.

⁶⁷ Oral Sander, *Siyasi Tarih (Histoire Politique)*, Istanbul: Imge, 2005, p.382.

À ce sujet, il est clair que dans les rapports turco-arabes, le ressentiment marqué par « l'image répandue et stéréotypée du 'poignard dans le dos', la rancune, le traumatisme de l'exode et des pertes territoires balkaniques de l'empire » jouent essentiellement leur rôle. Cependant, il faut noter qu'il y a aussi une tendance pragmatique de la politique turque dans les décennies qui suivent la fondation de la République : les Turcs, dans leur rapport guidé par l'indifférence et l'ignorance à l'égard du monde arabe ont préféré d'avantage se mettre en relation avec les puissances occidentales telles l'Angleterre ou la France, mandataires des terres arabes.⁶⁸

Ce pragmatisme hérité du kémalisme nous aide à expliquer aussi les bonnes relations de la Turquie avec l'État juif après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. À travers les mémoires vives de la « trahison arabe » sur la géopolitique interne de la nouvelle Turquie, il importe de souligner une conséquence d'ordre géopolitique externe pour la Turquie : la Turquie a créé de bonnes relations stratégiques avec Israël depuis sa création en 1948. Cette aliénation dans les relations turco-arabes, a fortifié le développement stratégique des relations turco-israéliennes. Malgré le fait que la quasi-totalité de sa population est musulmane, l'État turc se réclame d'une conception forte officielle de la laïcité, ce qui est à la fois une conséquence de la rivalité turco-arabe qui prend ses racines dans la Première Guerre mondiale et représente un cas unique dans le monde musulman.⁶⁹

Malgré ses couches électorales conservatrices dotées d'une grande sympathie envers les Arabes qui représentent pour eux le « vrai Islam », l'AKP (le parti islamo-conservateur au pouvoir en Turquie depuis novembre 2002) fait toujours preuve de cette distance des Turcs à l'encontre des Arabes de trois manières: primo, l'AKP, en tant que parti des islamistes turcs modérés demeure une structure politique beaucoup plus modérée que les partis islamistes arabes ; secundo, l'AKP ne remet pas en cause l'héritage constitutionnel d'Atatürk même s'il a eu plusieurs fois et a toujours des tensions vives avec l'armée, le principal « garant » de l'héritage kémaliste⁷⁰ ; tertio, comme l'évolution de la dernière « crise » diplomatique de Davos l'a bien montré, les relations militaro-stratégiques avec Israël, loin d'être suspendues,

⁶⁸ Vaner, *op.cit.*, p.63.

⁶⁹ Lacoste, *Géopolitique La Longue....,op.cit.*, p.227.

⁷⁰ Lacoste, *Géopolitique La Longue....,op.cit.*, p.228.

ne cessent de continuer à long terme dans le cadre des nombres d'accords signés dans les décennies précédentes.

Enfin, ces représentations pleines d'amertume des deux parties ont fait naître une sorte d'isolement entre la Turquie et l'Orient Arabe. Cependant, la Turquie dans une logique d'occidentalisation à la fois sur le plan de la géopolitique interne et externe ne se montre pas tout à fait passive dans son environnement. Ses efforts pour créer une ligne de sécurité collective sur la question kurde, à travers le Pacte de Saadabad signé avec l'Afghanistan, l'Iran et l'Irak en 1937, montrent une vision stratégique visant à instaurer la solidarité de ces trois États à ce sujet, sans parler du fait qu'elle a signé un traité d'amitié et de coopération avec la monarchie égyptienne la même année. En outre, elle a maintenu de bonnes relations avec d'autres pays de la région comme l'Iran ou l'Afghanistan.

Pour comprendre une des plus importantes représentations des Turcs affectant la politique étrangère turque, il faut mettre l'accent sur le traumatisme de la dislocation de l'Empire ottoman, de l'invasion et de la partition de l'Anatolie par les forces occidentales. Le Traité de Sèvres qui date du 10 Août 1920, a engendré un traumatisme total qui domine encore l'imaginaire collectif de plusieurs générations même s'il n'a jamais été appliqué par ses parties signataires, car il imposait des conditions assez dures pour le futur territoire turco-ottoman qui serait: « ramené à une zone étriquée au centre de l'Anatolie et à Istanbul; région Égéeenne et Thrace orientale devant revenir aux Grecs : Mésopotamie, Arabie et Syrie partagées entre Français et Britanniques; sud et sud-est de l'Anatolie répartis entre Français et Italiens; souveraineté des Détroits revenant aux forces d'occupation; possibilité de création d'États Kurde et Arménien en Anatolie orientale; limitation dramatique de la puissance militaire ottomane ».⁷¹

On peut y ajouter que deux raisons principales peuvent nous aider à expliquer pourquoi la nation turque n'est pas basée sur les éléments religieux et musulmans : primo, la République turque en répudiant le sultanat et le califat a voulu détruire les bases théocratiques de l'Empire ottoman en décadence qui a opposé la guerre d'indépendance en se soumettant aux forces

⁷¹ Billion, *op.cit.*, p.94.

alliées de la Guerre mondiale, et secundo, le régime républicain a fait progresser le processus d'occidentalisation déjà débuté au 19^e siècle vers la formation d'un État laïc.

La rivalité turco-arabe alimentée par la méfiance historique basée sur la « Grande Révolte Arabe » a eu deux conséquences directes pour la géopolitique externe et interne de la Turquie : d'une part, il est facile à constater que la nouvelle Turquie était marquée par la coupure avec le reste du monde musulman et surtout avec le monde arabe responsable dans l'imaginaire collectif turc de la « trahison de 1916 » et, de l'autre, le pays a fait face à l'aliénation progressive de la population kurde dont la fidélité au sultan-calife au sein de la communauté ottomane n'avait plus de raison d'être sous la République.⁷² C'est en effet, ce qui explique l'étrange synchronisation qui se voit entre les premières mesures de laïcité et le début des révoltes kurdes en Turquie.

Entre les deux guerres mondiales, la Syrie à travers une identité complexe, se trouve à nouveau dans une situation contradictoire créée à la fois par les grandes difficultés de son intégration nationale et l'instabilité politique par une dimension arabe basée sur l'idée d'une « Grande Syrie », composante politique incontournable et outil de projection régionale selon Philippe Droz-Vincent.⁷³ À propos de cette dernière représentation encore dominante dans le discours officiel syrien, on peut dire que la Syrie se perçoit comme « citadelle ou pôle du nationalisme arabe ». Cela explique clairement la forme continue, au cours du 20^e siècle, de l'irrédentisme grand-syrien comme une épée de Damoclès qui dicte la tradition politique en Syrie, y compris sur le litige ancien du sandjak d'Alexandrette.

3 – Affaire d'Alexandrette: un espace litigieux dans les relations turco-syriennes aujourd'hui?

Outre notre explication théorique sur le contexte géopolitique contemporain, il n'est plus question seulement des « objectifs », mais au contraire des conflits relatifs à des territoires

⁷² Lacoste, *Dictionnaire...*, op.cit., p.1537.

⁷³ Philippe Droz-Vincent, « L'insertion Régionale de la Syrie: Mise en Perspective », in *La Syrie Au Présent*, op.cit., p.782.

« représentés ». De ce point de vue, Alexandre Defay, de l'Université de Lyon, souligne qu'il importe d'évoquer « des territoires imaginés, chargés de valeurs transmises de génération en génération, sacralisés par les instruments d'acculturation de l'État moderne, l'école et les médias ». ⁷⁴

La question du sandjak d'Alexandrette représente historiquement, entre autres, un tel cas de représentations territoriales dans l'imaginaire collectif des deux pays voisins comme la Turquie et la Syrie, dont les détenteurs du pouvoir politique utilisent et manipulent sans cesse les éléments. Conformément à cette constatation de Defay, tant la Turquie que la Syrie tend à instrumentaliser cette affaire d'après leur agenda politique et cette réalité d'instrumentalisation passe par des hauts et des bas au cours de 20^e siècle. D'autre part, l'affaire du sandjak d'Alexandrette fait parti du lourd contentieux historique qui, depuis la révolte arabe de 1916, oppose les deux voisins du Proche-Orient, point sur lequel on a mis l'accent dans les sous-parties précédentes.

Même si depuis l'an 2000, il est clair qu'on est face à une amélioration pluridimensionnelle dans les rapports turco-syriens, le sandjak d'Alexandrette ne cesse point d'exister dans les représentations d'orientations politiques, ou fait l'objet d'une congélation minutieuse pour ne pas détériorer le « dynamisme » politico-économique turco-syrien actuel. À l'heure où on constate une nette amélioration des relations géopolitiques entre la Turquie et la Syrie, comme l'indique Pierre Devaux, se pose avec acuité la question des enjeux de revendications territoriales syriennes sur le Hatay turc, ancien sandjak d'Alexandrette.

En effet, au mois de décembre 2004, la Syrie et la Turquie ont signé un accord de libre-échange. Et un additif à ce protocole stipule la reconnaissance mutuelle des frontières entre les deux pays. ⁷⁵ Et pourtant, même si depuis 2004, la Syrie ne conteste plus ouvertement la perte de ce petit territoire, la carte publiée par le ministère de l'Irrigation de la Syrie place aussi le sandjak d'Alexandrette à l'intérieur des frontières syriennes (voir la carte en annexe). En outre, l'instrumentalisation d'une autre carte officielle de tourisme, préparée par le

⁷⁴ Defay, *op.cit.*, p.6.

⁷⁵ Richard Yilmaz, « Le Sandjak d'Alexandrette, baromètre des relations entre Turquie et Syrie », in *Outre-Terre / Arabies, malheureuses* p.114.

ministère du Tourisme de Syrie, nous montre que la représentation cartographique officielle syrienne continue à l'inclure. Comme l'expose plus en détail Devaux, « la disposition de la photographie du site de Saint-Siméon, situé au nord-ouest de la Syrie, au sud de la frontière syro-turque, située sur le territoire turc de Hatay, fait croire implicitement qu'il existe une continuité territoriale d'Alep jusqu'à la mer. »⁷⁶

Cependant, sur le terrain syrien, on se rend compte, en même temps que cette instrumentalisation du sandjak se fait d'une façon plus ou moins discrète. Nous pouvons ainsi considérer aujourd'hui que le poids de la question du sandjak d'Alexandrette a régressé en ce qui concerne son niveau de perturbation de relations avec la Turquie. Par exemple, il n'est pas faux de constater que la Syrie ne s'exprime pas de la même façon au sujet du sandjak d'Alexandrette qu'il y a dix ans, ce qui demeure une conséquence du dialogue politique et de la conjoncture depuis 2003. Par exemple en 1995, les Syriens distribuaient lors de la Foire Commerciale d'Izmir des cartes incluant la région du sandjak à l'encontre du « Hatay » turc.

Le Hatay ou le sandjak d'Alexandrette prend aujourd'hui une importance stratégique encore plus grande. Actuellement, l'oléoduc qui achemine les ressources pétrolières de Bakou et des autres gisements découverts autour de la Mer Caspienne vers la Méditerranée aboutit dans le Golfe d'Iskenderoun/Alexandrette.⁷⁷ On peut noter que le golfe d'Alexandrette représente un axe énergétique de grande importance. De plus, les oléoducs Bakou-Tbilissi-Ceyhan, Kirkouk-Yumurtalik, Batman-Dörtyol, Ceyhan-Kirikkale y aboutissent. Il ne faut pas oublier aussi que ce golfe s'ouvre sur Chypre, porte-avions naturel qui contrôle la Méditerranée orientale.⁷⁸ Donc, ce petit territoire représente aujourd'hui une zone stratégique, de valeur économique aussi du fait qu'elle englobe la riche région agricole de la plaine d'Antioche. Cela dit, Alexandrette n'est pas seulement un instrument issu de représentations historico-politiques, c'est aussi une grande perte économique pour l'un et un atout économico-stratégique pour l'autre. (Voir la carte de l'Oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan en annexe)

⁷⁶ Pierre Devaux, « Représentations anciennes et situations géopolitiques contemporaines : Antioche dans l'imaginaire collectif syrien », Institut Français de Géopolitique, Working paper – Document d'Étude, Septembre 2008 no.3, p.4.

⁷⁷ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...op.cit.*, p.92.

⁷⁸ Richard Yilmaz, *op.cit.*, p.110.

De ces données actuelles des relations géopolitiques turco-syriennes, une brève analyse de faits historiques va nous aider ici à mieux saisir les représentations actuelles sur lesquelles nous allons mettre l'accent par la suite. Le sandjak d'Alexandrette appartenait sous l'Empire ottoman à la province administrative d'Alep. Le problème du sandjak d'Alexandrette prend ses racines dans la chute de l'Empire ottoman. À la fin de la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman étant dépecé, la question du sandjak d'Alexandrette entre dans revendications nationales turques de la période 1919-1923.⁷⁹ Le jour de l'armistice de 1918, les armées turques étaient présentes à Antioche et Alexandrette. D'ailleurs, dès la signature du traité de Lausanne en 1923, Mustafa Kemal, mène une véritable « croisade » pour la restitution du sandjak à la Turquie.

La question du sandjak d'Alexandrette met l'accent sur les frontières nord de la Syrie qui correspondaient à la ligne jusqu'où s'était avancée en 1918 l'armée anglaise qui venait d'Égypte.⁸⁰ « Elles comprenaient à l'angle du côté du Levant et celle d'Anatolie, le sandjak d'Iskenderoun (Alexandrette), région particulièrement importante en raison de ses ressources en eau descendues des montagnes du Taurus » explique Yves Lacoste.⁸¹

La question de la délimitation des frontières internationales entre la Syrie et Turquie dans le cadre de la question du sandjak d'Alexandrette impliquait un long processus jusqu'en 1939 qui a marqué l'annexion du Hatay.⁸² Le traité d'Ankara de 1921 définissait les frontières entre la nouvelle Turquie et la Syrie, territoire désormais du mandat français. Le pacte national turc de janvier 1920 mentionnait la « majorité arabe » des provinces méridionales de l'Empire, dont le sort devrait être réglé par plébiscite.⁸³ En plus, d'après le traité de Lausanne, la Turquie était forcée de renoncer à toute souveraineté sur la province d'Alexandrette en échange de l'assurance d'une autonomie culturelle conférée aux Turcs de la région. Donc, la question de la délimitation des frontières turco-syriennes qui semblait être réglée depuis le

⁷⁹ Yerasimos, *op.cit.*, p.21.

⁸⁰ Lacoste, *Dictionnaire..., op.cit.*, p.1451.

⁸¹ *ibid.*

⁸² Picard, *op.cit.*, p.156.

⁸³ Picard, *op.cit.*, p.157.

traité d'Ankara en 1921 et le traité de Lausanne en 1923, resurgit pourtant encore une fois avec la crise d'Alexandrette en 1936.⁸⁴

Lors de la période allant jusqu'en 1936, la région a été marquée de fait par des troubles sociopolitiques dus à la diversité de la composition ethnique entre la majorité arabophone (approximativement le 2/3 de la population, dont environ 65% d'Alaouites, 20% de Sunnites et 15% de Chrétiens Grecs orthodoxes⁸⁵) et l'importante minorité turcophone qui correspondait à peu près à 1/3 de la population soutenue par le pouvoir kémaliste à Ankara.

Selon Picard, la population de sandjak d'Alexandrette représentait une mosaïque de communautés ethniques de langues différentes : Arabe, Turque, Kurde, Arménienne et de religion diverses.⁸⁶ Par exemple, on peut souligner le cas des Kurdes qui se sont enfuis dans les années 1990, des campagnes du Sud-Est Anatolien et se sont installés et vivent actuellement dans cette région.⁸⁷

La Turquie kémaliste avait refusé que cette région de diversité ethnico-linguistique soit incluse dans les frontières du futur État syrien, en raison de la présence d'une importante minorité turcophone. La Turquie a alors entretenu des tensions qui ont donné lieu à des affrontements entre les deux communautés, et elle y a favorisé l'installation de nombreux immigrants turcophones, afin de modifier la composition démographique du sandjak à sa guise.

Parallèlement à la montée de l'importance géostratégique de la Turquie au milieu des années 1930, la Turquie arrive à jouer très habilement de sa position géopolitique à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Il s'agissait pour les « démocraties » européennes de ne pas voir la Turquie s'engager aux côtés de l'Allemagne et de ne pas perdre la « clé » du Moyen-Orient

⁸⁴ Picard, *op.cit.*, p.158.

⁸⁵ il y avait environ 15 000 Arméniens dans le sandjak : c'est en tout cas le nombre de personnes que les autorités françaises sont obligées de recaser après l'annexion en Syrie et au Liban

⁸⁶ *ibid.*

⁸⁷ Serhan Ada, *Türk-Fransız İlişkilerinde Hatay Sorunu (1918-1939) (La Question de Hatay dans les Relations Turco-Françaises 1918-1939)*, Istanbul: Istanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2005, p.xii (introduction).

et de la Mer Noire.⁸⁸ Et dans les représentations du gouvernement kémaliste de l'époque, après avoir perdu la région de Mossoul face aux Britanniques⁸⁹, l'annexion du sandjak d'Alexandrette était perçue comme une victoire diplomatique.⁹⁰ Le gouvernement français chargé du mandat sur la Syrie rétrocéda en 1938, le sandjak d'Alexandrette à la Turquie pour mieux la convaincre de ne pas faire alliance avec l'Allemagne de Hitler.⁹¹ De surcroît, il envisageait d'obtenir l'accord de la Turquie pour l'implantation de bases aériennes en vue d'éventuelles opérations aériennes sur Bakou en cas de guerre avec l'URSS.⁹² Selon Yerasimos, c'était « le prix à payer pour attirer la Turquie dans l'alliance antiallemande ».⁹³

À aucun moment, ni la Syrie nouvellement indépendante ni la Société des Nations qui avait attribué le mandat aux Français n'ont été associées au processus d'annexion de ce petit territoire à la Turquie. Le sandjak proclamé dans un premier temps, sous le nom de République du Hatay en 1938 a demandé son annexion à la Turquie en 1939. La Syrie depuis son indépendance en 1945 n'a cessé de revendiquer le sandjak d'Alexandrette.

Dans son article intitulé « Le sandjak d'Alexandrette: formation et intégration d'un territoire » Stéphane Yerasimos explique: « Le cas aberrant du sandjak d'Alexandrette, territoire créé ex-nihilo, hissé au rang d'État indépendant pour être par la suite absorbé par la Turquie est, comme toujours dans les situations extrêmes, un bon révélateur du processus de la formation territoriale des États du Moyen-Orient ».⁹⁴

Rapidement, la province du Hatay acquiert une majorité turque après l'exode des Arméniens et des Arabes sunnites qui craignent la domination turque. Cela marque en effet un irrédentisme turc dans la région. Après 1939, il est équitable de dire qu'Ankara a focalisé ses préoccupations sur l'État-nation et a tenté de bâtir la représentation de l'œuvre kémaliste sur

⁸⁸ Philip Robins, *Turkey and the Middle East*, New York: Council on Foreign Relations Press, 1991, p.130.

⁸⁹ Dans la période suivi de l'armistice de Moudros, la Grande Bretagne s'empara de la totalité de la province de Mossoul, qui représente l'actuel Kurdistan irakien, par un partage territorial de l'Anatolie avec une partition des zones de contrôle et d'influence qui restaient de l'Empire Ottoman (Hamit Bozarslan, *op.cit.*, p.22)

⁹⁰ Picard, *op.cit.*, p.157.

⁹¹ Lacoste, *Géopolitique La Longue....,op.cit.*, p. 230.

⁹² Lacoste, *Dictionnaire....,op.cit.*, p.1451.

⁹³ Yerasimos, *op.cit.*, p.21.

⁹⁴ Stéphane Yerasimos, « Le Sandjak d'Alexandrette: formation et intégration d'un territoire », in *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 1988 (no. 48-49), p.32.

le cas du Hatay.⁹⁵ De même, l'irrédentisme, syrien cette fois, devient un instrument de mobilisation des foules en Syrie. (Voir les photos des manifestations turques et syriennes au sandjak en annexe) Les responsables du Bloc National en Syrie et les idéologues du Parti Ba'ath n'ont pas hésité à instrumentaliser cette affaire et l'ont transformé en un thème majeur de mobilisation interne, ce qui rend l'irrédentisme syrien sur le Hatay comparable à celui sur le Golan.⁹⁶ On peut dire que depuis le refus de la reconnaissance de ce petit territoire face à une demande pressante d'Ankara en août 1945 jusqu'à nos jours, la Syrie tend à continuer de construire cet irrédentisme malgré une amélioration surprenante dans les relations turco-syriennes, par rapport à la conjoncture présente qui paraît indiquer des altérations dans sa politique sur ce sujet.

De cette époque, l'irrédentisme turc accompagné d'une forte instrumentalisation du problème comparable à celle de Syrie, constitue un thème de mobilisation intérieure indispensable à la constitution d'une « véritable » nation turque. (Voir les pages choisies du journal local pro-turc « Hatay » en annexe). De surcroît, il est important ici de se rappeler de nombreux romans turcs au sujet de l'annexion du « Hatay à la mère patrie » dont les plus connus sont « Çete » (Bande) de Refik Halid Karay, « Zeytindağı » (Montagne des Oliviers) de Falih Rıfki Atay. Ces œuvres littéraires traduisent donc d'un point de vue kémaliste les années tourmentées au sandjak d'Alexandrette avant son annexion à la Turquie.⁹⁷

Un autre ouvrage, cette fois-ci du genre journal d'un kémaliste de l'époque qui a observé les événements sur place, nous fournit aussi la perception de la question par les élites républicaines nationalistes turques : Abdurrahman Melek, qui était à l'époque le président du Conseil Exécutif du Hatay, explique que déjà en 1914, des « foyers turcs » étaient présents sur le territoire de sandjak d'Alexandrette.⁹⁸ De là, les kémalistes concevaient la question à travers le « manque de Hatay » qui représente une partie intégrante de la patrie turque « perdue » pendant les 19 ans du mandat français et sous administration syrienne. On y trouve encore une citation d'Atatürk instrumentalisée pour servir le cas du sandjak d'Alexandrette: « la patrie turque depuis 40 siècles ne peut pas rester aux mains de

⁹⁵ Picard, op.cit., p.159.

⁹⁶ Picard, op.cit., p.160.

⁹⁷ Ada, op.cit., p.xi (introduction).

⁹⁸ Abdurrahman Melek, Hatay Nasıl Kurtuldu? (Comment Hatay est-il sauvé?), Ankara: Türk Tarih Kurumu Basım Evi, 1991, p.1.

l'ennemi ! ». ⁹⁹ De même, le drapeau de la République éphémère de Hatay était quasi identique à l'emblème national de la Turquie. (Voir la photo en annexe)

Pour ce qui concerne les représentations turques d'aujourd'hui, des cercles nationalistes et kémalistes comprenant chercheurs, journalistes et militaires, perçoivent l'époque de Hafez el-Assad comme marquée par une « terrible » propagande à l'encontre de la Turquie sur la question du sandjak d'Alexandrette. ¹⁰⁰ Selon ces acteurs, le sandjak d'Alexandrette constitue le plus grand problème avec la Syrie, qui engendre dans le temps les autres questions d'ordre géopolitique. ¹⁰¹ Par exemple, un discours selon lequel : « Mustafa kemal est le martyr du Hatay ! », cité dans le livre de Mustafa Balbay, un journaliste kémaliste, domine largement ces couches intellectuelles.

En parallèle de ces tendances, dans les représentations de l'armée turque, l'annexion du sandjak d'Alexandrette est un exemple historique de réussite de la politique et de la stratégie kémalistes, qui nous traduit un ensemble de perceptions fort nationalistes. Les responsables militaires accentuent en plus des thèmes sécuritaires qui touchent à l'« intégrité territoriale de la nation turque ». ¹⁰²

D'après mon entretien avec un haut commandant des Forces Maritimes Turques, la sécurité de la frontière maritime constitue, dans le cadre de la question du sandjak d'Alexandrette, un thème crucial qui n'est pas du tout abordé. La question du sandjak d'Alexandrette se pose comme un problème de délimitation des frontières sur la côte méditerranéenne. Mon interlocuteur qui connaît bien cette zone géographique note que la région est une zone caractérisée de nos jours par l'immigration illégale en provenance de l'Afrique du Nord, de Somalie, etc. ¹⁰³ De même, d'anciens militaires turcs insistent sur le fait qu'il y a une contrebande à travers la frontière turco-syrienne, y compris le sandjak d'Alexandrette. ¹⁰⁴

⁹⁹ *ibid.*

¹⁰⁰ Entretien avec Özdemir Özbay, Ankara, Turquie, le 2 Mars 2009.

¹⁰¹ Entretien avec Mehmet Şahin, Ankara, Turquie, le 3 mars 2009.

¹⁰² Entretien avec un ex-officier des Forces Maritimes Turques, Istanbul, Turquie, le 5 mars 2009.

¹⁰³ Entretien avec un haut commandant actuel des forces maritimes turques, Istanbul, Turquie, le 6 mars 2009.

¹⁰⁴ Entretien avec un ex-officier des Forces Maritimes Turques, Istanbul, Turquie, le 5 mars 2009.

Pourtant, le sandjak d'Alexandrette ne constitue pas un litige aux yeux des hommes d'affaire turcs qui ne l'évoquent point dans le cadre des entretiens que j'ai réalisés en Turquie. Selon ces acteurs économiques, on peut dire que ce petit territoire est la clé d'une future coopération économique-stratégique, d'où l'idée de la création d'une zone de libre-échange à Iskenderoun, évoquée officiellement lors des entrevues ministérielles turco-syriennes, à Damas, en février 2009.¹⁰⁵

D'autre part, à propos de la question de sandjak d'Alexandrette aujourd'hui, il est question pour les acteurs syriens d'une dichotomie qui existe entre les représentations du peuple syrien et celles du Parti Ba'ath et du corps étatique syrien, d'où un vrai traumatisme historique qui constitue l'une des étapes de la fin d'une « Grande Syrie ».¹⁰⁶ En effet, l'annexion du sandjak d'Alexandrette en 1939 par la Turquie provoqua une grande indignation parmi les intellectuels syriens.¹⁰⁷ De quoi préparer un avenir conflictuel entre la Turquie et la Syrie au sujet d'Alexandrette. En tout cas, cette question a engendré, selon Yerasimos « un contentieux permanent entre les deux pays, opportunément ravivé à chaque occasion ».¹⁰⁸ De cette perspective, la Syrie n'a pas hésité durant la Guerre Froide à harceler la Turquie, en tolérant la présence des groupes armés du PKK qui lançaient des raids contre les garnisons turques au nord de la frontière syrienne.¹⁰⁹ La Syrie a incité en outre, les arabophones de la région à l'agitation, en 1954, une date clé que nous allons aborder dans la partie suivante. Sous l'impact de la conjoncture tendue de la Guerre Froide, les Turcs et les Syriens en viennent-ils en 1957 presque aux armes au sujet du sandjak.

Comme la carte officielle du tourisme en Syrie le démontre, on peut dire qu'il n'y a pas de changement fondamental sur l'affaire d'Alexandrette dans les représentations du Parti Ba'ath et des élites politiques syriens, d'où les manuels scolaires incluant le sandjak dans le territoire

¹⁰⁵ Notes personnelles à propos l'entrevue ministérielle « *Turkish Trade delegation to Syria* » à Damas, Syrie, le 17 Février 2009.

¹⁰⁶ Yves Lacoste dit à ce propos: « le projet de Grande Syrie se réfère à diverses représentations de la géohistoire qui remontent à l'Empire romain et à l'appellation de 'désert syrien' qui figure sur les cartes les plus classiques, désignant la partie centrale de l'espace située entre la Méditerranée, le Golfe Persique et la Mer Rouge. C'est au centre de ce désert syrien, disent les syriens, que se rencontrent les quatre frontières (Syrie, Jordanie, Arabie, Irak) tracées seulement en 1920 pour diviser un territoire qu'avaient toujours parcouru les grands tribus arabes et qui n'avait jamais été partagé jusqu'alors » (Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1453).

¹⁰⁷ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1451.

¹⁰⁸ Yerasimos, « *Arabes et Turcs...* », *Op.cit.*, p.21.

¹⁰⁹ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1451.

syrien. On se tient compte encore aujourd'hui de l'actualité de la revendication syrienne, du fait que ni la frontière terrestre ni la frontière maritime internationale de la province du sandjak d'Alexandrette ne sont reconnues par la Syrie. Cependant, les dirigeants syriens n'ont pas le projet de récupérer ce territoire à cause du rapport de force avec une Turquie bien plus puissante militairement et économiquement.

Pour la Syrie, c'est une revendication territoriale qui maintenant remonte à plus de 70 ans. En fait, il est clair qu'il n'y a plus beaucoup d'espoir politique du côté syrien de récupérer le sandjak puisqu'il est maintenant sur le plan démographique homogène. Il faut dire à ce propos, que ceci reste un des points qui expliquait à une certaine époque les relations difficiles entre les deux pays. Maintenant, même si le sandjak d'Alexandrette demeure sur les cartes officielles syriennes, la Syrie ne se fait pas d'illusion sur ce sujet.

Sur le terrain syrien, au sujet de la question du sandjak d'Alexandrette, les acteurs politiques font une étrange comparaison entre le rôle de la Turquie et celui d'Israël, ce qui émane peut-être d'une probable similitude dans les représentations syriennes du sandjak d'Alexandrette avec la perte de Golan. Pourtant, il est clair pour nous que la perte du Golan nous semble quand même beaucoup plus vive dans les mémoires collectives syriennes que celle du sandjak d'Alexandrette. Dans cette perspective, les acteurs syriens d'orientation ba'athiste font une distinction entre la Turquie, un pays avec lequel une coopération mutuelle économique ou stratégique sur ce petit territoire qui comprendrait en outre les domaines de l'agriculture ou le partenariat alimentaire est bien possible dans le futur; et que l'Israël qui, traduit d'une façon assez nette, l'image de l'« occupant », qui ne fait pas parti politiquement et culturellement de cette région.¹¹⁰

La majorité des Syriens sont attachés à ce référent territorial mais en ignorent, de fait, la raison. En parallèle des idées sur les représentations territoriales dont parle Defay, pour l'opinion publique syrienne, le sandjak constitue une représentation territoriale inculquée systématiquement dès l'enseignement primaire. D'ailleurs, des générations de Syriens ont-ils été éduqués dans ce sentiment d'« injustice géopolitique » et avec la conviction que celle-ci

¹¹⁰ Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

serait un jour réparée » souligne Richard Yilmaz à ce propos.¹¹¹ En plus, il y avait des films réalisés dans les années 1990 par l'État syrien qui défendent l'idée que la Turquie a annexé ce territoire d'une manière illégitime. Selon l'historien Al Nayef Hassan, de l'Université de Damas, la question du sandjak d'Alexandrette affecte, de cette manière, les Syriens du fait que ce petit territoire constitue une « terre arabe » sur laquelle les gens parlent la langue arabe comme en Syrie.¹¹²

En fait, ce point de vue est bien discutable puisqu'il semble que le sandjak est tout d'abord un enjeu pour les élites politiques syriennes et le parti Ba'ath. Il importe de souligner que pour le peuple syrien, cela ne constitue pas un problème « vital » majeur. Dans mes représentations basées sur les observations et les entretiens en Syrie, divers types d'interlocuteurs du terrain syrien ont préféré l'évoquer comme n'étant plus un problème dans les relations turco-syriennes. Abu Abdullah souligne même qu'il ya des appartenances communes aux deux peuples dans cette région.¹¹³

Parallèlement, Zafir Muhabbek, professeur de Relations Internationales à l'Université d'Alep, met l'accent sur le rôle des « colonisateurs français » qui ont instrumentalisé le sandjak d'Alexandrette comme un endroit de litige entre la Turquie et la Syrie. Ce point de vue reflète clairement la représentation actuelle des chercheurs syriens ba'athistes selon laquelle l'Occident cherche toujours à « manipuler » les points clés pour créer des conflits entre les voisins.

¹¹¹ Yilmaz, op.cit., p.112.

¹¹² Entretien avec Dr. Al Nayef Hassan, Historien, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

¹¹³ Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

B – la Guerre Froide entre la Turquie et la Syrie : continuité et changement dans les représentations

Il est question dans cette seconde sous-partie de se questionner sur le poids de la Guerre Froide, une période assez longue qui se réfère à de nombreux faits d'ordre géopolitique dans les relations turco-syriennes. Pour nous, il importe ici d'observer surtout les impacts de cette période sur les représentations mutuelles des deux pays aujourd'hui puisque la Guerre Froide est un épisode central dans la géopolitique des relations turco-syriennes marqué par une éphémère et pourtant sévère crise en 1957, due non seulement à l'alignement syrien aux côtés de la puissance soviétique face à l'alignement turc en faveur de l'initiative de sécurité occidentale, mais aussi aux rivalités de pouvoir pour le contrôle du sandjak d'Alexandrette, qui marque la cristallisation de la rivalité turco-syrienne, voire turco-arabe, dans un contexte plus large. La Guerre Froide nous semble, en outre, comme une période historique importante à analyser du fait qu'elle comprend la naissance et la consolidation des problèmes structurels qui ne cessent toujours de peser sur les relations bilatérales, comme la question de l'eau et la question de la rébellion kurde en Turquie, dirigée par le PKK, bien que celle-ci soit devenue de nos jours un terrain de quasi-coopération bilatérale entre les deux pays, par contraste avec son rôle conflictuel fort lors de la Guerre Froide.

1 –La rivalité turco-syrienne de plus en plus enracinée dans les représentations autour des camps opposés

Un enquête dirigé déjà en 1952 par les diplomates américaines sur les tendances sociopolitiques des pays arabes envers la Turquie, nous montre aussi les représentations syriennes de la Turquie qui se focalisent à l'époque sur les thèmes suivantes: la peur et la méfiance envers la Turquie qui s'identifie désormais au camp occidental, la pertinence de l'image d'après laquelle la Turquie ne fait pas parti du monde arabe, à travers la question de sandjak d'Alexandrette et les autres problèmes hérités de la Première Guerre mondiale.¹¹⁴

¹¹⁴ George McGhee, *ABD-Türkiye- NATO- Ortadoğu (Les États-Unis - la Turquie - OTAN - Moyen-Orient)*, Istanbul: Bilgi, 1992, p.311.

Dans ce contexte de la continuité des représentations géohistoriques qui prennent leurs racines dans le déclin de l'Empire ottoman, Elizabeth Picard souligne: « Séparés, Turcs et Arabes prennent leur distance et se jugent par le truchement d'images construites ».¹¹⁵ Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les idéologies de la Guerre Froide ont commencé à imprimer sa marque sur les relations bilatérales. Parallèlement à la constatation de Picard, Salamah Khileh, journaliste syrien et membre du Forum du Tiers-Monde à Damas, accentue que dans cette période chaque pays a réalisé sa « propre » politique bien séparée l'une de l'autre.

Alors, il n'est pas du tout faux de souligner ce fossé historique turco-syrien devient de plus en plus profond autour des camps opposés de la Guerre Froide. Selon Abu Abdullah, la Turquie et la Syrie lors de cette époque, ne sont pas devenues des pays « ennemis », mais des voisins assez « distants ». La Syrie a joué un rôle très important dans la détérioration des relations turco-arabes. Elle a cherché à faire croître l'hostilité envers la Turquie dans les représentations collectives du monde arabe.¹¹⁶

À propos des représentations des Syriens sur les relations avec le voisin du nord pendant la Guerre Froide, on peut dire qu'il existe aujourd'hui, une tendance et un discours chez certains chercheurs qui tendent de ne point aborder les questions structurelles comme le dossier kurde, la question de l'eau ou encore le sandjak d'Alexandrette. Par exemple, Imad Fawzi Al-Shueibi, le directeur du *Center for Strategic Studies*, à Damas indique-t-il : « l'histoire, c'est histoire (...), le passé c'est le passé », ce qui dégage une perception presque « ahistorique » sur ces dossiers litigieux des relations turco-syriennes. Par contre, Shueibi accentue l'importance et le dynamisme du « changement » dans les représentations mutuelles des deux acteurs. Pour ce dernier, la Turquie tout au long de la Guerre Froide s'était identifiée vis-à-vis le monde occidental, mais depuis le début des années 1990, on se rend compte que l'Occident l'a « refusé » à cause de son héritage de l'Empire ottoman et de son attachement islamique.¹¹⁷ Cela traduit, en fait une évolution de la perception et des représentations de certains chercheurs syriens envers la Turquie.

¹¹⁵ Picard, *op.cit.*, p.156.

¹¹⁶ Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

¹¹⁷ Entretien avec Imad Fawzi al Shueibi, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

On peut dire que la géopolitique des relations turco-syriennes dans la Guerre Froide paraît plus ou moins dominée par la conjoncture internationale, elle, orientée par les politiques de grandes puissances telles les États-Unis et l'URSS, d'où l'impact des politiques de bloc sur les deux pays. D'après l'entretien réalisé avec Mehmet Sahin, de l'Université de Gazi, à Ankara, il est clair que ce point de vue centré sur le rôle de la conjoncture et de la politique internationale qui affecte vivement les relations bilatérales et les représentations turco-syriennes, est largement prépondérant dans les cercles académiques turcs.

En accord avec cette vision qui privilégie la conjoncture de la Guerre Froide, on observe que les représentations surtout dans les années 1990, de la Turquie chez les Syriens, c'était en tout cas, le reflet de la politique américaine dans le monde arabe à travers l'image de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou encore l'alliance militaro-stratégique avec l'Israël.¹¹⁸ De surcroît, selon Hassan, on peut retrouver encore dans les représentations d'une bonne partie de la population syrienne, l'image de la Turquie en tant que pays qui a impliqué les projets occidentaux dans la géographie arabe.¹¹⁹

De là, selon Semih Vaner, la Turquie semble être perçue à cette époque, comme une puissance « externe » à la région, à l'égard de laquelle beaucoup d'Arabes continuent à nourrir des méfiances héritées de l'époque ottomane.¹²⁰ Il était question alors d'une sorte de « syndrome ottoman » qui comprenait l'ensemble des représentations syro-arabes de la Turquie, influencées de fait, par la presse arabe et certains dirigeants arabes qui ont mis, sans cesse, l'accent sur des ambitions « hégémoniques » régionales de la Turquie, fer de lance de l'Occident.

D'ailleurs, sur le terrain turc, de nombreux chercheurs partagent le point de vue selon lequel l'image de l'Empire ottoman perdurait lors de la Guerre Froide, et était même fortifiée par la « division » du monde à travers les camps opposés.¹²¹ Cependant, « en suivant toutefois sans broncher la ligne occidentale sur des sujets aussi cruciaux pour le monde arabe que la

¹¹⁸ Entretien avec Dr. Al Nayef Hassan, Historien, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

¹¹⁹ *ibid.*

¹²⁰ Vaner, *op.cit.*, p.75.

¹²¹ Entretien avec Miray Vurmay, Ankara, Turquie, le 3 Mars 2009.

reconnaissance de l'État d'Israël, la crise de Suez, ou la guerre d'Algérie, la Turquie ne visait pas une position hégémonique au Moyen-Orient, mais entendait affirmer son appartenance, sans conteste possible, à l'Occident » écrit Yerasimos afin de souligner la politique d'équilibre de puissance qu'a visé la Turquie, surtout dès le début des années de tension avec l'Occident.¹²²

De l'autre côté, on peut trouver dans le contexte de la géopolitique des relations turco-syriennes au long de la Guerre Froide, d'étranges similitudes entre les expériences de la Turquie et le monde arabe, par le biais de facteurs d'ordre géopolitique à la fois interne et externe. D'une part, Picard indique qu'il existe des processus de modernisation autoritaire dans le monde arabe inspirés du modèle turc kémaliste qui se manifestent par l'utilisation, voire la manipulation de l'histoire pour construire une nation, la centralité du parti unique, le rôle du chef charismatique dans l'expérience révolutionnaire, la place des militaires dans les constructions politiques autoritaires.¹²³ Dans ce contexte, le régime autoritaire des Assad, issu du Coup d'État de Hafez el-Assad (1970-2000) fondé principalement sur le rôle de l'armée et du Parti Ba'ath et une stabilité à quatre piliers (armée, services de sécurité, parti Ba'ath et clan Alaouite auquel appartient la famille Assad) expose des traits un peu similaires avec l'époque kémaliste, à travers les éléments de légitimation, de charisme et d'hégémonie sur lesquels est construit le système politique, comme le montre Lisa Wedeen.¹²⁴

D'autre part, en ce qui concerne les similitudes d'ordre géopolitique externe, on peut se référer dans les années 1950, à quelques leaders du monde arabe comme Nasser qui mentionnent le système kémaliste comme modèle à suivre, ce qui constitue une rupture avec les représentations arabes de la période de l'entre deux guerres.¹²⁵ Dans ces représentations pourtant bien limitées quantitativement et qualitativement au sein du monde arabe, la Turquie kémaliste symbolisait avant tout un pôle géopolitique assez fort du fait qu'elle avait mené la première lutte de libération « anti-impérialiste » dans le Tiers-Monde « opprimé ». Il faut toutefois souligner que cette représentation idéologique ne trouve plus du tout d'écho de nos

¹²² Vaner, *op.cit.*, p.75.

¹²³ Picard, *op.cit.*, p.166.

¹²⁴ Lisa Wedeen, *Ambiguities of Domination, Politics, Rhetorics and Symbols in Contemporary Syria (Ambiguities de Domination, Politiques, Rhétoriques et Symboles dans la Syrie Contemporaine)*, London: The University of Chicago Press, 1999, p.5.

¹²⁵ Yerasimos, « Arabes et Turcs... », *op.cit.*, p.15.

jours en Syrie, sauf quelques journalistes ou chercheurs d'orientation marxiste, comme le démontre mon entretien avec Salameh Khileh, membre du Forum du Tiers-Monde.

Tout au long de la Guerre froide, le rôle de la presse a occupé ainsi une place importante qui a affecté directement l'évolution des représentations entre les deux pays. Selon Giyas Sahlul, le propriétaire de la première chaîne de télévision privée en Syrie et l'ex-représentant de l'Agence de presse turque de tendance islamo-conservatrice, intitulée *İhlas*, il était question d'une vraie ignorance syrienne sur la Turquie pour ce qui concerne les représentations de la Guerre Froide, du fait qu'il n'y avait pas de relations directes de presse entre les deux voisins. Du côté des journalistes syriens, il existe une rupture et une certaine réserve entre les organes de presse de deux pays durant la Guerre Froide. Les séries télévisées en Syrie, qui datent de cette époque en demeurent les excellents exemples qui structurent des mémoires vives de l'aliénation des images turco-syriennes.

Dans le cadre de ces interactions de mémoires vives à travers des allers-retours géohistoriques durant la Guerre Froide, il est important ici d'observer brièvement les positions de chacun des deux pays et les divers facteurs qui les affectent. La rupture avec l'URSS dès mars 1945, due à la peur du communisme liée à la contiguïté avec l'Empire Soviétique¹²⁶ et aux revendications staliniennes basées sur la rétrocession des provinces orientales de Kars et d'Ardahan, et aux projets d'établissement dans les Dardanelles d'une base soviétique, a fait que la Turquie s'était trouvée face à un « syndrome d'encerclement » par le bloc communiste.¹²⁷ De cet environnement géopolitique, la Turquie a développé ses relations stratégiques, avec le bloc occidental : son armée établissant des liens forts avec l'OTAN, elle a collaboré étroitement avec les États-Unis.¹²⁸ L'appui militaire et stratégique de l'Occident à la Turquie et les représentations turques d'« appartenance au monde libre », avaient fourni aux élites dirigeantes turques une mémoire collective marquée de confiance et de domination au Moyen-Orient, d'où la représentation turque d'être le « grand frère » du Moyen-Orient, qui correspond encore à l'état actuel des attitudes turcs dans leurs relations avec la Syrie.

¹²⁶ Yerasimos, *op.cit.*, p.23.

¹²⁷ Vaner, *op.cit.*, p.67.

¹²⁸ Yerasimos, *op.cit.*, p.24.

Si on analyse l'anatomie des représentations turques envers la Syrie, il est nécessaire de regrouper certaines périodes historiques au cours de la Guerre Froide pour mieux saisir l'état de choses qui se modifie dans le temps. Tout d'abord, les années 1947-1962 représentent, selon Didier Billion, une période dans laquelle l'alignement d'Ankara sur les thèses de Washington fut complet. On peut se rappeler, à ce sujet, de la fameuse doctrine Truman (1947-48) officialisée le 12 Juillet 1947 assurant la protection de la Turquie contre le bloc soviétique. Ainsi, le 4 Juillet 1948, la Turquie était incluse dans le cadre du Plan Marshall. Et le 17 Octobre 1951, date de l'entrée de la Turquie à l'OTAN marquait un net alignement du pays dans le bloc occidental.¹²⁹ La Turquie dans cette première phase de la Guerre Froide s'identifiait comme le premier pays musulman à reconnaître officiellement l'État d'Israël en 1949. Les Turcs apparaissaient, selon Dorothée Schmid de l'IFRI, comme le bon musulman avec lequel on s'entend dans la région, en d'autres mots, le musulman en bons rapports constants avec les Américains, ce qui en effet détériorait les représentations des Arabes de la Turquie, déjà traumatisées par des faits historiques.¹³⁰

Pour Semih Vaner, cette période est surtout caractérisée par une certaine ingérence de la Turquie qui réagit activement, en tant que « fer de lance du monde occidental » au Moyen-Orient.¹³¹ Ce fait s'expliquait par diverses données géopolitiques telles la participation au Pacte de Bagdad en 1955, la prise de position à l'encontre de la politique nassérienne au sujet de la nationalisation du Canal de Suez en 1956, l'alignement sur les thèses françaises sur la question du Maroc, et ainsi de suite. Dans ce cadre, la Turquie est profondément imprégnée de son engagement au sein du bloc occidental qui continue tout au long de la Guerre Froide malgré des altérations cycliques.

La Turquie constituant la « pierre angulaire du Pacte de Bagdad » chargée de former un pont entre l'OTAN et ANSEA (Association des Nations du Sud-est Asiatique) à travers le Moyen-Orient, la contre-riposte du monde arabe ne tarda pas. L'hostilité farouche du monde arabe se manifestait à l'époque, à travers des appuis à l'archevêque Makarios, « ennemi principal des Chypriotes turcs », pendant les Conférences du Caire et de Belgrade, ce qui a pesé lourd dans

¹²⁹ Bozarslan, *op.cit.*, p.108.

¹³⁰ Entretien avec Dorothée Schmid, IFRI, Paris, France, le 4 Avril 2009.

¹³¹ Vaner, *op.cit.*, p.61.

les rapports de force entre la Turquie et la partie grecque du Chypre.¹³² Cet appui du monde arabe à l'archevêque s'est fortifié encore quand Makarios a fait une visite officielle en Syrie en 1975.¹³³

Avant de se focaliser sur les représentations géopolitiques de la Syrie pendant la Guerre Froide, on peut enfin dire que la Turquie a joué des années 1940 à nos jours en passant par la Guerre Froide, un rôle très particulier dans la zone de Méditerranée orientale, ce qui affectait directement la géographie turco-syrienne. Selon Yves Lacoste, « Sa situation entre la mer Méditerranée et la Mer Noire, qui communiquent les fameux détroits du Bosphore et des Dardanelles, explique son importance géostratégique depuis le 19^e siècle (..) Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Américains, intégrant la Turquie à l'OTAN, lui ont apporté leur soutien contre l'Union Soviétique ». ¹³⁴ De là, il est important, par contraste avec la représentation stéréotypée de « pont entre l'Occident et l'Orient » à propos de la Turquie, de souligner que « sa situation géostratégique était (...) celle d'un barrage (dressé contre une poussée russe ou soviétique vers la Méditerranée à travers les détroits ou vers le Moyen-Orient à travers le plateau anatolien) ». ¹³⁵

De surcroît, pour ce qui concerne les représentations que se font aujourd'hui les élites dirigeantes issues de l'AKP, on peut dire que la zone de la Méditerranée orientale et les rapports turco-syriens qui les régissent, demeurent cruciaux dans la nouvelle politique régionale de l'AKP, comme l'indique Ahmet Davutoglu, ancien consultant du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et actuel ministre des Affaires étrangères.¹³⁶

Quant à la Syrie et à ses propres représentations de la Guerre Froide, il est clair qu'elle s'est située depuis les années 1960-1970, dans le camp de l'URSS, au même titre que l'Irak. En 1956, la Syrie et l'URSS avaient conclu un accord de coopération économique et technique

¹³² Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1538.

¹³³ Sabahattin Sen, *Ortadoğu'da İdeolojik Bunalım Suriye Baas Partisi ve İdeolojisi (La Crise Idéologique au Moyen-Orient Le Parti Syrien Ba'ath et Son Idéologie)*, Istanbul: Birey, 2004, p.306.

¹³⁴ Lacoste, *Géopolitique La Longue...*, *op.cit.*, p.227.

¹³⁵ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1535.

¹³⁶ Davutoglu, *op.cit.*, p.400.

le 6 Août 1956.¹³⁷ La Syrie faisait donc parti de ces « pays progressistes » du Moyen-Orient. Et l'URSS avait établi effectivement avec la Syrie, des relations étroites dans les deux sens qui se posent à la fois, par la mise à disposition des bases militaires soviétiques notamment dans le port de Tartous, et de grands supports financiers pour la coopération militaire stratégique. De là, tout le matériel de l'armée syrienne était d'origine soviétique.¹³⁸

Dans les représentations de hauts responsables diplomatiques turcs à Damas, l'armée syrienne semble de nos jours héritière de l'influence russo-soviétique. Ces acteurs ont tendance à expliquer par ce fait la vulnérabilité majeure de l'armée syrienne, et l'abîme entre les forces armées turques et syriennes, dans le cadre du discours accompagné de la représentation de « grand frère » qui « dicte » les rapports de force entre la Turquie et la Syrie aujourd'hui. En outre, aux yeux de ces cadres diplomatiques turcs, la Syrie et son armée représentent actuellement des tendances totalitaires et autoritaires.¹³⁹ Dans les représentations des responsables turcs, cela demeure un aspect qui domine les cadres syriens en dépit de la fin de la Guerre Froide et qui explique la faiblesse de l'armée « archaïque » syrienne déjà prouvé suite à la « réussite » stratégique turque pendant la crise de 1998.

La collaboration entre Damas et Moscou désignant, de fait, l'articulation de la politique étrangère syrienne en fonction de la position internationale de l'URSS, la Syrie était dans une représentation totalement à l'encontre au Pacte de Bagdad.¹⁴⁰ La constitution de ce dernier représentait pour la Syrie un enjeu essentiel de la lutte pour la domination de l'Orient arabe, comme l'indique Henry Laurens.¹⁴¹ La rivalité de pouvoir à l'échelle mondiale entre les États-Unis et l'URSS s'intensifiant en 1953-1954 a rendu Damas de plus en plus en désaccord avec l'ensemble des plans de Washington pour la sécurité du Moyen-Orient.¹⁴² Des oscillations déjà présentes avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement d'Eisenhower dans les relations

¹³⁷ Selahattin Ibas, Türkiye-Suriye İlişkilerinin Tarihi, in *Ortadoğu Siyasetinde Suriye (La Syrie dans la Politique de Moyen-Orient)*, p.55.

¹³⁸ Entretien avec Denis Bauchard, IFRI, Paris, France, le 14 Avril 2009.

¹³⁹ Entretien avec un haut responsable diplomatique turc, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

¹⁴⁰ Catherine Kaminsky et Simon Kruk, *La Syrie: Politiques et Stratégies, de 1966 à nos jours*, Paris: PUF, 1987, p.200.

¹⁴¹ Henry Laurens, *Paix et Guerre au Moyen-Orient l'Orient Arabe et le Monde de 1945 à nos jours*, Paris: Armand Colin, 1999, p.159.

¹⁴² Fred H. Lawson, Syrie / États-Unis: Un demi-siècle de relations complexes, in *La Syrie Au Présent*, op.cit., p.831.

syro-américaines se sont vite transformées en vives tensions et en défiances qui dominent désormais.¹⁴³

Parallèlement à la paranoïa des Syriens envers la puissance française qui a « créé » des problèmes « structurels » avec la Turquie, la Guerre Froide remplace en effet, cette dernière par l'hégémonie grandissante des États-Unis. Dans les représentations actuelles des Syriens de la géopolitique des relations turco-syriennes lors de la Guerre Froide, il est clair qu'ils sont encore dans une mémoire vive selon laquelle c'est le rôle « impérialiste » des États-Unis qui a engendré tous les problèmes entre les deux voisins, y compris la surenchère de 1998 comme l'entretien avec Zafir Muhabbek le souligne.¹⁴⁴

C'est dans le cadre de cette atmosphère tendue que se situe historiquement la crise qui a éclaté en 1957 entre la Turquie et la Syrie durant laquelle les deux voisins étaient même au seuil d'une confrontation, de façon semblable à la situation en 1998.¹⁴⁵ Outre les alignements et les représentations opposées de deux pays qui découlent de la géopolitique externe et de la géostratégie de puissances mondiales, le nœud principal de cette crise émanait de la rivalité de pouvoir sur le petit territoire de sandjak d'Alexandrette qui demeurerait un des thèmes principaux de la géopolitique interne des deux pays, à travers de nombres de représentations et d'instrumentalisation, sur lesquels on a mis l'accent dans les parties précédentes.

L'alignement soviétique de la Syrie et la détérioration catégorique des relations syro-américaines annonçaient donc des principales raisons géopolitiques qui avaient causé cette crise turco-syrienne encore présente dans les représentations de nombres d'interlocuteurs syriens. Cependant, pour ce qui concerne les relations syro-américaines durant la Guerre Froide, il faut bien noter aussi que Hafez el-Assad s'efforce tout au long des années 1970 d'obtenir un soutien des États-Unis.

¹⁴³ ICG, International Crisis Group, ICG Middle East Report, no: 23, Syria Under Bashar (I): Foreign Policy Challenges, Executive Summary and recommendations, 11 February 2004, p.i.

¹⁴⁴ Entretien avec Zafir Muhabbek, Président de la Banque Centrale de Syrie, Alep, Syrie, le 18 Février 2009.

¹⁴⁵ Vaner, *op.cit.*, p.62.

Les années 1970 étaient marquées en effet, par un changement radical de Hafez el-Assad en vue de faire de la Syrie une puissance régionale « anti-impérialiste » et « anti-israélienne » à travers des représentations de fer de lance, de promotion de l'unité et du nationalisme arabe et un pragmatisme diplomatique et stratégique.¹⁴⁶ La Syrie se construit alors de façon « utopiste » à travers l'image de la « seule puissance arabe » capable de faire face à Israël, même si les forces syriennes seraient confrontées à de très grandes difficultés en cas d'un conflit frontal.¹⁴⁷

De plus, un accord de paix avec Israël priverait vivement la Syrie de son identité de porte-drapeau du nationalisme arabe et la mettrait davantage en marge de ses derniers alliés au Moyen-Orient tels l'Iran, les partis libanais pro-syriens et les groupes palestiniens extrémistes.¹⁴⁸ Aujourd'hui encore, la Syrie tend à se construire autour de cet image de « seule puissance arabe contre l'agresseur israélien », surtout après les derniers événements de Gaza. Selon Philippe Droz-Vincent, la Syrie était et est toujours dans ce dilemme, vu ses ambitions de nouer de bonnes relations avec les États-Unis et les relations stratégiques de ce dernier avec Israël, ce qui reste encore un trait constant de la diplomatie syrienne, comme le montre le désir d'améliorer les relations largement perturbées depuis le 11 septembre, avec la nouvelle administration de Barack Obama, tout en maintenant le discours belliciste envers l'Israël.¹⁴⁹

¹⁴⁶ Droz-Vincent, *op.cit.*, p.783.

¹⁴⁷ Droz-Vincent, *op.cit.*, p.784.

¹⁴⁸ Masri Feki, *Géopolitique du Moyen-Orient*, Paris: Studyrama Perspectives, 2008, p.32.

¹⁴⁹ Droz-Vincent, *op.cit.*, p.807.

2) Dynamiques de changement dans la géopolitique turque au cours de la Guerre Froide : une ouverture géoéconomique vers le monde arabe ?

Même si la Turquie est largement considérée comme porteur de la politique pro-occidentale pendant la Guerre Froide, on peut dire qu'elle a cherché, surtout au début des années 1960, à développer ses relations avec l'URSS, et elle a essayé, en outre, de corriger ses fautes précédentes envers les pays arabes.¹⁵⁰ Donc, il ne serait pas faux de dire que les représentations de la Turquie du monde arabe commencent à se modifier petit à petit, à partir du début des années 1960. Au cœur de ce changement dans la géopolitique turque, se situent de nombreuses motivations économiques qui rendent la Turquie plus active au Moyen-Orient.

En effet, la période qui s'étend de 1963 jusqu'à la fin de la Guerre Froide, représente pour la Turquie la quête de nouveaux alliés dans le Tiers-Monde et aussi dans le monde arabo-musulman. Dans le contexte caractérisé surtout par le rebondissement de la crise chypriote, l'attitude de la Turquie proche des Arabes durant la guerre israélo-arabe et le début des relations au sein de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), la Turquie vise à pluraliser et diversifier son espace géopolitique.

Selon Yves Lacoste, corriger les excès de la première phase de la Guerre Froide, qu'on a brièvement évoqué dans la partie précédente, restait l'une des principales motivations pour la Turquie. Dans cette perspective, dès 1963, la Turquie opte timidement pour une politique d'ouverture vers le monde arabe, avec des limites et des contraintes, pour ce qui concerne la Syrie.¹⁵¹ La Turquie a alors commencé à se doter d'une approche « multidirectionnelle » des relations étrangères par opposition à l'alignement unilatérale sur la puissance états-unisienne. Billon considère cette orientation de politique étrangère comme « une prise de position pragmatique et prudente ».¹⁵²

¹⁵⁰ Özyay Murat Aydogdu, « Forty Five years of Turkish Foreign Policy Towards Syria: Under the shadow of Union of Soviet Socialist Republics », Bilkent University, the Department of International Relations, Ankara, July 2005, p.4.

¹⁵¹ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1538.

¹⁵² Entretien avec Didier Billon, l'IRIS, Paris, France, le 7 avril 2009.

Alors, on peut analyser ici les dynamiques de ce changement qui n'affectent pas fondamentalement les représentations des Turcs du monde arabe, à travers deux phases dont la première se situe entre les années 1964 et 1973, et la seconde entre les années 1973 et 1980, pendant laquelle le processus d'ouverture de la Turquie va s'amplifier et s'accélérer.

Si on met l'accent sur le paysage de géopolitique interne qui a favorisé ce changement de politique turque, il importe de dire qu'avec l'arrivée au pouvoir de l'AP (Parti Démocrate) en 1950, la question de la laïcité et de l'Islam, le rôle de l'individu et une autre approche avec le monde musulman ont vu le jour. À cette époque, la « solidarité musulmane » et la « fraternité turco-arabe » ont commencé à influencer le discours étatique. Cela a dramatiquement accentué et a accéléré le développement des rapports économiques turco-arabes, y compris avec la Syrie, en dépit que ceci se limitait par un autre dossier litigieux représenté par la question de l'eau.¹⁵³

En plus, un deuxième facteur interne en tant qu'un point tournant de la géopolitique turque, c'était le coup d'État en mai 1960 dirigé par les militaires issus de classes moyennes et inférieures qui possédaient une certaine sympathie envers le nassérisme. Dans les représentations de ces militaires « progressistes », le nassérisme était conçu comme une continuité du kémalisme en se basant sur la « solidarité » avec les peuples arabes. Pourtant, il nous est nécessaire de répéter ici encore que ce discours manque totalement aujourd'hui à la fois sur les terrains turc et syrien.

Par ailleurs, on peut se demander quelles étaient les raisons de cette réorientation politique turque, aux origines diverses, et pourtant centrée sur les problèmes avec les États-Unis, le « grand partenaire stratégique » de la Turquie. En premier lieu, la crise des missiles de Cuba qui a éclaté en 1962, a relativisé l'importance géostratégique majeure de la Turquie dans le dispositif occidental parce que les États-Unis ont signé un accord secret avec l'URSS enjoignant de retirer les missiles nucléaires visant l'URSS disposés sur le territoire turc. En second lieu, cela était dû aux divers problèmes avec les États-Unis en passant par la question de Chypre en 1963 et en 1974. Ces vives tensions avaient engendré au sein de la société

¹⁵³ Vaner, *op.cit.*, p.67.

turque un certain anti-américanisme. Enfin, on peut situer le choc pétrolier de 1973, qui a poussé la Turquie à améliorer ses relations avec le monde arabe.

Quant aux diverses étapes de ce changement de la politique turque, on peut énumérer la réticence de la Turquie envers une position favorable envers l'Israël suite à la guerre israélo-arabe de 1967. Cela a donné lieu aussi à la mise en place de relations avec l'OCI.¹⁵⁴ Dans les années 1980, la quête de marché pour les produits industriels était préoccupante pour la Turquie, cela s'est surtout accentuée après le coup d'État en 1980, date à laquelle la Turquie se montre comme un membre actif de l'OCI. Le putsch militaire en Turquie, outre qu'il représentait une extrême rupture dans la géopolitique interne du pays, a constitué un tournant dans sa politique étrangère : la Turquie ne voulait plus servir de « fer de lance » aux politiques états-unisiennes au Proche-Orient, tendant à l'inverse à rendre sa dimension géopolitique pluridimensionnelle.¹⁵⁵ En accord avec les nouvelles perspectives géopolitiques et économiques, Ozal, le président turc avait repris et développé l'idée du « pont » selon laquelle la Turquie doit être ce lieu de passage stratégique entre la technologie de l'Europe et les marchés du Moyen-Orient.¹⁵⁶

Selon Didier Billion, au cours des premières années de cette décennie, après le coup d'État, le retour des civiles sur la scène politique turque, marqué surtout par Ozal, les échanges commerciaux entre la Turquie et le monde arabe étaient plus importants en chiffre absolu que ceux entre la Turquie et l'Union Européenne (UE).¹⁵⁷ Selon Ozal, plus on faisait du « business », plus on faisait de la politique. Cette volonté de la part d'Ozal et de son équipe d'aller vers le monde arabe pour faire du business n'est pas tout à fait absente dans l'esprit de l'AKP aujourd'hui, qui vise néanmoins à établir sa propre vision politique qui ne dépend pas du seul secteur économique.

Parallèlement à ces constatations de Billion, dans les représentations des élites dirigeantes de l'AKP aujourd'hui concernant la politique suivie par les gouvernements pendant la Guerre

¹⁵⁴ Vaner, *op.cit.*, p.70.

¹⁵⁵ Vaner, *op.cit.*, p.69.

¹⁵⁶ Billion, *op.cit.*, p.242.

¹⁵⁷ Entretien avec Didier Billion, l'IRIS, Paris, France, le 7 avril 2009.

Froide, une très grande partie de cette période était marquée par l'aliénation de la Turquie envers le monde arabe, du fait qu'elle a été le « fer de lance » des centres de puissance internationale comme les États-Unis, malgré le fait qu'elle pouvait très bien créer une image historique qui préserve ses liens avec l'Orient arabe, ce qui lui donnerait en fait un avantage géopolitique indéniable.¹⁵⁸

Dans cette perspective, la Turquie sous Ozal avait opté pour la coopération et le développement de relations privilégiées avec les voisins historiques comme l'Iran depuis 1979. Celles-ci n'étaient pas sans conséquence sur les relations turco-syriennes aussi. Dans les années 1980, la détérioration des relations turco-israéliennes désigne l'un des phénomènes qui a un impact sur les relations turco-syriennes d'où la détérioration drastique des relations commerciales avec Israël pendant cette décennie.

À la même époque, on peut parler de développement des rapports économiques et commerciaux turco-arabes. Dans ce contexte géoéconomique, la Turquie était dotée d'un appareil productif diversifié et d'un stade de développement économique plus avancé par rapport aux pays de la région qui demeuraient désorganisées à cause des efforts incessants d'armement comme le démontrent les cas de l'Irak, de la Syrie, du Liban.¹⁵⁹ À ce propos, Bessam Hicazi, journaliste aleppin, raisonne à propos de ces représentations géoéconomiques entre la Turquie et la Syrie de la façon suivante: « De cette époque, les Syriens aujourd'hui pensent que la Turquie, autour de l'image du 'Taiwan de l'Europe', représente un pays qui a commencé à se développer en se dotant d'un appareil productif et qu'elle met en place un développement gigantesque ».¹⁶⁰

Cependant, malgré cette « renaissance géoéconomique » de la Turquie, les relations turco-syriennes passent par des hauts et des bas dans les années 1980. Par exemple, en raison du « soutien de la Syrie au PKK », les relations sont restées tendues jusqu'à la conclusion d'un accord sur la Sécurité entre la Turquie et la Syrie en 1987 afin de prohiber les activités syriennes en faveur du PKK. (Voir cet accord en annexe) Pourtant, en dépit de cet accord, les

¹⁵⁸ Davotuglu, *op.cit.*, p.57.

¹⁵⁹ Vaner, *op.cit.*, p.71.

¹⁶⁰ Entretien avec Bessam Hicazi, Alep, Syrie, le 19 Février 2009.

deux pays n'ont pas pu mettre en place une coopération sécuritaire. La Syrie n'a pas cessé son soutien au PKK malgré ce protocole de sécurité.¹⁶¹ En plus, même si les deux pays avaient conclu ce protocole, Ozal avait ouvertement accusé la Syrie, le 1^{er} octobre 1989, de soutenir les « terroristes » du PKK.¹⁶²

Les accords stratégiques israélo-turcs ne cessent d'inquiéter Damas qui essaie de renforcer à cette époque ses relations avec l'Iran. Il importe ici, de souligner que déjà dans les années 1960, le développement des premiers travaux hydrauliques turcs au Sud-est anatolien ont défavorisé et limité l'ouverture géoéconomique de la Turquie vers la Syrie. Par ailleurs, la Syrie a joué un rôle actif pour perturber les relations de la Turquie avec le monde arabe, en créant une image négative de la Turquie, ce qui sert à expliquer le quasi constant politique syrien face aux changements interne et externe de la Turquie.

Ceci dit, le changement en vue de l'ouverture géoéconomique de la Turquie vers le monde arabe, ne s'est pas accompagné d'une modification en profondeur des représentations de part et d'autre. Ni les échanges ni la réislamisation relative de la Turquie n'ont suffi de même à modifier l'image de l'« Arabe rétrograde et inapte au progrès » chez les uns, celle du « Turc mauvais musulman et dominateur » chez les autres.¹⁶³

3 – Un duo géopolitique qui s'intègre vers la fin de la Guerre Froide : les questions de partage de l'eau et la rébellion kurde

Les questions de l'eau et de la rébellion kurde se montrent comme les deux dossiers qui s'ajoutent au cours du 20^e siècle et surtout dès le début des années 1960, à la question territoriale de sandjak d'Alexandrette. Ces deux questions sont devenues beaucoup plus aiguës progressivement dans le contexte de la Guerre Froide d'où la cristallisation et l'intersection des questions de la question de l'eau et de rébellion kurde s'intégrant à la

¹⁶¹ Mehmet Sahin, « Suriye'nin Su Sorunu » (Problème d'Eau en Syrie), in *Ortadogu Siyaseti'nde Suriye (La Syrie dans la politique de Moyen-Orient)*, p.111.

¹⁶² Selahattin Ibas, « Türkiye-Suriye İlişkilerinin Tarihi » (l'Histoire des relations turco-syriennes), in *Ortadogu Siyaseti'nde Suriye (La Syrie dans la politique de Moyen-Orient)*, p.57.

¹⁶³ Lacoste, *Dictionnaire...., op.cit.*, p.1538.

question de sandjak d'Alexandrette. Alors, on va se contenter dans le cadre de cette sous-partie d'expliquer l'impact qu'a joué la conjoncture de la Guerre Froide sur la naissance de ces problèmes structurels qui pesaient de plus en plus sur les relations bilatérales, d'où la question de l'eau, la question de la rébellion kurde dirigée par le PKK surtout après qu'Abdullah Ocalan, tête de ce mouvement trouve un « nid nouvel » en Syrie.¹⁶⁴

Au sujet des conflits structurels de voisinage qui provenaient principalement de l'héritage historique caractérisé par des litiges analysés dans les parties précédentes, la Guerre Froide voit s'implanter une très longue frontière turco-syrienne qui reste même actuellement minée. De cette frontière problématique entre les deux pays, on peut accentuer une situation permanente de conflits embryonnaires dus au nationalisme arabe sur le sandjak d'Alexandrette qui aurait contribué à faire tomber l'Empire ottoman.

En fait, cela a nourri une représentation encore actuellement présente chez les Turcs qui perçoivent les Syriens comme des gens « très peu fiables ». Parallèlement à la question du sandjak d'Alexandrette, le partage des ressources naturelles, dont l'Euphrate est le principal nœud, ont aggravé les relations entre les deux voisins. Dans les années 1960, les conflits relatifs surtout à l'Euphrate ont vu le jour, alimentés par des politiques bellicistes des deux côtés, que l'on va essayer d'observer plus en détail dans la 3^{ème} partie de notre recherche.

La question de l'eau constituait pendant la Guerre Froide un conflit structurel de voisinage qui s'explique par les données géographiques, d'où le raisonnement bien fondé qu'illustre le fameux ouvrage de Yves Lacoste *La Géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Des contentieux géopolitiques, dans ce cadre, centrés sur le partage des ressources de l'Euphrate et du Tigre, avaient mis la Turquie face à l'opposition dure de ses deux voisins du sud : la Syrie et l'Irak. Les premiers travaux réalisés par la Turquie sur le haut bassin de l'Euphrate dans les années 1960 ont engendré le début de la question de l'eau entre la Turquie et la Syrie. La

¹⁶⁴ Aliza Marcus, *Kan ve İnanç PKK ve Kürt Hareketi (Sang et Croyance PKK et le Mouvement Kurde d'Indépendance)*, Istanbul: İletisim, 2009, p.80.

question hydraulique s'est évoluée ainsi au cours des années sur le même espace où régit le problème du contrôle des activités du PKK.¹⁶⁵

D'après Robert Olson, de l'Université de Kentucky, la question kurde et la question de l'eau deviennent assez complexes au cours des années 1980.¹⁶⁶ Dans ce contexte d'amalgame et d'interpénétration de ces dossiers litigieux, la relative détérioration des relations avec l'Irak et la Syrie à propos du débit de l'Euphrate a eu lieu à travers le refus de Bagdad de renouveler l'autorisation du droit de « poursuite à chaud » des rebelles kurdes de Turquie sur le territoire irakien. C'est un accord signé en 1984 entre la Turquie et l'Irak, qui venait à expiration en 1989.¹⁶⁷ Les Accords d'Ankara signés avec Bagdad en 1984 en pleine guerre irano-irakienne permettaient à la Turquie d'intervenir en Irak dans une zone de 50 km et d'y combattre les militants du PKK mais aussi les peshmergas kurdes irakiens. Depuis 1991, la Turquie avait réalisé plusieurs interventions contre les bases du PKK dans le Kurdistan irakien, en se basant sur cet accord.¹⁶⁸ Et c'est à partir de l'année 1984 que le PKK s'était engagé dans une lutte armée bien établie à l'encontre de la répression accentuée surtout à la suite du putsch militaire au début des années 1980, ce qui a multiplié ces incursions turques au nord de l'Irak.¹⁶⁹

Après la révolte kurde en Irak entre 1962 et 1975, qui a eu un très grand impact sur la montée en puissance du nationalisme kurde en Turquie, la Syrie a adopté une prise de position hostile vis-à-vis de la Turquie. Le fait que Damas a soutenu principalement le PKK et les autres mouvements « gauchistes », conçus comme « terroristes » par les Turcs, demeure toujours dans la mémoire vive des Turcs.¹⁷⁰ La Syrie dans les représentations turques n'est alors conçue que comme un pays voisin qui aide les « terroristes », surtout dans la perception des militaires turcs.

¹⁶⁵ Vaner, *op.cit.*, p.71.

¹⁶⁶ Robert Olson, *Türkiye'nin Suriye, İsrail ve Rusya ile ilişkileri: 1979-2001* (Relations de la Turquie avec la Syrie, l'Israël et la Russie: 1979-2001), Ankara: Orient, 2005, introduction XV.

¹⁶⁷ Billion, *op.cit.*, p.243.

¹⁶⁸ Hamit Bozarslan, « La Régionalisation du problème kurde » in *La Nouvelle Dynamique*, *op.cit.*, p.185.

¹⁶⁹ Raymond Kévorkian, « Le facteur kurde dans le Proche-Orient contemporain », in *La Revue Arménienne des Questions Contemporaines*, (no.8, mai 2008), p.19.

¹⁷⁰ Le PKK avait organisé son premier congrès en Syrie, entre le 15 et 26 Juillet 1981.¹⁷⁰

Parallèlement, dans les représentations actuelles des chercheurs turcs nationalistes et kémalistes qui s'identifient à l'*establishment* turc, la Syrie se définit par son soutien accéléré, après le coup d'État de 1980 et surtout entre les années 1982 et 1983, aux « activités contre l'intégrité » de la Turquie. Dans les représentations turques, cette tendance politique syrienne était due principalement à l'intersection de problèmes structurels entre les deux pays tels la question de sandjak d'Alexandrette et la question de l'eau.¹⁷¹

De cette période, il serait raisonnable d'éclairer l'environnement qui a formé les représentations syriennes envers la Turquie. L'invasion en 1982 du Liban par l'armée israélienne avait structuré vivement la politique régionale de Hafez el-Assad qui cherchait à justifier la présence syrienne au « Pays du Cèdre » et à y favoriser les rivalités entre les divers mouvements palestiniens.¹⁷² Pour Deniz Tansi, de l'Université de Yeditepe, à Istanbul, l'année 1982 constitue un tournant dans la politique syrienne. Cela comprenait à la fois la suprématie du Hezbollah (le Parti de Dieu) au Liban et le renforcement de l'axe irano-syrien.¹⁷³ Autour de la politique syrienne au Liban qui correspond à l'époque, à une relation spéciale fondée sur des Accords de Taëf en 1989, on peut dire que la mainmise syrienne sur le Liban dans ce contexte reflétait le choix et la capacité syriens de perturbation régionale en tant que « perspective de nuisance et bellicisme » qui s'applique très bien dans le cas des relations avec la Turquie, à travers l'instrumentalisation du PKK pour contrer le voisin du nord.¹⁷⁴

La question kurde, que l'on abordera dans la seconde grande partie de notre recherche, se posait pendant la Guerre Froide en Turquie à la fois comme un problème d'ordre géopolitique interne et externe. D'une part, la question kurde provenait comme une riposte de la rébellion kurde à l'encontre d'une violence d'État organisée englobant la totalité de la population kurde en Turquie qui visait à les assimiler comme une « sorte d'obsession collective et un objectif partagé par de larges couches de la société turque ».¹⁷⁵ D'autre part, la préoccupation essentielle de la politique turque régionale, dès sa neutralité dans la guerre irano-irakienne pourrait alors être résumée par la catégorique opposition contre la création éventuelle d'un État Kurde indépendant « occupant » le nord de l'Irak pour ensuite « s'élargir » vers l'est et le

¹⁷¹ Sen, *op.cit.*, p.306

¹⁷² Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1453.

¹⁷³ Entretien avec Deniz Tansi, Istanbul, Turquie, le 5 mars 2009.

¹⁷⁴ Droz-Vincent, *op.cit.*, p.794.

¹⁷⁵ Kévorkian, « le facteur kurde... », *op.cit.*, p.21.

sud-est du pays. La lutte armée lancée par le PKK à partir de 1984 a pesé négativement sur l'image de la Turquie. La Turquie alors encourage la solution économique du dossier à travers de grands projets d'infrastructures dans les provinces de l'Anatolie du sud-est.¹⁷⁶ Et, c'est au cours de ces années tendues de la Guerre Froide que le « terrorisme » ou le « séparatisme » kurde dans les représentations turques se crée et se développe au cœur de l'*establishment* et de la société turcs.

Dans cette atmosphère, la Syrie était perçue par ces acteurs comme un facteur d'« instabilité » et de « soutien » aux attentats terroristes organisés par le PKK, l'ASALA (Armée Secrète Arménienne de Libération de l'Arménie) et divers groupes d'extrême-gauche.¹⁷⁷ La Syrie aux yeux de la Turquie constituait un acteur engagé non seulement dans un réseau néfaste et relié à l'URSS à travers les régions kurdes d'Irak et de Turquie, mais aussi en liaison directe avec des pays « nuisibles » dans les représentations turques de l'époque tels la Grèce et Bulgarie.

Dans les représentations actuelles des Syriens de la Guerre Froide et des relations avec la Turquie, on accentue l'inquiétude, voire la crainte que la Turquie accueille et soutienne les islamistes, d'où la représentation propre aux syriens ba'athistes sur le « lien » logistique et stratégique entre la Turquie et l'Organisation des Frères Musulmans (OFM) tout au long de la Guerre Froide. Le phénomène de l'OFM en Syrie comprenait des épisodes terribles telles le massacre de 83 militaires Alaouites de l'École d'Artillerie d'Alep en 1979 ou encore l'insurrection spectaculaire de la ville de Hama en 1982.¹⁷⁸ Une bonne partie des chercheurs proches du régime ba'athiste soulignent cette relation stratégique, logistique, et militaire entre l'OFM et la Turquie pendant les années 1970 et 1980.

Dans les représentations de ces derniers, la Turquie, ainsi que l'Arabie Saoudite, ont fourni de l'aide à cette organisation terroriste en Syrie. Et, ils considèrent que le soutien au PKK visant

¹⁷⁶ Billion, *Enjeu...*, *op.cit.*, p.131.

¹⁷⁷ Picard, *op.cit.*, p.167.

¹⁷⁸ Zouhair Ghazzal, Baudouin Dupret et Youssef Courbage, « Introduction », in *La Syrie Au Présent*, *op.cit.*, p.25.

à la déstabilisation de la Turquie répondait au soutien de cette dernière à l'OFM, ce qui a engendré une situation typique de la Guerre Froide à leurs yeux.¹⁷⁹

Cependant, vu du côté turc, cette affirmation sur le « lien » entre la Turquie et l'OFM, fait parti de la « paranoïa » syrienne, et les Turcs soulignent sans cesse qu'il n'existe pas de preuve sur ce sujet.¹⁸⁰ Ou bien, ils préfèrent largement entretenir le « mutisme » sur ce sujet. Par contre, ce point de vue est fortement critiqué sur le terrain turc, par des militaires orthodoxes kémalistes et des nationalistes. Pour ces derniers cette fois-ci, l'armée turque n'a pas donné et ne fournira « jamais » un tel soutien aux organisations « obscures et terroristes ». Pourtant, il est probable qu'une telle relation de la Turquie avec les Frères Musulmans a existé, parallèlement au soutien de la Turquie, à une certaine époque, aux militants Tchétchènes en Russie.

Si on en revient à la question kurde, pour en finir avec les relations turco-syriennes de la Guerre Froide, selon Picard, elle n'était envisagée que comme un problème interétatique par contraste à une question régionale, jusqu'à la fin des années 1980. Donc, dans ce contexte, les États ont encadré cette question par le seul outil de la sécurité, afin d'établir une stabilité interne de chaque pays.¹⁸¹ Cela dit, la mentalité limitée et sécuritaire qui avait inspiré le Pacte de Saadabad s'est réincarnée pendant la Guerre Froide.

À propos de la préoccupation essentielle turque centrée sur l'éventualité de la création à leur porte sud-orientale d'un État Kurde indépendant, Ozal avait envisagé quelques « ouvertures » bornées en direction des Kurdes de Turquie et d'Irak telles que l'ouverture de la frontière turque aux Kurdes irakiens persécutés par Saddam Hussein, l'aide alimentaire et de médicament, quelques pas envers la reconnaissance de la résistance kurde en Irak, la poursuite jusque sur le territoire irakien des militants du PKK.¹⁸² Ce fait engendra l'arrivée massive de 120.000 réfugiés kurdes d'Irak en 1988, entraînant la mobilisation massive de Kurdes de

¹⁷⁹ Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

¹⁸⁰ Sen, *op.cit.*, p.306.

¹⁸¹ Picard, *op. cit.*, p.170.

¹⁸² Vaner, *op. cit.*, p.74.

Turquie.¹⁸³ En effet, cette « ouverture » de la Turquie sous Ozal, face à un Irak affaibli suite à la première Guerre du Golfe, traduisait le dessein turc de remettre au goût du jour la vieille revendication territoriale sur la région de Mosul, contrôler le Kurdistan irakien et mettre la main sur les ressources pétrolières de la région.¹⁸⁴

En outre, en ce qui concerne le problème le plus central et le plus historique que constituait le sandjak d'Alexandrette au centre des relations turco-syriennes pendant la Guerre Froide, selon un haut responsable de l'Armée turque, s'imposait surtout le problème de la délimitation des frontières maritimes entre la Turquie et la Syrie. En fait, cela désigne un problème héritier de la Guerre Froide jusqu'à nos jours, qui régit les côtes du golfe d'Alexandrette. La Turquie ayant accepté les 12 miles, pour ses eaux territoriales dans cette région, s'oppose vivement à la Syrie qui insiste encore actuellement sur les 35 miles. Cela marque en plus, un point de vue des militaires et ex-militaires turcs qui s'obstinent toujours sur des sujets sécuritaires dans le cadre de la géopolitique des relations turco-syriennes.

De toute cette atmosphère politiquement de plus en plus détériorée, l'ouverture géoéconomique turque vers le sud n'a pas beaucoup été appliquée aux relations turco-syriennes, surtout dans les dernières décennies de la Guerre Froide. En d'autres termes, la « renaissance géoéconomique turque » dans la région n'a pas concerné la Syrie. D'après Sadik Yildiz, le Président du Conseil des Affaires Turco-Syriennes, la conjoncture politique dominait d'une façon assez négative les relations économiques et commerciales.¹⁸⁵

C – l'Après Guerre-Froide : une nouvelle ère dans les relations turco-syriennes ?

La fameuse Guerre Froide a pris fin vers 1998 pour ce qui concerne les relations turco-syriennes. Au cours de la surenchère qui a amené à la grave crise turco-syrienne, les deux pays étaient dans une logique tout à fait héritière des tensions chères à la Guerre froide, d'où une « politique de force » (un véritable « *Power Politics* ») avec menaces et actes de

¹⁸³ Bozarslan, « Régionalisation... », *op.cit.*, p.186.

¹⁸⁴ Kévorkian, « Le Facteur Kurde ... », *op.cit.*, p.28.

¹⁸⁵ Entretien avec Sadik Yildiz, Président du Conseil des Affaires Turco-Syriennes, Istanbul, Turquie, le 25 Février 2009.

dissuasion, menée à la fois par la Turquie à l'encontre du soutien ouvert de la Syrie à la rébellion kurde et par ce dernier à l'encontre de la politique hydraulique « néfaste » de la Turquie.

Il est utile ici de souligner les équilibres et les circonstances propres à une telle géographie susceptible même « après » la fin de la Guerre Froide, de servir à « faire la guerre » marquée par la cristallisation des deux problèmes structurels, la question de l'eau et la rébellion kurde. En effet, la Guerre Froide est une période de « mystification » des relations turco-syriennes, comme ce fut le cas dans nombre de cas, que les circonstances géopolitiques propres à chaque géographie demeurent importants, et parfois beaucoup plus cruciaux que le contexte de la « rivalité bipolaire » à l'échelle mondiale. Après la fin de la Guerre Froide, les rivalités de pouvoir d'ordre géographique comme l'illustre le cas du partage des eaux de l'Euphrate entre les deux voisins, se posaient désormais en dehors des « appartenances et blocs idéologiques » chers à la Guerre Froide, ce qui rendait cette question encore plus tendue.¹⁸⁶

Dans la période de l'après-guerre froide, on peut affirmer qu'une amélioration dans les relations turco-syriennes dans les domaines politiques, économiques et culturelles, et une politique de rapprochement entre les deux pays s'esquissent avec l'expulsion d'Abdullah Ocalan, le leader du PKK en 1998, puis s'affirme clairement en 2002, lors de l'arrivée au pouvoir en Turquie de l'AKP. La « démocratie musulmane » qui s'installe entend en fait procéder à un rééquilibrage à travers sa nouvelle vision géopolitique des Proche et Moyen-Orient.¹⁸⁷ Dans cette partie, on va mettre l'accent sur ces points de l'amélioration des relations turco-syriennes de 1991 à nos jours, en passant par la difficile période de 1998, tout en se focalisant sur le facteur d'évolution et de changement dans les représentations.

Cette amélioration se manifeste en fait dans divers domaines: gestion de la question kurde, développement des relations économiques avec un accord de libre-échange entré en vigueur en 2007, et un autre sur les investissements, coopération sur les questions de sécurité. Le

¹⁸⁶ Rapport du TUSIAD, (Association des Hommes d'Affaires turcs) intitulé « La Politique de la Turquie envers les pays voisins dans le processus d'intégration à l'UE », p.141, http://www.tusiad.org/tusiad_cms.nsf/mainpage?OpenForm, consulté le 13 avril 2009.

¹⁸⁷ http://www.ifri.org/files/Moyen_Orient/Syrie_carrefour_risques_DB.pdf, IFRI Département Moyen-Orient/Maghreb (MOM) Perspectives MOM, La Syrie au carrefour des risques par Denis Bauchard Mai 2008, p.6, consulté le 6 mai 2009.

rapprochement semble être confirmé par la visite de Bachar el-Assad à Ankara en novembre 2004, premier voyage d'un chef d'État syrien en Turquie. Dans cette partie, on va analyser les différents domaines des rapports turco-syriens en se basant sur une étude critique en vue de clarifier aussi les limites de ce « printemps » dans les relations entre deux voisins, d'où les problèmes « gelés » tels le sandjak d'Alexandrette et la question de l'eau.

Pour ce qui concerne le rôle de la conjoncture, surtout depuis 11 Septembre 2001 et la guerre d'Irak en 2003, la Turquie entend jouer dans cette nouvelle période, un rôle de médiation entre la Syrie d'une part, l'Europe et les États-Unis d'autre part. Ce rapprochement restera d'autant plus fort que la Syrie se sentira isolée et que la Turquie continuera à y trouver son intérêt. Donc, dans cette partie, sera analysé cette dynamique très rapide des relations turco-syriennes qui désigne par nature, un traitement très conjoncturel. Dans le cadre de cette conjoncture qui affecte vivement les représentations de divers acteurs des deux pays, Ankara y voit l'occasion de redorer son image auprès de l'opinion publique arabe, et Damas s'y trouve un intérêt diplomatique face aux pressions constantes de l'Occident.

Enfin, il nous est nécessaire ici de mener une analyse géopolitique sur les différents acteurs dont les représentations se distinguent les unes des autres et s'opposent même souvent comme c'est le cas entre l'AKP et l'armée. Du côté turc, les trois forces représentées par l'armée, le gouvernement et le monde des affaires (de plus en plus important) y trouvent un intérêt pour des raisons qui leur sont propres. On peut de même, soutenir qu'il n'y a pas de véritable consensus en Turquie au sujet des relations avec la Syrie.

1 - Vers la Surenchère de 1998 : la Guerre Froide inachevée dans les relations turco-syriennes

Entre la Syrie et la Turquie, la tension la plus forte dans les années 1990 se produit en 1998. Avant cette crise, au cours des années 1990, les relations avec la Turquie se dégradent en raison du soutien accordé par la Syrie au PKK, qui lance des opérations dans les zones

contiguës à la frontière syrienne à partir de 1988-1989.¹⁸⁸ Et vice-versa, la Turquie avait alors encouragé la « solution économique » du dossier kurde à travers de grands projets d'infrastructures dans les provinces du sud-est, le GAP (à partir de 1983) et les barrages construits sur l'Euphrate qui vont engendrer les grandes tensions.¹⁸⁹

Dans les représentations turques de la Syrie en tant que « pays qui soutient le terrorisme kurde », cette image de ce dernier qui multiplie dans les années 1990, ses contacts avec la Grèce, la Macédoine se dégrade graduellement, ce qui explique que l'engagement de plus en plus marqué de la Turquie dans le Proche-Orient par le biais des accords stratégiques avec Israël en 1996. Ce paysage géopolitique, créé par les dilemmes de sécurité, se fonde alors sur la construction d'alliances partielles pour équilibrer les relations dans les années 1990. C'est en effet, ces représentations d'inquiétude et d'aliénation accélérées qui ont mené à la crise à travers une politique systématique de la Turquie d'escalade de la tension, à partir de 1996.

Tout d'abord, malgré le titre qu'on a donné à cette sous-partie, il y avait malgré tout des dynamiques de changement des deux côtés de la frontière turco-syrienne, par suite de la dislocation de l'URSS et la fin de la Guerre Froide. La véritable question en jeu était désormais pour ces deux acteurs, la place stratégique que chaque État souhaitait trouver sur l'échiquier international privé de l'URSS. Dans ce contexte, la Syrie, parallèlement à la Turquie, s'est mise à la recherche d'une nouvelle place sur l'échiquier géopolitique de la région.

Du côté syrien, suite à l'écroulement de l'URSS, le pays s'est trouvé comme des autres pays d'obédience soviétique, un peu orpheline. Cela a engendré d'importantes conséquences sur les relations turco-syriennes. Parce qu'on venait de mettre un terme à une période de représentations dans laquelle la Turquie était considérée comme le « fer de lance » contre l'URSS, la Syrie était un pays « ennemi » appartenant au « bloc soviétique ». La fin de l'alliance soviétique a frappé de plein fouet une Syrie isolée politiquement, sans parler des

¹⁸⁸ Droz Vincent, *op.cit.*, p.797.

¹⁸⁹ Billion, *op.cit.*, p.131.

problèmes économiques dus au terme des prêts soviétiques.¹⁹⁰ En outre, la Syrie ne se trouve pas du bon côté du « Nouvel Ordre Mondial » déclaré par le Président G. H. Bush, Damas restant sur la liste des « États terroristes » du Département d'État américain.

Comme on l'a déjà affirmé, dans le cadre de la Guerre Froide, la Turquie n'était pas un simple « fer de lance » contre l'URSS, surtout à partir des années 1980. Les relations de la Turquie et de la Syrie avec les États-Unis, devenue puissance internationale unipolaire, sont dès lors devenues primordiales. Les représentations turques et syriennes de la puissance américaine au Moyen-Orient nous aident du reste à mieux percevoir les relations turco-syriennes durant cette période.

L'accentuation de la politique régionale et du rôle géopolitique de la Turquie forment alors comme deux éléments principaux de la « nouvelle Turquie » de l'après 1991. Dans cette perspective, la Syrie était dans une situation semblable à la Turquie qui s'expliquait par sa volonté d'insertion régionale (ce qui demeure déjà moins réalisable que la grande capacité du voisin turc). Cela dit, la recherche de régionalisation des deux acteurs les poussait à se demander : quel rôle jouer dans la région après le collapse de l'URSS ?

Comme une date clé qui structure la conjoncture internationale et régionale, l'année 1991 a constitué un tournant aussi pour ce qui concerne les représentations turco-syriennes. Les représentations géopolitiques turques étaient déjà dans un processus de changement depuis le début des années 1980. La Turquie a eu besoin de redéfinir son rôle géopolitique après le collapse de l'URSS. Elle a accentué, dans cette perspective, le poids de son rôle en monde arabo-musulman.

Stéphane Yerasimos note à ce sujet: « Au cours de la seule année 1991, la Turquie assista au bouleversement de son environnement géopolitique avec la crise du Golfe, l'éclatement de la Yougoslavie et l'effondrement de l'URSS. Elle se vit ainsi obligée d'abandonner la vieille politique de conservation des acquis de la guerre d'indépendance (1918-1923) définie par

¹⁹⁰ Droz Vincent, *op.cit.*, p.804.

l'adage 'paix dans le pays, paix dans le monde' par une quête de nouvelles aires d'influence dans la région. Tout en voyant pour la première fois, l'intégrité de son territoire sérieusement menacée par l'insurrection kurde, la Turquie est sommée par les événements de devenir une puissance 'régionale', c'est à dire dont l'influence s'étend bien au delà de ses frontières. »¹⁹¹

À côté de cette « inquiétude » grandissante de la Turquie au cours de ces années en ce qui concerne la question du Kurdistan irakien, la lutte contre le « séparatisme de PKK » a créé une sorte de guerre civile au sein de la société turque, de plus en plus divisée en camps opposés, ce qui exprime un phénomène social avant d'être sécuritaire, que l'on va analyser de plus près dans les étapes suivantes de la recherche. Ici, on va juste se contenter de mettre l'accent sur le traumatisme de la société turque comme une conséquence de la géopolitique interne de la question, sans oublier les inconvénients économiques de cette « guerre contre le terrorisme » qui coutait environ 8 à 10 milliards de dollar américain chaque année entre 1984 et 2000.¹⁹²

Outre que la « guerre contre le PKK » en Turquie a accentué les déséquilibres dans l'économie turque et engendré des pertes humaines considérables (au moins 30.000 morts entre 1984 et 1999), il faut souligner que le conflit kurde est un conflit régional propre au Proche-Orient.¹⁹³ Dans cette perspective régionale de la question se situent les accords de Washington conclus en mai 1998, entre les deux leaders kurdes irakiens Barzani et Talabani, et promus par les États-Unis pour la création d'une entité kurde viable au nord de l'Irak.¹⁹⁴ D'ailleurs, dans les années 1990, les Kurdes irakiens avaient déjà constitué un embryon d'État autonome, malgré les luttes intestines entre les deux principaux partis kurdes irakiens, le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan) et l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan).¹⁹⁵

En fait, la première guerre du Golfe et ses conséquences jouent un rôle primordial sur la question kurde à la fois en Irak et en Turquie. Selon Olson, la question kurde qui se centralise au nord de l'Irak à travers cette guerre tout ayant mis un terme à la répression de

¹⁹¹ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.1535.

¹⁹² Olson, *op.cit.*, p. XIV.

¹⁹³ Billion, *op.cit.*, p. 131.

¹⁹⁴ Olson, *op.cit.*, p.17.

¹⁹⁵ Jean-Christophe Ploquin, *Irak: Le Moyen-Orient Sous Le Choc*, Paris: L'Harmattan 2003, p.56.

l'administration de Saddam Hussein envers les Kurdes, est devenu l'un des problèmes majeurs du Moyen-Orient.¹⁹⁶

Il ne serait pas faux de dire que depuis 1991, les Kurdes d'Irak vivent une parenthèse de paix relative et de prospérité inconnue jusqu'alors dans leur histoire.¹⁹⁷ Selon Raymond Kévorkian, à partir de 1991, interdite à l'armée irakienne, la zone kurde n'est pas restée pour autant un « sanctuaire ». Déjà en 1997, l'établissement durable d'arrières bases du PKK au Kurdistan irakien a suscité plusieurs interventions militaires massives de la Turquie, provoquant des réactions des États-Unis.¹⁹⁸ Du reste, depuis le début des années 1990, les vues de la Turquie sur le nord de l'Irak et ses ambitions régionales, marquant sa volonté de jouer un rôle politique actif au Proche-Orient, s'opposaient fortement aux intérêts de son partenaire américain.¹⁹⁹

En outre, l'exode massif des Kurdes réfugiés au nord de l'Irak vers la Turquie à la fin de la première guerre du Golfe, signifiait aussi un tournant dans l'histoire contemporaine des Kurdes. Les conditions terribles dans lesquelles vivaient ces réfugiés le long de la frontière turco-irakienne ont attiré les représentants des ONG et des activistes des droits humanitaires. Ce qui a engendré un débat non seulement pour ce qui concerne la question kurde au nord de l'Irak mais aussi la situation des Kurdes en Turquie.²⁰⁰

2 - La Crise de 1998: les représentations contrastées autour d'une véritable pratique de la « politique de force »

Il importe ici de mettre l'accent sur les facteurs de géopolitique interne et externe de la surenchère qui aboutit à la crise de 1998, en ce qui concerne la question kurde et la question

¹⁹⁶ Olson, *op.cit.*, p. XIII (introduction).

¹⁹⁷ Gérard Chaliand, *D'Une Guerre d'Irak A L'Autre, Violence et politique au Moyen-Orient 1991-2004*, Paris: Éditions Mmétaillé, 2004, p.156.

¹⁹⁸ Kévorkian, « le facteur kurde... », *op.cit.*, p.30.

¹⁹⁹ Kévorkian, « le facteur kurde... », *op.cit.*, p.28.

²⁰⁰ Kévorkian, « le facteur kurde... », *op.cit.*, p.29.

de l'eau, à travers une analyse qui décrit brièvement le déroulement des événements. Cette période marquait tout d'abord, un épisode des relations turco-syriennes où les données de la géopolitique interne s'interpénètrent avec celles de la géopolitique externe, d'où le contexte complexe d'instrumentalisation de questions kurde et hydraulique.²⁰¹ Il serait équitable de clarifier que les deux États étaient coincés entre la question de l'eau et la rébellion kurde. Dans les représentations des responsables turcs, le PKK n'était qu'une « arme » instrumentalisée par la Syrie afin de perturber la politique hydraulique turque.

Au sujet de l'instrumentalisation de ces problèmes propres à chacun des deux pays, les efforts de la Turquie de construire plusieurs dizaines de barrages hydroélectriques sur l'Euphrate ont créé des effets directs sur les représentations géopolitiques de la Syrie. Puisque la Turquie détenait-il une carte stratégique indéniable qui menace directement les intérêts vitaux de l'État et de la société syriens.²⁰² Tout cela a de fait, alimenté le support ouvert de la Syrie aux phénomènes « séparatistes » qui déstabilisaient vivement la Turquie.

Dans les représentations actuelles turques, sur le soutien de la Syrie au PKK qui n'a cessé qu'en 1998, on peut dire que ce soutien logistique et militaire a été « insupportable » à un certain moment, pour la quasi-totalité de la population influencée par cette « guerre contre le terrorisme » décrite tous les jours dans les médias. Cette perception du « soutien à la terreur » du voisin de sud s'est accrue d'année en année, surtout entre 1993 et 1996. En dépit de tous les accords précédemment conclus entre les deux pays, la Syrie n'avait pas cessé son soutien au PKK depuis 1984.

Cette période nous fournit de ce point, une image claire d'une politique de force entre les deux voisins. Cette atmosphère dure a été fortifiée notamment avec les accords stratégiques israélo-turcs en 1996, ce qui désigne un des pas capitaux de la Turquie dans sa politique

²⁰¹ Cumhuriyet, Yasemin Kahramaner, « Oyun Teorisi Yaklaşımıyla 1998 Türkiye-Suriye Krizinin Analizi » (Analyse de la crise turco-syrienne de 1998 par l'approche de la Théorie de Jeu), in *Istanbul Ticaret Üniversitesi Dergisi (Revue de l'Université de Commerce d'Istanbul)*, p.117.

²⁰² Kévorkian, « le facteur kurde... », *op.cit.*, p.18.

d'escalader les tensions avec la Syrie. De même, la rupture turco-arabe s'est fortement manifestée pendant le Sommet Arabe organisé en 1996.

Sur ce point, la Turquie a dans ses relations avec la Syrie, donné priorité aux problèmes sécuritaires à partir de 1993. À cet égard, les relations de la Turquie avec Israël ont joué de fait un rôle politique dans ce processus, comme le montre les accords de 1996. Au cours de la même année, la Turquie a suspendue ses relations diplomatiques avec la Syrie, face au refus syrien de lui livrer Ocalan.²⁰³ Parallèlement, des déclarations orchestrées de divers représentants de l'État turc comme les hauts responsables de l'Armée, le Premier Ministre, le Président de la République traduisaient à cette époque un discours unanime s'opposant directement à la Syrie, en adéquation avec les positions des divers acteurs de la société turque, dépassant clairement leurs divergences.

Pendant que les troupes turques étaient massivement placées sur la frontière syrienne, prêtes à lancer une opération militaire contre la Syrie, de nombreuses déclarations ont été faites par de représentants politiques et militaires.²⁰⁴ Le premier signe dans le cadre de ces représentations de la Turquie qui envisageait même une guerre, était venu de l'Armée ; le Général des Forces de Terre s'adressa aux responsables syriens, le 17 septembre 1998, en se rendant directement dans la région d'ex-sandjak d'Alexandrette, donc tout près de la frontière turco-syrienne: « Cessez immédiatement votre soutien au PKK ». ²⁰⁵ Suleyman Demirel, le Président de la République à l'époque, s'exprima à son tour, le 2 octobre 1998: « Notre patience arrive à son terme » ; quant à Mesut Yilmaz, le premier ministre turc, il déclara, le 3 octobre 1998: « L'armée attend nos ordres pour se mettre en action ». ²⁰⁶ Parallèlement à toutes ces déclarations organisées, Huseyin Kivrikoglu, chef de l'État-major, annonça, le 2 Octobre 1998: « Il est question d'un état de guerre qui n'est pas déclarée » entre la Turquie et la Syrie. ²⁰⁷ De toutes ces déclarations bien calculées par divers acteurs turcs, on peut retenir qu'il était question en fait d'un ensemble bien cohérent de représentations contre la Syrie.

²⁰³ Rapport du TUSIAD, *op.cit.*, p.150.

²⁰⁴ Mumcu, *op.cit.*, p.124.

²⁰⁵ Ibas, *op.cit.*, p.70.

²⁰⁶ Ibas, *op.cit.*, p.71.

²⁰⁷ Ibas, *op.cit.*, p.72.

L'Accord d'Adana ou le Protocole d'Adana, signé le 20 Octobre 1998, est un protocole de sécurité qui a esquissé les premiers signes d'une nouvelle période de paix entre les deux pays. De nature pluridimensionnelle, mais centrée sur les questions de sécurité, surtout la question de PKK, le contenu de l'accord marque la fin du support officiel syrien aux rebelles kurdes et signale l'expulsion d'Ocalan par les autorités syriennes.²⁰⁸ En outre, les activités, la propagande et les camps du PKK sont dès lors prohibés sur le territoire syrien.

La période qui s'ouvre, suite à la crise de 1998 et au traité d'Adana, peut être considérée comme un tournant dans les relations entre la Turquie et la Syrie. Selon Mehmet Sahin, de l'Université de Gazi, à Ankara, on peut noter que de 1998 à nos jours, tous les problèmes ne sont pas résolus, d'où la question kurde qui ne cesse de peser principalement sur la géopolitique interne de la Turquie malgré l'arrestation du leader de la rébellion kurde. Cela dit, la question kurde devrait être considérée d'une manière toute différente par la Turquie qui, jusque là percevait la question du seul aspect sécuritaire (elle la perçoit encore de cette façon). Sur ce point qu'on va analyser plus en détail, dans la deuxième grande partie de notre recherche, Aliza Marcus, journaliste kurde-américain souligne que l'arrestation d'Ocalan au Kenya ne signifiait ni la fin du PKK et de la guerre des Kurdes ni la fin de la question kurde en Turquie.²⁰⁹

Si on observe les représentations des deux pays de la crise en 1998, on peut dire que dans les représentations syriennes aujourd'hui, l'Accord d'Adana a ouvert une nouvelle « page blanche » pour les relations turco-syriennes. Malgré cette longue période de surenchère, la Turquie est généralement conçue dans le discours politique syrien aujourd'hui, comme un acteur régional qui accentue beaucoup plus le dialogue politique et la diplomatie (les médiations entre la Syrie et l'Israël) que le raisonnement agressif et la politique de force, par opposition au cas d'Israël.²¹⁰ Par exemple, selon Samir Altaqi, la Turquie est une nation qui n'est pas du tout agressive. Pourtant, il nous serait nécessaire de critiquer ce point de vue qui demeure fort conjoncturel et même anachronique, d'où la vision unilatérale et simpliste des

²⁰⁸ Olson, *op.cit.*, p.11.

²⁰⁹ Marcus, *op.cit.*, p.18.

²¹⁰ Entretien avec Samir Altaqi, politologue, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

chercheurs ba'athistes accentuant sans cesse l'« amitié » et les « liens historiques » tous nouvellement « découverts » avec la Turquie.

D'autre part, dans les représentations syriennes de cette période, en accord avec la paranoïa régionale syrienne, il apparaît que la politique de force suivie par la Turquie était dictée et mise en place par les puissances occidentales, telles les États-Unis. Cette représentation syrienne de la crise de 1998 est un bon exemple de la paranoïa syrienne à propos de l'« intervention des puissances occidentales ». Pour de nombreux chercheurs proches du régime damassin, le premier ministre de l'époque Mesut Yilmaz, les responsables militaires qui ont « aggravé » la situation par leurs déclarations et, en plus, l'attitude du président turc Suleyman Demirel, traduisaient tous ensemble une « politique pro-américaine » qui visait à « perturber » les relations turco-syriennes.²¹¹

La conséquence de cette surenchère et de la livraison d'Ocalan ont eu, cependant d'importantes conséquences d'ordre géopolitique interne sur la question kurde en Syrie. Hamit Bozarslan remarque à ce sujet : « La rupture entre les Kurdes syriens et le pouvoir déjà nettement perceptible après l'expulsion d'Ocalan du pays en 1998, s'accélère dans les années 2000 ».²¹²

Quant aux représentations de dirigeants turcs aujourd'hui, on peut dire qu'à partir du moment où une véritable « politique de force » a été adoptée et après la livraison d'Ocalan, les Turcs s'identifient à travers une logique de dicter la règle du jeu et geler les rapports de force à un moment donné. Il est important de souligner ici la représentation de « grand frère » dans laquelle la Turquie se perçoit dans ses relations avec la Syrie à partir de l'Accord d'Adana.

Surtout, dans le cadre de cette guerre non « déclarée », la crise en 1998 a montré de surcroît, l'impuissance militaire syrienne en ce qui concerne les rapports militaires et stratégiques. De là, les Turcs ont aussi le sentiment d'être une puissance économique régionale aujourd'hui.

²¹¹ Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

²¹² Hamit Bozarslan, *Conflit kurde, Le Brasier Oublié du Moyen-Orient*, Paris: Éditions Autrement, 2009, p.112.

Donc, finalement c'est tout cela qui manque en Syrie, un pays ébranlé sur les plans économique, militaire et politique, et considérée par la Turquie comme un pays de nos jours complètement fermé et isolé diplomatiquement.

Pour ce qui concerne les représentations des militaires, une des principales forces politiques de la Turquie, l'Armée turque au cours de cette surenchère, envisageait en fait de réaliser une démonstration de puissance qui n'a pas été sans conséquence vis-à-vis des Kurdes Irakiens en tant que centre d'une « contagion » possible vers la Turquie. Et c'est pour cela que dans les représentations des militaires turcs, ces prises de position « nécessaires » et « actives » de l'armée turque lors de la surenchère de 1998, avaient pour but d'empêcher la formation d'une entité kurde au nord de l'Irak dans les années 1990.

3) De l'affrontement à l'amélioration, voire au « rapprochement » turco-syrien: conjoncture, perspectives et limites...

Nous allons souligner dans cette troisième sous-partie, les représentations de divers acteurs turcs et syriens de la période de l'après 1998, affectée par la nouvelle conjoncture formée surtout par la « guerre contre le terrorisme » des États-Unis par suite aux attentats de 11 Septembre, l'intervention en Afghanistan et la Guerre d'Irak en 2003. On peut dire que la conjoncture joue un rôle primordial afin d'expliquer cet étrange « rapprochement » turco-syrien. Il est question ici des perceptions par ces divers acteurs, surtout en Turquie, de l'amélioration des relations turco-syriennes. En outre, les facteurs de géopolitique interne, à savoir les représentations des classes politiques turques et syriennes méritent d'être accentuées à ce propos. Les relations de deux acteurs avec les puissances internationales et régionales nous aident aussi à ce point à mieux analyser les éléments principaux qui structurent les représentations turco-syriennes.

La conjoncture comme source principale de la « révolution » dans les relations turco-syriennes

Tout d'abord, il est clair de constater que l'un des facteurs le plus important du développement des relations turco-syriennes depuis 2000, c'est la conjoncture régionale en constante mutation. La conjoncture créée par la guerre d'Irak en 2003 est surtout un facteur très important dans le rapprochement turco-syrien, d'où la prise de position en faveur de l'intégrité territoriale de l'Irak.

Le poids de la conjoncture en faveur du rapprochement turco-syrien, comprend-il ainsi les limites de cette remarquable amélioration entre les deux pays, en ce qui concerne la fragilité liée au changement imminent de la conjoncture et des équilibres régionaux au Proche-Orient. En effet, il serait équitable de définir le rapprochement actuel turco-syrien en tant qu'un processus assez complexe : d'une part, on peut dire que des sujets litigieux tels le conflit latent d'Alexandrette, l'eau, la présence des membres du PKK en Syrie, les relations stratégiques israélo-turques sont mis sous le boisseau, cependant, de l'autre part, la conjoncture de l'après 11 Septembre et de la Guerre d'Irak pèse lourd de sorte que tous ces problèmes n'existent.²¹³

Face à ce poids de la conjoncture, on peut évoquer les limites du discours largement accentué d'intérêt mutuel. Selon Dorothee Schmid, les Turcs sont dans un rapport de force favorable, et ils dominent les relations, ils sont dans une représentation d'après laquelle les Syriens ont besoin deux (c'est valable surtout pour l'armée et les anciens militaires en Turquie) et finalement ils peuvent imposer leur vision politique sur les relations bilatérales. Ce n'est donc pas tout à fait une relation d'intérêt mutuel, mais plutôt conjoncturel où les turcs dominent.²¹⁴

Depuis 2003, le poids de la guerre d'Irak dans les relations turco-syriennes: ça a eu un effet sur les Syriens, d'accentuer leur paranoïa, donc de les mettre dans une position de faiblesse,

²¹³ Feki, *op.cit.*, p.33.

²¹⁴ Entretien avec Dorothee Schmid, IFRI, Paris, France, le 4 Avril 2009.

ce qui facilite le travail des Turcs dans l'organisation d'une relation où ils sont dominants, le rôle du grand frère, à travers l'image d'une « porte de sortie ».

Comme les étapes qui ont formé la nouvelle conjoncture dans les relations turco-syriennes, on peut parler d'une manière chronologique du 11 Septembre 2001, de la fin de la coopération entre les organes de renseignement secrets de la Syrie et des États-Unis, de la disparition du régime de Saddam suite à la guerre d'Irak en 2003, la promulgation de *Syria Accountability Act and Lebanese Sovereignty Restoration Act (SALSRA)* en novembre 2003, l'assassinat du premier ministre libanais, Rafic Hariri le 14 Février 2005 qui marque l'isolement de la Syrie qui faisait parti du fameux « axe du mal ».²¹⁵

Ce meurtre, qui semble avoir été commandité par la Syrie, était peut-être son erreur la plus grave. Suite à cet attentat qui a coûté la vie à Rafic Hariri, aux yeux des États-Unis la Syrie a commencé à représenter l'« antisionisme radical », « soutien aux organisations terroristes » tels Hezbollah, Hamas, Djihad Islamique.²¹⁶ Et enfin, il est indispensable de souligner la Guerre du Liban, qui a éclaté en juillet-août 2006 avec pour conséquence une Syrie encore plus isolée. Actuellement, les États-Unis continue à accuser la Syrie à propos de la sécurité de l'Irak. Washington a récemment accusé la Syrie de laisser transiter des membres d'Al-Qaïda vers l'Irak.²¹⁷ Pourtant, il ne faut pas oublier aussi que la nouvelle administration d'Obama donne des signes d'un dialogue avec la Syrie, d'où les récentes entrevues diplomatiques tenues à Washington.²¹⁸

Comme dit Masri Feki, la Syrie, dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme » déclenchée par G.W. Bush et son équipe néoconservatrice est perçue comme l'« homme malade du Moyen-Orient ».²¹⁹ Cette guerre représentait pour les néoconservateurs américains, le début du « siècle des États-Unis », ce qui paraissait bien une représentation utopique,

²¹⁵ En outre, il serait important de se rappeler ici, du raid israélien en territoire syrien d'octobre 2003 et de la mise en œuvre de sanctions économiques unilatérales américaines en mai 2004.

²¹⁶ Feki, *op.cit.*, p.33.

²¹⁷ Washington accuse la Syrie de laisser transiter des membres d'Al-Qaïda vers l'Irak, le 11 Mai 2009, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/05/11/washington-accuse-la-syrie-de-laisser-transiter-des-membres-d-al-qaïda-vers-l-irak_1191388_3218.html

²¹⁸ U.S.-Syria talks chart way forward, le 26 Février 2009, <http://www.cnn.com/2009/POLITICS/02/26/syria.talks/index.html>

²¹⁹ Feki, *op.cit.*, p.33.

idéaliste, voire surréaliste du monde.²²⁰ Le Projet du Grand-Moyen-Orient (PGMO) nous semble-t-il une vision hyper délirante ou une culture de l'apprenti sorcier américain au Moyen-Orient. Ce sont des visions qui montrent en effet l'impuissance américaine à comprendre comment régler la situation en Irak, comme une boîte de pandore. Donc, il ne serait pas faux de constater que le PGMO est mort même si la grande stratégie des Américains de contrôler, d'avoir une influence sur le Moyen-Orient ne va pas cesser sur le long terme.

Au cœur de la nouvelle politique américaine qui se définit à travers ces divers faits et événements, se pose alors l'idée de mener des campagnes autour des thèmes comme la démocratie, les droits de l'Homme comme le SALSRA le montre.²²¹ Bachar el-Assad élu comme président après la mort de son père en 2000 qualifiait ces pressions, surtout après l'assassinat de Rafic Hariri, comme une « guerre coloniale ».²²² Outre l'isolement créé par les pressions de la communauté internationale, en juin 2003, pendant les premiers mois de la Guerre d'Irak, l'affrontement au seuil d'une guerre entre la Syrie et les États-Unis a eu lieu quand les Américains bombardent directement les positions syriennes le long des frontières avec l'Irak.²²³

C'est d'ailleurs dans ce contexte de conjoncture géopolitique que la Syrie a fait appel de la Turquie et que Damas et Ankara se sont rapprochés au grand dam des États-Unis. Dans les représentations syriennes, le rapprochement avec le voisin turc a vocation à soulager son isolement politique et économique. Parallèlement, ce rapprochement entre Damas et Ankara était fortifié par la déclaration du ministre turc des Affaires étrangères que le territoire de la Turquie ne serait utilisé par personne pour lancer une attaque contre la Syrie. De même, le ministre des Affaires étrangères turc de l'époque, Abdullah Gül a critiqué la décision américaine de mettre en œuvre le SALSRA de 2003 qui préconise des sanctions économiques et diplomatiques contre la Syrie.²²⁴

²²⁰ Barah Mikhail, *La Politique Américaine au Moyen-Orient*, Paris: Éditions Dalloz – IRIS, 2006. p.225.

²²¹ Stéphane Valter, « Le régime syrien et la logique de l'inertie », in *Maghreb-Machrek*, no 196, Varia, p.112.

²²² Feki, *op.cit.*, p.34.

²²³ Lawson, *op.cit.*, p.834.

²²⁴ Claude Salhani, « The Syria Accountability Act Taking the Wrong Road to Damascus », Policy Analysis, 18 Mars 2004, no. 512. p.1.

Durant cette période assez tendue et difficile pour la Syrie, la Turquie a commencé à se montrer comme un acteur régional, d'où son rôle de coordination dans les négociations entre la Syrie et Israël. Initiant une diplomatie plus active, les efforts turcs ont récemment (printemps 2008) cherché à rapprocher les positions syriennes et israéliennes si bien qu'Ehoud Olmert semblerait disposé à un retrait du Golan contre la paix.²²⁵ Toutefois, Benjamin Nétanyahou a récemment affirmé qu'Israël ne se retirera pas du Golan.²²⁶

Quant aux facteurs de continuité et de changement dans les relations turco-américains, on peut dire que la Turquie semble sur beaucoup de dossiers dans une position très contradictoire avec les États-Unis. À travers l'invasion de l'Irak par les États-Unis, la décision de l'Assemblée Nationale Turque, le 1^{er} Mars 2003 de refuser un accès terrestre aux troupes américaines et, surtout, le développement d'un Kurdistan irakien autonome, la Turquie et les États-Unis se trouvent face à face avec des intérêts nationaux opposés les uns aux autres.

Au centre des tensions entre la Turquie et les États-Unis, que l'on va mieux examiner pour ce qui concerne la question kurde, se situe ainsi, l'objectif d'empêcher la tenue du referendum qui doit décider du sort de Kirkouk, les divergences entre la politique kurde de la Turquie se heurtant à une entente géostratégique des États-Unis avec l'entité kurde irakienne. Selon Raymond Kévorkian, la Turquie demeure actuellement « déchirée entre son alliance avec les États-Unis » et ses préoccupations concernant la question kurde.²²⁷

En accord avec ce « dilemme turc » entre son alliance qui date de plus de cinquante ans avec les États-Unis et sa méfiance envers une éventuelle « indépendance » de l'entité kurde irakienne assez « néfaste », la nouvelle géopolitique d'Ankara, selon Billon, tend à limiter les contrecoups de l'intervention militaire anglo-américaine dans le nord de l'Irak. Aux yeux de l'*establishment* turc de jour en jour inquiet, voire furieux de ces diverses menées anglo-américaines, ce sujet reste consubstantiel à la « unité » de la République. Cela explique bel et bien les récentes rencontres et déclarations communes avec des responsables syriens et

²²⁵ Valter, *op.cit.*, p.125.

²²⁶ Israël ne se retirera pas du Golan, affirme Benjamin Nétanyahou, le 10 Mai 2009, http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1082288

²²⁷ Kévorkian, « le facteur ... », *op.cit.*, p.24.

iraniens au grand dam des Américains afin de comprendre l'importance renouvelée de la question kurde. Pourtant, il est assez clair qu'une « rupture totale » de la Turquie avec les États-Unis demeure seulement imaginable. On peut dire que les deux parties savent jusqu'où ne pas aller et mesurent l'importance de leurs relations mutuelles.²²⁸

À propos du dossier de relations israélo-turques ayant un effet direct sur les représentations turco-syriennes, surtout dans les derniers mois suite à la fameuse « crise de Davos », celles-ci se dégradent aussi en parallèle de celles avec les États-Unis, dans le cadre d'une rivalité de pouvoir de « leadership » dans la région moyen-orientale qui s'explique par la quête de « puissance régionale » de la politique étrangère de la Turquie. De là, on peut noter que l'AKP met une certaine distance aussi à l'égard de l'Israël, vu les déclarations extrêmement dures de Davos.²²⁹ Cependant, même avant cette crise fortement médiatisée dans la presse turque, les tensions avec Israël n'étaient pas inexistantes, du fait de nouvelles représentations de la classe dirigeante turque.

Dès l'arrivée au pouvoir de l'AKP, on a vu nombre de tensions maîtrisées avec Israël. Par exemple, on peut citer ici les déclarations basées sur la condamnation de la politique israélienne dans les territoires palestiniens par le premier ministre turc comme une « terreur d'État » au sujet de la systématisation de la politique d'assassinats ciblés à l'encontre des leaders du Hamas, tels Cheikh Ahmad Yassine et Abdelaziz Al-Rantissi en mars et en avril 2004. Cela a eu d'importantes conséquences d'ordre géopolitique interne au sein de la société turque où les destructions massives et les pertes civiles occasionnées par l'armée israélienne dans la bande de Gaza ont été sévèrement critiqués.²³⁰

Pour ce qui concerne les représentations israéliennes, selon Dorothee Schmid, il est clair que les Israéliens sont contre le fait que les Turcs proposent une solution dans les relations bilatérales. Les Israéliens se considèrent comme le principal centre de décision de leur politique étrangère. Les éclats de Davos ont clairement montré que les Israéliens ne tiennent

²²⁸ Billion, *op.cit.*, p.256.

²²⁹ Entretien avec Denis Bauchard, IFRI, Paris, France, le 14 Avril 2009.

²³⁰ Billion, *op.cit.*, p.295.

jamais informé les Turcs de ce qu'ils envisagent de faire de ce qu'ils préparent.²³¹

Cependant, il est important d'ouvrir une parenthèse sur la divergence des représentations entre la classe politique et l'opinion publique turques à propos de la politique israélienne. À ce point, la situation de la Turquie est trop complexe. Defay note: « D'une part, sa population sensible au message islamiste comme l'ont montré des élections législatives de novembre 2002 qui ont porté au pouvoir le Parti islamiste AKP, à nouveau vainqueur des élections anticipées de juillet 2007, partage les préventions musulmanes à l'égard d'Israël, mais en même temps pour des raisons identitaires et historiques ne ressent aucune affinité avec le monde arabe. D'autre part, les représentations des dirigeants, en particulier de ceux, influents de l'armée, très marquées par l'idéologie kémaliste et ses analogies avec celle du sionisme (modernisme, laïcité) incorporent des considérations stratégiques ».²³²

Donc, à travers cette alliance complexe et entourée d'une très grande discrétion, la Turquie est dans un ensemble de représentations assez contradictoires. En parallèle à ces constatations de Defay, en dépit des engagements politico-stratégiques avec ces deux derniers, s'impose devant la classe politique turque, une opinion publique qui est non-seulement fort anti-israélienne mais aussi anti-américaine.²³³ Cela dit, il importe de souligner que la classe politique en Turquie cherche plutôt instrumentaliser ces « crises » afin de jouer sur la politique interne avec un certain opportunisme, comme le montre l'étroite relation entre la dernière « crise de Davos » et les élections municipales de mars 2009.

Si on observe plus en détail, avant d'analyser dans la sous-partie suivante les représentations de divers acteurs des relations turco-syriennes, ces derniers événements du Gaza et la « crise » au sommet de Davos à travers leurs impacts sur la géopolitique turco-syrienne, on peut accentuer que cette « crise » et ses éclats sont perçus en Syrie aussi comme une partie intégrale de la politique intérieure turque, l'attitude du premier ministre turc gagnant les cœurs non seulement dans les rues arabes, mais aussi une bonne partie de l'opinion publique en Turquie, ce qui reflète aussi un timing supposément bien calculé avant les élections municipales, à la fin de mars 2009. On peut en outre clarifier que par suite de ces accidents

²³¹ Entretien avec Dorothée Schmid, IFRI, Paris, France, le 4 Avril 2009.

²³² Defay, *op.cit.*, p.30-31.

²³³ Entretien avec Dorothée Schmid, IFRI, Paris, France, le 4 Avril 2009.

récents dans les relations diplomatiques israélo-turques, l'importance de la Turquie dans les représentations syriennes s'est notamment accrue. Surtout, l'augmentation du rôle régional de la Turquie en tant qu'un coordinateur du processus des négociations syro-israéliennes domine chez de nombreux chercheurs liés politiquement au régime damassin. Dues aux événements de Gaza et à l'« agression israélienne » représentée dans l'opinion publique syrienne, il serait important ici de souligner qu'il est question, sur le terrain syrien une très grande déception, tout avec une ardeur exagérée envers la politique agressive d'Israël.²³⁴

Mais de l'autre côté, il faut dire que les Syriens ne sont pas totalement hypnotisés par les éclats de la « crise » de Davos. Dans les représentations syriennes, il y a aussi un autre point de vue qui explique des limites de la politique étrangère de l'AKP envers l'Israël. Selon Zarour, malgré les représentations positives syriennes et du monde arabe, les relations stratégiques et politiques de la Turquie avec Israël ne cessent de se terminer, en tant qu'un point de contradiction au sein de la politique étrangère turque aux yeux des ba'athistes fort « nationalistes et antisionistes ».²³⁵ De même, il ne serait pas faux d'indiquer qu'une grande partie des Syriens désire une « rupture totale » entre la Turquie et l'Israël. En fait, ces représentations trouvent aussi ses homologues dans les cercles intellectuels nationalistes et kémalistes en Turquie. Par exemple, selon Tansi, il faut bien se demander pourquoi le premier ministre turc n'a pas réagi de la même façon pendant la Guerre d'Irak qui a causé plus d'un million de morts, et s'est déroulée aux portes de la Turquie.²³⁶

Sur les représentations de divers acteurs turcs et syriens : Perspectives croisées ?

Ce qui est commun pour une très grande majorité des représentations des divers acteurs syriens aujourd'hui, c'est que la Turquie signifie le symbole du changement dans les domaines politiques, économiques, diplomatiques, en tout cas comme un modèle de transition démocratique. Pour ce qui concerne la représentation syrienne du modèle socio-économique de la Turquie, selon Altaqi, le développement récent des relations turco-syriennes peut être perçu comme une « adaptation au changement structurel » dans les deux pays. Pourtant, ce

²³⁴ Entretien avec Samir Altaqi, politologue, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

²³⁵ Entretien avec Ibrahim Zarour, Damas, Syrie, le 14 Février 2009.

²³⁶ Entretien avec Deniz Tansi, Istanbul, Turquie, le 5 mars 2009.

postulat semble valable beaucoup plus pour ce qui concerne la Turquie que la Syrie, qui reste actuellement un pays assez sceptique envers les changements. Aux yeux de ces chercheurs syriens de tendance ba'athiste, la Turquie est dans un processus de changement socio-économique et politique constant qui continue depuis plus de 50 ans.²³⁷

À propos de la mise en place du dialogue politique et de coopération, on peut dire que les représentations syriennes de la période des relations turco-syriennes après 1998 et surtout 2000, il est indispensable d'avoir un dialogue compréhensif et de commencer à créer des espaces de coopération qui vont ensuite élaborer les questions structurelles comme le dossier de l'eau et du sandjak d'Alexandrette.²³⁸ À ce point, les responsables politiques syriens comme ses homologues turcs mettent très souvent l'accent sur un facteur nouveau dans les relations, qui peut être compris à travers une volonté de réduire tous les problèmes à zéro.

Au cœur des représentations syriennes du rôle grandissant de la Turquie dans la région, on peut dire que la Syrie a fait nombres d'appels à la Turquie comme un acteur régional sur le sujet des négociations avec Israël pour qu'elle joue le rôle de médiateur. Dans ce contexte, la Turquie représente pour la Syrie, une porte stratégique qui s'ouvre vers le monde occidental, l'Europe et les États-Unis.

En accord avec cette perception syrienne, l'un des « secrets » de la stratégie ba'athiste est clarifié dans l'un des entretiens réalisés dans la capitale syrienne, à l'*Orient Center for International Studies*. Selon Samir Altaqi, si la Syrie pense à la guerre, elle s'oriente vers l'Iran ou la Russie, mais si elle se focalise sur les opportunités régionales, elle s'approche de la Turquie.²³⁹ En effet, dans les représentations stratégiques syriennes, la Turquie avec l'Iran se montre l'un des « voisins historiques ». Selon Al Shueibi, le directeur du *Center for Strategic Studies*, à Damas, c'est le « propre secret » de la Syrie. D'une part, Iran est impliqué directement dans le conflit israélo-arabe ; de l'autre, la Turquie est impliquée dans le même conflit par le biais de la diplomatie. Dans les représentations actuelles des élites dirigeantes

²³⁷ Entretien avec Samir Altaqi, politologue, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

²³⁸ Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

²³⁹ Entretien avec Samir Altaqi, politologue, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

syriennes, l'un de ces voisins historiques se pose en tant qu'un acteur de la violence et de la guerre, l'autre poursuit la diplomatie de la paix.²⁴⁰

La nouvelle politique de l'AKP, en dépit de la persistance des difficultés avec le voisin iranien, englobe en outre une ouverture vers l'Iran.²⁴¹ Cela constitue d'ailleurs la dimension régionale de la politique étrangère de l'AKP à travers une « réorientation stratégique du rôle de la Turquie dans la région ».²⁴² Selon Daphne McCurdy, il est clair qu'il y a un dialogue plus dense entre la Turquie et l'Iran, depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP.²⁴³ Ankara et Téhéran esquissent-ils les premiers pas d'une entente basée sur une vision commune du paysage géopolitique moyen-oriental ?²⁴⁴ La signature d'un accord de coopération en juillet 2004 au sujet de la sécurité avait poussé le gouvernement iranien à placer le PKK sur la liste des organisations terroristes. Et la Turquie réciproquement, a fait la même chose pour les Moudjahidines du Peuple.²⁴⁵ D'ailleurs, le Président turc, lors de sa dernière visite à Damas, en mai 2009, a souligné l'importance de l'Iran comme acteur régional au Moyen-Orient.²⁴⁶

Si on jette un coup d'œil aux étapes de l'amélioration des relations turco-syriennes, on peut dire que depuis la visite d'Abdullah Gul, ministre des Affaires étrangères à l'époque, à Damas en avril 2003, les visites de haut niveau se sont multipliées. L'une des plus importantes visites est celle de Bachar el-Assad en Turquie en 2004, la première visite d'un président syrien en Turquie. Lors de cette visite, les deux côtés ont signé un accord de libre-échange. Et depuis 2004, la question d'Alexandrette est mise à la trappe avec la coopération sécuritaire contre le PKK. En outre, les deux pays ont signé des protocoles de coopération dans les domaines des douanes, de la santé et de l'énergie.

Ici, pour comprendre la détérioration progressive des relations turco-américaines, il est important de se rappeler de la visite d'Ahmet Necdet Sezer, le Président turc en février 2005,

²⁴⁰ Entretien avec Imad Fawzi al Shueibi, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

²⁴¹ Bulent Aras, « Türk-İran ilişkileri: Değişim ve Süreklilik » (Les Relations Turco-Iraniennes : Changement et Continuité), in *Avrasya Dosyası (Dossier Eurasie)*, 2006, (tome:12/no :2), p.61.

²⁴² Richard Giragosian, « Redefining Turkey's Strategic Orientation », in *Turkish Policy Quarterly*, Winter 2007/8, p.33.

²⁴³ Daphne McCurdy, « Turkish-Iranian Relations: When Opposites Attract », in *Turkish Policy Quarterly*, Summer 2008, p.87.

²⁴⁴ Billion, *op.cit.*, p.293.

²⁴⁵ Billion, *op.cit.*, p.294.

²⁴⁶ Cumhurbaşkanı Gül'den mesajlar (Les messages du Président Gul), le 16 mai 2009, <http://www.hurriyet.com.tr/dunya/11659921.asp>

qui a clairement déchiffré les tensions turco-américaines au sujet de développement des relations avec la Syrie. À cette époque, Eric Edelman, l'ambassadeur américain à Ankara, a pris position ouvertement contre de cette visite du Président turc à Damas, ce qui a engendré de vives réactions dans la presse et l'opinion publique turques. Cela constituait un cas exemplaire de l'impact du « réel réchauffement » des relations avec le voisin syrien au grand dam des États-Unis.²⁴⁷ En outre, le dégel entre les deux voisins dans le cadre de l'expression d'une vision commune sur l'Irak en vue de l'établissement d'une administration élue par le peuple irakien et de la préservation de l'intégrité territoriale du pays.

De cette atmosphère de coopération, le développement rapide des relations économiques dans les représentations de la classe politique turque, a un double aspect: primo, la Turquie se perçoit comme le « premier grand investisseur » en Syrie et secundo, le premier ministre turc Erdogan se comporte comme le médiateur diplomatique de la Syrie, en se vantant d'avoir œuvré pour la présence de la Syrie lors de la conférence d'Annapolis. Dans les représentations turques, les relations avec la Syrie se posent sans sentimentalisme, et avec un calcul au plus près. De même, la Turquie aime se montrer comme un acteur dominant et incontournable dans la région, à travers la métaphore du « grand frère ». Sans la Turquie, la Syrie serait « isolée » et ne pourrait pas s'en sortir. Cela explique déjà ce discours accentué par l'AKP ; donc il ne serait pas faux de dire que la Turquie essaie d'exercer un leadership sur la Syrie. Cela semble aussi déterminer les limites du discours de la stratégie *win-win* assez souvent soulignée au cours des entrevues officielles.

Il importe de souligner enfin qu'il existe une asymétrie dans les relations bilatérales turco-syriennes dans lesquelles la Syrie cherche à développer des relations beaucoup plus stratégiques et denses avec la Turquie, que ce dernier en envisage.²⁴⁸ Mais la Turquie est en tout cas limitée dans ses relations avec la Syrie par ses nombreux engagements stratégique-politiques vis-à-vis du monde occidental, ses liens avec l'OTAN, son « partenariat stratégique » avec les États-Unis et ses relations avec l'UE.

²⁴⁷ Billion, *op.cit.*, p.291.

²⁴⁸ Entretien avec Mehmet Şahin, Ankara, Turquie, le 3 mars 2009.

Cependant, les relations avec cette dernière ont un impact direct sur le rôle que vise à jouer l'AKP non seulement dans le cadre de ses relations avec la Syrie, mais aussi dans sa macro politique envers le Moyen-Orient. À travers ses relations avec l'UE, il est important que la Turquie cherche à mettre en œuvre un rôle majeur au Moyen-Orient selon certains chercheurs syriens. Cela explique donc l'une des raisons de l'ouverture active de la politique turque envers cette région

En ce qui concerne les impacts de cette amélioration sur les dossiers litigieux comme la rébellion kurde et la question de l'eau, on peut dire que concernant le dossier kurde, il est certain qu'aujourd'hui, même si une partie des dirigeants du PKK sont originaires de Syrie, on est face à un non-problème entre les deux pays à ce point, mais tout au contraire, un terrain de coopération à l'encontre de la possible « fragmentation » de l'Irak, représentée dans les deux côtés de la frontière turco-syrienne comme une « menace structurelle sécuritaire » pour le futur des deux régimes.²⁴⁹ C'est déjà un point qu'on va aborder plus en détail dans la seconde grande partie.

Du côté syrien, il faut préciser que le Président Bachar el-Assad s'est beaucoup inquiété suite aux attentats spectaculaires de Qamichli en 2004, comme une question géopolitique d'ordre interne qu'a créé la question kurde au cœur du pays, ayant été instrumentalisé ensuite par l'équipe des néoconservateurs aux États-Unis.²⁵⁰ Quant à la Turquie, la question kurde prend une dimension considérable surtout depuis 2003, avec la difficile question du statut du nord de l'Irak comme une autre donnée essentielle de la mouvance kurde interne. De cette perspective, cela représente un sujet primordial dans les négociations turco-américaines de février 2003. De ces négociations à nos jours, une période qui aboutit à la détérioration progressive des relations avec le « partenaire stratégique », l'objectif crucial d'Ankara reste d'empêcher la tenue d'un référendum qui va décider du sort de la région de Kirkouk qui devait en fait se tenir avant la fin de l'année 2007, mais à depuis régulièrement été repoussé.²⁵¹

²⁴⁹ Entretien avec Samir Altaqi, politologue, Damas, Syrie, le 10 Février 2009 et Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

²⁵⁰ Entretien avec Didier Billion, l'IRIS, Paris, France, le 7 avril 2009.

²⁵¹ Kévorkian, « le facteur ... », *op.cit.*, p.26.

Au sujet de la question de l'eau, on s'aperçoit qu'il y a à la fois dans le côté turc et syrien, une volonté mutuelle de réduire ces problèmes à zéro. Il ne serait pas faux d'accentuer le bon dialogue entre la Turquie et la Syrie qui a débuté l'année dernière pendant les entrevues des leaders de deux pays, et qui continue encore comme le démontrent les réunions officielles turco-syriennes dans le cadre du Forum de l'Eau, organisé à Istanbul en mars 2009.²⁵² Billon, à ce propos dit-il : « ces questions de perception sont en fait surdéterminées par la volonté politique des dirigeants politiques à un moment donné. Par hasard, quand il y a une volonté politique affirmée, certains contentieux même s'ils ne sont pas réglés, ils peuvent être abordés d'une façon diplomatique et raisonnable ».²⁵³

De ce point, Ankara dans les dernières années, a fait des gestes envers la Syrie, comme signe de bonne volonté. L'eau était toujours aussi présente comme un dossier primordial dans les entrevues d'Erdogan avec Bachar el-Assad. Sur ce point, il est intéressant de se questionner sur les facteurs d'ordre géopolitique interne et notamment les contextes internes propres aux deux pays : le pouvoir de l'AKP en Turquie, depuis 2002 face à l'instabilité interne syrienne due aux turbulences d'ordre externe. Comment ces deux décors de géopolitique interne se perçoivent et s'affectent l'un à l'autre ? C'est notre question d'analyse ici qui va porter brièvement sur les représentations syriennes de la « nouvelle politique » régionale de l'AKP et l'auto-perception de ce dernier.

Tout d'abord, l'AKP tend actuellement à construire une nouvelle politique étrangère envers le Moyen-Orient qui serait guidée par les aspects géoculturels et géohistoriques des relations turco-arabes. On peut constater que la Turquie représente un modèle exemplaire d'une nation à majorité musulmane, séculaire et démocratique dans le cadre de ce nouvel environnement géopolitique.²⁵⁴ En effet, ce changement montre aussi l'élargissement de l'espace diplomatique turque, qui, désormais inclut des éléments outre le seul critère sécuritaire, clarifie-t-il Fuat Keyman, de l'Université de Koç, à Istanbul.²⁵⁵ Selon Davutoglu, l'ex-conseiller d'Erdogan et l'actuel ministre des Affaires étrangères, la politique étrangère de la Turquie sous l'AKP doit se définir comme l'héritière de l'Empire ottoman en utilisant l'image

²⁵² Entretien avec Samir Altaqi, politologue, Damas, Syrie, le 10 Février 2009 et Entretien avec Didier Billon, l'IRIS, Paris, France, le 7 avril 2009.

²⁵³ Entretien avec Didier Billon, l'IRIS, Paris, France, le 7 avril 2009.

²⁵⁴ Joshua W. Walker, « Turkey's New geopolitical Agenda », in *Turkish Policy Quarterly*, (Vol. 5, No.2), p.155.

²⁵⁵ Fuat Keyman, « Türkiye, Dış Politika ve Ortadoğu'nun yeniden yapılanması (Turquie, Politique Étrangère et la restructuration du Moyen-Orient) », in *Avrasya Dosyası* (Dossier Eurasie), 2006, (tome 12, no : 2), p.5.

de l'ottoman au Moyen-Orient, d'où le courant de « néo-ottomanisme » récemment accentué dans la presse turque.²⁵⁶

Cette idée géopolitique, signifie en fait, pour les dirigeants de l'AKP de restituer l'influence turque dans la géographie ex-ottomane.²⁵⁷ L'AKP, autour de sa rivalité avec les cercles kémalistes en Turquie, souligne que c'était une grande faute de la politique établie dans les premières décennies de la République qui a fomenté l'aliénation et voire la rupture de la Turquie envers la culture, la politique et les équilibres internes de la région moyen-orientale, durant lesquelles les préjugés sur l'image arabe ont dominé le processus de construction de la politique étrangère au Moyen-Orient.²⁵⁸

Dans ce contexte du changement de politique et de discours de la Turquie envers le Moyen-Orient, les leaders turcs comme Erdogan et Gul se montrent avec des visions beaucoup plus ouvertes qui accélèrent les relations avec la Syrie, en mettant en place des rapports plus apaisés. La politique étrangère de l'AKP de faire de la Turquie le « grand frère » de la région et de « réduire à zéro » tous les problèmes avec les voisins en même temps, n'est pas étrangère à ses calculs de politique intérieure aussi vis-à-vis de l'électorat de l'AKP qui a une sympathie envers les « frères arabes » qui représentent pour ces couches de « vrais musulmans ».²⁵⁹

Face à cette réincarnation géoculturelle et géohistorique de la politique étrangère turque sous l'AKP, il est très intéressant de se rendre compte, sur le terrain syrien, de la survalorisation de l'islam par les responsables officiels d'une administration qui se veut laïc depuis plus de trente ans. L'analyse qu'on peut apporter ici, c'est que la Syrie cherche à calmer ses propres islamistes par le biais d'un rapprochement avec une démocratie qui se conçoit de plus en plus « musulmane », puisque ces derniers représentent une opinion publique assez favorable pour

²⁵⁶ Davutoglu, *op.cit.*, p.331.

²⁵⁷ Mumcu, *op.cit.*, p.121.

²⁵⁸ Davutoglu, *op.cit.*, p.409.

²⁵⁹ Entretien avec Miray Vurmay, Ankara, Turquie, le 3 Mars 2009.

les Frères Musulmans, qui désignent la principale force d'opposition face au régime alaouite.²⁶⁰

À ce point, selon Hassan, du département d'Histoire de l'Université de Damas, il est clair qu'aujourd'hui, la Turquie est perçue d'une manière très différente par rapport à l'époque de la Guerre Froide. Grâce à la politique « islamique » du gouvernement turc, les acteurs syriens ont bien accentué un changement de représentation en parallèle du changement de la politique étrangère turque qui se montre plus active dans le Proche-Orient.²⁶¹ De même, ce point de vue syrien souligne sans cesse, la rivalité israélo-turque dans les nouveaux rapports de force moyen-orientaux qui aboutiraient à l'« isolement définitif » de la Turquie par Israël.

En outre, dans les représentations des élites dirigeantes syriennes, la Turquie ne représente pas seulement une expérience socio-économique bien établie, mais aussi un modèle à prendre en considération pour ce qui concerne un nouvel esprit d'administration, la réussite des communes, une nouvelle mentalité politique à la fois des niveaux micro et macro.²⁶² De là, la Turquie semble-t-elle un modèle pour la Syrie en ce qui concerne la transition démocratique, malgré les graves problèmes à propos de l'expérience démocratique turque, qu'on va souligner à travers les dimensions internes de la question kurde en Turquie.²⁶³

De surcroît, un autre point à clarifier ici en ce qui concerne les représentations syriennes, c'est que pour les responsables politiques syriens, la nouvelle vision de l'État turque, tout avec le rôle accentué de l'AKP ont joué un très grand rôle dans l'amélioration et le développement des relations bilatérales. En autres mots, de nombreux chercheurs syriens, accentuent le poids de l'*establishment* turc en tant que tel, ce qui joue un rôle primordial dans l'amélioration des relations. Ils sont en effet dans une représentation décrite par Philip Robins, de manière

²⁶⁰ Scott Lasensky et Mona Yacoubian, « Syria and Political Change », in *USIPeace Briefing*, United States Institute of Peace, Décembre 2005.

²⁶¹ Entretien avec Dr. Al Nayef Hassan, Historien, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

²⁶² Selon Abdullah Akis, le responsable, de la Municipalité d'Alep, des relations avec les municipalités turques, souligne qu'il ya des relations serrées au niveau des municipalités, des communes, par exemple entre Istanbul-Damas, Alep-Antep..

²⁶³ Entretien avec Abdullah Akis, municipalité d'Alep, le 16 Février 2009.

suivante : « Il y a une petite différence dans les perspectives politiques entre les Kémalistes et les Post-islamistes à propos de la politique envers la Syrie ».²⁶⁴

Pourtant, ils perçoivent l'AKP comme un catalyseur crucial qui accélère ce processus de rapprochement qui y active plusieurs facteurs. Par exemple, Abu Abdullah, les relations personnelles entre les leaders, le facteur islamique, la nouvelle mouvance diplomatique de l'AKP ont eu tous d'importants impacts positifs dans les relations.²⁶⁵ Dans les représentations des hommes d'affaires turcs aussi, c'est l'AKP qui marque le début de l'amélioration des relations avec la Syrie, la politique de ce parti marquant un point tournant.

Par contre, si on observe les représentations de chercheurs kémalistes turcs du rôle de l'AKP dans les relations avec la Syrie, on peut dire que ces derniers accentuent vivement que le tournant des relations turco-syriennes, c'est la visite en Syrie, du président d'Ahmet Necdet Sezer en 2000. À ce point, dans les représentations des chercheurs kémalistes turques, il importe de noter que l'AKP joue un rôle « mineur » dans ces relations puisque c'est en fait un président « kémaliste orthodoxe » qui a marqué le début du rapprochement turco-syrien. Pour ces acteurs, ce qui débute la « vraie période » de dialogue et de bonnes relations entre les deux pays, c'est la conjoncture régionale qui domine les politiques d'État.

Pour les militaires turcs, il faut des résultats rapides, et les intérêts économiques ne sont pas si importants pour eux et la nature des deux régimes reste trop différente et distante. Dans les représentations des militaires turcs ayant un impact non négligeable sur la politique turc, la Syrie est conçue encore aujourd'hui comme un pays à risque potentiel, vu ses relations militaro-stratégiques avec la Russie.²⁶⁶ Ils accentuent la question du Hatay encore comme un problème de délimitation frontalière. La Turquie, aux yeux de ces militaires, veut toujours des précisions sur le Hatay. Les militaires, ne se contentant pas du tout des pas affirmatifs de la part des Syriens, attendent, malgré tout, une preuve de bonne volonté à ce propos.

²⁶⁴ Philip Robins, « Turkish foreign policy since 2002: between a 'post-islamist' government and a Kemalist state », in *International Affairs*, 2007, (no. 8 :I), p.296.

²⁶⁵ Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

²⁶⁶ Entretien avec un haut commandant actuel des forces maritimes turques, Istanbul, Turquie, le 6 mars 2009.

Pourtant, le développement des relations turco-syriennes a eu aussi des impacts sur les relations militaires entre les deux pays. Un accord de formation militaire a été signé le 19 juin 2002 entre la Syrie et la Turquie.²⁶⁷ En 2008, c'est la première fois que les responsables militaires turc et syriens se sont entrevues dans le port de Lattaquié, autour d'une réunion de dialogue militaire Turquie-Syrie durant laquelle les comités de défense des deux pays se sont rencontrés. Et en mai 2009, les deux armées ont réalisé un exercice militaire commun qui a directement dérangé Israël.²⁶⁸

Quant aux développements des relations socioculturelles entre les deux pays et leurs relatifs impacts sur les représentations, on peut affirmer que les premiers pas dans ce domaine ont vu le jour dans les relations turco-syriennes avec le nouveau millénaire: on peut dire qu'il y a une sympathie potentielle certes assez modeste, envers le turc en Syrie. Cependant, les séries télévisées sont assez populaires surtout pour la jeunesse syrienne, telles *Gümüş (Argent)*, *Ihlamlar Altında (sous les Tilleuls)*, *Kurtlar vadisi (Vallée des Loups)*. Les affiches des vedets/vedettes de ces séries sont visibles dans les rues damassines ou alépine. Sur le terrain syrien, il est clair que les gens perçoivent une image contemporaine de la Turquie par l'intermédiaire de ces séries, qui esquissent une nouvelle circulation socioculturelle.²⁶⁹

De même, en 2005, le Département de Langue Turque et de Littérature Turque et une Bibliothèque de Langue Turque ont été fondés à l'Université d'Alep.²⁷⁰ Des diverses formes de coopération entre les universités des deux pays ne manquent aussi : les relations de coopération universitaire à travers les programmes d'échange d'étudiant entre les Universités d'Istanbul, de Harran, d'Antep, d'Ankara, de Marmara, de Damas.

²⁶⁷ *ibid.*

²⁶⁸ Israël, Suriye-Türkiye tatbikatından rahatsız (Israel, dérangé de l'exercice militaire turco-syrien), le 27 Avril 2009, <http://www.ntvmsnbc.com/id/24960880/>

²⁶⁹ Entretien avec Mahmoud Zein Alabidin, Architecte, Alep, Syrie, le 19 Février 2009.

²⁷⁰ Entretien avec Dr. Walid Mujawaz, le directeur du Département de la Langue Turque et de Littérature Turque à l'Université d'Alep, Syrie, le 20 Février 2009.

Perspectives Économiques : le vrai berceau du dynamisme turco-syrien?

Avant tout, on peut dire que l'espace économique turco-syrien dominée surtout par les activités commerciales constitue un vrai dynamisme visible à la fois sur le terrain turc et le terrain syrien. Même si l'amélioration des relations depuis 1998 fut certainement de nature politique, l'économie continue à jouer son rôle indéniable, faisant au vrai sens du mot, la table rase des problèmes structurels entre les deux pays. Ce fait ne cesse aussi d'engendrer d'importantes conséquences pour ce qui concerne le changement dans les représentations. Comme dit Abu Abdullah, l'atmosphère économique a été beaucoup changée dans les dernières années.

En 2006, le volume de commerce entre la Turquie et la Syrie n'était qu'approximativement 300 millions de dollars américains. Mais en 2009, le volume de commerce turco-syrien est devenu 1.8 milliards de dollar américain.²⁷¹ Pour l'année de 2010, le ministre turc du commerce extérieur, Kursat Tuzmen, a prononcé le chiffre de 5 milliards de dollar américains dans la dernière réunion ministérielle organisé à l'Hôtel Dedeman, à Damas.²⁷² Pourtant, ce montant demeure peu réalisable à cause de la stagnation des économies due à la crise financière internationale.²⁷³

Dans les représentations d'acteurs économiques syriennes aujourd'hui, la Turquie apparaît comme un pays développé. Dans les représentations syriennes de relations économiques et commerciales avec la Turquie, on peut constater en premier lieu, que la Syrie se perçoit comme un important distributeur des produits turcs et que l'importation turque en Syrie est conçue comme un plus indispensable qui fait tourner les rouages de l'économie nationale.²⁷⁴

Dans ce contexte, la visite du ministre turc de commerce à Damas, les 17-18 février 2009 avec plus de 150 hommes d'affaires turcs, était organisé par *le Forum des Hommes d'affaires*

²⁷¹ Entretien avec Zafir Muhabbek, Président de la Banque Centrale de Syrie, Alep, Syrie, le 18 Février 2009.

²⁷² Notes personnelles sur la réunion ministérielle, le 17 Février 2009, Damas, Syrie.

²⁷³ Entretien avec Sadik Yıldız, Président du Conseil des Affaires Turco-Syriennes, Istanbul, Turquie, le 25 Février 2009.

²⁷⁴ Entretien avec Zafir Muhabbek, Président de la Banque Centrale de Syrie, Alep, Syrie, le 18 Février 2009.

Turquie-Syrie, les responsables de *Sous-secrétariat d'État turc de commerce extérieur*, les *Unions des Exportateurs de l'Anatolie Central* et de *l'Anatolie du Sud-est* et aussi le *Conseil des Affaires économiques Turquie-Syrie*, le *Conseil de Relations Extérieures Économiques*, la *Fédération des Chambres de Commerce Syrien*.²⁷⁵ En plus, en mai 2009, le Président turc Abdullah Gul, a participé au Forum des Affaires Turquie-Syrie, organisé à Damas.²⁷⁶

La Turquie représente ensuite un pont qui fait circuler les produits syriens vers les marchés européens. L'exportation de la Syrie en Turquie se réalise plutôt en ce qui concerne les matières premières comme le coton, la nourriture, le textile. Puisque le développement économique de la Syrie passe plus ou moins par le développement des relations avec le voisin turc. La Turquie paraît alors comme la porte d'entrée dans la mondialisation pour la Syrie.²⁷⁷

D'après Tony Hagopian, un homme d'affaire aleppin d'origine arménienne qui mène des relations commerciales (secteur de la quincaillerie) avec ses homologues turcs à Istanbul, il est important d'augmenter les représentations des commerçants syriens qui se focalisent sur la relation entre l'intérêt à faire du commerce, la proximité géographique avec la Turquie et les liens familiaux émanant d'une histoire partagée, susceptibles de créer une nouvelle dynamique dans les relations économiques de deux pays voisins.²⁷⁸

Selon Khaldoun Azrak, le Président de la Chambre de Commerce d'Alep, la Turquie est un acteur économique très important pour ces diverses raisons : les cultures proches, la même religion, les relations familiales. Tous ces éléments, aux yeux des acteurs économiques syriens, fournissent un dynamisme et un nouveau « feeling » aux relations bilatérales.²⁷⁹

On peut dire qu'il y a une étroite coopération entre les chambres de commerce des deux pays dans les dimensions régionales. Le Chambre de Commerce d'Alep a signé un accord non

²⁷⁵ Notes personnelles sur la réunion ministérielle, le 17 Février 2009, Damas, Syrie.

²⁷⁶ Cumhurbaşkanı Gül'den Suriye'ye ticarete açık kapı çağrısı, (Appel de Porte Ouverte à la Syrie de la part du Président Gul), le 17 Mai 2009, <http://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/11667082.asp>

²⁷⁷ Entretien avec Dorothée Schmid, IFRI, Paris, France, le 4 Avril 2009.

²⁷⁸ Entretien avec Tony Hagopian, homme d'affaire, Alep, Syrie, le 19 Février 2009.

²⁷⁹ Entretien avec Khaldoun Azrak, Président de la Chambre de Commerce d'Alep, le 17 Février 2009.

seulement avec la Chambre de Commerce d'Istanbul, mais aussi avec les Chambre de Commerce d'Antep et de Maras. Dans le cadre des relations économiques, les deux pays ont signé en outre, un accord pour la création du centre d'information Turquie-Syrie qui assiste les hommes d'affaires d'Alep dans les domaines économiques de la Turquie.

La mise en place des deux programmes: Le *Centre d'Information Turquie-Syrie* et le *Programme de Coopération Interrégional Turquie-Syrie* est favorisée par les relations économiques assez étroites entre Alep et Maras ou Antep. D'après Hamza Hamza, le coordinateur du *Programme de Coopération Interrégional Turquie-Syrie* avec qui on a réalisé un entretien dans le centre de la direction des projets des programme se trouvant dans les banlieues de la ville d'Alep, ce programme doté à la fois des mécanismes publiques et privés vise à améliorer l'infrastructure et les services des points de douanes tout au long de la frontière turco-syrienne. En outre, ce programme est en train de développer 44 projets au total, dans les domaines culturels et touristiques aussi.²⁸⁰

En effet, depuis 15 ans, la Syrie est ouverte aux investissements directs à l'étranger. Cependant en Syrie, le centralisme politique, avec l'économie étatique centrale qui cherche à s'ouvrir timidement en vue d'une libéralisation du pays, demeurent des réalités en 2009.²⁸¹ Selon Salamah Khileh, il semble qu'il existe une économie nationale en Syrie, ce qui n'est point du tout la vérité. En fait, depuis plusieurs années, la Syrie a fait des pas considérables pour libéraliser l'économie. Dans cette atmosphère de transition libérale pourtant assez lente quand même, la Turquie représente pour les élites syriennes un modèle qui a réussi surtout le progrès industriel.²⁸²

Quant aux représentations turques, le vecteur économique y joue son rôle afin de développer les relations avec le voisin syrien, en parallèle de la fameuse approche des années 1980 chère à Ozal, centrée sur le postulat : « plus de business, plus de politique ».²⁸³ Dans les représentations économique-politiques turques aujourd'hui, la Syrie se montre comme une

²⁸⁰ Syria-Turkey Interregional Cooperation Program (STICP) <http://www.syria-turkey.sticp.com/en/page/about>

²⁸¹ Entretien avec un haut responsable diplomatique turc, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

²⁸² Entretien avec Salamah Khileh, membre du Forum Tiers-Monde, Damas, Syrie, le 11 Février 2009.

²⁸³ Entretien avec Didier Billion, l'IRIS, Paris, France, le 7 avril 2009.

porte stratégique qui s'ouvre vers le Sud et au marché commun des pays Arabes. De cette perspective, le Conseil des Affaires Turquie-Syrie a été fondé en 1998, mais est resté inactif durant la décennie précédente du fait des problèmes politiques entre la Turquie et la Syrie.²⁸⁴ L'une des raisons de cette ouverture économique turque vers cette géographie, c'est en fait, de se débarrasser de la dépendance commerciale de la Turquie vis-à-vis de l'Union Européenne.²⁸⁵ Et pour l'AKP, il existe un très grand potentiel pour développer les relations dans les domaines de l'agriculture, du commerce et des transports, et même en ce qui concerne l'exploitation des bassins hydrauliques communs qui sont considérés actuellement comme une espace conflictuelle.²⁸⁶

L'Accord de Libre Échange entre la Turquie et la Syrie a été signé en 2004 et mis en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007. D'après une clause de cet accord, la Syrie peut exporter ses produits envers la Turquie sans payer des frais de douanes. Du côté turc, ce n'est pas valable, la Turquie est prise dans un processus dans lequel les frais de douane vont être égaux à zéro pour une période de 10 ans.

Le commerce dominant les relations économiques turco-syriennes, des premiers pas pour les investissements directs à l'étranger (IDE) qui voient le jour depuis quelques années (les IDE constituent environ le 20% de l'interaction économique turco-syrien).²⁸⁷ Maintenant, il y a 21 firmes turques qui ont réalisé les IDE avec 100% de capital turc, à Alep qui sont centrés sur l'industrie de fil et de textile, d'où la firme turque Akteks.²⁸⁸ À côté de cela, plusieurs firmes turques comme Kumtel, Beko, Vestel ont des représentants en Syrie. Au début de 2009, on a vu les premiers grands IDE turcs en Syrie par la grande firme de tourisme, Dedeman dans les villes de Damas, d'Alep et de Palmyre. (Voir en annexe les photos)

Des relations financières au sein des relations économiques sont très nouvelles. On ne peut parler ici que d'idées et de quelques projections pour le futur comme c'est le cas de créer une banque d'investissement turco-syrienne qui va fournir des crédits aux investisseurs turcs en

²⁸⁴ Entretien avec Sadık Yıldız, Président du Conseil des Affaires Turco-Syriennes, Istanbul, Turquie, le 25 Février 2009.

²⁸⁵ Entretien avec Umit Kaya, Expert de Sous-secrétariat de Commerce Extérieur de Turquie, Ankara, Turquie, le 3 Mars 2009.

²⁸⁶ Davutoglu, *op.cit.*, p.402.

²⁸⁷ Entretien avec Khaldoun Azrak, Président de la Chambre de Commerce d'Alep, le 17 Février 2009.

²⁸⁸ Entretien avec un haut responsable du Consulat de Turquie, Alep, Syrie, le 17 Février 2009.

Syrie. Plus de 750 investisseurs syriens en Turquie. Et les investisseurs turcs, réciproquement tendent petit à petit à s'investir dans les secteurs des infrastructures et de la construction en Syrie.

En ce qui concerne les limites de coopération économique entre la Turquie et la Syrie, on peut dire qu'il y a des différences structurelles entre les deux pays: la Syrie qui n'est pas encore un membre de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) s'éloigne bel et bien d'une Turquie qui désigne le 15^e économie le plus grand à l'échelle mondiale et selon une étude de la Banque Mondiale (BM) l'une des dix économies les plus émergentes²⁸⁹, et le 4^e plus grand bassin de main d'œuvre, comparé avec les 27 pays de l'UE, dotée d'une croissance annuelle moyenne du PNB approximative de 7%.²⁹⁰ Des limites infrastructurelles face au développement des relations économiques entre Alep et Antep : une zone de frontière de 510 km minée depuis 1959.²⁹¹ Le nombre approximative des mines qui se trouve au long de la frontière turco-syrien atteint à 615.145.²⁹² De nos jours, en Turquie, l'AKP envisage de nettoyer cette région de ces mines pour développer encore plus les relations avec la Syrie.²⁹³ C'est lié à la démilitarisation de cette région qui fonctionnait dans une logique totalement militarisé pendant très longtemps. La région au nord d'Alep jusqu'à la frontière, c'est une région désertique, sauvage. Il y a une asymétrie très important entre tous ces projets d'infrastructure entre les deux côtés. De surcroît, on est bien loin d'une interaction économique mutuelle vu le faible nombre des hommes d'affaire syriens qui vont en Turquie pour signer des contrats économiques, ce qui dégage une large asymétrie des relations économiques turco-syriennes.

Le tourisme en tant que partie assez dynamique des relations économiques entre les deux pays alimente de même les représentations géopolitiques.²⁹⁴ Un domaine qui nous semble très intéressant à analyser ici pour montrer le niveau des relations sociales entre les deux pays est notamment le tourisme. D'après le consulat de Turquie d'Alep, en 2008, 113.400 visas ont été

²⁸⁹ Document officiel intitulé « Turkish Trade Delegation to Syria », 16-18 February 2009, Ankara, Turquie, p.3.

²⁹⁰ Brochure officielle de l'Agence des Investissements, liée au Secrétariat d'État, disponible également sur internet, www.invest.gov.tr

²⁹¹ <http://fotoanaliz.hurriyet.com.tr/galeridetay.aspx?cid=23240&p=3&rid=4369>

²⁹² Cengiz ÇANDAR, Mayınlar... (Mines), le 29 Mai 2009, <http://hurarsiv.hurriyet.com.tr/goster/haber.aspx?id=11750064&yazarid=215&tarih=2009-05-29>

²⁹³ *ibid.*

²⁹⁴ Jean-Michel Hoerner, « Le tourisme et la géopolitique », in *Hérodote* Géopolitique du tourisme (quatrième trimestre 2007, no :127), http://www.herodote.org/article.php3?id_article=307, résumé consulté le 30 mai 2009.

délivrés aux citoyens syriens dont la grande majorité est dominée par des hommes d'affaires et de touristes. Selon le co-directeur de l'administration de Tourisme situé à Alep, le nombre des touristes en provenance de Turquie est en augmentation chaque année depuis 2005. En 2005, on compte 24.000 réservation/nuit par des touristes turcs en Syrie ; ce chiffre s'est élevé à 33.000 en 2006 et à plus de 53.000 en 2007, ce qui traduit un développement gigantesque des relations dans ce domaine.²⁹⁵ Du côté syrien aussi, il y a une réelle augmentation des touristes qui préfèrent passer leurs vacances dans les régions touristiques de Turquie. La classe moyenne syrienne préfère aller à Mersin, dans la région d'Antioche, puisque cette région demeure moins chère que la partie ouest. En outre, les gens peuvent y parler en arabe, et ils ont des liens familiaux là-bas. Quant aux catégories les plus riches de Syrie, elles préfèrent aller dans des endroits plus sophistiqués comme Antalya, Bodrum ou Fethiye.²⁹⁶

²⁹⁵ Entretien avec le co-directeur de l'administration de Tourisme d'Alep, Alep, Syrie, le 17 Février 2009.

²⁹⁶ *ibid.*

Oscar Wilde: « Tout ce qui vous arrive vous ressemble »

II – La question kurde dans les relations turco-syriennes : perspectives de régionalisation et dimensions internes

Dans cette seconde partie, nous essayerons d'analyser le dossier kurde à la fois dans ses dimensions géopolitiques externe (régionalisation du conflit kurde au Moyen-Orient) et interne (principales dynamiques de la lutte des Kurdes en Turquie et en Syrie), ces deux niveaux d'analyse ne s'opposant point, mais étant au contraire complémentaires. Le paramètre kurde se trouve au cœur de l'équation des relations turco-syriennes et est directement lié à la façon dont se pose la question kurde en Syrie et en Turquie, d'où l'interpénétration de ces deux aspects.

Dans une première sous-partie, nous allons ouvrir une parenthèse sur le poids de l'histoire et de la géographie des Kurdes à travers les caractéristiques de ce peuple qui désigne l'un des plus dispersés du Moyen-Orient, travail indispensable pour aboutir à une étude solide sur la réalité kurde actuelle et son rôle dans les relations turco-syriennes. Nous allons ensuite mettre l'accent sur la régionalisation et l'instrumentalisation du phénomène kurde au Moyen-Orient, à la fois sur le cas actuel du Kurdistan Irakien, les représentations des Kurdes irakiens et les fissures géopolitiques actuelles entre la Turquie et les États-Unis, et sur les facteurs de coopération turco-syrienne face au défi kurde. Et enfin, dans une dernière sous-partie, on va analyser plus spécifiquement la situation des Kurdes en Turquie et en Syrie, à laquelle se trouve liée une question qui englobe la problématique démocratique au sein des deux sociétés.

A) *Les Kurdes: anatomie d'un peuple dispersé du Moyen-Orient*

1) Géographie des Kurdes: un ensemble spatial marqué par de lourds obstacles

Tout d'abord, il importe d'évoquer brièvement l'espace géographique dans lequel évoluent les Kurdes, la quatrième ethnie du Proche-Orient après les Arabes, les Turcs et les Persans, dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il s'agit d'une géographie complexe. La complexité spatiale kurde est dû au fait que cette population se trouve divisée en plusieurs parties, dans le cadre des États-nations qui ont vu le jour au cours du 20^e siècle. Cette division résulte d'ailleurs, du tracé d'une série de frontières dont la plus ancienne, qui date du 17^e siècle, est celle qui est tracée entre l'Empire Perse et l'Empire ottoman, puis d'autres qui ont séparé la Turquie, l'Irak et la Syrie au lendemain de la Première Guerre mondiale.²⁹⁷

C'est peut-être le vrai paradoxe de la géopolitique des Kurdes exclus de la nouvelle configuration politique après la liquidation de l'Empire ottoman.²⁹⁸ Une idéologie et un discours communs semblent même émaner de ces États nationaux visant à « noyer » la question kurde. Les peuples de ces États ont été tellement soumis à la propagande diffusée par leur gouvernement que la plupart associent ou peut-être associent encore le mot Kurdistan à l'un ou plusieurs des termes suivants: « complot », « ennemi », « sécession », « impérialisme », « terrorisme », « assassinat », « sous-développement », « banditisme ».²⁹⁹

Dans le cadre historique des Kurdes au cœur de la géographie moyen-orientale, il est nécessaire de parler en premier lieu de l'ambiguïté qui existe concernant le nombre des Kurdes dans les divers ouvrages sur ce sujet. Selon Yves Lacoste, « estimé à environ 22 millions de personnes, le peuple kurde se trouve essentiellement partagé entre 3 États, la Turquie (12 millions), l'Irak (4 millions) et l'Iran (5.5 millions), tandis qu'un autre million de

²⁹⁷ Lacoste, *La Longue Histoire...*, *op.cit.*, p.229.

²⁹⁸ *ibid.*

²⁹⁹ Abdulbaset Seida, *La question kurde en Syrie*, Paris: l'Harmattan, 2005, p.43.

personnes habite la Syrie et 500.000 environ l'Azerbaïdjan et le territoire de la République Autonome du Nakhitchevan ».³⁰⁰

Cependant, Philippe Boulanger, avance un total, qui semble pour le moins surévalué, de 35 millions de Kurdes du Proche Orient et dans les ex-républiques Soviétiques se partagent entre plusieurs États: la Turquie (20 millions), l'Iran (7 millions), l'Irak (5 millions), la Syrie (2 millions), la Géorgie et l'Arménie (presque 1 million de Kurdes).³⁰¹

Sur ce point, Gürdal Aksoy se demande ainsi si les Kurdes sont un peuple sans histoire, afin de mettre l'accent sur le poids des paradigmes historiques qui affectent le destin des Kurdes au 20^e siècle.³⁰² En effet, historiquement, les Kurdes sont un peuple indo-européen établi de longue date sur un territoire grand comme la France ou la Turquie. D'ailleurs, on peut définir la géographie du Kurdistan de la façon suivante : « Cet ensemble géopolitique du Moyen-Orient s'étend sur la haute vallée du Tigre et les environs du Lac de Van au sud-est de la Turquie, la vallée du Grand Zab et du petit Zab au nord-est de l'Irak, et le sud du Lac d'Urumiyeh au nord-ouest de l'Iran ».³⁰³ Dans ce contexte, le Kurdistan désigne-t-il l'une des questions principales des nationalités au 21^e siècle puisque le « pays des kurdes » qui, selon les estimations couvre de 190.000 à 500.000 km² entre l'est anatolien, le Zagros et le Taurus » représente de nos jours le vrai berceau de nouvelles formations sociopolitiques, tel le Kurdistan Irakien qu'on va analyser dans les parties suivantes.³⁰⁴

Selon Yves Lacoste, l'aire géographique des Kurdes est marquée par des caractéristiques suivantes: la faiblesse de non-structuration en État, les structures tribales, l'autonomie sans jamais accéder à l'indépendance.³⁰⁵

³⁰⁰ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.887.

³⁰¹ Philippe Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, Paris: Ellipses, 2006, p.13.

³⁰² Gürdal Aksoy, *Tarihi yazılmayan Halk Kürtler (Kurdes : un peuple d'histoire inécrite)*, Istanbul: Avesta, 1996, p.43.

³⁰³ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.887.

³⁰⁴ Pascal Gauchon et Jean-Marc Huissoud, *Les 100 lieux de la géopolitique*, Paris: PUF, 2008, p.109.

³⁰⁵ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.887.

Pour ce qui concerne la langue et les religions des Kurdes, on peut dire qu'ils descendent des populations pastorales établies depuis plusieurs millénaires dans la région. Les Kurdes parlent des langues du groupe iranien telles le Sorani, le Kurmanci, le Zaza. La langue kurde en tant que langue indo-européenne diffère largement du turc et de l'arabe.³⁰⁶ En outre, la grande majorité des Kurdes sont musulmans sunnites, cependant certains Kurdes sont chiites ou alévis, ou encore yézidis, sans parler des chrétiens qui subsistent au sein de la diversité culturelle des Kurdes.³⁰⁷

La langue, les structures tribales et la diversité des religions chez les Kurdes sont, selon certains chercheurs, des obstacles d'ordre social et culturel, au sein de la géographie kurde pour mettre en place une structure qui regrouperait tous les Kurdes autour d'un même État. En premier lieu, il y a des différences entre les deux principaux dialectes des Kurdes, le Kurmanji et le Sorani, ce qui rend la communication difficile entre eux. À ce point, Fred Halliday, insiste sur le « mythe » du discours nationaliste kurde selon lequel les Kurdes constituent une nation unique. Au contraire, Halliday souligne qu'il existe des différences et des particularités propres aux Kurdes de chacun des pays du Proche-Orient, qui ont des desseins et visions différentes les uns aux autres.³⁰⁸

En plus, la diversité religieuse est un autre obstacle: la majorité des Kurdes musulmans sunnites de rite chaféite, face à ceux qui professent le chiisme et aux Kurdes Alévis. En troisième lieu, on peut parler de la persistance d'une structure sociale fondée sur la structure tribale et des rapports féodaux.³⁰⁹

³⁰⁶ Lacoste, *La Longue Histoire...*, op.cit., p.229.

³⁰⁷ Elizabeth Picard (Ed.), *La Question Kurde*, Bruxelles: Éditions Complexes, 1991, p.9.

³⁰⁸ Fred Halliday, *Ortadoğu Hakkında 100 Mit (100 mythes sur le Moyen-Orient)*, Istanbul: Bilgi Universitesi Yayinlari, 2008, p.36.

³⁰⁹ Billion, op.cit. p.204.

2) Aux origines de la question kurde: un peuple face à la « règle de quatre »

Il faut souligner d'emblée le rôle de la « règle de quatre » qui s'est imposée suite à la dislocation de l'Empire ottoman et qui constitue le vrai défi pour la géographie des Kurdes et du Kurdistan. Emprisonné dans ce dilemme géopolitique, le peuple kurde se trouve face à cette « règle de quatre » des États-nations, ou qui se veulent comme tel, la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran.³¹⁰ On peut dire que dans ce contexte, l'obstacle central qui marque la géographie kurde, c'est l'opposition de tous les États de la région et des puissances internationales à la création d'un État kurde.³¹¹

L'Irak paraît comme le centre de la question kurde déjà, autour de la question cruciale de l'autonomie depuis l'échec de la formation d'un État kurde au lendemain de la Première Guerre mondiale. Et la question kurde est restée largement axée sur le Kurdistan d'Irak, plus précisément sur l'accession de ce dernier à l'autonomie, un point important qu'on va analyser plus en détail dans les parties suivantes, en ce qui concerne les enjeux majeurs de Kurdistan irakien actuel.³¹²

L'aire géographique des Kurdes ou le Kurdistan a acquis une importance internationale avec la découverte des gisements pétroliers aux environs de Mossoul et de Kirkouk dans les années 1870, puis avec l'importance grandissante du pétrole comme ressource stratégique de première importance à la veille de la Première Guerre mondiale.³¹³ Selon Yerasimos, il faut parler de la question de Mossoul plutôt que de la question kurde, puisqu'entre 1914 et 1926, ce sont bien les Kurdes de Mossoul et le pétrole de cette région qui préoccupent les grandes puissances.³¹⁴ La question kurde soulevait cette question: Qui contrôlera le pétrole?

³¹⁰ Philippe Boulanger, *Le Destin des Kurdes*, Paris: l'Harmattan, 1998, p.21.

³¹¹ Billion, *op.cit.* p.206.

³¹² Yerasimos, « les Kurdes et le partage du Moyen-Orient, 1918-1926 », in Elizabeth Picard (Ed.), *La Question Kurde*, *op.cit.*, p.79.

³¹³ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.887.

³¹⁴ Yerasimos, « les Kurdes et le partage... », *Op.cit.*, p.19.

Le destin des Kurdes au cours du 20^e siècle bascule en fait, à partir des accords Sykes-Picot en 1916, qui inaugurent un processus de division de l'aire kurde.³¹⁵ Parallèlement à ces accords, la Grande Bretagne avait un projet de créer un « Kurdistan autonome » qui figurait dans le traité de Sèvres chargé de régler le partage de l'Empire ottoman en 1920. Avant ce traité, l'idée de créer un Kurdistan a été envisagée, le 30 janvier 1919 lors de la Conférence de la Paix à Paris.³¹⁶ Le traité de Sèvres avait pour but de démembrer l'Empire ottoman « dépouillé du Kurdistan, des provinces à population arménienne, de la Thrace, de la région de Izmir (Smyrne), de la Syrie, de l'Arabie et de la Mésopotamie, la Turquie se trouvant réduite à un petit État anatolien coincé entre deux pays aux frontières encore incertaines, l'Arménie et la Grèce ». ³¹⁷ Et pourtant, ce traité ne s'est pas matérialisé face à l'opposition du mouvement national turc, mais aussi du fait de l'absence d'un fort mouvement national kurde. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, lors du démembrement de l'Empire ottoman, le Kurdistan historique et géographique se trouve écartelé principalement entre la Turquie, l'Iran l'Irak et la Syrie.³¹⁸

Au cours des années 1930, et pendant la période de l'entre deux guerres mondiales, la délimitation du Kurdistan se trouve confrontée à d'autres représentations territoriales qui lui sont antagonistes: « outre l'État Turc, et l'obstacle Arménien au Nord, l'est pose la double difficulté des Azéris et des Perses, et le Sud celle du monde arabe tel qu'il a été défini par les théoriciens de l'arabisme » précise Didier Billion.³¹⁹

Dans les représentations des Turcs, la question kurde au cours des années 1920 et 1930, ne signifiait qu'un souci sécuritaire, en fait, ce qui continue largement de nos jours. À l'époque, le gouvernement kémaliste a dû mater une douzaine de révoltes kurdes.³²⁰ Les Kurdes, dans ce cadre géopolitique, étaient coincés géopolitiquement entre les Turcs et les Anglais. Pour comprendre ce dernier point, on peut dire que les Turcs voulaient obtenir l'ensemble du Kurdistan historico-géographique; Mustafa Kemal disait à S. I. Aralov, l'ambassadeur soviétique en Turquie: « la question kurde (...) est un problème complexe et compliqué. Je

³¹⁵ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.887.

³¹⁶ Yerasimos, « les Kurdes et le partage... », *Op.cit.*, p.24.

³¹⁷ Paul Dumont et François Gorgeon, « La mort d'un empire 1908-1923 », in Robert Mantran, *Histoire de l'Empire Ottoman*, Fayard Paris 1989, p.534.

³¹⁸ Ploquin, *op.cit.*, p.56.

³¹⁹ Billion, *op.cit.*, p.203.

³²⁰ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p.887.

sais que le Kurdistan est riche en pétrole, en cuivre, en charbon, en fer et autres ressources minières et qu'il suscite de nombreuses convoitises, particulièrement de la part du Royaume-Uni, notre principal adversaire. Le Kurdistan pèse également sur des questions stratégiques et les voies commerciales conduisant à l'Iran, au Caucase, et à la Mésopotamie ».³²¹

B – la régionalisation du conflit kurde au Moyen-Orient: quel futur pour le Kurdistan irakien?

1- la Turquie face au Kurdistan Irakien : nouvelles dimensions régionales et fissures géopolitiques au sein du « partenariat stratégique » turco-américain

La question kurde au Moyen-Orient représente entre autres, l'une des questions les plus importantes du 21^e siècle.³²² Le problème kurde a tout d'abord deux volets qui s'expliquent d'une part par la crise de l'État-nation de cette géographie et sa doctrine et d'autre part, par le phénomène de régionalisation, surtout renforcé par les interventions américaines de la première guerre du Golfe jusqu'à nos jours.

On peut dire que jusqu'en 1975, il existe un statu quo des États de la région sur la question kurde qui se manifeste par le biais de garantir la stabilité des frontières et écarter le nationalisme kurde. Sur ce point, la question kurde implique des relations bilatérales et multilatérales et s'impose dans les rapports de force régionales.³²³ Au cours du 20^e siècle, on se rend compte de l'implication des acteurs non-étatiques dans la question kurde, tels les mouvements de guérilla, les ONG et les divers groupes d'opposition qui ont rendu, le phénomène kurde de plus en plus régional. De surcroît, la régionalisation de la question porte en soi, la diffusion de la question de la discrimination et de la répression des Kurdes, par nombre de moyens de communications diffusés à l'ère de la mondialisation.

³²¹ Seida, *op.cit.*, p.61.

³²² Hakan Özoğlu, *Kurdish Notables and the Ottoman State: Evolving identities, competing loyalties and shifting boundaries*, New York: The State University of New York Press, 2004, p.7.

³²³ Bozarslan, « Régionalisation... », *op.cit.*, p.175.

Pour ce qui concerne la régionalisation du phénomène, il serait équitable de dire qu'il est, d'une part, question de l'instrumentalisation de différents groupes kurdes d'un État par le pouvoir des États voisins, à l'exemple du PKK et sa relation fort stratégique avec la Syrie durant quelques décennies et d'autre part, on se rend compte du choix des États d'enterrer la question kurde en vue de créer une « ligne collective de sécurité ». Par exemple, le pacte de Saadabad signé en 1938 avec le Pakistan, l'Iran et l'Irak montre une vision stratégique qui vise à se rapprocher juste pour fixer le problème kurde en créant la « solidarité » de ces trois États à propos de la question kurde.³²⁴ Le Pacte de Saadabad envisageait, en effet de contrôler les populations kurdes.³²⁵ En outre, le Pacte de Bagdad (rebaptisé Central Treaty Organisation ou CENTO en 1959) constitué le 24 février 1955 qui regroupait l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et le Royaume-Uni, était dans la même logique que le pacte de Saadabad.³²⁶

Selon Picard, dans ce contexte géopolitique, la question kurde au Proche-Orient jusqu'aux années 1980, était envisagée comme un problème interétatique et non régional. Les acteurs étatiques n'ont cherché à analyser ce phénomène que comme une question de sécurité nationale. En plus, la carte kurde a été utilisée comme un instrument idéologique ou sécuritaire entre des États.³²⁷ Par contre, la période 1950-1970 signifie quand même pour nous, une évolution de la question kurde marquée par la consolidation du nationalisme kurde sur l'aire géographique moyen-orientale. Et d'ailleurs, les années 1970 désignaient la montée en puissance des mouvements kurdes dans ces divers espaces étatiques.

De ces années de renforcement du mouvement kurde, notamment en Turquie avec la naissance des principaux mouvements de guérilla kurde tels le PKK et le KUK, nous allons mettre l'accent sur l'état actuel de la question kurde, d'où l'importance accrue du Kurdistan irakien et les enjeux qui se concentrent autour de cette zone qui gagne de jour en jour une vraie autonomie vis-à-vis du pouvoir central de Bagdad. Cela accentue de même, la régionalisation, voire l'internationalisation de la question kurde.

³²⁴ Vaner, *op.cit.*, p.65.

³²⁵ Kévorkian, « Le Facteur Kurde ... », *op.cit.*, p.15.

³²⁶ Hassan Arfa, *The Kurds An historical and political study*, London: Oxford University Press, 1968, p.44.

³²⁷ Picard, « Aux confins arabo-turcs... », *Op.cit.*, p.170.

Selon Raymond Kévorkian, « la question kurde a pris, au cours de ces quinze dernières années, une ampleur qui dépasse désormais le seul cadre de la politique intérieure des pays abritant des populations kurdes: un élément incontournable de la recomposition géopolitique à l'œuvre au Moyen-Orient ».³²⁸ Cette situation géopolitique implique déjà la montée en puissance de la question kurde comme facteur géopolitique régionale dans un cadre beaucoup plus large et aussi l'engagement des forces américaines au Moyen-Orient suite à la chute du régime totalitaire de Saddam Hussein.

En effet, c'est au cours de l'année 1991 qui avait marqué un tournant pour les Kurdes irakiens, dans le cadre du prolongement du *Tempête du Désert*, que la région située au nord du 36^e parallèle ou la région autonome autour de Kirkouk ont gagné une certaine autonomie. Et, depuis l'intervention militaire américaine en 2003, cette région est en voie d'acquiescer probablement une autorité politique, dans le cadre de la future Constitution fédérale irakienne. D'ailleurs, dans les années 1990, les Kurdes irakiens ont constitué un embryon d'État autonome malgré des luttes entre les deux principaux partis kurdes irakiens, le PDK et l'UPK. Olson, à ce point, indique que les accords de Washington conclus en mai 1998 et promus par les États-Unis, mettant fin aux luttes entre les deux leaders kurdes irakiens Barzani et Talabani (1994-1998), envisageait une formation kurde au nord de l'Irak.³²⁹

Dès 1994, le conflit entre l'UPK et le PDK prend la forme d'affrontements armés, puis d'une guerre civile qui fait plusieurs milliers de morts en deux ans et provoque la division du Kurdistan irakien entre le nord et le sud.³³⁰ Ici, l'enjeu porte notamment sur l'avenir de cette entité. La question suivante se pose: Quel sera le statut de l'entité kurde d'Irak? Il est probable qu'une immense majorité de Kurdes irakiens souhaite vivement l'indépendance. Lors des élections de 2005, les partis kurdes ont demandé aux électeurs de se prononcer, aussi sur cette éventuelle indépendance. La réponse a été « oui » à plus de 95%.³³¹ Face à cette nouvelle orientation sociopolitique au Kurdistan irakien, la Turquie pour laquelle celle-ci est presque

³²⁸ Raymond Kévorkian, « Editorial », in *Revue Arménienne des Questions Contemporaines*, (No 8 Mai 2008), p.5.

³²⁹ Olson, *op.cit.*, p.19.

³³⁰ Bozarslan, *Conflit kurde...*, *op.cit.*, p.75.

³³¹ « Le rêve de l'indépendance du Kurdistan irakien s'éloigne », interview avec Patrice Claude, réalisé par Gaidz Minassian, in *Revue Arménienne des Questions Contemporaines*, (No 8 Mai 2008) p.45.

totalement inacceptable, ne cesse de multiplier ses incursions dans le Kurdistan irakien afin de « détruire » les bases du PKK, ce qui reste toujours sans trop grand résultat.³³²

Outre cette orientation politique des Kurdes irakiens vers une autonomie voire une indépendance, il y a officiellement une armée kurde autonome composée d'anciens *peshmergas*, à peu près 60.000 hommes sous les drapeaux de cette nouvelle entité. Selon Patrice Claude, journaliste qui a observé l'enjeu kurde au nord de l'Irak, cette force armée devrait en fait, être placée sous le contrôle du ministre de la Défense irakien, pourtant ce n'est pas du tout le cas.³³³

Comme Gérard Chaliand le constate, depuis 1991, les Kurdes d'Irak vivent une « parenthèse de paix relative et de prospérité inconnue » jusqu'alors dans leur histoire.³³⁴ Et dans les représentations des nationalistes Kurdes de la région, Kirkouk est devenu la « Jérusalem des Kurdes ».³³⁵ Pour sa part, le politologue américain Noam Chomsky indique que le Kurdistan irakien semble représenter, de nos jours, un vrai « paradis sûr » pour l'avenir des Kurdes de toute la région.³³⁶ Puisque c'est ce territoire qui paraît actuellement comme un centre de gravité de tous les Kurdes de la région et surtout des Kurdes de Turquie.³³⁷

De même, on observe dans le Kurdistan irakien une « société de consommation émergente », comme le constate Hamit Bozarslan de l'EHESS, où le « nombre d'hypermarchés débordant de produits de luxe, les salaires et le prix de l'immobilier qui grimpent, l'emploi grandissant d'une domesticité d'origine asiatique ».³³⁸ Parallèlement, à Erbil et Souleymanieh, des fortunes, des palais et des villas poussent malgré un tribalisme fort et des tendances autocratiques. Sur ce point, Bozarslan note: « la première chose demandée à un citoyen qui a

³³² Gauchon, *op.cit.*, p.110.

³³³ Interview avec Patrice Claude *op.cit.*, p.35.

³³⁴ Chaliand, *op.cit.*, p.156.

³³⁵ Halliday, *op.cit.*, p.145.

³³⁶ Kerim Yildiz, *The Kurds in Turkey EU Accession and Human Rights*, London: Pluto Press, 2005, introduction.

³³⁷ Marcus, *op.cit.*, p.402.

³³⁸ Bozarslan, *Conflit kurde...*, *op.cit.*, p.99.

besoin de ceci ou de cela est de savoir s'il est avec Talabani ou Barzani, de Souleymanieh ou d'Erbil.³³⁹

Cependant, selon Kévorkian, à partir de 1991, interdite à l'armée irakienne, la zone kurde n'est pas restée pour autant un « sanctuaire ». Déjà en 1997, l'établissement durable d'arrières bases du PKK au Kurdistan irakien a suscité plusieurs interventions militaires massives de la Turquie, ce qui ne cesse de mécontenter cependant les États-Unis.³⁴⁰ D'ailleurs, depuis le début des années 1990, les vues de la Turquie sur le nord de l'Irak et ses ambitions régionales qui désignaient tout ensemble une volonté de jouer un rôle politique actif au Proche-Orient, s'opposaient fortement aux intérêts de son partenaire américain.

On peut parler aussi de poids de la diaspora kurde d'Europe occidentale (voir le nombre de kurdes dans les pays occidentaux en annexe). La création du « parlement kurde » en exil, créé en 1995, est la conséquence de l'échec des opérations militaires turques dans le sud-est anatolien et la mise en place de la stratégie « civile » par les Kurdes.³⁴¹ Le développement de l'antagonisme turco-kurde sur le sol européen se manifeste entre autres par une rivalité de pouvoir entre ces deux diasporas ; nombre de militants kurdes réfugiés en Europe, parfois citoyens de ces mêmes États, ont été ainsi arrêtés et menacés d'expulsion à la demande d'Ankara.³⁴²

Il faut aussi observer brièvement la politique américaine au Kurdistan irakien afin de mieux comprendre la politique turque et les fissures géopolitiques entre la Turquie et les États-Unis, deux anciens partenaires stratégiques. Tout d'abord, les États-Unis mènent globalement une politique de rapprochement avec l'entité kurde irakienne. Les Kurdes apparaissent comme leur plus solide partenaire en Irak. Cela est visible d'ailleurs du fait que la région kurde demeure assez calme par contraste avec l'instabilité et l'insécurité dans les régions sunnites et

³³⁹ Bozarslan, *Histoire Contemporaine...*, *op.cit.*, p.47.

³⁴⁰ Kévorkian, « Le Facteur Kurde ... », *op.cit.*, p.30.

³⁴¹ Billion, *op.cit.*, p.207.

³⁴² Kévorkian, « Le Facteur Kurde ... », *op.cit.*, p.33.

chiites.³⁴³ En plus, c'est un kurde, Jalal Talabani, chef de l'UPK, qui a été élu président de la République d'Irak, ce qui montre le poids des Kurdes dans le cadre national aussi.

Cependant, cette relation qui semble « stratégique » n'est pas totalement évidente. Selon Pierre Blanc, la diplomatie américaine n'a pas actuellement trop à gagner de ce rapprochement avec les Kurdes. Dans les représentations actuelles des Américains de l'autonomie du Kurdistan irakien, il est clair que ce projet a perdu son importance, parallèlement à l'abandon du PGMO.³⁴⁴

Patrice Claude souligne à ce sujet que les relations entre les États-Unis et les Kurdes se sont un peu dégradées depuis deux ou trois ans. Les Kurdes se sont rendus comptes que les Américains ne semblaient plus très disposés à les aider à atteindre leur « rêve d'indépendance ». L'« indépendance du Kurdistan » dans la perspective actuelle des Américains poserait évidemment des problèmes avec les voisins tels l'Iran, la Syrie et la Turquie.³⁴⁵ De même, selon Dorothée Schmid, la création d'un État Kurde au nord de l'Irak n'est pas actuellement souhaitée par les États-Unis.

Cependant, il serait raisonnable de dire que les mouvements géostratégiques de la région sont imprévisibles. Comme l'indique Patrice Claude, on peut tout imaginer, y compris une partition ou un éclatement total de l'Irak. Certains diplomates américaines comme Peter Galbraith, ancien ambassadeur de Bill Clinton en Croatie, ne rejette pas totalement cette dernière possibilité.³⁴⁶

Dans ce contexte, la question kurde désigne le point majeur d'achoppement entre la Turquie et les États-Unis. Pour Ankara, le problème kurde demeure crucial à travers toutes ses dimensions et, de l'autre côté, selon Raymond Kévorkian, les États-Unis ne peuvent plus

³⁴³ Kévorkian, « Le Facteur Kurde ... », *op.cit.*, p.24.

³⁴⁴ Entretien avec Pierre Blanc, CIHEAM, Paris, France, le 6 Avril 2009.

³⁴⁵ Interview avec Patrice Claude *op.cit.*, p.43.

³⁴⁶ Interview avec Patrice Claude, *op.cit.*, p.39.

laisser leur partenaire turc agir à sa guise en Irak, ce qui pourrait déstabiliser sa politique moyen-orientale.³⁴⁷

À cet égard, on observe une indifférence et une certaine réserve dans les relations turco-américaines, surtout après 2003, dues au refus de l'armée turque de participer aux opérations en Irak et à celui d'accorder le passage aux troupes américaines. Cela a ainsi provoqué un retournement de la politique régionale et de l'opinion publique turque contre la politique moyen-orientale des États-Unis, et en faveur des Arabes.³⁴⁸ Quant aux facteurs de continuité et de changement dans les relations turco-américains, on peut dire que la Turquie semble sur beaucoup de dossiers dans une position très contradictoire avec les États-Unis. À travers l'invasion de l'Irak par les États-Unis, la décision de l'Assemblée Nationale Turque, le 1^{er} Mars 2003 de refuser un accès terrestre aux troupes américaines et, surtout, le développement d'un Kurdistan irakien autonome, la Turquie et les États-Unis se trouvent face à face avec des intérêts nationaux opposés l'un à l'autre. L'un des événements les plus marquants de la crise irakienne a été ce refus de la Turquie de laisser passer les forces terrestres américaines. Au-delà des facteurs conjoncturels liés à l'arrivée au pouvoir de l'AKP, l'épisode révèle combien la Turquie, défend en même temps ses propres intérêts outre qu'elle veille à rester un allié important des États-Unis.³⁴⁹

La Turquie tient un discours sécuritaire qui se fonde sur le « danger » par la présence de militants de PKK et elle cherche à légitimer ses interventions militaires, aériennes ou terrestres en Irak. La Turquie doit en fait, désormais, tenir compte de l'extrême sensibilité des Américains sur ce point, d'où les intérêts divergents entre les deux anciens alliés. Depuis quelques années, Ankara ambitionne de mener sa propre politique régionale même si celle-ci va à l'encontre des positions américaines. Ce paysage géopolitique accentue de fait, la réévaluation des rapports turco-américains.

La seconde grave crise qui a eu lieu au cours des dernières années, entre les Turcs et les Américains au sujet de Kurdistan irakien, c'est l'affaire du commando des services spéciaux turcs qui a été intercepté par les forces américaines dans le district de Souleymanieh, le 4

³⁴⁷ Kévorkian, « Editorial », *op.cit.*, p.6.

³⁴⁸ Lacoste, *Atlas...*, *op.cit.*, p.131.

³⁴⁹ Ploquin, *op.cit.*, p.119.

Juillet 2003. D'après les Américains, ces hommes du commando turc, en mission spéciale, allaient organiser un attentat contre un haut fonctionnaire kurde ou une provocation quelconque.³⁵⁰ Cet événement a dominé pendant très longtemps la politique en Turquie, à cette époque. À propos de cela, le chef d'État-major turc, Hilmi Özkök a dit: « Cette affaire a provoqué la plus grande crise de confiance entre les deux pays ».³⁵¹ De ces tensions, on peut conclure que ce n'est pas facile du tout, de concilier les intérêts de la Turquie et ceux des États-Unis sur « un dossier aussi explosif » que la question kurde.³⁵²

La Turquie n'a plus la marge de manœuvre qu'elle avait jusqu'en 2003 pour pénétrer à sa guise en territoire irakien. Sa brève incursion de février 2008 a déjà montré les limites qui lui sont désormais imposées notamment par les États-Unis.³⁵³ À propos de cette dernière incursion turque au nord de l'Irak, qui a eu lieu le 22 février 2008, Bozarslan remarque que l'« ' Opération Soleil ' s'est soldée par un piètre bilan, certes l'armée a annoncé la mort de 240 ' terroristes ' sur les 300 qui, se trouvaient dans ce bastion au lieu de soi-disant plusieurs milliers ».³⁵⁴

À côté de cette opération militaire, les douze derniers mois ont été marqués par une offensive diplomatique qui vise à légitimer l'intervention de l'armée turque au Kurdistan irakien, on peut dire que dans les représentations de la classe politique turque, il s'agit de « lutter » contre quelques milliers de militants réfugiés dans la montagne kurde. Autour de cette nouvelle étape de la « guerre contre le terrorisme » de la Turquie, Ankara tend à associer le PKK à Al-Qaïda afin d'influencer l'opinion publique occidentale, notamment les États-Unis.³⁵⁵

Pourtant, malgré tout cela, les bombardements effectués par l'armée turque demeurent toujours sans conséquence concrète. Patrice Claude se demande s'il: « est possible d'écraser totalement le PKK dans les montagnes? ».³⁵⁶ La réponse n'est d'ailleurs pas si difficile. Les

³⁵⁰ Kévorkian, « le facteur kurde... », *op.cit.*, p.27.

³⁵¹ Sabri Cigerli et Didier Le Saout, *Ocalan et le PKK Les Mutations de la Question Kurde*, Paris: Maisonneuve& Larose, 2005, p.276.

³⁵² Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.25.

³⁵³ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p. 30.

³⁵⁴ Bozarslan, *Conflit kurde...*, *op.cit.*, p.109.

³⁵⁵ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.25.

³⁵⁶ Interview avec Patrice Claude, *op.cit.*, p. 41.

offensives terrestres de décembre 2007 et février 2008 n'ont pas permis à l'armée turque d'obtenir les succès stratégiques qu'elle a évoqué face aux camps de réfugiés kurdes originaires de Turquie qui abritent de fait des dizaines de milliers de personnes, comme une sorte de base arrière du PKK.³⁵⁷

Malgré sa politique agressive basée sur ces incursions au Kurdistan irakien, la Turquie s'appuie sur des échanges commerciaux avec le Kurdistan irakien, qui, lui paraît comme la « grande bénéficiaire du dynamisme économique ». La Turquie semble être dans un dilemme stratégique et économique, puisque pendant les opérations militaires les régions frontalières turques qui s'alimentent de ces interactions avec le Kurdistan irakien, restent sans ressource économique, en d'autres mots, emprisonnés par la décision politique de l'*establishment* turc. Cela provient d'une raison simple. Selon Raymond Kévorkian, la politique prime souvent sur l'économie à Ankara et ces avantages financiers ne suffisent pas à apaiser la classe politique turque.³⁵⁸

Dans le cadre des représentations de l'armée turque, l'une des plus importantes composantes de cette classe politique turque, on peut dire qu'elle doit justifier chaque année le renouvellement de son budget de financement, ce qui désigne une bonne part du budget national. Selon Patrice Claude, elle cherche à utiliser ces ressources attribuées à la défense afin d'obtenir au moins la même chose pour l'année suivante. En plus, les militaires en Turquie ont une volonté permanente de légitimer leur puissance et leur place pour continuer à occuper le premier rang dans la société turque.³⁵⁹

Parallèlement, aux yeux de l'*establishment* turc, de jour en jour plus inquiet, voire furieux de ces diverses menées anglo-américaines, ce sujet reste consubstantiel à l'« unité » de la République. Cela explique bel et bien les récentes rencontres et déclarations communes avec des responsables turcs et syriens au grand dam des Américains à travers des perspectives communes face au défi kurde.

³⁵⁷ *Ibid.*

³⁵⁸ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.25.

³⁵⁹ Interview avec Patrice Claude, *op.cit.*, p.36.

Au centre de toutes ces tensions régionales, l'objectif d'Ankara est clair: c'est d'empêcher la tenue d'un référendum qui va décider du sort de la région de Kirkouk. Selon une clause de la Constitution irakienne, ce référendum devrait se tenir avant la fin de l'année 2007. Et, si ce référendum se tient un jour, le résultat sera probablement en faveur des Kurdes irakiens et Kirkouk rejoindra l'entité kurde et le Kurdistan irakien recevra des ressources financières considérables, ce qui accélérera définitivement encore son indépendance.³⁶⁰

En vue d'empêcher la tenue de ce référendum et ses probables conséquences au Kurdistan irakien, la Turquie met en avant un argument dont elle n'a pas encore utilisé tout le potentiel. Pour la Turquie, une importante minorité turkmène vit à Kirkouk et à Mossoul, laquelle serait « menacée » dans son intégrité physique si ces régions venaient à passer aux mains des Kurdes. La Turquie cherche par conséquent à obtenir un statut d'État garant de cette minorité.³⁶¹

Mais, en réalité cette minorité turkmène du nord de l'Irak ne représente pas grande chose: sur les quelques deux millions de Turkmènes vivant en Irak – aucune statistique récente n'est disponible – seulement quelques centaines de milliers habitent au nord de 36^e parallèle.³⁶² À cet égard, la Turquie est à l'origine de la création d'un parti turkmène au Kurdistan d'Irak, intitulé le Front turkmène (Türkmen cephesi) qui s'oppose aux autorités kurdes d'Irak. Cela fera dire à Talabani: « la Turquie pousse les Turkmènes à la provocation ».³⁶³

En outre, selon Hamit Bozarslan, cette région constitue une « pomme de discorde » entre les Kurdes d'un côté, la Turquie, le Front turcoman et les organisations arabes sunnites irakiennes de l'autre.³⁶⁴ Les Turcs dans le passé ont aussi usé des rivalités entre les diverses factions kurdes pour entrer régulièrement au Kurdistan irakien: la situation a changé depuis l'intervention américaine de 2003.³⁶⁵

³⁶⁰ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.25.

³⁶¹ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.27.

³⁶² Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.27.

³⁶³ Yeni Özgür politika, <http://www.yeniozgurpolitika.org/>

³⁶⁴ Bozarslan, *Conflict kurde...*, *op.cit.*, p.18.

³⁶⁵ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.23-24.

Un autre point à souligner ici, c'est les liens entre le PKK et les Kurdes d'Irak. Il serait raisonnable de dire qu'il y a un certain nombre d'anciens officiers et militants du PKK qui occupent de nos jours, des fonctions dans l'armée autonome kurde, comme des colonels et généraux. Les relations entre le PKK, l'UPK et le PDK remontent déjà à des dizaines d'années. Massoud Barzani (DKI) et Jalal Talabani (UPK) ensemble puis séparément soit ont fait appel à l'aide du PKK contre Saddam Hussein, soit ils ont soutenu les raids lancés par l'armée de Saddam Hussein contre les membres du PKK dans les montagnes.³⁶⁶

Enfin, une question nous revient à l'esprit : Comment imaginer dans ce paysage géopolitique complexe que les Américains puissent laisser une offensive se dérouler au Kurdistan irakien, la région la plus stable de l'Irak?³⁶⁷ Selon Patrice Claude, même si les Turcs ont refusé aux Américains l'utilisation de leur territoire comme porte d'entrée afin d'envahir l'Irak, la relation avec la Turquie, membre de l'OTAN prime sur le reste.³⁶⁸ Pourtant, il est assez clair qu'une « rupture totale » de la Turquie avec les États-Unis demeure seulement imaginable. On peut dire que les deux parties savent jusqu'où ne pas aller et mesurent l'importance de leurs relations mutuelles.³⁶⁹

2) Perspectives de coopération turco-syrienne face au défi de Kurdistan Irakien.

Dans les représentations turques de la « menace » de Kurdistan irakien analysées dans la partie précédente, on peut dire que celle-ci prend des proportions gigantesques surtout depuis la guerre d'Irak de 2003, qui a engendré la difficile question du statut du nord de l'Irak comme une donnée essentielle ayant un impact direct sur la mouvance kurde interne en Turquie. Pour les élites dirigeantes turques, notamment des Kémalistes, à partir de cette date clé, on peut dire que les États-Unis avec l'Union Européenne ont été considérés comme les principaux promoteurs de cette entité néfaste à l'« intégrité de la nation turque ». Les représentations de la classe dirigeante turque se basent sur le fait que les États-Unis et d'une certaine manière l'Union Européenne s'opposent largement à l'option répressive et militaire

³⁶⁶ Interview avec Patrice Claude, *op.cit.*, p.38.

³⁶⁷ Interview avec Patrice Claude, *op.cit.*, p.41.

³⁶⁸ Interview avec Patrice Claude, *op.cit.*, p.43.

³⁶⁹ Billion, *op.cit.*, p.256.

de l'armée turque. Pour ces derniers, l'option militaire n'est pas du tout la bonne voie pour trouver une solution à la question kurde.

Dans ce contexte, après l'intervention terrestre de Février 2008, Robert Gates, secrétaire à la Défense américain, notait que des mesures économiques et politiques appropriées sont plus importantes que les options militaires, pour trouver une solution à la question kurde en Turquie.³⁷⁰ Si on observe, à partir de ce point, l'espace contestataire de la rébellion kurde en Turquie, on peut dire que l'arrestation d'Ocalan en février 1999, n'a point conduit à la fin des offensives de la Turquie en Irak.³⁷¹ Aliza Marcus, indique que l'arrestation de la tête de la rébellion ne marque ni la fin du PKK et de la guérilla kurde ni la fin de la question kurde en Turquie.³⁷² Cela nous pousse alors à observer dans la partie suivante plus en détails les dimensions internes de la question kurde en Turquie en tant que point crucial.

De l'arrestation d'Ocalan jusqu'à nos jours, la question kurde n'a cessé de peser sur la géopolitique interne et externe de la Turquie. À ce sujet, Bozarslan remarque que la période actuelle de 2008-2009 est notamment marquée par l'espace contestataire réactivé du mouvement de guérilla kurde dans le pays.³⁷³ Cela constitue donc la seconde phase de la guérilla en Turquie après la guerre d'Irak.³⁷⁴

Quant aux représentations syriennes de la question kurde, on peut dire tout d'abord qu'il existe trois types de représentation parmi les acteurs syriens à ce propos. En premier lieu, on se rend compte sur le terrain syrien d'un mutisme ou d'une indifférence : on considère la question kurde comme un problème « arrivé à son terme » du passé dans les relations turco-syriennes. En second lieu, certains interlocuteurs syriens indiquent qu'il n'y a pas de question kurde en Syrie, pourtant on est face à un vrai problème kurde, mais différent de celui qui se pose à la Turquie (pourtant ce point de vue reste quand même assez minoritaire) et en troisième et dernier lieu, il y a chez les chercheurs syriens d'orientation ba'athiste, une perception de la question de manière semblable à la Turquie qui vise à « lutter » ensemble

³⁷⁰ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.32.

³⁷¹ Cigerli, *op.cit.*, p.273.

³⁷² Marcus, *op.cit.*, p.18.

³⁷³ Bozarslan, *Conflit kurde...*, *op.cit.*, p.17.

³⁷⁴ Bozarslan, *Conflit kurde...*, *op.cit.*, p.101.

contre le « défi kurde » : la coopération stratégique face à la peur de « fragmentation » de l'Irak qui peut engendrer une « contagion nuisible » et jusqu'à la dislocation de leur propre intégrité territoriale. Toutes ces représentations portent en fait une ambiguïté dans les représentations syriennes de la question kurde en Irak.

Il faut rappeler que le Président Bachar el-Assad s'est vivement inquiété suite aux attentats spectaculaires de Qamichli en 2004, qu'il a perçu comme une question géopolitique d'ordre interne engendrée par la question kurde au cœur du pays, et instrumentalisée ensuite par l'équipe des néoconservateurs aux États-Unis.³⁷⁵ Ce point de vue représente bel et bien en fait, la paranoïa syrienne qui est toujours prépondérante chez nombre d'académiciens et chercheurs. Par contre, selon Salamah Khileh, les Américains ne vont « surement » pas donner un État aux Kurdes ; ils jouent avec eux. Pour des chercheurs comme Khileh, il n'y aura pas d'État kurde.³⁷⁶ Cette opinion est largement en opposition avec celle des chercheurs ba'athistes.

En ce qui concerne le mutisme de certains interlocuteurs sur la question kurde, on peut dire que ce discours dominant chez certains chercheurs tend à ne point aborder le dossier kurde comme les autres questions structurelles. Par exemple, Imad Fawzi Al-Shueibi soutient l'idée que la question kurde fait parti du passé tendu des relations turco-syriennes, notamment durant la période d'avant 1998. Cela engendre en fait une approche ahistorique, comme on l'a souligné dans la première partie.

En parallèle de ces représentations des divers acteurs turcs et syriens, il ne serait pas faux de dire que les perspectives turco-syriennes tournent d'une manière générale autour de l'idée de « noyer » ensemble le problème kurde. Le problème kurde, surtout depuis l'accélération donnée par la chute de Saddam Hussein, et la constitution en Irak d'un nouveau système étatique, structure cette préoccupation commune à la Turquie, à la Syrie et d'une certaine manière à l'Iran.

³⁷⁵ Entretien avec Didier Billion, l'IRIS, Paris, France, le 7 avril 2009.

³⁷⁶ Entretien avec Salamah Khileh, membre du Forum Tiers-Monde, Damas, Syrie, le 11 Février 2009.

Si le statut de la région de Kirkouk venait à être réglé en faveur des Kurdes, on peut penser que la coopération entre la Turquie et la Syrie s'accélèrera.³⁷⁷ Cela correspond déjà à un retour à la logique de sécurité collective entre la Syrie et la Turquie, destinée désormais à les protéger ensemble contre le « danger séparatiste ».³⁷⁸ Ce dossier reste un élément assez fondamental dans les préoccupations communes turco-syriennes. D'après Dorothee Schmid, il peut être question d'une coopération post-frontalière plus dense dans le futur.³⁷⁹

En ce qui concerne les impacts de l'amélioration des relations turco-syriennes sur les dossiers litigieux comme la question de la rébellion kurde, on peut dire qu'il est certain qu'aujourd'hui, même si une partie des dirigeants du PKK sont originaires de Syrie, on est face à un non-problème entre les deux pays sur ce point, mais tout au contraire, sur un terrain de coopération devant la perspective d'une « fragmentation » de l'Irak, représentée des deux côtés de la frontière turco-syrienne comme une « menace structurelle sécuritaire » pour le futur du régime en question.³⁸⁰ C'est un point qu'on va aborder plus en détail dans la partie suivante.

Dans les représentations de la classe politique syrienne et notamment des Ba'athistes, la Turquie apparaît comme un modèle de « transition démocratique », malgré les graves lacunes de la Turquie, éléments que nous allons souligner à travers les dimensions internes de la question kurde en Turquie. Cette logique commune aux classes politiques dirigeantes turques et syriennes de « noyer » les Kurdes traduit, entre autre, une grande similitude entre les deux idéologies dirigeantes, le kémalisme et le ba'athisme.

Il nous faut cependant marquer les limites de cette « coopération » turco-syrienne. Comme le remarque Raymond Kévorkian, « le front commun associant la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie dans un effort collectif de contrôle des populations kurdes s'est fissuré au moins

³⁷⁷ Entretien avec Denis Bauchard, IFRI, Paris, France, le 14 Avril 2009.

³⁷⁸ Bozarslan, *Conflit kurde...*, op.cit., p.19.

³⁷⁹ Entretien avec Dorothee Schmid, IFRI, Paris, France, le 4 Avril 2009.

³⁸⁰ Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, Syrie, le 12 Février 2000 et Entretien avec Samir Altaqi, politologue, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

partiellement et aucun de ces États ne peut ouvertement nier la légitimité de l'entité kurde irakienne ».³⁸¹

C) les Kurdes de Turquie et de Syrie: destins croisés ?

Dans cette sous-partie, nous allons souligner les différences et les parallélismes entre les politiques des deux pays envers les populations kurdes en Turquie et en Syrie, à travers l'importance de la géopolitique interne. Nous allons analyser la problématique démocratique en ce qui concerne les représentations des classes politiques dominantes dans les deux pays. Notre question principale étant : « comment la question de la démocratie et la question kurde se posent-elles dans ces deux pays ? » ; nous allons ainsi essayer de répondre aux questions suivantes : quelles sont les différences entre les Kurdes de Turquie et de Syrie ? Est-ce qu'on peut élaborer la question kurde en Turquie et en Syrie de la même façon ? Quelles sont les divergences fondamentales qui différencient les deux populations ? Est-ce qu'il est possible de dire qu'elles sont dans des conditions sociales et politiques semblables ?

1) Kurdes de Turquie : entre l'intégration et la sécession

Comme le note Yves Lacoste, la question kurde constitue l'un des grands problèmes géopolitiques de la Turquie, ravivé surtout par la guerre d'Irak depuis 2003.³⁸² La question kurde en Turquie est fortement liée aux enjeux sociaux et historiques engendrés par le développement des grands projets hydrauliques qu'on va analyser dans la troisième et dernière partie de notre recherche.

Selon Hamit Bozarslan, la violence et la non-reconnaissance du droit à l'existence légale des acteurs politiques kurdes va de pair avec une distribution des ressources communautaires en Syrie, politiques (des portefeuilles parlementaires et ministériels en Turquie, promotion des

³⁸¹ Kévorkian, « Editorial », *op.cit.*, p.5.

³⁸² Lacoste, *Géopolitique La Longue*, *op.cit.* p.229.

chefs des partis politiques « illégaux » aux postes de députés en Syrie) et militaires (plus de 30 000 *köy korucusu* ou « protecteurs de village » kurdes recrutés en Turquie). Dans cette atmosphère de géopolitique interne, les États se réclament officiellement de « sacro-saintes idéologies » (le kémalisme en Turquie et le ba'athisme en Syrie).³⁸³ Dès 1986, la mise en place de la milice paramilitaire *köy korucusu*, dont le nombre de recrues atteint alors entre 60.000 et 100.000 hommes, quadrillent les provinces kurdes et collaborent avec l'armée.³⁸⁴

Pour sa part, Elizabeth Picard souligne l'« ethnicisation des rapports sociaux » en évoquant les enjeux politiques, économiques et géostratégiques de la question kurde en Turquie. Elle indique que ce phénomène est particulièrement vrai en Turquie où le pouvoir central a une longue habitude d'instrumentalisation des « minoritaires de la minorité » en les encourageant à faire entendre leur différences. Alors, les Kurdes de Turquie se positionnent entre la participation à une citoyenneté turque et à une culture musulmane qui forment leur « frontière identitaire externe » et la « revivification des différences internes ». C'est dans ce cadre, que les Kurdes de Turquie se reconnaissent difficilement un référent unitaire.³⁸⁵

Cela se traduit par une politique de répression catégorique des Kurdes dans les deux pays. Les Kurdes en Turquie et en Syrie sont l'objet de politiques d'arabisation et de turquification qui constituent la principale source des révoltes chroniques méthodiquement écrasées.³⁸⁶ Cependant, d'autre part, les divergences qui dominent les cercles kurdes en Turquie et en Syrie peuvent être identifiées à travers les nuances qui existent entre la « construction nationale » en Turquie et la « construction étatique » en Syrie.³⁸⁷

Dans les représentations des acteurs nationalistes et kémalistes en Turquie, la question kurde est perçue avant tout comme un phénomène créé par les Occidentaux ou plutôt les Européens. Ils mettent l'accent sur le support des pays européens qui « alimentent » la question kurde, ce qui constitue, d'une certaine manière, un pendant à la paranoïa ba'athiste. Dans ce cadre, les

³⁸³ Bozarslan, « Régionalisation... », *Op.cit.*, p.182.

³⁸⁴ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.20.

³⁸⁵ Elisabeth Picard, « les Kurdes et l'Autodétermination », in *Revue Française de Science Politique*, 1999, (vol. 49 no.3), 1999, p.424.

³⁸⁶ Gauchon, *op.cit.*, p.110.

³⁸⁷ Bozarslan, « Régionalisation... », *Op.cit.*, p.177.

Kurdes sont perçus comme un virus qui affecte la politique interne, la politique externe et l'économie de la Turquie.

Pour les acteurs qui dominent encore aujourd'hui la politique interne et externe de la Turquie, la question kurde est considérée comme une question beaucoup plus importante que la question kurde en Syrie puisque la société syrienne est conçue par ces acteurs principaux de l'*establishment* turc comme une société totalement fermée, rendant l'« instrumentalisation » des Kurdes encore plus difficile.³⁸⁸

En outre, on peut dire qu'une vision limitée domine les représentations de l'Armée turque, laquelle se fonde sur un discours sécuritaire dénonçant le « terrorisme kurde ». Il ne serait pas faux de souligner que les cadres militaires turcs ne sont point éloignés de l'option militaire et répressive en ce qui concerne la question kurde.³⁸⁹

C'est dans cette option d'agression militaire que l'état d'exception a été décrété dès 1987 dans toutes les villes kurdes comme une réponse à la guérilla kurde, avec la création d'un « gouvernorat » doté de larges pouvoirs civils et militaires dans les zones kurdes. Même si ce gouvernorat a été dissous le 18 juin 2003, nous pouvons dire que les mesures répressives de l'État turc dans cette région n'ont pas cessées totalement.³⁹⁰

Raymond Kévorkian remarque sur ce point que les Kurdes de Turquie sont suspects de vouloir démanteler l'« unité politique » du pays. À partir de cette suspicion, il devient possible de stigmatiser collectivement ces Kurdes, et de porter des accusations de « séparatisme » ou de « terrorisme soutenu de l'extérieur », entretenue minutieusement par la presse et les déclarations de la classe politique turque. Et cela engendre l'émergence d'un sentiment hostile dans l'opinion publique turque à l'égard des Kurdes.³⁹¹

³⁸⁸ Entretien avec Mehmet Şahin, Ankara, Turquie, le 3 mars 2009.

³⁸⁹ Entretien avec un ex-officier des Forces Maritimes Turques, Istanbul, Turquie, le 5 mars 2009.

³⁹⁰ Bozarlan, *Histoire Contemporaine...*, *op.cit.*, p.74.

³⁹¹ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.20.

Gérard Chaliand, pour sa part, souligne que le PKK est le produit de la société d'un pays où l'État, par son refus de dialogue démocratique est lui-même le premier créateur de violence, en accord avec l'héritage politique turc qui s'étend de 1924 à 1991: période au cours de laquelle l'État turc se refusait à reconnaître l'existence des Kurdes dans le pays, préférant plutôt les appeler « Turcs montagnards ».³⁹²

Tout au long des années 1990, le rôle de l'armée, qui ne cesse de reproduire ces représentations, s'est renforcé au sein de l'espace public turc. Et pendant cette période, on se rend compte d'une transition de l'image d'une armée putschiste, qui suspend la démocratie le 12 Septembre 1980, vers l'image d'une armée « derniers recours » de la patrie en « danger » et « garant » de son régime laïc menacé.³⁹³ D'ailleurs, dans l'esprit des élites politiques turques, la question kurde demeure un problème de sécurité publique ou bien un des aspects du sous-développement socioéconomique en Turquie.³⁹⁴ Par contre, Tayfun Mater, l'un des représentants d'une importante ONG kurde en Turquie, intitulée Küresel BAK³⁹⁵ (Coalition de Paix Internationale et de Justice) souligne à ce propos que ces représentations de la question kurde de la part de l'État turc doivent être radicalement changées de nos jours.³⁹⁶

Sur ce point, il nous faut rappeler l'héritage du CUP qui forme le fondement historico-social des politiques actuelles de l'*establishment* turc à l'égard des Kurdes. De même, pour Fuat Dündar, l'assimilation et la turquification des Kurdes par l'État turc sont perçues et restées comme un « problème social de l'époque kémaliste ».³⁹⁷ Dorothee Schmid accentue pour sa part, le fait que la politique en Turquie est construite de telle sorte que les Kurdes n'existent pas. On peut donc affirmer que l'arrière plan historique de la question kurde est centré sur la modernisation turque basée sur la centralisation.³⁹⁸

³⁹² Chaliand, *op.cit.*, p.107.

³⁹³ Bozarslan, *Histoire Contemporaine...*, *op.cit.*, p.87.

³⁹⁴ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.21.

³⁹⁵ <http://www.kureselbarisveadalet.org/>

³⁹⁶ Hakan Tahmaz (Ed.), *Kürt Sorununda Çözüm Önerileri (Propositions de Solutions à la Question Kurde)*, Istanbul: Kalkedon, 2009, p.24.

³⁹⁷ Fuat Dündar, *Modern Türkiye'nin Şifresi, İttihat ve Terakki'nin Etnisite Mühendisliği (1913-1918) (Le Chiffre de la Turquie Moderne L'Ingénierie Ethnique du Comité Union et Progrès 1913-1918)*, Istanbul: İletişim, 2008, p.27.

³⁹⁸ Mesut Yegen, *Devlet Söyleminde Kürt Sorunu (Question Kurde dans le Discours de l'État)*, İstanbul: İletişim, 2006, p.11.

Jordi Tejel Gorgas note que sous l'Empire ottoman, l'identité kurde n'était pas directement menacée, mais que la période unioniste témoigne d'un début de changement fondamental dans la mentalité de la classe dirigeante turque, notamment avec la consolidation de l'idéologie turquiste au détriment des autres nationalités.³⁹⁹ Comme le remarque Raymond Kévorkian, l'objectif primordial des autorités Jeunes-Turques était de turciser les Kurdes par la sédentarisation et l'assimilation en leur imposant notamment la langue turque.⁴⁰⁰

On peut même dire que le problème kurde est perçu comme le « dernier obstacle » avant l'homogénéisation ethnique de la Turquie, après le « règlement » des questions arménienne et grecque.⁴⁰¹ Le discours niant de façon catégorique l'existence des Kurdes en Turquie se manifeste par ce postulat: « Il n'existe pas de Kurde dans la patrie turque ».⁴⁰²

Le discours de l'État turc comprend ainsi des représentations de la question kurde à travers des concepts tels le « banditisme », la « réaction » ou bien la « résistance tribale ».⁴⁰³ C'est cette tendance idéologique et politique qui a engendré les trois grandes révoltes kurdes dans l'histoire de la Turquie contemporaine: celles de Cheikh Said (1925), d'Ararat (1930) et de Dersim (1936-1938).⁴⁰⁴ Le PKK, fondé par Ocalan en 1978, se revendique d'ailleurs comme l'héritier de ces premières insurrections kurdes.

Cet enracinement de la culture de la répression pratiquée depuis des décennies en Turquie⁴⁰⁵ s'est manifesté, parallèlement, par la destruction systématique de centaines de villages kurdes par l'Armée et la déportation de leurs populations vers les centres urbains ou vers l'ouest du pays. En effet, cette politique, comme le note Raymond Kévorkian n'a qu'un seul but : « casser les concentrations kurdes, implanter ces villageois en milieu turc pour les assimiler de gré ou de force ».⁴⁰⁶ Ce sont en fait, des méthodes déjà employées par le CUP durant la

³⁹⁹ Jordi Tejel Gorgas, *Le Mouvement Kurde de Turquie en Exil, Continuités et Discontinuités du Nationalisme Kurde Sous Le Mandat Français en Syrie et au Liban (1925-1946)*, Berlin: Peter Lang, 2007, p.9.

⁴⁰⁰ Raymond Kévorkian, « Kurdes et Arméniens: histoires croisées », in *Revue Arménienne des Questions Contemporaines*, 2008, (No.8, mai) p.10.

⁴⁰¹ Gorgas, *op.cit.*, p.10.

⁴⁰² Yegen, *op.cit.*, p.110.

⁴⁰³ Yegen, *op.cit.*, p.39.

⁴⁰⁴ Bozarslan, *Histoire Contemporaine...*, *op.cit.*, p.39.

⁴⁰⁵ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.32.

⁴⁰⁶ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.20.

Première Guerre mondiale contre les populations non-turques. Dans ce cadre géopolitique interne, la classe politique turque demeure encore aujourd'hui obsédée par le contrôle du territoire et la turquification des groupes non-turcs. Comme la remarque Hamit Bozarslan, c'est dans ce contexte sociopolitique que le nationalisme kémaliste avait mis en place les campagnes du type « Citoyen! Parle turc ». ⁴⁰⁷

Autour de cette politique héritée des Unionistes, une partie des Kurdes a été proprement expulsée par Mustafa Kemal vers la fin des années 1920 au nord de la Syrie et dans une moindre mesure vers l'Irak. En Syrie, où se sont réfugiés de nombreux combattants kurdes fuyant la répression kémaliste, la raison principale de la question des Kurdes syriens sans citoyenneté aujourd'hui est la conséquence de cette politique.

De ce cadre géohistorique, nous pouvons observer maintenant les points plus actuels de la question kurde en Turquie. Cependant avant d'y passer, il est important d'ouvrir une parenthèse sur les limites de la « démocratie à la turque » qui apparaissent bel et bien à propos de la question kurde. Sur ce point, Ahmet Insel, de l'Université Galatasaray note: « L'importance attribuée aux élections libres et au régime parlementaire, l'attachement largement partagé aux principes de l'État de droit, l'ancrage dans les institutions démocratiques du monde occidental font que le recours à l'adjectif prétorien pour qualifier le régime politique turc semble excessif. Mais, en même temps, chacun sent que quelque chose ne va pas dans ce royaume républicain. Les coups d'État se succèdent; l'administration de l'état de siège occupe une large place dans l'histoire de cette république vieille de 85 ans; la présence de la hiérarchie militaire dans le débat politique est un fait patent; la bureaucratie persiste à considérer la société comme un sujet au service de l'État (...) Derrière la façade d'une République démocratique, on rencontre rapidement une République autoritaire soutenue par des forces prétoriennes ». ⁴⁰⁸

⁴⁰⁷ Bozarslan, *Histoire Contemporaine...*, op.cit., p.36.

⁴⁰⁸ Ahmet Insel, « Cet État n'est pas sans propriétaires! Forces prétoriennes et autoritarismes en Turquie », in Olivier, Dabene, Vincent Geisser et Gilles Massardier, *Autoritarismes Démocratiques et Démocraties Autoritaires au 21^e Siècle Convergences Nord/Sud*, Paris: La Découverte, 2008, p.133.

En accord avec ces constatations d'Insel, ce « royaume républicain » est aujourd'hui encore dirigé par un gouvernement qui ne dispose pas d'une grande autonomie d'action. Nous pouvons évoquer ici des exécutions extrajudiciaires, des assassinats politiques, des disparitions lors de gardes à vue, des gardes à vue suite à des demandes d'application du droit à l'éducation en kurde, des nombreux cas de torture et des morts de grève de la faim dans les prisons. Récemment, la mort d'Engin Çeber, un militant socialiste, dans la prison de Metris, en Turquie, constitue un exemple révélateur à ce sujet.⁴⁰⁹

Face à cette introuvable société civile en Turquie, on se rend compte de l'émergence d'une société civile kurde et de la formation d'un prolétariat urbain, mais aussi d'une classe d'entrepreneurs et d'intellectuels qui donnent aux Kurdes de Turquie la capacité de s'exprimer par d'autres moyens que la guérilla.⁴¹⁰

De plus, en Turquie, l'ingénierie sociale du pouvoir établie par le Conseil National de Sécurité, dont le secrétaire général a longtemps été un militaire, a dominé pendant des décennies et domine actuellement la vie politique en dépit de quelques réformes de l'AKP. Même si l'évolution du Conseil National de Sécurité est en cours, dans le cadre des deux modifications dans le statut de ce conseil réalisées par le gouvernement et le Parlement en juillet 2003⁴¹¹, on peut dire que l'armée reste un véritable organe du pouvoir en Turquie.⁴¹²

Si on analyse, plus en détails la politique kurde de l'AKP, on peut dire qu'il y a deux volets : en premier lieu, il y a un volet économique limité déjà par l'approche développementaliste encrée dans la tradition de l'*establishment* turc. C'est dans ce cadre que la révolte kurde animé par le PKK est conçue comme l'une des raisons principales qui ont poussé le gouvernement turc à mettre en place le gigantesque projet du GAP dans le sud-est anatolien, région peuplée majoritairement de Kurdes.⁴¹³ On peut ajouter que la dimension socioéconomique de la question kurde demeure toujours, selon les statistiques récentes, le PIB

⁴⁰⁹ <http://www.ntvmsnbc.com/id/24973357/> le 5 Juin 2009.

⁴¹⁰ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.34.

⁴¹¹ Ce Conseil se réunit désormais tous les deux mois au lieu d'une fois et il se dote d'un secrétaire général civil.

⁴¹² Bozarslan, *Histoire Contemporaine...*, *op.cit.*, p.100.

⁴¹³ Lacoste, *Géopolitique La Longue*, *op.cit.*, p.229.

par habitant de la région kurde du GAP étant deux fois inférieur à la moyenne nationale et trois fois inférieur à celui de l'ouest du pays.⁴¹⁴

Quant au second volet de la politique de l'AKP, on observe qu'il est caractérisé par ses calculs électoraux au Kurdistan de Turquie. L'AKP dans son discours, envisage de « démocratiser » la Turquie, et la reconnaissance des droits des Kurdes fait parti de cette stratégie de démocratisation, avec la reconnaissance des autres minorités, l'amélioration des droits des femmes, la réduction du rôle de l'armée dans le politique, etc.⁴¹⁵ En effet, on peut dire que l'arrière-plan de l' « ouverture » kurde de l'AKP est marqué par une représentation religieuse: « Nous sommes tous musulmans, nous sommes tous frères »

Face à l'AKP, le DTP (parti de la Société Démocratique), principale force de pouvoir politique du Kurdistan de Turquie, cherche aussi à jouer le porte-religion malgré le fait qu'au départ l'idéologie dominante chez les Kurdes était un ensemble de dynamiques et de représentations plutôt marxistes ou révolutionnaires qui étaient largement « très antireligieux ». D'après Didier Le Saout, de l'Université Paris 8, et Sabri Cigerli, le PKK a de même intégré progressivement, à partir de 1989, des références religieuses dans son programme.⁴¹⁶ De cette transition, on peut déduire que ses responsables ont vite compris qu'effectivement, c'était un point d'entrée dans la société kurde que l'AKP a surcapitalisé autour de ses réussites électorales dans l'aire géographique des Kurdes de Turquie.

Donc face à cette islamisation relative du mouvement politique et de la guérilla kurdes, l'AKP était obligé d'accentuer son discours qui ne dérange pas, par ailleurs, le front nationaliste et kémaliste en Turquie. L'AKP préfère donc pour le moment jouer sur le plus grand dénominateur commun que représentent le développement économique et l'Islam. Cela semble délimiter les limites de la politique kurde de l'AKP. Il ne serait pas faux de dire que ses cadres dirigeants ne peuvent pas aller plus loin dans la revendication socioculturelle des Kurdes. De ce point de vue, on peut soutenir l'idée que tout ce discours d' « ouverture kurde » de l'AKP se focalise, en fait, sur l'opportunisme électoral. Certains auteurs turcs comme

⁴¹⁴ Billion, *op.cit.* p.204.

⁴¹⁵ Entretien avec Dorothée Schmid, IFRI, Paris, France, le 4 Avril 2009.

⁴¹⁶ Cigerli, *op.cit.* p.212.

Hakan Tahmaz critiquent d'ailleurs la politique kurde de l'AKP, parce qu'en réalité, il est très difficile de trouver en son sein une volonté de trouver une solution réelle à la question kurde.⁴¹⁷

Le dossier kurde constitue en outre le plus important dossier à régler pour faire avancer la candidature de la Turquie à l'UE. Le Parlement turc ne cesse d'adopter des « paquets de réformes » dans la logique d'une probable intégration à l'UE, et les nouveaux chapitres de négociations touchent évidemment les domaines tels les droits des minorités, et la question kurde. Tout cela nécessite de profondes transformations dans le pays.⁴¹⁸

Mais toutes ces réformes adoptées assez rapidement par le Parlement turc restent limitées dans la pratique, en ce qui concerne notamment la reconnaissance collective d'un groupe ethnique distinct et ses droits culturels.⁴¹⁹ En ce sens, on peut admettre que toutes ces réformes à propos de la question kurde en Turquie demeurent sans effet.⁴²⁰ Par exemple, selon Raymond Kévorkian, les premières démarches visant à une libéralisation des règles autorisant l'usage de langues autres que le turc reflètent la timidité de celles-ci. Les limites de l'ouverture tolérée de l'AKP se montre déjà par: « les quotidiens en langue kurde qui changent plusieurs fois par an de titre pour continuer à paraître ou bien, les quelques minutes quotidiennes en langue kurde généreusement octroyés par la télévision publique turque: mais à l'aube ». ⁴²¹

Dans les représentations des Kurdes de Turquie, qui sont en général de « chauds partisans » de l'intégration européenne du pays, toute cette masse de réformes paraît inefficace en pratique et sans grands résultats.⁴²² De ce point de vue, on peut souligner ici un certain opportunisme des deux gouvernements d'AKP qui espère tirer profit du discours de « réformisation » de la Turquie.

⁴¹⁷ Tahmaz, *op.cit.*, p.55.

⁴¹⁸ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.32.

⁴¹⁹ Bozarslan, *Conflit kurde...*, *op.cit.*, p.107.

⁴²⁰ Michael M. Gunter, « Turkey's Floundering EU Candidacy and Its Kurdish Problem », in *Middle East Policy*, 2007 (Vol. XIV, No. 1), p.119.

⁴²¹ Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.20.

⁴²² Kévorkian, « le facteur kurde... », *Op.cit.*, p.33.

Au sujet de la politique kurde menée par la classe politique turque, on peut noter en outre des règles spécifiques pour l'intégration des Kurdes dans les mécanismes politiques. Cela signifie déjà un grand parallélisme entre les représentations des classes politiques turques et syriennes de la question kurde.⁴²³ Ces règles d'intégration ont favorisé maints citoyens turcs d'origine kurde, leur permettant d'accéder à d'importants postes de responsabilité au sein de l'appareil étatique. Ici, on peut citer les deux présidents de la République, Ismet İnönü et Turgut Özal, et un Président de l'Assemblée Nationale, Hikmet Çetin. Des politiques semblables d'intégration vont nous préoccuper dans la partie suivante dans laquelle on va analyser le dossier kurde de Syrie.

Si on analyse enfin les récents développements de l'électorat kurde en Turquie, on peut dire que l'élection d'une vingtaine de députés kurdes à l'Assemblée Nationale en 2007, n'a pas pu permettre de trouver une solution politique à la question kurde. La barrière imposée des 10% à l'échelle nationale pour entrer à l'assemblée nationale continue toujours à représenter un vrai obstacle aux yeux des partis kurdistes et des représentants politiques kurdes. Dans les années 1990, les partis kurdes comme le DEP (Mouvement Démocratique de la Société) et le HEP (Parti du Travail du Peuple) et des partis de gauche comme le SHP (Parti Populaire Social-démocrate) dont les Kurdes étaient l'une des composantes importantes, ont tous eu de grandes difficultés pour surmonter cette barrière électorale.

Il est important d'observer une tendance sociopolitique assez intéressante des Kurdes de Turquie. Pour des raisons historiques, les partis islamistes ou post-islamistes (Parti du Salut National des années 1970, Refah - Parti de la Prospérité - des années 1990, AKP dans les années 2000) attirent de nombreux électeurs dans certaines provinces kurdes où ils choisissent leurs candidats parmi les politiciens connus pour leur sensibilité kurdiste. Il en va de même de millions de Kurdes installés dans les grandes villes du pays, notamment à Istanbul, qui participent massivement aux manifestations kurdes dont la célébration de Newroz, mais votent majoritairement pour les candidats issus des partis islamistes qui leur assurent un meilleur cadre d'intégration dans les municipalités où ils se trouvent.

⁴²³ Entretien avec Didier Billion, l'IRIS, Paris, France, le 7 avril 2009.

Parallèlement, il est question quand même d'une très grande rivalité de pouvoir entre l'AKP et le DTP surtout au Kurdistan de Turquie. Les résultats des dernières élections municipales en Turquie sont intéressants. Il y a des localités qui ont soutenu l'AKP contre le DTP. En fait, ce phénomène nous renvoie aux structures sociales et à des modalités de relation sociales propres au sud-est anatolien. Il y a des chefs de clan, de tribu qui ont un pouvoir tel que toute la campagne ou la ville les imite lors des élections.⁴²⁴

Il nous faut en outre préciser que les Kurdes qui votent largement pour l'AKP ne sont pas tous des Kurdes qui revendiquent l'« autonomie du Kurdistan ». Ce sont plutôt des Kurdes légitimistes et non sécessionnistes.⁴²⁵ De là, on peut dire que le discours national kurde n'est pas en tant que tel mobilisateur et que les citoyens qui vivent dans le sud-est de l'Anatolie ne sont pas politiquement homogènes.⁴²⁶ Selon Schmid, les Kurdes de Turquie ne sont pas tellement dans cette situation de revendication, même si le PKK reprend ses opérations et les propage à l'échelle nationale, pour ce qui concerne à la fois des espaces ruraux et urbains comme Istanbul et Ankara.

Enfin, à ce contexte géopolitique interne de la question kurde en Turquie s'ajoute un nouveau nationalisme turc définissant les Turcs comme une ethnie et une classe « opprimée » par d'autres ethnies comme les Arméniens, les Grecs, les Juifs et les Kurdes. Pour ce nouveau nationalisme, assez dominant au sein d'une partie de l'*establishment*, la guerre d'Irak en 2003 et l'ouverture des négociations avec l'UE en 2005 représentent des « complots israélo-américano-européens » visant à démanteler les États-nations du Moyen-Orient, y compris la Turquie. Ce courant, selon certains chercheurs comme Hamit Bozarslan, a également signé un certain nombre d'assassinats, dont celui du journaliste arménien Hrant Dink en janvier 2007 et lancé des campagnes d'une rare violence symbolique à l'encontre des Kurdes.⁴²⁷

Bozarslan remarque que le plasticage d'une librairie kurde par un sous-officier de l'armée et un repent du PKK, à Semdinli, le 9 novembre 2005, a montré l'implication de ce qu'on

⁴²⁴ Entretien avec Didier Billion, l'IRIS, Paris, France, le 7 avril 2009.

⁴²⁵ Entretien avec Dorothée Schmid, IFRI, Paris, France, le 4 Avril 2009.

⁴²⁶ Billion, *op.cit.*, p.202.

⁴²⁷ Bozarslan, *Conflit kurde...*, *op.cit.*, p.106.

appelle l'« État profond » dans la « violence antikurde ». Ce courant, dont certains membres ont été arrêtés en 2008 pour avoir constitué une bande appelée *Ergenekon*, a perpétrée de nombreux assassinats et planifié plusieurs tentatives de coups d'État, et a exercé une constante pression sur le gouvernement pour le pousser à adopter une ligne dure contre les bases du PKK au Kurdistan d'Irak, mais aussi contre les Kurdes irakiens eux-mêmes.⁴²⁸

2) les Kurdes en Syrie : destin d'une des minorités persécutées par Damas

La question kurde en Syrie représente une question de géopolitique interne, qui est beaucoup moins aiguë pour les Syriens que pour les Turcs. Tout d'abord, on peut dire que la raison principale, c'est l'arbitraire en Syrie qui peut frapper un peu tout le monde, y compris les Kurdes. Donc, la situation est un peu différente de ce point de vue, si on compare le poids du phénomène dans les deux pays.

Il ne serait pas faux de dire que les Kurdes en Syrie n'ont pas la capacité de revendiquer des droits culturels, collectifs, à la différence de la Turquie où c'est le cas malgré tout. Il y a aussi des persécutions ponctuelles contre les Kurdes en Syrie, qui pèsent assez lourds sur la mouvance kurde. Il n'y a pas en fait, de grande différence entre les Kurdes et les autres minorités en Syrie. Dans le cadre d'un gouvernement alaouite autoritaire, la Syrie ne fonctionne pas sur une illusion d'unité comme fonctionne la République turque qui essaie de gommer les nationalités comme on l'a souligné précédemment. La Syrie, par contre, cherche à dominer les nationalités dans le pays.⁴²⁹

Cependant comme le remarque Denis Bauchard, s'agissant de la Syrie, l'élément et la dimension kurdes méritent d'être accentués ici, même si la problématique est différente en Syrie et en Turquie.⁴³⁰ Tout d'abord, concernant la Syrie, on peut dire qu'il n'est pas question de démocratie. « La Syrie subit depuis plus de 40 ans le poids d'un régime autoritaire »

⁴²⁸ *Ibid.*

⁴²⁹ Entretien avec Dorothée Schmid, IFRI, Paris, France, le 4 Avril 2009.

⁴³⁰ Entretien avec Denis Bauchard, IFRI, Paris, France, le 14 Avril 2009.

indique Sylvie Chiffoleau, historienne du CNRS.⁴³¹ Dans ce contexte de géopolitique interne, les Kurdes de Syrie ont une vraie aspiration pour le changement, ils sont dans un système à régime autoritaire mais ils ne peuvent pas s'exprimer. Donc, à la limite, cette atmosphère rend potentiellement la question kurde assez explosive et fragile en Syrie.⁴³²

Cependant, il y a aussi des parallélismes avec la politique kurde établie en Turquie en ce qui concerne l'intégration des Kurdes au sein de la machine politique, dans le cadre de la « politique des notables », ce qu'on appelle communément la redistribution.⁴³³ Le régime ba'athiste engage des leaders kurdes comme figures clés de l'*establishment* politique et religieux : on trouve, par exemple, Ahmad Kuftaro, le mufti de la Syrie de 1964 à 2004 et Khaled Bakdash, le dernier leader du parti communiste. Plusieurs leaders religieux kurdes sont ainsi autorisés à poursuivre une carrière publique prestigieuse comme Cheikh Muhammad Sa'id Ramadan al-Bouti qui dirige un programme télévisé populaire et publie des livres en kurde.⁴³⁴

Pour ce qui concerne la question kurde en Syrie, il ne faut pas oublier aussi l'impact des dynamiques externes récentes comme la guerre d'Irak. La politique étrangère américaine qui se veut interventionniste au nom de la « guerre contre le terrorisme », a donné un deuxième élan aux divers acteurs de la société syrienne, y compris les Kurdes.⁴³⁵ À ce sujet, Jordi Tejel Gorgas a écrit, dans une étude intitulée « Les Kurdes de Syrie de la « dissimulation » à la « visibilité »⁴³⁶ : « l'autonomisation progressive du champ politique kurde en Syrie et les attentes suscitées par l'autonomie kurde en Irak ont créé les conditions favorables à un changement de stratégie identitaire passant de la 'dissimulation' à la 'visibilité' ». ⁴³⁷

⁴³¹ Sylvie Chiffoleau, « Présentation », in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2006, (no: 115-116), Edisud, p.9.

⁴³² Entretien avec Didier Billon, l'IRIS, Paris, France, le 7 avril 2009.

⁴³³ Jordi Tejel Gorgas, « Les Kurdes de Syrie de la 'dissimulation' à la 'visibilité' ? », in Chiffoleau, *op.cit.*, p.118.

⁴³⁴ Paulo G. Pinto, « Les Kurdes en Syrie », in *La Syrie au Présent*, *op.cit.*, p.264.

⁴³⁵ Gorgas, « Les Kurdes de Syrie... », *Op.cit.*, p.125.

⁴³⁶ Gorgas, « Les Kurdes de Syrie... », *Op.cit.*, p.117.

⁴³⁷ *Ibid.*

Tout d'abord, il faut noter qu'on ignore le nombre exact des Kurdes en Syrie. Selon Abu Abdullah, ils sont environ 1.200.000.⁴³⁸ Pourtant, il est probable qu'il y a beaucoup plus de Kurdes en Syrie. Un haut responsable de Consulat de Turquie a noté lors d'un entretien réalisé à Alep, que ce nombre atteint déjà environ 2 ou 3 millions.⁴³⁹ En plus, certains auteurs soulignent que les Kurdes représentent le groupe ethnique le plus important de Syrie après les Arabes, avec environ 8% de la population globale et une communauté de 1,5 million d'habitants.⁴⁴⁰

On peut dire que la majorité des Kurdes en Syrie sont les descendants de familles expulsées de Turquie dans les années 1929-30 par le régime kémaliste. Ces Kurdes de Syrie ont des formes variées d'affiliation de groupe, telles la tribu, la localité ou la classe. On peut dire que le sentiment d'appartenance à la communauté kurde en tant que communauté culturelle dotée d'une histoire commune devient de jour en jour, le trait le plus important des Kurdes syriens dans le cadre de cette visibilité accrue depuis quelques années.⁴⁴¹

La langue des Kurdes en Syrie est le *kurmanci*, un dialecte parlé également par une partie des Kurdes de Turquie et du nord de l'Irak. Pourtant, le *kurmanci* n'est pas uniformément parlé par les différentes communautés Kurdes en Syrie, notamment dans la Jazira et le Kurd Dagh, tandis que dans la communauté de Damas, l'arabe est devenu la langue dominante.⁴⁴²

Les Kurdes semblent inquiéter le régime alaouite ; on note d'ailleurs qu'environ un tiers d'entre eux ont été déchus de la nationalité syrienne et frappés de multiples interdictions (profession, santé, passeport, vote, etc..) par le pouvoir syrien. En plus, l'espace kurde en Syrie est caractérisé par l'absence de reconnaissance officielle de la langue et de la culture kurdes et encore par le sous-développement économique. Les Kurdes en Syrie, d'abord intégrés dans la politique de colonisation mise en place par les autorités mandataires français dans la Jazira, ont vu leur situation se dégrader progressivement après l'installation du parti Ba'ath au pouvoir. Plusieurs groupes kurdes subissent une certaine marginalisation, voire

⁴³⁸ Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

⁴³⁹ Entretien avec un haut responsable du Consulat de Turquie, Alep, Syrie, le 17 Février 2009.

⁴⁴⁰ Pinto, « Les kurdes... », *Op.cit.*, p.259.

⁴⁴¹ *Ibid.*

⁴⁴² Pinto, « Les kurdes... », *Op.cit.*, p.261.

l'assimilation tandis que le régime mène une politique d'arabisation radicale, sans parler de la répression qui a engendré la mort de dizaines de Kurdes syriens.⁴⁴³

En Syrie, l'assimilation des Kurdes est régie par la « politique communautaire » mise en œuvre par le pouvoir. Sylvie Chiffelleau, remarque à ce sujet: « Depuis la création de l'État syrien, divers segments de la société kurde ont été intégrés au système politique et/ou communautaire ».⁴⁴⁴ En Syrie, le problème kurde constitue donc bien un problème communautaire qui se fonde sur l'identification des Kurdes par rapport à l'autre: les Arabes ou les Alaouites.⁴⁴⁵ Nombre de Kurdes syriens ont été privés de la citoyenneté en 1961 dans le cadre de la politique de la « ceinture arabe » qui allait de pair avec la politique communautaire.

Il apparaît en effet que les relations entre les Kurdes et l'État Syrien ont varié notablement pendant le 20^e siècle. En 1957, le Parti Démocratique Kurde de Syrie a été fondé afin de promouvoir la reconnaissance de l'identité culturelle kurde par l'État. Cependant l'union éphémère avec l'Égypte a fortifié carrément le nationalisme arabe. Après la fin de la République Arabe Unie, les Kurdes sont devenus la cible de l'État syrien à travers une campagne ayant un mot d'ordre simple : « sauver » la région de Jazira de leurs intentions « sécessionnistes ». À la fin d'un recensement mené dans ce cadre, en 1962, les Kurdes n'ayant pas réussi à prouver qu'ils vivaient dans cette région avant 1945 se sont vu privés de leur citoyenneté syrienne (actuellement, le nombre des Kurdes sans citoyenneté s'élève à environ 300.000)

Après cette période dramatique dans l'histoire des Kurdes syriens, l'accession au pouvoir du parti Ba'ath, n'a pas amélioré leur situation. Le parti Ba'ath a mis en place le projet de « ceinture arabe » qui vise à délocaliser les populations kurdes des régions limitrophes de la Turquie et de l'Irak afin d'établir des paysans arabes sur leur territoire : adoptée en 1965, cette stratégie a été mise en œuvre entre 1973 et 1975.⁴⁴⁶ L'accession de Hafez el Assad à la

⁴⁴³ Harjet Montgomery, *Suriye Kurtleri İnkâr Edilen Halk* (Kurdes de Syrie le Peuple Nié), Istanbul: Avesta, 2007, p.12.

⁴⁴⁴ Gorgas, « Les Kurdes de Syrie... », *Op.cit.*, p.117.

⁴⁴⁵ Bozarlan, « Régionalisation... », *Op.cit.*, p.181.

⁴⁴⁶ Pinto, « Les kurdes... », *Op.cit.*, p.264.

présidence de la Syrie a cependant changé la perspective du régime ba'athiste envers les Kurdes. Assad voyait dans les Kurdes une minorité qui pourrait être « mobilisée » et « cooptée » en vue de déplacer le problème kurde vers les voisins, comme la Turquie ou l'Irak. Pendant cette période, la Syrie a abrité les principaux chefs des mouvements kurdes de ces pays, comme ceux du PKK, et a encouragé la bipolarisation des Kurdes syriens entre les partisans du mouvement kurde d'Irak et celui de la Turquie. Mais comme le souligne Olson, cela a ironiquement engendré le renforcement du nationalisme kurde en Syrie vers la fin des années 1990.⁴⁴⁷ La longue présence du PKK sur le sol syrien a en effet directement contribué à la radicalisation d'une partie de la communauté kurde.⁴⁴⁸

Cette radicalisation a été accentuée par la rupture de l'alliance de fait entre les organisations kurdes, sous la présidence de Bachar el-Assad depuis 2000.⁴⁴⁹ Alors, les Kurdes sont perçus par l'*establishment* syrien comme la principale source de menace interne. En outre, la situation sociopolitique des Kurdes en Syrie s'est détériorée après le début de la guerre d'Irak, en 2003. Par opposition aux Kurdes d'Irak qui voyaient leur droit à l'autonomie consolidée après la chute de Saddam, le régime syrien s'est mis à regarder les Kurdes avec encore plus de suspicion, et à les considérer comme les « alliés potentiels » d'une intervention américaine dans le pays.⁴⁵⁰

L'accession au pouvoir de Bachar el-Assad avait pourtant fait espérer un dégel politique, avec le fameux « Printemps de Damas » caractérisé par le lancement des clubs de discussions. Mais ce « Printemps » fut très bref. Le chef de l'État avait pourtant manifesté des signes d'intérêt pour une certaine démocratisation du régime: la réception d'opposants, la nomination de personnalités nouvelles (maire d'Alep), la rencontre avec les citoyens dans les restaurants etc. En janvier 2006, s'est réalisé aussi une visite d'Amnesty International, pour la première fois depuis 9 ans, pendant laquelle les représentants de l'ONG purent rencontrer officiels et opposants.

⁴⁴⁷ Olson, *op.cit.*, p.46.

⁴⁴⁸ Valter, *op.cit.*, p.122.

⁴⁴⁹ Bozarslan, *Conflit kurde...*, *op.cit.*, p.18.

⁴⁵⁰ Pinto, « Les kurdes... », *Op.cit.*, p.266.

Mais, la conjoncture internationale, comme ce fut le cas avec la crise au Liban, a déterminé les limites de ce bref printemps. Pour l'*establishment* syrien, ces événements ont constitué le prétexte idéal pour interrompre ces premiers pas vers la démocratie. En effet, si l'oppression en Syrie était déjà moins brutale que sous Hafez el Assad, les interrogatoires, détentions arbitraires, tortures et meurtres extrajudiciaires n'ont point cessé, même si la personne du nouveau président y semblerait étrangère. L'opinion publique en Syrie continue à avoir une image positive de Bachar el Assad, considéré comme « désireux » de moderniser le pays.⁴⁵¹

Si on jette un coup d'œil à l'espace kurde qui commence à bouger depuis quelques années, on peut dire qu'en juin 2004, les activités « non officielles » des partis politiques kurdes étaient interdites.⁴⁵² Après un an de calme dû au Printemps de Damas, le kidnapping et le meurtre de Cheikh Khaznawi qui avait une vision libérale de l'Islam, en tant qu'important leader religieux, en mai 2005, a déclenché un nouveau cycle de protestations et de répression.⁴⁵³ La mort de Khaznawi a privé notamment les Kurdes d'un leader important, peu après la mort de Cheikh Kuftaro en septembre 2004.⁴⁵⁴

Les premiers signes de visibilité des Kurdes ont été encouragés par l'ambiance libérale du « printemps syrien » et par le discours de l'administration américaine sur la démocratie et les Droits de l'Homme. Le 10 décembre 2002, date qui coïncide avec la Journée Internationale des Droits de l'Homme, entre 150 et 200 Kurdes ont manifesté devant le Parlement syrien, en lançant des slogans tels : « Citoyenneté pour les Kurdes » et « À bas l'interdiction de la langue et de la culture kurdes ». Derrière cette stratégie, on trouve le parti Yekiti créé à la fin des années 1990 et qui regroupe une nouvelle génération de militants plus radicaux. Les forces de l'ordre ont violemment dispersé les manifestants et en ont arrêtés et torturés plusieurs.⁴⁵⁵

⁴⁵¹ Valter, *op.cit.*, p.120.

⁴⁵² Pinto, « Les kurdes... », *Op.cit.*, p.266.

⁴⁵³ *Ibid.*

⁴⁵⁴ *Ibid.*

⁴⁵⁵ Jordi Tejel Gorgas, « La jeunesse kurde entre rupture et engagement militant », in *La Syrie au Présent*, *op.cit.*, p.269.

On peut dire que la mouvance kurde en Syrie ne comprend pas moins de 13 partis kurdes, allant de formations de gauche ou pro-PKK au Yekiti.⁴⁵⁶ Le parti Yekiti ou Yekgirti, qui veut dire l'« Unité », l'« Union », fondée à la fin des années 1990, est sans doute l'organisation la plus importante et la plus fédératrice de la communauté kurde. Ce parti est signataire avec plusieurs autres partis d'opposition, de la déclaration de Damas en octobre 2005 signée par les principales formations de l'opposition syrienne et appelant à un changement démocratique radical dans le pays.⁴⁵⁷

Dans les représentations de divers acteurs syriens de la question kurde, notamment les ba'athistes, c'est l'impérialisme « américain et sioniste » qui s'efforce de « fabriquer » un peuple kurde ayant des caractéristiques propres.⁴⁵⁸ À ce sujet, Samir Altaqi dit: « Les Kurdes en Syrie sont traités juste comme des autres minorités »⁴⁵⁹ Ou encore l'idéologie officielle unanime du nationalisme arabe syrien se manifeste dans cette phrase d'Abu Abdullah : « les Kurdes en Syrie se considèrent eux-mêmes comme tous les autres citoyens de la société syrienne ».⁴⁶⁰

Selon Raymond Hinnebusch, de l'Université de St. Andrews, les concepts tels l'impérialisme et la guerre forme les représentations principales de l'identité politique et historique de l'État syrien.⁴⁶¹ Dans cette perspective, la Syrie se considère comme un pays qui « résiste à l'impérialisme » à travers sa paranoïa envers le monde occidental.⁴⁶² À ce sujet, on peut noter l'étrange référence à Israël, même pour une question interne comme les Kurdes de Syrie, qu'on découvre comme un élément présent au cœur des entretiens réalisés à Damas et à Alep. Cela montre, en fait la dimension gigantesque de la paranoïa syrienne et la suprématie des questions d'ordre géopolitique externe dictant des représentations collectives et l'imaginaire politique syrien. Ces représentations ba'athistes ont-elles aussi un impact sur les acteurs gauchistes syriens. Par exemple, selon Salameh Khileh, il faut travailler sur la question kurde

⁴⁵⁶ Bozarslan, *Conflit kurde...*, *op.cit.*, p.112.

⁴⁵⁷ *Ibid.*

⁴⁵⁸ Gorgas, « Les Kurdes de Syrie... », *Op.cit.*, p.122.

⁴⁵⁹ Entretien avec Samir Altaqi, politologue, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

⁴⁶⁰ Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, Syrie, le 12 Février 2009.

⁴⁶¹ Raymond Hinnebusch, « Modern Syrian Politics », in *History Compass* 6/1 (2008), p.263.

⁴⁶² Yasin Al-Haj Saleh, « The Political Culture of Modern Syria: Its formation, structure & Interactions », Political Culture Case Studies, Conflict Studies Research Centre, Mars 2003, p.64.

car c'est un cas commun à l'Irak, à la Turquie et à l'Iran, mais pas à la Syrie! Il affirme en outre qu'il n'y a pas de terres kurdes proprement dite en Syrie.⁴⁶³

Dans ce contexte ba'athiste radical, les Kurdes sont l'objet de politiques d'arabisation. Le système scolaire impose l'arabe comme langue de culture et langue publique chez les jeunes générations kurdes. En outre, l'importance de la musique dans la construction de l'identité kurde se reflète à travers l'interdiction de sa diffusion à la radio, aussi bien que dans la destruction violente des cassettes et des disques de musique kurde dans les cafés de Damas et d'Alep durant les périodes de répression des Kurdes entre 1950 et 1970.⁴⁶⁴

La célébration de Newroz reste, entre autre, la plus importante manifestation culturelle dans la construction, l'expression et l'affirmation des identités kurdes en Syrie, partagée avec les autres communautés kurdes du Moyen-Orient, comme les Kurdes de Turquie. Le caractère politique du Newroz a également été renforcé par les mesures répressives prises, depuis les années 1980, par l'État syrien contre sa célébration.⁴⁶⁵

Enfin, on peut noter les derniers événements, notamment les émeutes de Qamichli, qui touchent directement le problème kurde en Syrie, le 12 Mars 2004, à l'occasion d'un match de football entre l'équipe locale kurde et l'équipe arabe de Deir ez-Zor, lequel a donné lieu à des affrontements entre les supporters des deux camps qui se sont transformés en émeute spectaculaire qui a causé une large répression : 30 morts et plus de 160 blessés parmi les Kurdes et des centaines de personnes arrêtées, à Qamichli, mais aussi à Damas et à Alep.

Il faut à cet égard souligner ici une conséquence très peu traitée de ces émeutes de Qamichli. La plupart des informations concernant ces émeutes sont issues des sites internet kurdes basés en Europe. Ces sites ont apporté plus de visibilité au problème kurde à l'étranger grâce à la diffusion d'images (photos et vidéos) des manifestations et de la répression du gouvernement. On peut parler d'une « bataille de l'internet » pour la première fois dans l'histoire du

⁴⁶³ Entretien avec Salamah Khileh, membre du Forum Tiers-Monde, Damas, Syrie, le 11 Février 2009.

⁴⁶⁴ Pinto, « Les kurdes... », *Op.cit.*, p.262.

⁴⁶⁵ Pinto, « Les kurdes... », *Op.cit.*, p.263.

« nationalisme kurde » au Proche-Orient. Et des milliers de Kurdes, en Turquie mais aussi en Irak, ont manifesté la même année par solidarité avec les Kurdes de Syrie et en particulier des habitants de Qamichli, faisant d'elle une « ville martyre » au même titre que Halabja (Irak) et Dersim (Turquie).⁴⁶⁶



⁴⁶⁶ Gorgas, « Les Kurdes de Syrie... », *Op.cit.*, p.130.

« Plutôt que d'être nécessaire à la vie, l'eau est la vie elle-même »

Saint-Exupéry

III- L'Eau, un instrument au service d'objectifs internes et externes

Comme le note Saint-Exupéry, l'eau, outre sa dimension vitale accrue au 21^e siècle, constitue l'un des principaux enjeux géopolitiques, surtout au Moyen-Orient. Dans cette dernière partie de notre recherche, nous allons examiner le grand « stress » du partage de l'eau dans le cadre des relations turco-syriennes, qui s'ajoute aux autres déséquilibres régionaux propres au Moyen-Orient. La question de l'eau, qui émane directement des caractéristiques géographiques, est de fait liée à d'autres problèmes structurels qu'on a analysés dans les parties précédentes. Le litige sur le débit du Tigre et de l'Euphrate semble plutôt être la conséquence de raisons géopolitiques bien antérieures à la construction des barrages du GAP, comme l'indique Yves Lacoste.⁴⁶⁷

Cette question illustre du reste l'interpénétration des trois éléments principaux de notre recherche et touchent à l'ensemble des rapports actuels turco-syriens. D'après Olson, la question kurde et la question de l'eau sont devenues assez complexes au cours des années.⁴⁶⁸ De nos jours, au sujet de la question de l'eau, on s'aperçoit qu'il y a tant côté turc que côté syrien, une volonté mutuelle de réduire ce problème à zéro. C'est un des points cruciaux qu'on va analyser dans cette partie. Le litige sur le partage des ressources naturelles entre la Turquie et la Syrie, dont l'Euphrate représente le principal nœud, a en effet, tendus les relations entre ces deux voisins, au cours des années. Dans les années 1960, les conflits relatifs surtout à l'Euphrate ont vu le jour, qui se sont cristallisés par des politiques bellicistes des deux côtés, que l'on va essayer d'observer plus en détails.

⁴⁶⁷ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, *op.cit.*, p.91.

⁴⁶⁸ Olson, *op.cit.*, introduction XV.

1- La question de l'eau en Turquie :

A- Données géographiques et dimensions internes de la politique hydraulique turque

Tout d'abord, la Turquie peut être considérée comme la maîtresse du château d'eau régional, sa richesse aquifère constituant un atout important. La Turquie possède en vérité beaucoup d'eau grâce au Taurus, une grande chaîne de montagnes, longue de plus de 1.000 km.⁴⁶⁹ Dans ce paysage géographique, la Turquie dispose d'une maîtrise totale de la crue de l'Euphrate dont elle fournit près de 98% de l'apport total.⁴⁷⁰ Cependant, la Turquie, malgré son statut de château d'eau régional, est confrontée à plusieurs problèmes hydrauliques sur le plan national. Il n'existe en effet aucune ville en Turquie qui ne connaisse de problèmes d'eau, ou plutôt du manque d'infrastructures pour la gérer. Nous pouvons facilement citer plusieurs vagues de sécheresse chronique durant la décennie 1990.

Le bassin du Tigre et de l'Euphrate constitue les principales sources hydrauliques en Turquie, ces deux fleuves parcourant deux États arabes, la Syrie et l'Irak, et desservant une population totale de 35 millions de personnes.⁴⁷¹ Si on analyse d'une manière générale les données géographiques de l'Euphrate qui représente, à lui seul, environ 45% des potentialités hydroélectriques de la Turquie, il comprend une superficie totale de 444.000 km² dont 124.320 km² (28% de la superficie totale) en Turquie, 75.480 km² (17%) en Syrie, 177.600 km² (40%) en Irak. À la frontière turco-syrienne, son débit annuel marque 30.4 milliard de m³.⁴⁷² La Turquie et la Syrie participent respectivement à ce débit moyen à hauteur de 88% et 12%.

Cet important fleuve du Moyen-Orient, long de 2.780 km, prend sa source au nord-est de la Turquie, et traverse 500 km en Turquie et 650 km en Syrie, le reste du parcours s'effectue en territoire irakien. Dans sa cour supérieure, l'Euphrate est déjà le premier fleuve turc par son

⁴⁶⁹ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, op.cit., p.92.

⁴⁷⁰ Habib Ayeb, *L'eau au Proche-Orient la guerre n'aura pas lieu*, Paris: Karthala-Cedej, 1998, p.31.

⁴⁷¹ Ayeb, op.cit., p.27.

⁴⁷² Ayeb, op.cit., p.29.

débit.⁴⁷³ Le débit annuel moyen de l'Euphrate, avec celui du Tigre, est quand même fortement irrégulier, d'où les variations d'un rapport de 1 à 4 sur leurs cours en Turquie, et en plus ces variations sont très concentrées dans le temps: 42% du débit annuel de l'Euphrate s'écoule en avril et mai; 53% du débit du Tigre s'écoule de mars à mai.⁴⁷⁴

Avant d'observer plus en détail le GAP qui met le développement au service de la stratégie politique interne et externe de la Turquie, on peut dire que c'est à la fin des années 1960 que s'est précisée en Turquie, l'idée de mettre à profit les importantes réserves du sud-est anatolien. On rencontre d'énormes chantiers qui sont alors lancés progressivement par les gouvernements turcs qui ont développé une solide tradition d'ingénierie hydraulique pour mettre en valeur le potentiel du pays. Il existait en fait, depuis l'époque ottomane, une longue tradition avec des cadres formés pour mettre en place de tels projets gigantesques hydrauliques.

En 1997, 681 barrages de plus de 15 mètres étaient exploités ou en construction dans le cadre du GAP. Cependant même bien avant, dans le sud-est anatolien, le barrage de Keban, entamé en 1965, est achevé en 1973; viennent ensuite ceux de Karakaya (1976-1987), Atatürk (1983-1990), Camgazi (1990-98), Karkamis (1996-1999), Birecik (1993-2000) sur l'Euphrate; ceux de Kralkizi (1985-1997), Dicle (1986-1997), Batman (1986-1998) sur le Tigre.⁴⁷⁵

Outre qu'il comprend les domaines d'électricité et d'irrigation, le GAP vise également au réaménagement et au développement du sud-est anatolien. Les besoins hydrauliques du GAP atteignaient en 1991 32.1 milliards de m³ dont 4 milliards de m³ pour l'eau potable, et 3.2 milliards de m³ pour des activités industrielles et 24.9 milliards pour l'irrigation.⁴⁷⁶ Le GAP prévoit aussi la construction de 25 barrages d'une capacité totale 60 km³, de 19 centrales électriques pour une puissance totale installée de 7400 MW et l'irrigation de 1.7 millions ha

⁴⁷³ Lacoste, *Dictionnaire...*, *op.cit.*, p. 667.

⁴⁷⁴ Luc Descroix et Frédéric Lasserre, *L'eau dans Tous ces États: Chine, Australie, Sénégal, États-Unis, Mexique, Moyen Orient*, Paris: l'Harmattan, 2003, p.75.

⁴⁷⁵ Descroix, *op.cit.*, p.73.

⁴⁷⁶ Ayeb, *op.cit.*, p.40.

(1.08 million d'ha sur le bassin de l'Euphrate, et 600.000 ha sur le Tigre), nécessitant 22 km³ d'eau par an.⁴⁷⁷

Le GAP comprend 13 projets dont 6 sur le Tigre et 7 sur l'Euphrate, environ 21 barrages de rétention et de stockage d'eau et 19 centrales hydro-électriques. Le barrage le plus important, le barrage Atatürk, a été commencé en 1983 et sa mise en eau se réalise depuis 1990. Cet ouvrage gigantesque retient un total de l'ordre de 48.7 milliards de m³ d'eau et irrigation de 876.000 hectares.⁴⁷⁸ Le barrage Atatürk, qui s'élève sur une hauteur de 150 mètres constitue par sa taille le cinquième dans le monde entier.⁴⁷⁹

Les gouvernements turcs financent en grande partie des travaux et demandent aux investisseurs privés d'assurer le reste du GAP. Car les organisations financières internationales refusent d'y participer du fait que la Turquie n'a pas négocié et signé un accord de partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate avec les deux autres États riverains. À partir d'un aménagement hydraulique du Tigre et de l'Euphrate, le Programme Régional de Développement de l'Anatolie du Sud-est⁴⁸⁰ vise le développement intégré d'une vaste zone de 75.000 km² qui inclut 6 départements d'Anatolie orientale peuplés de presque 6 millions d'habitants. En effet, il nous est presque impossible de comprendre le vrai enjeu politique turc derrière ce projet gigantesque de GAP sans évoquer la dimension kurde de la géopolitique de l'eau en Turquie.

Le GAP a en effet, vocation à répondre aux revendications du mouvement kurde, à travers une « amélioration » des conditions de vie dans le sud-est anatolien afin d'affaiblir les « séparatistes » du PKK en les coupant de leurs sympathisants et de leur base populaire.⁴⁸¹ Le barrage Atatürk, dans ce cadre, provoque déjà un profond et irréversible bouleversement des structures sociétales de cette région, un point que l'on va analyser ici plus en détails.⁴⁸² D'une part, la mise en eau des barrages a pour conséquence l'engloutissement de nombreux

⁴⁷⁷ Descroix, *op.cit.*, p.71-73.

⁴⁷⁸ Ayeb, *op.cit.*, p.119.

⁴⁷⁹ Christian Chesnot, *La bataille de l'eau au Proche-Orient*, Paris: l'Harmattan, 1993, p.85.

⁴⁸⁰ <http://www.gap.gov.tr/>

⁴⁸¹ Ayeb, *op.cit.*, p.167.

⁴⁸² *Ibid.*

villages kurdes, d'autre part les gouvernements turcs successifs promettent d'organiser l'installation des populations de souche « turque » dans la région du GAP.⁴⁸³

Le GAP implique deux éléments importants pour les populations kurdes. Primo, la classe politique turque exploite les moyens hydrauliques afin d'impulser un « développement local » basé sur l'irrigation et l'agro-industrie, et secundo, elle envisage de réaménager totalement le territoire régional en maîtrisant la crue des fleuves. L'objectif primordial du GAP est, au final, d'imposer une « nouvelle distribution forcée ou volontaire de la population ».⁴⁸⁴ Dans les représentations de la classe politique turque, le GAP reste essentiellement un projet « antiguérilla » à travers l'instrumentalisation de la richesse hydraulique comme une « arme » efficace face à l'ensemble de ses opposants, tant à l'intérieur (mouvement kurde) qu'à l'extérieur (Syrie dans les années 1980 et 1990 et Irak, pour ce qui concerne actuellement la « menace » du Kurdistan irakien).

Dans ce contexte, comme le soulignent Luc Descroix et Frédéric Lasserre, l'un des objectifs du GAP est ainsi, sous le couvert d'un vaste programme de réaménagement du territoire, de promouvoir le déplacement des populations kurdes loin des frontières avec l'Iran, l'Irak et la Syrie, ce qui « couperait » les militants kurdes de leurs bases arrières à l'étranger et de tout « soutien » au sein de la population locale dans les zones frontalières que l'armée turque contrôlerait plus efficacement.⁴⁸⁵ Quand on observe le discours officiel turc sur le GAP, il est officiellement question du développement du sud-est anatolien. Pourtant, on peut clairement dire que le barrage Atatürk n'est point né ainsi d'une « pure » volonté développementaliste mais, au contraire, d'une volonté stratégique de « résoudre » et « noyer » le problème kurde par la politique du vide.⁴⁸⁶

Le regroupement de la population kurde, dans le cadre de ces grands projets d'infrastructure, facilite sa mise sous surveillance rapprochée, grâce notamment au réseau d'irrigation, qui est un excellent système de contrôle des populations. Comme l'indique Habib Ayeb, le pays

⁴⁸³ Ayeb, *op.cit.*, p.121.

⁴⁸⁴ Ayeb, *op.cit.*, p.191.

⁴⁸⁵ Descroix, *op.cit.*, p.75.

⁴⁸⁶ Ayeb, *op.cit.*, p.167.

kurde se trouve ainsi divisé en deux, avec *no man's land* qui s'étend tout au long des frontières internationales entre la Turquie et les autres États de la région. La politique hydraulique turque a ainsi rendu le problème kurde plus aigu sur le long terme, et a accentué sa dimension militaire.⁴⁸⁷ L'Organisation de la distribution de l'eau et la mise en œuvre des systèmes d'irrigation auprès des agriculteurs locaux présentent un puissant levier de contrôle des campagnes du sud-est anatolien.

Le pari des autorités d'Ankara est avant tout de sortir l'Anatolie orientale de son « sous-développement ». Les gouvernements turcs, depuis les années 1960, soulignent les grandes différences socioéconomiques entre l'ouest et l'est du pays. On y vise ainsi la construction des routes, des voies ferrées, et des aéroports et surtout la création d'un important secteur industriel (agro-alimentaire, de textile, de chimie, etc..) et de services qui « fourniront » de l'emploi à la population. En plus, dans les représentations de ces gouvernements, la principale raison de ce « sous-développement » régional, c'est la géographie, et non la discrimination politique.⁴⁸⁸

Dans les représentations kémalistes et nationalistes, tant que les zones rurales kurdes restent pauvres, les habitants peuvent soutenir l'idéologie du PKK; en revanche, une économie locale prospère, procurant des possibilités d'emploi et un plus haut revenu, devrait grandement décourager la population de se rapprocher de telles forces « radicales » et « déstabilisatrices ». On peut citer également quelques exemples afin de mieux saisir l'imaginaire collective de la classe politique turque sur le GAP. On rencontre ainsi de tels points de vue : « Un exemple de bonne gestion des ressources en eau réalisée par la mise en œuvre de concepts modernes de gestion de l'eau » ; « Un projet social de préservation environnementale et de participation des femmes » ; « Le GAP rétablit la civilisation en haute Mésopotamie ».⁴⁸⁹

Ce langage du développement et de la lutte contre la pauvreté sert de discours globalisant et auto-justifiant et excluant toute alternative: « En Turquie, la construction de barrages est un

⁴⁸⁷ Descroix, op.cit., p.75.

⁴⁸⁸ John Bulloch et Adel Darwish, *Su savařları (Guerre de l'eau)*, Istanbul: Altın Kitaplar, 1994, p.70.

⁴⁸⁹ Stéphane Ghiotti, François Molle, « Vers de Nouveaux Grands Barrages en Méditerranée ? », in Maghreb-Machrek, 2008, (no 196, été), Les Batailles de l'eau, Ou en est la Syrie? Choiseul, p.75-76.

programme vital et inévitable pour le pays. Il est soutenu par tous les partis politiques représentés au Parlement”.⁴⁹⁰ Autour de ces représentations géopolitiques, on peut dire qu’il existe une volonté assez nette d’Ankara de mettre définitivement la main sur les eaux du Tigre et de l’Euphrate à travers l’image de « robinet » afin de constituer la puissance régionale de la Turquie au Moyen-Orient.⁴⁹¹ L’image de robinet pour la Turquie a été clairement illustrée le 13 Février 1990, lorsque la Turquie a partiellement interrompu en partie le débit de l’Euphrate pour accélérer la mise en eau du barrage Atatürk. Cela a été perçu comme un très « dangereux précédent » pour la Syrie. L’ex-président turc Demirel, se référant à la théorie de la souveraineté absolue qui touche à cet image, s’est exprimé ainsi : « la Turquie peut utiliser comme elle l’entend les eaux du Tigre et de l’Euphrate (...) les ressources hydrauliques de la Turquie appartiennent à la Turquie comme le pétrole appartient aux pays arabes”.⁴⁹²

Dans les représentations syriennes, la décision unilatérale de la Turquie d’entreprendre le GAP est perçue comme une action agressive et indélicate. L’affrontement le plus sérieux qui opposa la Turquie et ses deux voisins du sud a eu lieu, lors du remplissage du lac de retenue du barrage Atatürk, au début de 1990.⁴⁹³

Les conséquences internes de cette politique méritent quelques explications supplémentaires. Dans le cadre des dilemmes et des contraintes pluridimensionnelles du GAP, selon Marwa Daoudy, politiste au CERI, on rencontre des dilemmes culturels, archéologiques et même environnementaux, d’où la destruction des structures sociales et des vestiges historiques.⁴⁹⁴ Dans le cadre du GAP, la disparition sous les eaux d’environ 250 villages et le transfert des agglomérations évacuées demeurent des cas assez dramatiques.

À ce sujet, on peut évoquer l’inauguration du barrage de Birecik, sur l’Euphrate, qui a entraîné en 2000, la disparition de la fameuse ville antique de Zeugma, inondée avec ses précieuses mosaïques gréco-romaines. Les organisations de défense des populations kurdes

⁴⁹⁰ *Ibid.*

⁴⁹¹ Ayeub, *op.cit.*, p.121.

⁴⁹² Chesnot, *op.cit.*, p.86.

⁴⁹³ George Mutin, *L’eau dans le monde arabe*, Paris: Ellipses, 2000, p.78.

⁴⁹⁴ Marwa Daoudy, *le Partage des Eaux entre la Syrie, l’Irak et la Turquie Négociations, sécurité et asymétries des pouvoirs*, Paris: CNRS Editions, 2005, p.116.

évoquent aussi l'inondation de la ville kurde de Halfeti, dont les traces historiques remontent à 1000 av. J.C., sans que la population locale ait été consultée. Cela nous montre en effet, la nature anti-démocratique de la politique hydraulique de la Turquie qui engendre directement la mise en œuvre des décisions de haut en bas.

De même, le barrage d'Ilisu, sur le Tigre, prévoit inonder la ville de Hasankeyf, dont l'histoire remonterait au 7^e siècle av. J.C. D'après l'évaluation récente des impacts sociaux et environnementaux, il est aussi envisagé d'inonder 52 villages et 15 petites villes, en bouleversant les structures de vie de 30.000 à 70.000 villageois.⁴⁹⁵ Outre l'impact humain, les effets environnementaux de ces barrages sont vivement critiqués par les écologistes. Face aux multiples pressions en provenance des organisations internationales et des ONG, la Turquie a du « redéfinir » son projet comme un processus « participatif » et « socialement responsable ».⁴⁹⁶

Un autre aspect des contraintes posées par le GAP, c'est l'ensemble de dilemmes et d'obstacles financiers engendrés par la mise en œuvre du GAP, lesquels se sont révélés dans le cadre de la campagne mondiale contre le barrage Ilisu.⁴⁹⁷ À partir de 1989, la Turquie a mis en œuvre les projets de GAP, sans financement de la BM. De même, la Turquie a mis en route la construction du barrage d'Ilisu, en août 2006, en partie sur fonds propres.⁴⁹⁸ Cependant, la « générosité occidentale » (acteurs étatiques et non-étatiques tels des banques privés) qui s'est manifestée par le biais d'aides et de prêts destinés à d'autres secteurs du budget national turc a été utilisée pour servir de caisse nationale privée et publique, en vue de terminer les projets du GAP. L'une des raisons imminentes qui fait que le GAP n'est pas encore achevé bien qu'il était planifié qu'il arrive à son terme dans cette décennie, provient des difficultés économiques de la Turquie, et notamment des crises économiques successives et chroniques.⁴⁹⁹

⁴⁹⁵ Daoudy, *le Partage des Eaux...* *op.cit.*, p.66.

⁴⁹⁶ Ghiotti, *op.cit.*, p.72.

⁴⁹⁷ Daoudy, *le Partage des Eaux ...op.cit.*, p.116.

⁴⁹⁸ Ghiotti, *op.cit.*, p.72.

⁴⁹⁹ Bulloch, *op.cit.*, p.64

D'ailleurs, dans la presse turque, on accorde de plus en plus, une grande importance à ces dilemmes et on critique largement le GAP. On peut y trouver une surprenante mise en cause de ce projet, assez populaire durant les années 1990, et de toute la politique de DSI, puissante administration responsable de la planification des barrages en Turquie. Un bilan du GAP montre, en effet, qu'alors que l'on parle du GAP depuis 20 ans, seulement 10% des canaux d'irrigation initialement annoncés sont en activité, tandis que les lois d'encouragement aux investissements dans la région restent lettre morte. Les chiffres de chômage n'étant pas du tout améliorés depuis le début des années 1980, demeurent toujours à un niveau critique dans la région. De même, les projets de retour dans les villages « vidés » sont très peu mis en œuvre, et les infrastructures industrielles restent inachevées.⁵⁰⁰

Pour Ghiotti et Molle, malgré sa rhétorique « participative » et « socialement responsable », le DSI, institution d'État chargé de lancer l'ensemble des projets hydrauliques, y compris le GAP en Turquie, se limite alors à tenter de convaincre l'opinion publique des « mérites » du projet plutôt que de considérer que les populations locales puissent participer démocratiquement au projet et y contribuer. Dans ce cadre d'ordre géopolitique interne, l'État turc ne voit pas la diversité sociale et culturelle comme un élément du système démocratique, mais tout au contraire comme une menace pour l'« unité nationale ».⁵⁰¹ Le GAP, ancrée ainsi au cœur de tous ces dilemmes géopolitiques, ne cesse d'être, en tout cas, un véritable « mythe » du développement national de la Turquie.

B – Enjeux géopolitiques externes de la politique hydraulique turque

Comme le remarque Yves Lacoste, la géopolitique de l'eau « désigne en première approche des rivalités politiques sur des bassins hydrographiques et dans la répartition du débit des cours d'eau, ou même l'exploitation de ressources hydrologiques souterraines ».⁵⁰² Depuis déjà quelques décennies, les rivalités hydrauliques se sont multipliées et ont pris une ampleur considérable, surtout dans la région moyen-orientale.⁵⁰³

⁵⁰⁰ Ghiotti, *op.cit.*, p.73.

⁵⁰¹ Ghiotti, *op.cit.*, p.75-76.

⁵⁰² Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, *op.cit.*, p.84

⁵⁰³ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, *op.cit.*, p.85.

Pour ce qui concerne les relations turco-syriennes, l'eau continue à peser assez lourd. Nous pouvons nous rappeler également d'un vrai affrontement, en 1998, avec la Syrie exprimant déjà le rapport de force entre ces deux pays, posant déjà le problème sous la forme : de l'eau contre l'arrêt des attaques du PKK à partir du territoire syrien.⁵⁰⁴ Pourtant, depuis lors, le contexte a beaucoup évolué et les tensions se sont apaisées, même si le problème subsiste.

Dans le rapport de force régional, Ankara est toujours en position dominante en tant que pays situé en amont détenteur des ressources d'eau cruciales, face à ses voisins de l'aval. Cela résume la représentation de l'eau dominante dans la classe politique turque, comme un moyen de pression et un outil de puissance pour la Turquie.⁵⁰⁵

Au sujet de la question de l'eau, on s'aperçoit qu'il y a tant coté turc que côté syrien, une volonté mutuelle de réduire ces problèmes à zéro. La mise en place d'un dialogue entre la Turquie et la Syrie a débuté l'année dernière, par des entrevues des leaders de deux pays. L'eau est toujours aussi présente comme dossier primordial dans les entrevues d'Erdogan avec Assad. Ce dialogue continue encore comme le démontrent les entrevues officielles turco-syriennes dans le cadre du Forum de l'Eau, organisé à Istanbul, entre le 16 et le 22 mars 2009.⁵⁰⁶ Billion rapporte à ce propos : « Ces questions de perception sont en fait surdéterminées par la volonté politique des dirigeants politiques à un moment donné. Par hasard, quand il y a une volonté politique affirmée, certains contentieux même s'ils ne sont pas réglés, peuvent être abordés d'une façon diplomatique et raisonnable ».⁵⁰⁷ De ce point de vue, Ankara dans les dernières années n'a cessé de faire des gestes à l'égard de la Syrie, en signe de bonne volonté.

Mais, il nous faut toutefois observer aussi que les effets du GAP portent un potentiel de détérioration considérable du printemps qui marque actuellement les relations turco-syriennes. Si on analyse les conséquences du GAP pour le voisin syrien, on peut dire que quand tous les projets viendront à terme, on estime qu'entre 17% et 34 % du débit de l'Euphrate en Syrie sera absorbé. Si tout se passe comme prévu, le débit de l'Euphrate en Syrie devrait être réduit de 11 milliards de m³. En outre, les risques de pollution sont clairement prévisibles. Les eaux

⁵⁰⁴ Chesnot, *op.cit.*, p.86.

⁵⁰⁵ Descroix, *op.cit.*, p.81-82.

⁵⁰⁶ Entretien avec Samir Altaqi, politologue, Damas, Syrie, le 10 Février 2009.

⁵⁰⁷ Entretien avec Didier Billion, l'IRIS, Paris, France, le 7 avril 2009.

usées du GAP vont se déverser dans la zone où se forme la source du Khabour, l'affluent syrien de l'Euphrate, devenue déjà entièrement sec : on peut deviner la vigueur des réactions politiques syriennes.⁵⁰⁸

Dans le discours turc, la Syrie serait gagnante car le GAP régulariserait le cours de l'Euphrate qui peut tomber parfois à 150 m³/s. Et la Turquie soutient l'idée que les ressources en eau syriennes sont encore bien loin d'être utilisées au maximum. Par exemple, les responsables turcs affirment que le barrage de Tabqa n'est pas totalement utilisé par la Syrie.⁵⁰⁹ De même, Ankara souligne les problèmes internes de la Syrie concernant la mauvaise gestion des eaux disponibles.

Dans les représentations turques, l'eau paraît encore aujourd'hui comme le principal outil pour la projection de sa puissance régionale. On rencontre cette représentation collective de la classe politique turque presque dans tous ses projets, d'où le projet turc de « pipelines de la paix » avancé par l'ex-Président turc Ozal, qui envisagerait de vendre l'eau potable des rivières du Seyhan et du Ceyhan transportée par un "peace pipe line" vers Sharjah (par l'Iraq et l'Arabie Saoudite) et vers Jeddah (par la Jordanie).⁵¹⁰

Concernant ce projet, jamais réalisé faute d'accord avec les États arabes, Yves Lacoste remarque qu'« il est envisagé qu'une grosse canalisation (3 mètres de diamètre) puisse conduire une partie de leurs eaux vers Israël et la Jordanie. En se divisant en deux branches, cette canalisation serait susceptible de se poursuivre jusqu'à Riyad et Djedda, en Arabie Saoudite, soit une distance de 2400 km. Ce projet évalué entre 15 et 20 milliards de dollars serait financé par les États concernés et pourrait permettre à la Turquie de vendre 2000 milliards de mètres cubes d'eau par an! Évidemment, pour le moment, la réalisation de ce projet se heurte à l'opposition catégorique de la Syrie, puisque la canalisation devrait passer par le territoire syrien». ⁵¹¹ (Voir la carte en annexe)

⁵⁰⁸ Mutin, *op.cit.*, p.74.

⁵⁰⁹ Descroix, *op.cit.*, p.81.

⁵¹⁰ Picard, « Aux confins arabo-turcs... », *Op.cit.*, p.171.

⁵¹¹ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, *op.cit.*, p.92-93.

Dans ce contexte géopolitique, la Turquie manifeste sa volonté de rejouer un rôle géopolitique dans la région autour de l'idée d'échanger l'eau contre le pétrole.⁵¹² Elle envisage ainsi de peser comme une grande puissance régionale, de retrouver le statut qu'elle a perdu avec le démembrement de l'Empire ottoman et la naissance des États Arabes indépendants.⁵¹³ Si on ouvre sur ce point une parenthèse, on peut dire qu'il n'existe aucune convention internationale qui s'impose au sujet des conditions et des modalités de partage des ressources hydrauliques, ce qui fait naître un « vide juridique » dans le domaine.⁵¹⁴ On peut évoquer ici l'imprécision du droit international en ce domaine qui ne facilite pas du tout les choses.

Cependant, les eaux du Tigre et de l'Euphrate, en tant que conflit datant du début du 20^e siècle, avait déjà marqué les négociations secrètes franco-britanniques de 1916 comportant une clause de « garantie d'une quantité définie d'eau du Tigre et de l'Euphrate », depuis la zone d'intérêt française (Syrie) vers la zone britannique (Irak). En parallèle, la convention franco-anglaise de 1920 mettait en place les dispositions relatives au Tigre et à l'Euphrate.⁵¹⁵ Cette convention du 23 décembre 1920 couvrait déjà l'utilisation de l'eau en Mésopotamie, en se basant sur le principe d'« accord mutuel » et de « protection du droit des riverains inférieurs ».

En plus, l'article 109 du traité de Lausanne (1923) souligne la nécessité de la formation d'une commission mixte regroupant les trois États riverains afin de traiter les problèmes hydrauliques. En outre, il y a eu des négociations et des accords bilatéraux ou trilatéraux, à partir des années 1940 et après la Deuxième Guerre mondiale. Depuis 1962, plusieurs négociations ont eu lieu avec la Syrie et l'Irak.⁵¹⁶ Pourtant, tout cela n'a pas pu aboutir à grande chose dans les faits. Un comité technique tripartite a été mis en place en 1983, mais sans grands résultats. La Turquie et la Syrie ont conclu des traités bilatéraux entre 1982 et 1987, toujours en vain.

⁵¹² Ayeb, *op.cit.*, p.185.

⁵¹³ Ayeb, *op.cit.*, p.184.

⁵¹⁴ Ayeb, *op.cit.*, p.50.

⁵¹⁵ Daoudy, *le Partage des Eaux... op.cit.*, p.143.

⁵¹⁶ Ayeb, *op.cit.*, p.105.

En 1964, la Turquie avait proposé à la Syrie un accord de partage des eaux de l'Euphrate en contrepartie de celles de l'Oronte. Cependant, cette proposition a heurté vivement la Syrie pour laquelle ce marchandage revenait à la reconnaissance du sandjak d'Alexandrette « occupé » depuis 1939.⁵¹⁷ Cela indique que chacun des États dessine ses cartes selon la représentation qu'il se fait de ses territoires.⁵¹⁸ Comme on l'a souligné dans les premiers chapitres de notre recherche, la Syrie continue actuellement à inclure ce petit territoire du sandjak d'Alexandrette en tant que partie intégrante de ses ressources hydrauliques.

Dans les représentations politico-juridiques de la Turquie, ni l'Euphrate ni le Tigre ne sont des fleuves internationaux car aucun des deux n'est navigable sur toute sa longueur et cette représentation turque se fonde sur cette norme issue de la Déclaration de Helsinki: « Un fleuve international est navigable et relie au moins deux États à la mer ».⁵¹⁹ La Turquie se sent alors assez libre d'utiliser les eaux des deux fleuves comme bon lui semble, sans demander au préalable l'accord des deux États d'aval.

Les rapports de force sont toujours très importants dans ces cas de figure: la Turquie, plus forte militairement et économiquement que ses deux voisins d'aval, refuse dans ce cadre politico-juridique toute idée d'un accord définitif qui l'engagerait à vie et elle se limite à proposer des engagements unilatéraux comme le protocole de 1987 le montre (voir en annexe). Avec ce protocole, la Turquie accepte de laisser passer vers l'aval un débit moyen de 500 m³. Depuis l'inauguration du barrage Atatürk, même ce protocole, fort modeste, n'est plus tout à fait respecté.⁵²⁰ Ankara envisage de maintenir le débit de l'Euphrate aux environs de 500 m³ mais le débit approximatif du fleuve semble être entre 300 et 600 m³ à la frontière turco-syrienne à la date d'achèvement des travaux hydrauliques turcs.⁵²¹ De plus, l'entretien réalisé dans la capitale turque avec un haut responsable du DSI, en mars 2009, indique actuellement sur un débit de 400 m³.⁵²²

⁵¹⁷ *Ibid.*

⁵¹⁸ Ayeb, *op.cit.*, p.110.

⁵¹⁹ Ayeb, *op.cit.*, p.111.

⁵²⁰ Ayeb, *op.cit.*, p.112.

⁵²¹ Picard, « Aux confins arabo-turcs... », *Op.cit.*, p.172.

⁵²² Entretien avec un haut responsable de DSI, Ankara, Turquie, le 2 Mars 2009.

Sur le terrain turc, on rencontre une étrange union de fait entre les nationalistes et les gauchistes pour ce qui concerne la direction « nationale » des ressources hydrauliques de la Turquie. À travers leurs discours quasi commun basé sur la « politique nationale » de l'eau pour la Turquie, on rencontre facilement un grand scepticisme envers l'UE et les États-Unis. On peut dire que surtout des acteurs gauchistes accentuent le poids du PGMO et le lient à la question de l'eau. Dans les représentations des acteurs turcs ultranationalistes et kémalistes, il existe d'ailleurs plusieurs experts d'hydro-politique issus de cette tendance.

La paranoïa hydraulique turque s'exprime en outre par suite à l'interventionnisme des puissances internationales dans les affaires hydrauliques : l'UE et les États-Unis notamment, après la guerre d'Irak. Ces acteurs turcs craignent que la Turquie perde son « indépendance » nationale hydraulique, qui engendrerait une perte territoriale potentielle.⁵²³ De même, le lien est fait entre la question de l'Eau et l'autonomie du Kurdistan irakien : le futur de l'État irakien, avec un système fédéral, domine déjà ces représentations. La mise en évidence de ce lien eau-autonomie est devenue un des éléments déterminants du discours de l'*establishment* turc.

2- La question de l'eau en Syrie et perspectives pour la question régionale de l'eau

Dans cette seconde sous-partie, nous allons examiner, en premier lieu, la politique hydraulique établie par l'État syrien et ensuite nous allons mettre l'accent sur la problématique des prétendues « guerres de l'eau » pour ce qui concerne les relations turco-syriennes dans le contexte géopolitique actuel qui semble esquisser les premiers pas certes timides d'une coopération aquifère turco-syrienne.

⁵²³ Dursun Yıldız, *USIAD Su Raporu: Ulusal Su Politikası İhtiyacımız (USIAD: Le Rapport de l'Eau: Besoin d'Une Politique Nationale de l'Eau)*, Ada Strateji, Ankara, 2007, p.37.

A – la question de l'eau en Syrie et les représentations hydrauliques syriennes

Au début du 21^e siècle, comme le souligne Fabrice Balanche, la Syrie semble entrer dans une phase de « stress hydrique » qui va affecter directement ses 20 millions d'habitant en 2008 qui seront approximativement 28 millions en 2020.⁵²⁴ Selon Marwa Daoudy, les ressources en eau par habitant en Syrie sont passées de 1791 m³ en 1995 à 1249 m³ en 2000. Cela reflète donc une situation tendue pour la Syrie. Au nord-est du pays, le bassin du Khabour apparaît comme le plus déficitaire de Syrie avec 3 milliards de m³ en 2001, selon les chiffres officiels. On peut parler de l'extension des cultures irriguées et de la diminution des sources alimentant le Khabour, en raison de l'augmentation de la consommation en Turquie qui a causé la rapide dégradation du bilan hydrique de cette région.⁵²⁵ Dans ce contexte géographique, la Syrie n'a plus de nouvelles ressources en eau disponibles.

Cela engendre alors une situation géographique assez grave pour la géopolitique interne de la Syrie qui peut créer même des émeutes urbaines. Mais la pénurie d'eau en Syrie révèle aussi les dysfonctionnements de l'État syrien. Pour réduire la dépendance à l'égard de son voisin du nord, la Syrie s'est lancée dans une politique de modernisation de l'irrigation et a gelé l'extension des périmètres irrigués.⁵²⁶ La situation hydraulique de la Syrie implique largement des perspectives de pénurie et de manque d'eau, surtout pour ce qui concerne le bassin quasiment sec du Khabour.

Selon Marwa Daoudy, « si l'on s'en tient au seuil de pénurie d'eau établi à 1000 m³ /année/ personne, la situation hydraulique de la Syrie s'est détériorée entre 1995 et 2000, sa quote-part est passée de 1791 m³ /année/ personne à 1249 m³/année/personne ». ⁵²⁷ De même, on peut parler des problèmes de salinisation en Syrie qui restent des graves problèmes structurels : Dans le bassin de l'Euphrate, la salinisation graduelle des eaux et des sols en raison d'une utilisation agricole excessive, l'évaporation significative des réseaux à ciel ouvert demeurent entre autres des grandes difficultés. Pour ce qui concerne le phénomène de salinisation, Yves Lacoste remarque : « Le fait de disposer de davantage d'eau pour intensifier

⁵²⁴ Fabrice Balanche, « La Pénurie d'eau en Syrie: compromis géopolitiques et tensions internes », in *Maghreb-Machrek*, *op.cit.*, p.11.

⁵²⁵ Balanche, *op.cit.*, p.14.

⁵²⁶ Balanche, *op.cit.*, p.27.

⁵²⁷ Marwa Daoudy, « Les politiques de l'eau en Syrie: réalisations et obstacles » in *La Syrie au Présent*, *op.cit.*, p.607.

l'irrigation n'est pas une panacée. En effet, dans les régions arides, les sols qui reçoivent trop d'eau présentent bientôt, du fait de la forte évaporation, les symptômes de la salinisation (car il y a des nappes d'eau salées en profondeur) qui, à terme risque d'aboutir à la stérilisation des terres cultivées ». ⁵²⁸ Dans le haut Euphrate, la salinité ne dépasse pas les 400 à 500 mg par litre, 6100 mg par litre vers l'aval. ⁵²⁹ Le pays doit, dans ce cadre, encore se doter d'usines de dessalement, dont la construction implique d'importants investissements financiers et la nécessité d'une participation des donateurs internationaux. De nos jours, l'économie quasi fermée syrienne n'autorise pourtant pas cela.

Avant d'aborder brièvement les travaux hydrauliques de la Syrie, on peut parler des effets négatifs des aménagements turcs. L'Euphrate fournissait à la Syrie, avec un débit moyen de 500 m³ d'eau par seconde, 43 millions de mètres cubes d'eau par an. Aujourd'hui, le débit annuel a chuté de presque 40 %. Pendant l'été 1993, le remplissage du barrage turc de Birecik, à proximité de la frontière syrienne, a réduit le débit de l'Euphrate à 300 m³ par seconde. Et cela, malgré la construction d'un barrage régulateur (Al-Baath) et du barrage hydroélectrique de Tichrin en 1991. Dans ce cadre, la Syrie a de très grandes difficultés d'approvisionnement. ⁵³⁰ L'eau utilisée par la Turquie et rejetée est chargée, en plus, de grandes quantités de sel et de divers produits chimiques comme les engrais, les pesticides, herbicides. ⁵³¹ La qualité de l'eau dans le bassin de l'Euphrate diminue au fur et à mesure que l'on progresse vers l'aval, passant moins de 250 mg par litre de sel en Turquie à plus de 600 mg – partie inférieure de l'Irak. ⁵³² La réduction des ressources hydrauliques nécessaires au développement agricole et urbain constitue pour la Syrie une autre conséquence néfaste des aménagements hydrauliques de la Turquie sur l'Euphrate. ⁵³³

Face au GAP, la politique hydraulique de la Syrie vise à contrôler l'amont du bassin de l'Oronte. La Syrie consomme 90% du débit annuel de cette rivière au détriment de la Turquie qui, dans les représentations syriennes, a « occupé » le petit territoire qui le prolonge. L'Oronte prend sa source dans la Bekaa libanaise et traverse la Syrie à la région du Hatay, et enregistre un débit moyen, à la frontière syro-libanaise, de 410 millions de m³ d'eau par an.

⁵²⁸ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, op.cit., p.62.

⁵²⁹ Ayeb, op.cit., p.31.

⁵³⁰ Ayeb, op.cit., p.123.

⁵³¹ Ayeb, op.cit., p.125.

⁵³² Ayeb, op.cit., p.31.

⁵³³ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, op.cit., p.90.

Pour ce qui concerne le sujet des barrages en Syrie, on peut dire que le pays manque cruellement de cadres bien formés (ingénieur, techniciens etc.) capable de lancer de grands projets hydrauliques à l'exemple du GAP etc. Le fleuve le plus important de la Syrie c'est l'Euphrate, dont le bassin recèle plus de 65% des ressources hydrauliques. La Syrie a construit, jusqu'au début des années 2000, près de 162 barrages. Les barrages sur l'Euphrate sont les plus importants pour le développement du pays : ils sont concentrés dans les gouvernorats de Raqqa et Deir az-Zor.⁵³⁴

Dès 1968, le gouvernement syrien lance la construction d'un grand barrage sur l'Euphrate, celui d'al-Tabqa ou al-Thawra (qui veut dire la Révolution, symbole du régime alaouite) situé à 40 de km en amont de la ville de Raqqa, avec les aides technique et financière de l'URSS. Inauguré en 1973, l'importance de ce barrage est significative pour le pays: 60% de l'électricité globale consommée en dépend. Ce barrage-poids crée une retenue, le Lac Assad, qui couvre 640 km² et emmagasine 12 milliards de m³. La puissance installée permet de produire 5,6 milliards de kW/h; mais l'intérêt principal du barrage est d'augmenter les superficies irriguées en Jazira. Le barrage régulateur al-Bath complète le dispositif tandis que le barrage de Tichrin (1991) qui se situe plus en amont, a une finalité purement énergétique.⁵³⁵ Les deux autres barrages sur l'Euphrate, Al-Baath en aval et Tichrin, à la frontière syro-turque. Un autre barrage, celui du Sajour, sur l'affluent de l'Euphrate, est prévu depuis 1992, mais en retard.⁵³⁶

Les positions juridico-politiques de la Syrie sont quasi identiques à celles de l'Irak. Elle conçoit le statut juridique de l'Euphrate comme un fleuve international.⁵³⁷ Pour la Syrie, l'Euphrate est un fleuve international et il doit y avoir respects des "droits acquis" et l'interdiction de tout aménagement qui modifierait le débit sans l'accord de l'ensemble des États riverains. Mais, elle soutient l'unicité du bassin commun du Tigre et de l'Euphrate à l'encontre de la thèse irakienne. Elle propose que le partage des eaux de l'Euphrate ne s'opère

⁵³⁴ Daoudy, « Les politiques de l'eau en Syrie.. », *op.cit.*, p.608.

⁵³⁵ Mutin, *op.cit.*, p.72.

⁵³⁶ Daoudy, « Les politiques de l'eau en Syrie.. », *op.cit.*, p.609.

⁵³⁷ Ayeb, *op.cit.*, p.115.

qu'entre la Syrie et la Turquie et que l'Irak se satisfasse d'une exploitation quasi exclusive des eaux du Tigre qui n'est qu'un fleuve frontalier pour elle.⁵³⁸

Dans le cadre de la politique de la Syrie à l'encontre des projets hydrauliques de la Turquie, on rencontre l'effet d'emboîtement (« *linkage* ») entre les divers enjeux de l'Euphrate et du Tigre. Cela comprend également les stratégies d'impact sur les alternatives sécuritaires de la Turquie d'où le soutien du PKK.⁵³⁹ En plus, la Syrie a cherché à perturber au cours des années le financement international du GAP.⁵⁴⁰

B –L'eau : motif de guerre ou clé de la coopération régionale ?

Grace à ses infrastructures hydrauliques sur l'Euphrate, la Turquie possède un moyen de pression évident sur la Syrie. Le déploiement du projet du GAP, un véritable différend hydraulique entre la Syrie et la Turquie est né et a constitué l'une des motivations du soutien de Damas au PKK jusqu'en 1998. L'arrêt du soutien de la Syrie au PKK et l'expulsion d'Ocalan faisaient suite à une période extrêmement tendue, entre 1996 et 1998, où l'aviation turque n'avait pas hésité à bombarder les bases du PKK dans la Bekaa libanaise, alors contrôlée par la Syrie.

En outre, l'arrêt des revendications syriennes sur la province turque de Hatay, en 2004, a levé un obstacle officiel à une négociation sur l'Euphrate puisque désormais les Syriens considèrent l'Oronte comme un fleuve en partie turque. Pourtant, une détérioration des relations syro-turques dans le futur n'est cependant pas à sous-estimer et le débit de l'Euphrate risque de s'en ressentir: de son côté, la Syrie ne peut pas compter sur sa position en amont sur l'Oronte, les Turcs pouvant continuer à se passer de son eau afin d'alimenter la province du Hatay.⁵⁴¹

⁵³⁸ Mutin, *op.cit.*, p.79.

⁵³⁹ Daoudy, *le Partage des Eaux...op.cit.*, p.23.

⁵⁴⁰ Daoudy, *le Partage des Eaux...op.cit.*, p.198.

⁵⁴¹ Balanche, *op.cit.*, p.24.

La Syrie et l'Irak sont d'ailleurs directement rivaux en matière d'hydraulique, puisque le développement de l'irrigation en Syrie en aval du grand barrage d'al-Tabqa sur l'Euphrate, réduit d'autant ce que reçoit l'Irak en aval.⁵⁴² La Syrie et l'Irak se trouvent ainsi placés dans une très inconfortable situation de dépendance à l'égard de la Turquie.⁵⁴³ La Syrie, elle, est condamnée à une politique de bon voisinage avec la Turquie, sans quoi cette dernière n'aurait aucun scrupule à fermer le robinet. La Turquie joue sur ce point, la rivalité entre la Syrie et l'Irak: en 1974, la Syrie a commencé à construire le Barrage de Tabqa sur l'Euphrate ce qui a réduit le volume pour l'Irak, au point de mener au bord de la guerre les deux pays arabes.⁵⁴⁴ Encore une fois, on peut évoquer les rapports de force: la Syrie et l'Irak ne peuvent pas empêcher la Turquie dans ses aménagements et ne peuvent pas imposer un plan de partage des eaux des deux fleuves.⁵⁴⁵

Si on observe les représentations des Arabes sur ce sujet, à travers les rapports de force qu'on a soulignés dans les parties précédentes, la rétention, même provisoire, d'un des plus grands fleuves de la région, a prouvé que la Turquie a la capacité technique d'influer sur la quantité d'eau qui s'écoule à la frontière turco-syrienne. Plus précisément, la Syrie craint que lorsque le GAP sera terminé, le niveau du fleuve ne baisse dangereusement et n'affecte sa quote-part d'eau. Une coupure de 70% du débit naturel de l'Euphrate et 50% du débit du Tigre, une fois le GAP terminé.⁵⁴⁶

Cependant, en effet, il y a grâce au Taurus, de l'eau, beaucoup d'eau dans la région. Comme le souligne Yves Lacoste, c'est « une abondance qui donne une importance géographique capitale à cette imposante chaîne de montagne située au nord des étendues steppiques et désertiques de ce que l'on peut appeler en termes de géohistoire 'l'isthme syrien' entre la méditerranée et le golfe persique. Grâce à la pleine utilisation des eaux du Taurus, le rôle du 'Croissant fertile' pourrait considérablement s'élargir ».⁵⁴⁷ De l'autre côté, il s'agit aussi d'une lutte entre ces États qui cherchent à étendre leur territoire pour atteindre le cours d'un

⁵⁴² Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, op.cit., p.89.

⁵⁴³ Descroix, op.cit., p.76.

⁵⁴⁴ Descroix, op.cit., p.77.

⁵⁴⁵ Ayeb, op.cit., p.125.

⁵⁴⁶ Chesnot, op.cit., p.93.

⁵⁴⁷ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, op.cit., p.93.

grand fleuve ou le détourner à leur profit. D'ailleurs, la politique de GAP de la Turquie en demeure un bon exemple.⁵⁴⁸

Cela dit, notre problématique de la « guerre de l'eau » devient évidente. Les « guerres pour l'eau » risquent d'être les grands conflits du 21^e siècle. Pour plusieurs auteurs, les concepts de Moyen-Orient, de l'eau et de la guerre représentent un trio inséparable.⁵⁴⁹ Car si certaines aires géographiques connaissent un manque chronique d'eau, d'autres disposent des ressources nécessaires. Cela est surtout valable pour le Moyen Orient.

C'est à propos de ces deux fleuves, l'Euphrate et le Tigre, que, selon certains commentateurs, une véritable guerre de l'eau peut éclater au Moyen-Orient, entre la Turquie et la Syrie ou l'Irak.⁵⁵⁰ La guerre de l'eau aura-t-elle lieu? L'eau, a-t-elle déjà remplacé le pétrole comme premier élément stratégique de la planète ? Telles sont les questions qui se posent aujourd'hui. L'eau ne constitue pas en réalité un motif de guerre ; le terme « water war » est erroné. Puisqu'on est ici dans un problème de représentation qui donne l'illusion d'une guerre de l'eau. Au contraire, on peut supposer que l'eau n'est qu'une modalité en application de son idéal. Dans ce cadre, les guerres de l'eau n'engendrent en fait qu'une discussion sans fin. Puisque l'eau ne constitue pas un motif de guerre. Il ne serait pas faux de souligner que les deux États ne vont pas faire la guerre juste pour l'eau.

Les problèmes hydrauliques représentent une part inséparable des questions de sécurité de plus en plus importante.⁵⁵¹ Nous pouvons évoquer ici la crise turco-syrienne de 1998. Au bout de cette crise, les Turcs auraient pu envoyer facilement quelques troupes pour imposer l'expulsion d'Ocalan, mais ils ne l'ont pas fait, ils ont juste fermé pendant 24 heures les robinets. C'est beaucoup plus efficace. De l'autre côté, on peut dire que même si c'est possible pour le futur, une coopération multilatérale entre les États sur ce sujet semble difficile pour le moment dans un environnement régional en mutation. Et pourtant, comme le note Yves Lacoste, un marché régional de l'eau au Moyen-Orient pourrait bien également

⁵⁴⁸ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, op.cit., p.10.

⁵⁴⁹ Yıldız, *USIAD Su Raporu*, op.cit., p.36.

⁵⁵⁰ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, op.cit., p.88.

⁵⁵¹ Yıldız, *USIAD Su Raporu*, op.cit., p.83.

atténuer les conflits.⁵⁵² Selon Yves Lacoste, au lieu d'être prétendument condamnés aux « guerres de l'eau » (elles sont d'ailleurs peu probables compte tenu de la supériorité militaire de la Turquie sur ses voisins arabes) les États du Moyen-Orient devraient plutôt s'entraider pour établir un tel marché commun de l'eau dans leur intérêt mutuel. La Turquie a besoin de l'accord de ses voisins pour vendre l'eau dont elle dispose et éviter qu'elle s'écoule en pure perte afin de rentabiliser le coût des barrages.

L'idée de grands travaux hydrauliques comme base d'une coopération internationale n'est peut-être pas tout à fait utopique, et l'on peut penser que l'instauration de ce grand marché hydraulique dans le cadre du Moyen-Orient puisse un jour contribuer à atténuer le conflit entre Israéliens et Palestiniens.⁵⁵³ Pourtant, le GAP ne semble pas pouvoir représenter un tel projet de « coopération » vu ses lourdes conséquences pour les voisins de la Turquie, notamment pour la Syrie. Par contre, c'est un élément très important qui ouvre des perspectives de coopération entre la Turquie et la Syrie. On se rend compte déjà des premiers pas en vue d'une telle coopération. Il est probable que le bon dialogue et le rapprochement économique-politique entre la Turquie et la Syrie pourrait engendrer une telle coopération hydraulique. La Turquie et la Syrie ont par ailleurs signé un protocole de coopération concernant le GAP au début des années 2000 (Voir en annexe).

Comme ces premiers pas de coopération le montrent, les pays du Moyen-Orient ont tout intérêt à établir dans les meilleurs délais un marché commun des ressources hydrauliques. La Turquie a besoin de l'accord de ses voisins arabes pour vendre à prix compétitif l'eau dont elle dispose. À ce point, Didier Billion souligne que l'idée de grands travaux hydrauliques comme base d'une coopération régionale est certes ambitieuse mais elle s'imposera dans les années à venir comme une nécessité vitale.⁵⁵⁴ Alors, on pourrait dire que si la question de l'eau ne peut être à l'origine d'une guerre au Proche-Orient, elle n'en constitue pas moins l'une des clés de la paix dans la région.⁵⁵⁵ Puisque ni la Syrie ni l'Irak, premiers concernés par les projets hydrauliques turcs, n'ont les moyens de déclencher une guerre afin d'empêcher la Turquie de maîtriser la crue annuelle des deux fleuves.

⁵⁵² Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, op.cit., p.92.

⁵⁵³ Lacoste, *L'Eau Dans Le Monde...*, op.cit., p.93.

⁵⁵⁴ Billion, op.cit., p.299.

⁵⁵⁵ Ayeb, op.cit., p.7.

Conclusion : Quel futur pour les relations turco-syriennes?

Au final, il nous faut répondre ou tenter de répondre d'une certaine façon à l'une des questions centrales qu'on a posée tout au début de notre étude. Est-ce qu'on peut envisager une amélioration structurelle et continue des relations turco-syriennes dans les prochaines décennies, ou bien le paysage géopolitique actuel est-il borné par des circonstances conjoncturelles? La problématique de la continuité et du changement prédomine largement le futur imprécis des relations turco-syriennes. Il n'est pas facile de « prévoir » quelle direction « exacte » prendront les relations turco-syriennes, mais on peut dire qu'un certain nombre de représentations turco-syriennes ne vont pas disparaître tout d'un coup, comme un coup de foudre, dans le processus qui a débuté suite à la guerre d'Irak en 2003.

Tout d'abord, on peut souligner que les facteurs géographiques et historiques occupent encore un rôle très important, avec leur impact sur les représentations collectives et les mémoires vives non seulement pour l'ensemble des deux peuples, mais aussi pour certaines populations au sein des deux sociétés, comme les communautés kurdes, qu'on a analysé à travers leurs similitudes et divergences. La dimension historico-géographique constitue un des points fondamentaux des relations turco-syriennes aujourd'hui encore.

Dans ce cadre, on rencontre une ambiguïté dans les représentations des deux pays, différentes les unes des autres; la géohistoire continue à peser lourd, en tant que trait dominant de cette analyse. On peut, à ce sujet, dire qu'il est à peine imaginable que la classe politique turque ou l'*establishment* turc, qui se veulent « occidentalisés » et « laïcisés » s'ouvrent progressivement à la Syrie et au monde arabe. Il est fort probable qu'il y aura nombre de réticences et d'inquiétudes dans les représentations.

Sur ce point, l'une des leçons qu'on peut tirer de cette recherche demeure le poids des identités et des traditions politiques qui pèse sur les représentations géographiques aussi. La turquification trouve son homologue, l'arabisation dans le cadre des relations turco-syriennes,

et malgré l'esquisse d'une coopération sur le problème kurde et la question de l'eau, on se trouve largement dans les limites des représentations géohistoriques.

Cela explique bel et bien la « paranoïa partagée » des élites turques et syriennes à propos de l'interventionnisme des puissances internationales dans la région, caractérisée par une inquiétude et une méfiance envers le changement du statu quo actuel qui peut radicalement modifier les structures internes des deux régimes, surtout en ce qui concerne la question kurde. Cela dit, même si les deux pays se rapprochent encore plus dans le futur autour de dossiers de coopération, on peut dire qu'il subsiste un manque de confiance entre eux et que la détente actuelle est le fruit de la conjoncture, principale force motrice de la dynamique turco-syrienne.

À cet égard, il faut finalement mettre l'accent sur les limites de l'exercice et les défis conjoncturels actuels. Le « printemps » des relations turco-syriennes est, nous le redisons, un fruit conjoncturel : les « intérêts mutuels » qui dominent la quasi-totalité des entrevues officielles peuvent changer à tout moment. Du reste, pour l'instant, le rapport de force plutôt favorable à la Turquie constitue un élément clé de cette coopération. On peut même se demander s'il y aurait un tel dynamisme turco-syrien si l'isolement de la Syrie n'était pas aussi total ?

Au vrai, il est clair que la Turquie cherche à démontrer qu'elle est indispensable, que sans elle, on ne peut rien faire, d'où le discours du « grand frère ». Cela marque les limites très étroites du dialogue bilatéral, car tout dépend du degré d'isolement de la Syrie : celle-ci ne veut pas être réintégrée et veut retrouver un poids politique. En attendant des jours meilleurs, elle ne règle aucun dossier définitivement, laissant ainsi la porte ouverte pour l'avenir. Le pragmatisme de l'armée turque diffère de l'approche du gouvernement turc : les contraintes politiques sont plus fortes ; elles diffèrent également des pratiques des hommes d'affaire qui sont très réactifs et prêts à faire des affaires partout où il y a des opportunités. Au final, le facteur géographique pèse fortement sur la politique turque comme c'est le cas aussi d'une certaine manière pour la Syrie. La question kurde, le sandjak d'Alexandrette et la question de l'eau illustrent en fait l'obsession du territoire, son contrôle et sa transformation au service

d'objectifs politiques. La géographie est ainsi au service de l'establishment turc pour « noyer » les divers problèmes internes ou externes qu'il rencontre. Cela relève d'une tradition bien établie depuis la turquisation mise en œuvre par les Jeunes Turcs.

La géopolitique turque, malgré quelques nuances et un sens de l'ouverture de l'AKP, reste héritière d'une ligne traditionnelle et historique visant à la constitution d'une nation « homogène » en Anatolie : à travers la question kurde, la question hydraulique et le sandjak, elle poursuit son ambition de contrôler totalement le territoire en vue de former une nation « monolithique », base de ses conceptions géopolitiques fondamentales.



Bibliographie

Ouvrages:

ADA, Serhan, Türk-fransız ilişkilerinde Hatay sorunu (1918-1939) (La question de Hatay dans les relations turco-françaises 1918-1939), Istanbul, Istanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2005.

AHMED, Abdelkader Sid, Économie politique de la transition dans les pays en développement: le cas de la Syrie, Publisud, 1996.

AKTAR, Cengiz, L'occidentalisation de la Turquie, Paris, L'Harmattan, 1985.

AMIN, Samir, Nationalisme et luttes de classes, Paris, les Éditions de Minuit, 1976.

AMIN, Samir, Irak et Syrie 1960-1980, Paris, Les Éditions de Minuit, 1982.

ARFA, Hassan, The Kurds an historical and political study, London: Oxford University Press, 1968.

ARMAOGLU, Fahir, 20. Yüzyıl Siyasi Tarihi (1914-1990) (L'Histoire politique du 20^e Siècle 1914-1990), Ankara, Türkiye İş Bankası Yayınları, 1991.

ARSEL, İlhan, Arap Milliyetçiliği ve Türkler (Le nationalisme Arabe et les Turcs), Istanbul, Kaynak Yayınları, 1999.

ASLIYUCE, Erdoğan, Değişen Komşumuz: Suriye (La Syrie: notre voisin qui change), Istanbul, Yesevi Yayıncılık, 2003.

ATLIOGLU, Yasin, Beşar Esad Suriyesi'nde reform demokratikleşme-güvenlik ikilemi (La Réforme en Syrie de Bachar Assad le dilemme de démocratisation et de sécurité), Istanbul, Tasam, 2007

AYEB, Habib, L'Eau au Proche-Orient la guerre n'aura pas lieu, Paris, Karthala-Cedej, 1998.

BALBAY, Mustafa, Suriye Raporu (Le Rapport de Syrie), Istanbul, Cumhuriyet Kitapları, 2007.

BILLION, Didier, L'Enjeu Turc, Paris, Armand Colin, 2006.

BILLION, Didier, La politique extérieure de la Turquie une longue quête d'identité, Paris, L'Harmattan, 1997.

BOZARSLAN, Hamit, Histoire contemporaine de la Turquie, Paris, La Découverte, 2004.

BOZARSLAN, Hamit, La question kurde, États et minorités au Moyen-Orient, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

BOZARSLAN, Hamit, Conflit kurde, le brasier oublié du Moyen-Orient, Éditions Autrement, Paris, 2009.

BOULANGER, Philippe, Le destin des kurdes, Paris, L'Harmattan, 1998.

BOULANGER, Philippe, Géopolitique des Kurdes, Paris, Ellipses, 2006.

BRUINESSEN, Martin Van, Kürdistan uzerine yazılar (Écrits sur Kurdistan), Iletisim, Istanbul, 2005.

BULLOCH, John, DARWISH, Adel, Su savaşları (Les guerres de l'eau), Istanbul, Altin Kitaplar, 1994.

CARRE, Olivier, MICHAUD, Gérard, Les Frères Musulmans Égypte et Syrie (1928-1982), Paris, Collection Archives, 1983.

CHALIAND, Gérard, D'une guerre d'Irak à l'autre, Violence et politique au Moyen-Orient 1991-2004, Paris, Éditions Mmetaille, 2004.

CHESNOT, Christian, La bataille de l'eau au Proche-Orient, Paris, L'Harmattan, 1993.

CIGERLI, Sabri, LE SAOUT Didier, Ocalan et le PKK les mutations de la question kurde, Paris, Maisonneuve & Larose, 2005.

Collectif, IFRI RAMSES 2009, Rapport annuel de l'Institut Français des Relations Internationales: sous la direction de Thierry de Montrial et Philippe Moreau Defarges, Septembre 2008.

COMMINS, David Dean, Osmanlı Suriyesi'nde islahat hareketleri (Les politiques de réforme dans la Syrie ottomane), Istanbul, Yöneliş, 1993.

DABENE, Olivier, GEISSER, Vincent, MASSARDIER, Gilles, Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au 21^e siècle convergences Nord/Sud, Paris, La Découverte, 2008.

DAM, Nikolaos Van, Suriye’de iktidar mücadelesi Esad ve Baas partisi yönetiminde siyaset ve toplum, (La lutte de pouvoir en Syrie, politique et société sous Asad et le parti Baath), Istanbul, İletişim, 2000.

DAOUDY, Marwa, Le partage des eaux entre la Syrie, l’Irak et la Turquie négociations, sécurité et asymétries des pouvoirs, CNRS Éditions, Paris, 2005.

DAVUTOGLU, Ahmet, Stratejik derinlik Türkiye’nin uluslararası konumu (Densité stratégique la position stratégique de la Turquie), Istanbul, Küre Yayınları, 2008.

DAWN, C. Ernest, Osmanlıcılıktan arapçılığa (De l’ottomanisme à l’arabisme), Istanbul, Yöneliş, 1998.

DEFAY, Alexandre, Géopolitique du Proche-Orient, Paris, PUF, 2008.

D’ENCAUSSE, Helene Carrere, La politique soviétique au Moyen-Orient 1955-1975, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1975.

DESCROIX, Luc, LASSERRE, Frédéric, L’eau dans tous ces États: Chine, Australie, Sénégal, États-Unis, Mexique, Moyen-Orient, Paris, L’Harmattan, 2006.

DOREL, Gérard, Atlas de l’empire américain États-Unis: Géostratégie de l’hyperpuissance, Paris, Éditions Autrement, 2006.

DUPRET, Baudouin, GHAZZAL, Zouhair, COURBAGE, Youssef, AL-DBIYAT Mohammed (Ed.), La Syrie au présent reflets d’une Société, Paris, Actes Sud, 2007.

DUNDAR, Fuat, Modern Türkiye’nin sifresi, İttihat ve Terakki’nin etnisite mühendisliği (1913-1918) (Le chiffre de la Turquie Moderne l’ingénierie ethnique du Comité de l’Union et du Progrès 1913-1918), Istanbul, İletişim, 2008.

DUMORTIER, Brigitte, Géographie de l’Orient Arabe, Paris, Armand Colin, 1997.

DURMAZUCAR, Vedat, Ortadoğu’da suyun artan stratejik değeri (La valeur croissante de l’eau au Moyen-Orient), Istanbul, IQ, 2003.

ENCEL, Frédéric, Horizons géopolitiques, Paris, Éditions du Seuil, 2009.

FEKI, Masri, Géopolitique du Moyen-Orient, Paris, Studyrama Perspectives, 2008.

FEKI, Masri, L'Axe irano-syrien, géopolitique et enjeux, Paris, Studyrama Perspectives, 2007.

GAUCHON, Pascal, HUISSOUD, Jean-Marc, Les 100 mots de la géopolitique, Paris, PUF, 2008.

GAUCHON, Pascal, HUISSOUD, Jean-Marc, Les 100 lieux de la géopolitique, Paris PUF, 2008.

GENTELLE, Pierre, Géopolitique du monde contemporaine États, continents, puissances, Paris, Nathan, 2008.

GERE, François, La nouvelle géopolitique guerre et paix aujourd'hui, Paris, Larousse, 2005.

GUINGAMP, Pierre, Hafez El Assad et le parti Baath en Syrie, Paris, Harmattan, 1996.

JWADEH, Wadie, The Kurdish nationalist Movement: its origins and development, 2008, Syracuse University Press, Inc.

HALLIDAY, Fred, Ortadoğu hakkında 100 mit (Les 100 mythes sur le Moyen-Orient), Istanbul, Istanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2008.

KAMINSKY, Catherine, KRUK, Simon, La Syrie: politiques et stratégies, de 1966 à nos jours, Paris, PUF, 1987.

KARPAT, Kemal (Ed.) The Ottoman state and its place in world history (L'État ottoman et sa place dans l'histoire mondiale), Leiden: Brill 1974

KAYALI, Hasan, Jön türkler ve araplar, osmanlıcılık, erken arap milliyetçiliği ve islamcılık (1908-1918) (Les Jeunes Turcs et les Arabes, l'ottomanisme, le pré-nationalisme Arabes et l'islamisme 1908-1918), Istanbul, Tarih Vakfı yurt yayınları, 2003.

KAYRA, Cahit (Trad.), Arap ihtilali ve Şam mahkemesi (La révolte arabe et le tribunal de Damas), Istanbul, Yeditepe, 2008.

KEVORKIAN, Raymond, Le génocide des Arméniens, Paris, Odile Jacob Histoire, 2006.

KILINCKAYA, M. Derviş, Osmanlı yönetimindeki topraklarda Arap milliyetçiliğinin doğuşu ve Suriye (La naissance du nationalisme arabe dans l'Empire ottoman et la Syrie), Ankara, Atatürk Araştırma merkezi, 2004.

KIRAN, Abdullah, Ortadoğu'da su bir catisma ya da uzlaşma alanı (L'Eau au Moyen-Orient, un espace du conflit ou de conciliation), Istanbul, Kitap Yayınevi, 2005.

KIRISCI, Kemal, WINROW, Gareth M., Kürt sorunu kökeni ve gelişimi (La question kurde, origine et évolution), Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2008.

LACOSTE, Yves, « La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre », Paris, Maspero, 1976.

LACOSTE, Yves, L'eau dans le monde les batailles pour la vie, Baume-les-Dames, Larousse, 2006.

LACOSTE, Yves, Jeopolitik: bugünün uzun tarihi (Géopolitique, la longue histoire d'aujourd'hui), Istanbul, NTV Yayinlari, 2007.

LACOSTE, Yves, Atlas géopolitique, Espagne, Larousse, 2007.

LACOSTE, Yves, L'eau des hommes, Vicence, Éditions Cercle d'Art, 2001.

LACOSTE, Yves, Dictionnaire de géopolitique, Paris, Flammarion, 1995.

LACOSTE, Yves, Vive la nation destin d'une idée géopolitique, Paris, Fayard, 1997.

LEA, David (Ed.), A survey of Arab-israeli Relations, 1947-2001, Europa Publications, 2002.

LEWIS, Bernard, Uygarlık tarihinde Araplar (Arabes dans l'histoire de la civilisation), Istanbul, Pegasus, 2006.

LUNDGREN, Asa, The unwelcome neighbour, Turkey's kurdish policy (Le voisin importun la politique kurde de la Turquie), Londres, I.B. Tauris, 2007.

MANTRAN, Robert, Histoire de l'Empire ottoman, Fayard, Paris, 1989.

MARCUS, Aliza, Kan ve inanç PKK ve kürt hareketi (Sang et croyance PKK et le mouvement kurde d'indépendance), Istanbul, Iletisim, 2009.

MCGHEE, George, ABD-Türkiye- NATO- Ortadoğu (Les États-Unis - la Turquie – OTAN - Moyen-Orient), Istanbul, Bilgi, 1992.

MELEK, Abdurrahman, Hatay nasıl kurtuldu? (Comment Hatay est-il sauvé?), Ankara, Türk Tarih Kurumu Basım Evi, 1991.

MIKHAIL, Barah, La politique américaine au Moyen-Orient, Paris, Éditions Dalloz – IRIS, 2006.

MONTGOMERRY, Harrijet, Suriye kurtleri inkar edilen halk (Kurdes de Syrie le peuple nié), Istanbul, Avesta, 2007.

MUTIN, George, L'eau dans le monde arabe, Paris, Ellipses, 2000.

OLSON, Robert, Türkiye'nin Suriye, Israil ve Rusya ile ilişkileri: 1979-2001 (Relations de la Turquie avec la Syrie, l'Israël et la Russie: 1979-2001), Ankara, Orient, 2005.

ORAN, Baskın (Ed.), Türk dış politikası, Kurtuluş Savaşı'ndan bugüne olgular, belgeler, yorumlar...(Cilt 1. 1919-1980) (La politique étrangère turque, de la Guerre d'Indépendance à nos jours faits, documents, interprétations Tome I. 1919-1980), Istanbul, İletişim, 2006.

ORTAYLI, İlber, İmparatorluğun en uzun yüzyılı (Le siècle le plus long de l'Empire), Istanbul, İletişim Yayınları, 2005.

OZOGLU, Hakan, Kurdish notables and the ottoman State: evolving identities, competing loyalties and shifting boundaries, New York, The state University of New York Press, 2004.

PAMUKCU, Konuralp, Su politikası (La politique de l'eau), Istanbul, Bağlam, 2000.

PARLAR, Suat, Ortadoğu'da yeni dünya düzeni (Le nouvel ordre mondial au Moyen-Orient), Istanbul, Yar yayınları, 1999.

PEARCE, Fred, Nehirler kuruyunca (Quand les rivières sécheraient), Istanbul, Altın Kitaplar, 2009.

PETRELLA, Ricardo, Le manifeste de l'Eau pour le 21^e siècle pour un pacte social de l'eau, Québec, Fides, 2008.

PICARD, Elizabeth (Ed.), La nouvelle dynamique au Moyen-Orient, les relations entre l'Orient arabe et La Turquie, Paris, l'Harmattan, 1993.

PICARD, Elizabeth, La politique dans le monde arabe, Paris, Armand Colin, 2006.

PICARD, Elizabeth, La question kurde, Bruxelles, Éditions Complexes, 1991.

PIPES, Daniel, Greater Syria the history of an ambition, New York, Oxford University Press, 1990.

PLOQUIN, Jean-Christophe, Irak: le Moyen-Orient sous le choc, Paris, L'Harmattan 2003.

RIZA, Reşid, Ittihad- ı Osmani'den arap isyanına (De l'unité ottomane à la révolte arabe), Istanbul, Klasik, 2007.

ROBINS, Philip, Turkey and the Middle East (Turquie et le Moyen-Orient), New York: Council on Foreign Relations Press; London : Royal Institute of International Affairs, 1991.

SALAM, Nawaf, Le Moyen-Orient à l'épreuve de l'Irak, Paris, Actes Sud 2005.

SAINT-MARTIN, Emmanuel, l'Irak de la dictature au chaos, Paris, Les essentiels Milan, 2005.

SANDER, Oral, Siyasi Tarih (Histoire Politique), Istanbul, İmge, 2005.

SANDER, Oral, Siyasi Tarih 1918-1994 (Histoire Politique 1918-1994), Istanbul, İmge, 2007.

SEALE, Patrick, Asad of Syria the struggle for the Middle East (la Syrie d'Assad la lutte pour le Moyen-Orient), Londres, I.B. Tauris&Co Ltd, Publishers, 1988.

SEIDA, Abdulbaset, La question kurde en Syrie, Paris, L'Harmattan, 2005.

SEN, Sabahattin (Ed.), Yeni dünya düzeni ve Türkiye (Le nouvel ordre mondial et la Turquie), Istanbul, Bağlam, 1994.

SEN, Sabahattin, Ortadoğu'da ideolojik bunalım Suriye Baas partisi ve İdeolojisi (La crise idéologique au Moyen-Orient le parti syrien Baath et son idéologie), Istanbul, Birey, 2004.

SONMEZ, Mustafa, Doğu Anadolu'nun hikayesi Kürtler ekonomik ve sosyal tarih (L'histoire de l'Anatolie de l'Est, les Kurdes, les perspectives économiques et sociales), Arkadas, Ankara 1992.

SILAHCIOGLU, Doğu, düşlerdeki toprak Güneydoğu Anadolu (Le Sud-est Anatolien la terre rêvée), Istanbul, Cumhuriyet Kitapları, 2007.

TAHMAZ, Hakan (Ed.), Kürt sorununda çözüm önerileri (Propositions de solution à la question kurde), Istanbul, Kalkedon, 2009.

TEJEL GORGAS, Jordi, Le mouvement kurde de Turquie en exil, continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban (1925-1946), berne et Berlin, Peter Lang, 2007.

TEJEL GORGAS, Jordi Syria's Kurds. history, politics and society, Londres, Routledge, 2009.

TREIGNIER, Michel, Guerres et paix au Moyen-Orient, Paris, Hatier, 1993.

TUNCEL, Mehmet, Hedef neden Iran? Ortadoğu'da güç savaşları (Pourquoi l'Iran est-il la cible? Les guerres de puissance au Moyen-Orient), Istanbul, Etkileşim Yayınları, 2008.

TURGUT, Mehmet, GAP'ın sahipleri (Les propriétaires du GAP), Istanbul, Boğaziçi Yayınları, 1995.

ULUATAM, Özhan, Damlaya damlaya Ortadoğu'nun su sorunu (Goutte à goutte la question de l'eau au Moyen-Orient), Istanbul, Türkiye İş bankası yayınları, 2004.

VERNIER, Bernard, Armée et politique au Moyen-Orient, Paris, Payot, 1966.

VINCENT, Philippe Droz, Moyen-Orient: pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées, Paris, PUF, 2004.

VURMAY, H. Miray, Devrik bir cümlemin sözde öznesi « Ortadoğu » (Moyen-Orient, le sujet d'une phrase renversée), Ankara, Tusam, 2007.

YEGEN, Mesut, Devlet söyleminde kürd sorunu (Question kurde dans le discours de l'État), İletişim, İstanbul, 2006.

YILDIZ, Dursun, USIAD su raporu: ulusal su politikası ihtiyacımız (USIAD: le rapport de l'eau: besoin d'une politique nationale de l'eau), Ada Strateji, Ankara, 2007.

YILDIZ, Dursun, USIAD GAP raporu (USIAD le rapport du GAP), Ada Strateji, Ankara, 2008.

YILDIZ, Dursun, Tarihi geçmişi, stratejik onemi ve su sorunu açısından Akdeniz'in doğusu (La Méditerranée orientale histoire, importance stratégique et la question de l'eau), Istanbul, Bizim Kitaplar, 2008.

YILDIZ, Dursun, ÖZBAY, Özdemir, Su ve toprak (L'eau et la terre), Istanbul, Dünya, 2009.

YILDIZ, Kerim, The Kurds in Turkey, EU accession and human rights (Kurdes en Turquie, accession à l'UE et les droits de l'Homme), Londres, Pluto Press, 2005.

YILMAZ, Türel, SAHİN, Mehmet, Ortadoğu siyaseti'nde Suriye (Syrie dans la politique de Moyen-Orient), Ankara, Platin, 2004.

ZEHİR, Cemal, Ortadoğu'da su medeniyetlerinden su savaşlarına (Des civilisations de l'eau aux guerres de l'eau au Moyen-Orient), Istanbul, Su Vakfı Yayınları, 2003.

WEDEEN, Lisa, Ambiguities of domination, politics, rhetorics and symbols in contemporary Syria, London, The University of Chicago Press, 1999.

Articles :

ARAS, Bulent, « Türk-İran ilişkileri: değişim ve süreklilik » (les relations turco-iraniennes changement et continuité), *Avrasya Dosyası (Dossier Eurasie)*, 2006, (tome:12, no:2), pp.61-92.

BASI, Selin Esinli, « Managing the Middle East the need to revive transatlantic cooperation », *Turkish Policy Quarterly*, vol 5 no.3, pp 121-138.

CAPDEPUY, Vincent, le « Croissant fertile » naissance, définition et usages d'un concept géohistorique, *L'information géographique*, juin 2008, no:1308, Paris, Armand Colin, pp.89-104.

CHIFFOLEAU, Sylvie, « Présentation », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, La Syrie au quotidien cultures et pratiques du changement, décembre 2006, no: 115-116, Edisud, p.9-18.

DEVAUX, Pierre, « Représentations anciennes et situations géopolitiques contemporaines : Antioche dans l'imaginaire collectif syrien », *Institut Français de Géopolitique, Working paper* – Document d'Étude, Septembre 2008 no.3, http://ex.geopolitique.net/IMG/pdf/WP-P_Devaux-09-08.pdf

ENCEL, Frédéric, « Guerre Libanaise de juillet-août 2006: mythes et réalité d'un échec militaire israélien », *Hérodote*, Proche-Orient Géopolitique de la Crise, No. 124, 1^e Trimestre 2007, Éditions La Découverte pp 14-23.

ENCEL, Frédéric, « Israël -Turquie un nouvel axe géostratégique », *Hérodote*, 1998, no:90, Méditerranée: Nations en conflits, Paris, La Découverte, pp.148-162.

GIBLIN, Béatrice, « Éditorial », *Hérodote*, Géographie, Guerres et Conflits, 3^e Trimestre 2008, No.130, La Découverte, pp 3-16.

GIBLIN, Béatrice « Éditorial », *Hérodote*, 2^e Trimestre 2008, No:130, La Découverte, pp.3-16.

GIRAGOSIAN, Richard, Redefining Turkey's Strategic Orientation, *Turkish Policy Quarterly*, vol 6 no.4, pp.33-40.

GORGAS, Jordi Tejel, « Les Kurdes de Syrie de la 'dissimulation' à la 'visibilité' ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, pp.117-132.

GRESH, Geoffrey, CHOREV, Matan, « Turkish-Kurdish reconciliation: promise and peril », *Turkish Policy Quarterly*, vol. 5 no.3 pp. 109-119.

GUERGUERIAN, Gérard, « Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (à partir du cas irakien », *Revue Arménienne des Questions Contemporaines*, le dossier: La question kurde et la crise au Moyen-Orient, No. 8, Mai 2008, Bibliothèque Nubar de l'UGAB, pp. 49-71.

GUNTER, Michael M., « Turkey's floundering EU candidacy and its kurdish problem », *Middle East Policy*, 2007 (Vol. XIV, No. 1) pp.117-123.

HINNEBUSCH, Raymond, « Modern syrian politics », *History Compass* 6/1 (2008), pp. 263-285.

HOERNER, Jean-Michel, « Le tourisme et la géopolitique » *Hérodote* no : 127 Géopolitique du tourisme (quatrième trimestre 2007), http://www.herodote.org/article.php3?id_article=307

KEVORKIAN, Raymond H., «Éditorial », *Revue Arménienne des Questions Contemporaines* le dossier: le dossier: La question kurde et la crise au Moyen-Orient, No. 8, Mai 2008, Bibliothèque Nubar de l'UGAB, pp. 5-6.

KEVORKIAN, Raymond H., « Kurdes et Arméniens histoires croisées », *Revue Arménienne des Questions Contemporaines* le dossier: le dossier: La question kurde et la crise au Moyen-Orient, No. 8, Mai 2008, Bibliothèque Nubar de l'UGAB, pp. 7-14.

KEVORKIAN, Raymond H., « Le facteur kurde dans le Proche-Orient contemporain », *Revue Arménienne des Questions Contemporaines* le dossier: le dossier: La question kurde et la crise au Moyen-Orient, No. 8, Mai 2008, Bibliothèque Nubar de l'UGAB, pp. 15-34.

KEYMAN, Fuat, « Türkiye, dış politika ve Ortadoğu'nun yeniden yapılanması (Turquie, politique étrangère et la restructuration du Moyen-Orient) », *Avrasya Dosyası (Dossier Eurasie)*, 2006, (tome 12, no:2), pp. 5-24.

KIENLE, Eberhard, « Vers un ajustement structurel et stratégique de l'autoritarisme: le politique dans la Syrie des années 1990 », *Monde Arabe Maghreb-Machrek*, La Syrie de l'Après-guerre froide: permanences et changements, Trimestriel No: 158 Octobre-Décembre 1997, La Documentation Française, pp. 5-17.

LACOSTE, Yves, « Au Moyen-Orient, des conflits qui s'aggravent en n'évoluant guère », *Hérodote*, Proche-Orient Géopolitique de la Crise, No. 124, 1^e Trimestre 2007, Éditions La Découverte pp. 3- 13.

LESSER, Ian O., « Turkey's regional role: harder choices ahead », *Turkish Policy Quarterly*, vol. 7 no.2, pp. 33-37.

MALLET, Laurent, « La crise libanaise vue de Turquie », *Hérodote*, Proche-Orient Géopolitique de la Crise, No. 124, 1^e Trimestre 2007, Éditions La Découverte, pp. 51-68.

MCCURDY, Daphne, « Turkish-Iranian Relations: when opposites attract », *Turkish Policy Quarterly*, vol 7 no.2, pp. 87-106.

MINASSIAN, Gaidz, Interview avec Patrice CLAUDE, « Le rêve de l'indépendance du Kurdistan irakien s'éloigne », *Revue Arménienne des Questions Contemporaines* le dossier: le dossier: La question kurde et la crise au Moyen-Orient, No. 8, Mai 2008, Bibliothèque Nubar de l'UGAB, pp. 35-47.

MUMCU, Cumhur, KAHRAMANER Yasemin, « Oyun teorisi yaklaşımıyla 1998 Türkiye-Suriye krizinin analizi » (Analyse de la crise turco-syrienne de 1998 par l'approche de la Théorie de Jeu), *Istanbul Ticaret Universitesi Dergisi (Revue de l'Université de Commerce d'Istanbul)*, p. 117-149.

ONASSIS, G. (Avril 2007), « le Hatay (ou golfe d'Alexandrette), un litige entre la Turquie et la Syrie », *Le Tigre*, no.9, avril 2007, [www.le-tigre.net /Le-Hatay-ou-Golfe-d-Alexandrette.html](http://www.le-tigre.net/Le-Hatay-ou-Golfe-d-Alexandrette.html)

ROBINS, Philip, « Turkish foreign policy since 2002: between a 'post-islamist' government and a Kemalist state », *International Affairs*, 2007, (no. 8, :I), pp. 289-304.

PICARD, Elizabeth, « Présentation », *Monde Arabe Maghreb-Machrek*, La Syrie de l'Après-guerre froide: permanences et changements, Trimestriel No: 158 Octobre-Décembre 1997, La Documentation Française, pp. 3-4.

PICARD, Elisabeth, « Les Kurdes et l'autodétermination », *Revue Française de Science Politique*, 1999, (vol. 49 no.3), 1999, pp. 420-435.

SALHANI, Claude, « The Syria accountability act taking the wrong road to Damascus », *Policy Analysis*, 18 Mars 2004, no. 512. pp. 1-12.

YALCIN, Emruhan, « Suriye izlenimleri » (« Les impressions de Syrie »), *Silahlı Kuvvetler Dergisi (La Revue Turque des Forces Armées)*, Juillet 2004, No: 381, pp. 95-105.

YERASIMOS, Stéphane, ARTUNKAL, Turgul, « La Turquie: permanences géopolitiques et stratégies nouvelles vers le Proche et le Moyen-Orient », *Hérodote*, 2^e-3^e Trimestre 1983, No: 29-30, pp. 253-282.

YERASIMOS, Stéphane, « Le Sandjak d'alexandrette: formation et intégration d'un territoire », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 1988 (no. 48-49).

YILMAZ, Richard, « Le Sandjak d'alexandrette, baromètre des relations entre Turquie et Syrie », p. 110, *Outre-Terre / Arabies malheureuses – II*, no: 14, Éditions eres, 2006, Ramonville Saint-Agne, p. 109-116.

VALTER, Stéphane, « Le régime syrien et la logique de l'inertie », *Maghreb-Machrek*, no 196, Varia, Pp.111-128.

WALKER, Joshua W., « Turkey's new geopolitical Agenda », in *Turkish Policy Quarterly*, (Vol. 5, No.2), p.155-169.

Actes de Colloque:

Varia Turcica XXVIII, Jacques Thobie, Roland Perez et Salgur Kançal, « Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale », Institut Français d'Études Anatoliennes, Georges Dumezil – Istanbul, l'Harmattan, Paris, 1996.

Entretiens

Terrain de Turquie:

Entretien avec Umit Kaya, expert de Sous-secrétariat de Commerce Extérieur de Turquie, Ankara, le 3 Mars 2009.

Entretien avec Sadık Yıldız, président du Conseil des Affaires Turco-Syriennes, Istanbul, le 25 Février 2009.

Entretien avec Özdemir Özbay, Ankara, le 2 Mars 2009.

Entretien avec Miray Vurmay, Ankara, le 3 Mars 2009.

Entretien avec Mehmet Şahin, Ankara, le 3 mars 2009.

Entretien avec un ex-officier des Forces Maritimes Turques, Istanbul, le 5 mars 2009.

Entretien avec Deniz Tansi, Istanbul, le 5 mars 2009.

Entretien avec un haut commandant actuel des Forces Maritimes Turques, Istanbul, le 6 mars 2009.

Entretien avec un haut responsable de DSI, Ankara, le 2 Mars 2009.

Terrain de Syrie :

Entretien avec le co-directeur de l'Administration de Tourisme d'Alep, Alep, le 17 Février 2009.

Entretien avec Gias Sahlul, journaliste, Damas, le 12 Février 2009.

Entretien avec Samir Altaqi, politologue, Damas, le 10 Février 2009.

Entretien avec Abdullah Akis, Municipalité d'Alep, le 16 Février 2009.

Entretien avec Salamah Khileh, membre du Forum Tiers-Monde, Damas, le 11 Février 2009.

Entretien avec Khaldoun Azrak, Président de la Chambre de Commerce d'Alep, le 17 Février 2009.

Entretien avec Hamza Hamza, Programme de Coopération Interrégional Turquie-Syrie, Alep, le 18 Février 2009.

Entretien avec Dr. Al Nayef Hassan, historien, Damas, le 10 Février 2009.

Entretien avec un haut responsable diplomatique turc, Damas, le 10 Février 2009.

Entretien avec Dr. Bessam Abu Abdullah, Damas, le 12 Février 2009.

Entretien avec Imad Fawzi al Shueibi, Damas, le 12 Février 2009.

Entretien avec un haut responsable du Consulat de Turquie, Alep, le 17 Février 2009.

Entretien avec Zafir Muhabbek, président de la Banque Centrale de Syrie, Alep, le 18 Février 2009.

Entretien avec Mahmoud Zein Alabidin, architecte, Alep, le 19 Février 2009.

Entretien avec Dr. Walid Mujawaz, directeur du Département de la langue turque et de littérature turque à l'Université d'Alep, le 20 Février 2009.

Entretien avec Bessam Hicazi, Alep, le 19 Février 2009.

Entretien avec Ibrahim Zarour, Damas, le 14 Février 2009.

Entretien avec Mahmoud Zein Alabidin, architecte, Alep, le 19 Février 2009.

Entretien avec un haut responsable du Consulat de Turquie, Alep, le 17 Février 2009.

Entretien avec Tony Hagopian, homme d'affaire, Alep, le 19 Février 2009.

Terrain de France :

Entretien avec Pierre Blanc, CIHEAM, Paris, le 6 Avril 2009.

Entretien avec Dorothee Schmid, IFRI, Paris, le 4 Avril 2009.

Entretien avec Didier Billion, l'IRIS, Paris, le 7 avril 2009.

Entretien avec Denis Bauchard, IFRI, Paris, le 14 Avril 2009.

Sites internet :

<http://ex.geopolitique.net/index.php3>

<http://www.herodote.org/>

<http://www.tusiad.org>

<http://www.ifri.org>

<http://www.lemonde.fr/>

<http://www.cnn.com>

<http://www.hurriyet.com.tr>

<http://www.ntvmsnbc.com>

<http://www.syria-turkey.sticp.com/en/page/about>

<http://www.forumtiersmonde.net/fren/index.php>

www.invest.gov.tr

<http://www.kureselbarisveadalet.org/>

<http://www.yeniozgurpolitika.org/>

<http://www.gap.gov.tr/>

<http://www.worldwaterforum5.org/index.php?id=1870&L=1>

<http://www.syriatourism.org/index.php?newlang=fra>

Les Cartes :

- 1- Partage du Proche-Orient après la chute de l'Empire ottoman entre pp. 19-20.
- 2- La Syrie du mandat français entre pp. 26-27.
- 3- Répartition régionale du peuplement kurde aujourd'hui entre pp. 98-99.
- 4- Les Kurdes en Syrie aujourd'hui, entre pp.129-130.
- 5- La gestion des bassins du Tigre et de l'Euphrate entre pp. 139-140
- 6- Le GAP turc, entre pp. 142-143.
- 7- Fleuves, barrages, périmètres irrigués et zones de plans d'irrigation en Syrie entre pp. 151-152.

Documents:

Document officiel intitulé « Turkish trade delegation to Syria », 16-18 February 2009, Ankara, Turquie.

ICG, International Crisis Group, ICG Middle East Report, no: 23, Syria under Bashar (I): foreign policy challenges, executive summary and recommendations, 11 February 2004.

LASENSKY, Scott et YACOUBIAN, Mona, «Syria and political change », USIPeace Briefing, United States Institute of Peace, Décembre 2005.

SALEH Yasin Al-Haj, « The political culture of modern Syria: its formation, structure & interactions », Political Culture Case Studies, Conflict Studies Research Centre, Mars 2003, pp. 57-68.

Rapport du TUSIAD, (Association des Hommes d’Affaires turcs) intitulé « La politique de la Turquie envers les pays voisins dans le processus d’intégration à l’UE », p.141, http://www.tusiad.org/tusiad_cms.nsf/mainpage?OpenForm

Thèses de Maîtrise :

AYDOGDU, Özey Murat, « Forty five years of Turkish foreign policy towards Syria: under the shadow of Union of Soviet Socialist Republics », Bilkent University, the Department of International Relations, Ankara, July 2005.

Annexes

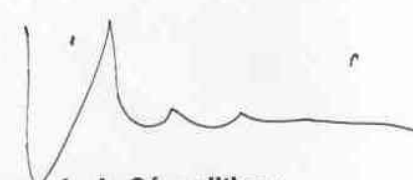
Saint Denis, le 14 septembre 2011

A qui de droit

Je soussignée, Béatrice Giblin, responsable du Master 2 Recherche de Géopolitique, certifie que Monsieur Savas Cem a soutenu ce mémoire le 29 juin 2009 devant le jury suivant :

- Mr Raymond Kevorkian, professeur, directeur du mémoire
- Mme Béatrice Giblin, professeur, responsable du master et directrice de l'IFG

et qu'il a obtenu la mention Bien avec la note de 16/20.



Institut Français de Géopolitique
Université Paris 8
2, rue de la Liberté
93200 Saint-Denis
Tél. : 01 49 40 73 00

PROCES-VERBAL DE MASTER RECHERCHE

(Arrêtés ministériels du 25 avril 2002)

INTITULE DU MASTER Géopolitique
SPECIALITE Enjeux territoriaux des rivalités du pouvoir
NOM CERT épouse —
(de jeune fille pour les femmes mariées)
Prénom(s) SMYAS n° étudiant 246973
Né(e) le 04/11/1984 à Istanbul Pays Turquie

a suivi avec succès les enseignements théoriques et méthodologiques suivants (indiquer les codes et intitulés des U.E. obtenues ou joindre les copies d'attestations de résultats contresignées par le Président du jury du diplôme) :

Notes jointes

et a soutenu le **mémoire de Master** (titre du mémoire en majuscules) : _____

Note du mémoire : 16 Note de soutenance (le cas échéant) : _____

Les membres du jury de soutenance du mémoire (2 minimum),

NOMS et prénoms

Signatures

Beatrice Gilbin

Raymond Kévorkian

[Signature]

Raymond Kévorkian

Le diplôme est obtenu sans mention
avec la mention

☐ (10 à < 12)

☐ Assez bien (12 à < 14)

☒ Bien (14 à < 16)

☐ Très bien (16 à 20)

Moyenne 14,16

Le Président du jury du diplôme,

NOM, prénom et signature

Beatrice Gilbin

[Signature]

Les membres du jury du diplôme (2 minimum),

NOMS et prénoms

Signatures

Barbara Lajou

Raymond Kévorkian

Cachet de la Formation
(sur chaque feuillet)

Institut Français de Géopolitique
Université Paris 8

Philippe Dubra

[Signature]

Fait à Saint-Denis, le 29 juin 2003
(date de délibération du jury)